



Evaluation thématique Développement rural et agricole

Rapport final

Volume II - Annexes

Juillet 2007

ADE s.a.
Rue de Clairvaux, 40
B-1348 Louvain-la-Neuve
Belgium
Tel.: +32 10 45 45 10
Fax: +32 10 45 40 99
E-mail: ade@ade.be
Web: www.ade.be

La présente étude a été réalisée par ADE à la demande de la Commission Européenne.

Elle n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Commission Européenne.

Table des matières - Annexes

ANNEXE 1 – TERMES DE RÉFÉRENCES

ANNEXE 2 – APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉVALUATION

ANNEXE 3 – DONNÉES COLLECTÉES AU NIVEAU DES INDICATEURS

ANNEXE 4 – LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES À BRUXELLES

ANNEXE 5 – NOTES DE FIN DE MISSION PAYS

ANNEXE 6 – BIBLIOGRAPHIE

Annexe 1 – Termes de références

Evaluation thématique
Développement Rural et Agricole
Phase II

Projet de Termes de Référence
(Relatifs à la phase de terrain et à l'élaboration du rapport final)

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION : CADRE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	3
2	CONTEXTE.....	3
3	CHAMP D'APPLICATION DE L'EVALUATION	4
4	LA METHODOLOGIE ET L'APPROCHE DE BASE DE L'EVALUATION	5
	Phases de l'évaluation	5
	Étapes méthodologiques	5
4.1	Rapports.....	6
5	RESPONSABILITE DE LA GESTION ET DU SUIVI DE L'EVALUATION	6
6	LES TROIS PHASES DE L'EVALUATION (COMPRENANT LA SOUMISSION DES RAPPORTS).....	7
6.1	Phase préliminaire	7
6.2	Phase de terrain	7
6.3	Phase de rédaction du Rapport final (analyse, conclusions et recommandations)	7
7	DIFFUSION ET SUIVI.....	8
8	L'EQUIPE D'EVALUATION.....	8
9	CALENDRIER (VOIR AVENANT).....	9
10	COÛT DE L'EVALUATION ET MODALITES DE PAIEMENT.....	9
11	ANNEXES	10
11.1	Annexe 1 : Documentation / Information Préalable.....	10
11.2	Annexe 2 : Structure d'ensemble des rapports de phase documentaire et du rapport final (sous réserve de révision ultérieure).....	13
11.3	Annexe 3 : Grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluation.....	15

1 INTRODUCTION : CADRE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'évaluation systématique et opportune de ses programmes de dépenses a été définie comme une priorité de la Commission européenne (CE), et ce, afin de rendre compte de la gestion des ressources attribués et de promouvoir une culture d'apprentissage de l'expérience dans toute l'organisation. L'accent mis sur *l'impact* dans le cadre des programmes de coopération vise, d'une part, à favoriser une gestion basée sur les résultats et, d'autre part, à encourager les gouvernements partenaires à focaliser leurs politiques de manière optimale.

Conformément à la programmation¹ de l'évaluation pour l'année 2005, approuvée par le Commissaire pour les Relations Extérieures et la politique européenne de voisinage, en accord avec le Commissaire pour le Développement et l'Aide Humanitaire, L'Unité d'Evaluation lance une évaluation de la stratégie de coopération de la Commission en matière de **Développement Rural et Agricole**. L'évaluation répond à la nécessité selon laquelle toutes les actions thématiques et sectorielles doivent être régulièrement évaluées.

L'unité d'évaluation travaille actuellement à la mise en place d'un cadre méthodologique complet visant à développer des méthodes et des orientations pour l'évaluation notamment des stratégies pays, des thèmes et des secteurs. Parmi d'autres thèmes et secteurs, celui du Développement Rural et Agricole est visé par cette activité. En effet, des méthodes et des outils (entre autres des questions d'évaluation, des critères de jugement et des indicateurs, etc.) sont en cours d'élaboration et cette évaluation devra profiter des résultats de ce travail.

L'objectif principal de cette évaluation thématique est de fournir à la Commission les résultats et de tirer les leçons-clés de l'expérience (1995-2005) de sa politique de coopération en matière de Développement Rural et Agricole. Elle présentera les résultats et leçons, avec un ensemble de recommandations détaillées et opérationnelles, dans un rapport conçu principalement pour fournir aux responsables politiques et aux responsables de la Commission une aide pour la mise en œuvre de la stratégie en matière de Développement Rural et Agricole actuelle et future. Il importe de voir dans quelle mesure les choix politiques majeurs de la coopération européenne en matière de développement rural s'intègrent dans le cadre des objectifs de la « Lutte contre la Pauvreté Rurale »², ainsi que dans ceux des Objectifs du Millénaire (MDG).

2 CONTEXTE

Outre l'article 177 du traité instituant la Communauté européenne (CE) qui détermine la sphère de la coopération au développement et la Communication du Parlement, du Conseil et de la Commission sur "Le Consensus Européen pour le Développement"³, en

¹ Le contenu complet du programme de 2005 peut être consulté sur le site Web de l'unité d'évaluation : <http://europa.eu.int/comm/europeaid/evaluation/index.htm>

² Communication de la Commission « Lutte contre la pauvreté rurale » COM/2002/0429 final 25/07/2002.

³ JO 2006/C 46/01

novembre 2000 et juillet 2002 le Conseil et la Commission ont approuvé deux déclarations concernant la politique de développement⁴ et la lutte contre la pauvreté rurale qui définissent les priorités d'action et limite les domaines, choisis en fonction de leur contribution à la réduction de la pauvreté et pour lesquelles l'action communautaire offre une valeur ajoutée.

Dans sa communication au Conseil, la Commission a établi une liste de six domaines, qui répondent manifestement à ces critères :

- (1) **Encourager une croissance de l'économie rurale reposant sur une large assise** en soutenant des politiques économiques et sectorielles appropriées.
- (2) **Assurer un accès plus équitable aux moyens de production, aux marchés et aux services**, en mettant l'accent sur les terres, le financement rural et les infrastructures rurales.
- (3) **Soutenir le développement humain et social** en investissant dans les ressources humaines dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de la population, de l'eau et de l'hygiène.
- (4) **Garantir une gestion durable des ressources naturelles** en intervenant sur des questions stratégiques et transversales clés, en matière de réformes institutionnelles et en faveur du développement et de la diffusion de technologies appropriées.
- (5) **Réduire la vulnérabilité aux risques** en gérant ceux-ci et en instituant des filets de sécurité.
- (6) **Traiter l'exclusion politique et sociale des pauvres des zones rurales** en mettant en place des institutions plus efficaces, responsables, décentralisées et participatives.

3 CHAMP D'APPLICATION DE L'EVALUATION

Le champ d'application principal de cette évaluation est le suivant :

- **Une évaluation de la stratégie de coopération de la CE** et de sa mise en œuvre dans les pays en développement entreprise dans le domaine du Développement Rural et Agricole, au cours de la période 1995-2005⁵. L'évaluation se concentrera également sur les changements introduits par la Déclaration du Conseil et de la Commission de novembre 2000 sur la politique de développement de la CE et celle de juillet de 2002 sur la lutte contre la pauvreté rurale. Pour ce faire, le Consultant se basera sur les cinq critères définis par le Comité d'Aide au Développement (CAD) : la pertinence, l'impact, l'efficacité, l'efficience et la durabilité, auxquels s'ajoutent la prise en compte des priorités transversales de l'UE (l'égalité homme/femme ; l'environnement ; la bonne gouvernance) et les 3C (cohérence, complémentarité, coordination) ;
- **Une évaluation ex-post de la pertinence, de la logique et de la cohérence, ainsi que des impacts** des actions menées au cours de la période 1995-2005

⁴ Communication de la Commission « La politique de développement de la Communauté européenne » COM/2000/0212 final. 26/04/2000 et Communication de la Commission « lutte contre la pauvreté rurale » COM/2002/0429 final 25/07/2002.

⁵ Le Consultant prendra en considération des actions, des documents de stratégie et des bases juridiques élaborés avant 1995 dans le cas où ils seraient pertinents.

(tenant compte des aspects « procédures de mise en œuvre »), mesurés par rapport aux objectifs politiques appliqués au cours de la période d'étude.

- **Une évaluation de la cohérence et de la complémentarité** de la stratégie de la CE en matière de Développement Rural et Agricole par rapport à la stratégie d'aide et de sécurité alimentaire⁶, ainsi que par rapport à la politique agricole commune et aux stratégies de développement dans ce domaine conduites par les Etats Membres.

Outre les différents thèmes à aborder concernant le développement rural et agricole, l'évaluation portera également sur l'ensemble des instruments financiers mobilisés dans le cadre de la coopération communautaire.

Dans le texte des Termes de Référence initiaux, il était stipulé que :

« Dans la mesure où le développement rural est un sujet qui a été très étudié dans le passé et qu'un bon nombre d'évaluations a été réalisé, nous procéderons dans un premier temps à une étude documentaire (Phase I) qui devra nous indiquer l'étendue de l'étude et, en tout cas, la nécessité ou non de procéder à la réalisation d'une phase de terrain. Le passage direct à une phase de synthèse, conclusions et recommandations n'est pas à exclure ».

Lors des réunions du Groupe de Référence concernant la phase documentaire, il est apparu la nécessité de conduire des missions sur le terrain afin de confirmer/infirmes les hypothèses retenues ainsi que compléter et affiner l'analyse documentaire.

L'objet des présents termes de référence est de préciser le contenu de la phase 2 (missions de terrain et document de synthèse final).

4 LA METHODOLOGIE ET L'APPROCHE DE BASE DE L'EVALUATION

L'approche de base de l'évaluation comporte **trois phases principales couvrant plusieurs étapes méthodologiques**. La zone grise du tableau ci-dessous, à laquelle il convient d'ajouter la production de la note de lancement, concerne essentiellement le Consultant :

Phases de l'évaluation	Étapes méthodologiques ⁷
1. Phase de préparation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rédaction des Termes de Référence (TdR) ▪ Note de lancement (Consultant)
2. Phase préliminaire 3. Phase de terrain 4. Phase de synthèse et séminaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Structuration des phases II et III ▪ Collecte de données⁸, vérification des hypothèses ▪ Analyse ▪ Jugements

⁶ Voir évaluation réalisée en 2004 par l'Unité Evaluation AIDCO 03.

⁷ Ces étapes ne sont pas nécessairement séquentielles.

⁸ Celle-ci comprend toute documentation pertinente et appropriée provenant (i) des services de la Commission, et/ou (ii) d'autres sources (à préciser).

Phases de l'évaluation	Étapes méthodologiques ⁷
5. Rétroaction et diffusion	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grille de qualité ▪ Résumé pour les Commissaires concernés ▪ EvInfo (résumé pour les bases de données de l'OCDE et de la Commission) ▪ Fiche contradictoire (réponse des services de la Commission)

4.1 Rapports

Les rapports suivants seront produits pendant l'exercice d'évaluation (ils sont décrits dans le chapitre 6 et l'annexe 2) :

- Note de démarrage (proposition technique et financière) ;
- Note intermédiaire (rapport préliminaire)
- Rapport de fin de missions (fiches par pays + une synthèse)
- Projet de rapport final
- Rapport final ;
- Un document de présentation (Power Point) de l'évaluation pour des séminaires de diffusion.

5 RESPONSABILITE DE LA GESTION ET DU SUIVI DE L'EVALUATION

La gestion et le suivi de l'évaluation sont de la responsabilité de l'Unité Evaluation commune aux Directions Générales Relex, Dev et EuropeAid Office de Coopération.

Les progrès de l'évaluation seront suivis de près par un Groupe de référence de la Commission composé de membres de services de la famille Relex ainsi que d'autres directions générales compétentes, sous la responsabilité de l'Unité Evaluation. Le travail se fera en étroite collaboration avec le Réseau Thématique de développement rural et en se basant sur les résultats du travail de méthodologie (lot 3).

Les fonctions principales du Groupe de référence seront de:

- *Donner un avis sur les TdR élaborés par l'Unité Evaluation, ainsi que sur la note de démarrage;*
- *Examiner et valider la version provisoire de la note intermédiaire ;*
- *Examiner et valider les rapports ultérieurs produits par le Consultant;*
- *Agir comme interface entre le Consultant et les services de la Commission;*
- *Fournir toute information et documentation relatives à l'objet de l'évaluation;*
- *Donner un avis sur la qualité du travail effectué par le Consultant;*
- *Contribuer à la diffusion des résultats et des recommandations de l'évaluation et à la prise en compte de ceux-ci dans la conception et la mise en œuvre des programmes de coopération futurs.*

6 LES TROIS PHASES DE L'ÉVALUATION (COMPRENANT LA SOUMISSION DES RAPPORTS)⁹

6.1 Phase préliminaire

Après approbation de la note de lancement par l'Unité Evaluation, le Consultant procède à l'étape de structuration de la phase II, qui conduit à la production d'un **rapport de démarrage**.

Propose des méthodes adaptées de collecte de données et d'informations tant au siège de la Commission que sur le terrain et présente une méthodologie détaillée et appropriée pour la collecte et l'analyse des données et informations collectées, en précisant les limites éventuelles de ces méthodes.

Le rapport confirme également, s'il y a lieu, (i) la composition finale de l'équipe d'évaluation (ii) le calendrier final. Ces deux derniers points font l'objet d'un échange formel de lettres entre le Consultant et la Commission.

A l'issue de ce travail, le Consultant présente au groupe de référence un projet de note intermédiaire, reprenant toutes les tâches ci-dessus énumérées (le rapport de démarrage constitue une annexe à la synthèse des fiches de phase de terrain). **La mission de terrain ne peut avoir lieu qu'après l'approbation, par le gestionnaire de l'évaluation, de la méthodologie proposée.**

6.2 Phase de terrain

Après acceptation formelle de la note intermédiaire, le Consultant procédera aux missions de terrain. Le travail sur le terrain, dont la durée totale sera convenue comme stipulé dans l'avenant au contrat avec l'Unité Evaluation, le Groupe de Référence et les Délégations des pays choisis, sera entrepris selon la démarche préalablement exposée dans le rapport de la phase documentaire et la note intermédiaire des présents TDR approuvée par le Groupe de Référence. Si, au cours des travaux sur le terrain, des modifications significatives relatives à la méthodologie ou au programme d'analyse sont perçues comme étant nécessaires, celles-ci devront être exposées au Groupe de Référence, par l'intermédiaire de l'Unité Evaluation.

Au terme de l'étude de terrain, le Consultant présentera à l'Unité Evaluation une restitution des résultats provisoires et, avant d'entamer la rédaction du rapport final, le Consultant procédera à une restitution au Groupe de Référence des résultats de la mission sur le terrain. (Le Consultant produira une fiche de fin de mission par pays de 5 pages maximum).

6.3 Phase de rédaction du Rapport final (analyse, conclusions et recommandations)

Le Consultant procédera, conformément au calendrier convenu, à la rédaction du **projet de rapport final** suivant la structure exposée à l'annexe 2 et en tenant compte des commentaires reçus au cours des réunions du Groupe de Référence. Le rapport final devra comprendre, outre la couverture de chacun des éléments de l'évaluation, une section synthétisant les principales conclusions générales de l'évaluation.

⁹ Tous les rapports seront rédigés en français. Le rapport final sera traduit en anglais.

Si l'Unité Evaluation considère que le rapport est d'une qualité suffisante (sur la base de la grille présentée en annexe 3), celle-ci l'enverra au Groupe de Référence. Ce dernier se réunira pour discuter du rapport en présence du Consultant.

Pour une bonne appropriation des diagnostics, analyses et recommandations, et en anticipation des futurs « séminaires de dissémination », les projets de rapport final et de rapport final révisé doivent recueillir l'avis des délégations des pays visités.

Sur la base des commentaires exprimés par le Groupe de Référence, les délégations et l'Unité Evaluation, le Consultant apportera au rapport les modifications appropriées. Les raisons justifiant la non prise en compte de certains commentaires devront être explicitées.

Le **rapport final révisé** sera présenté lors d'un séminaire à Bruxelles. Le but du séminaire est de présenter les résultats, les conclusions et les recommandations aux autorités partenaires, aux autres bailleurs de fonds, aux organisations représentatives telles que des ONG et aux différents services de la Commission concernés par le sujet. Le Consultant devra, pour ce faire, préparer un document de présentation (Power Point) pour le séminaire. Cette présentation sera considérée comme un produit de l'évaluation au même titre que les rapports.

Le rapport final (ainsi que les rapports et les notes précédents) doivent être de très haute qualité (le jugement sera fait sur la base de la grille d'évaluation présentée dans l'annexe 3).

Les résultats, l'analyse, les conclusions et les recommandations devront être approfondis. Ils devront refléter une approche méthodique faisant apparaître clairement les séquences du raisonnement. Les recommandations, réalistes et opérationnelles, devront être présentées par ordre de priorité (si nécessaire par groupes). Elles seront en outre accompagnées d'une présentation des différentes options envisageables et des risques et limites liés à chaque option.

Le Consultant devra également préparer un résumé de l'évaluation en langue anglaise et portugaise.

7 DIFFUSION ET SUIVI

Après acceptation du rapport final, l'Unité Evaluation procédera à *la diffusion des résultats (conclusions et recommandations) de l'évaluation*. L'Unité Evaluation exprimera un *jugement formel sur la qualité* de l'évaluation et préparera une *Fiche Contradictoire* présentant les recommandations du Consultant ainsi que les réponses des services compétents. Le jugement de qualité, l'EvInfo et la fiche Contradictoire seront publiés sur le Web de l'Unité d'Evaluation, avec le rapport final.

8 L'EQUIPE D'EVALUATION

L'équipe d'évaluation devra posséder une connaissance et une expérience approfondie des domaines suivants : développement rural et économie, analyse macro-économique, commerce, bonne gouvernance, droits de l'homme, développement social et gestion des ressources naturelles.

Les membres de cette équipe devront également posséder une formation appropriée et des références illustrant leur expertise en matière de conduite d'évaluation et en méthode d'évaluation, ainsi qu'une bonne connaissance des instruments de coopération notamment du FED. En fonction des questions évaluatives validées par le Groupe de Référence, l'équipe pourra être adaptée si nécessaire. La maîtrise du français et de l'anglais est requise.

9 CALENDRIER (VOIR AVENANT)

10 COUT DE L'EVALUATION ET MODALITES DE PAIEMENT

Le coût global de l'évaluation devra être compris entre (voir avenant)

Le budget pour le séminaire (honoraires, per-diems et voyage) sera présenté séparément dans la note de démarrage.

Modalités de paiements

Voir avenant

11 ANNEXES

11.1 Annexe 1 : Documentation / Information Préalable

1. Documents normatifs concernant la politique de l'UE / la CE

textes (Traité - Accords de Coopération - Communications au Conseil/Parlement - Déclarations politiques - Règlements des Lignes budgétaires - Documents de Stratégie coopération régionale- etc.) relatifs à :

1.1 Politique générale de développement

- Traité de Constitution de la Communauté Européenne, (art. 177-181) sur la Coopération au développement
- Communication from the Commission to the Council and the European Parliament: The European Community Development Policy, 26/4/2000
- La politique de développement de la Communauté européenne : Déclaration du Conseil et de la Commission, novembre 2000

1.2 Politique commerciale

Système de Préférences Généralisées (SPG)

- Règlement (CE) N° 2501/2001 du Conseil du 10 décembre 2001 portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2004 ;
- Règlement (CE) N° 602/98 du Conseil du 9 mars 1998, étendant au bénéfice des pays les moins avancés le champ d'application des règlements (CE) 3281/94 et (CE) N° 1256/96 relatifs aux schémas communautaires de préférences tarifaires généralisées ;
- Règlement (CE) N° 2623/97 du Conseil du 19 décembre 1997 portant application de l'article 6 des règlements (CE) N° 3281/96 relatifs aux schémas pluriannuels de préférences généralisées pour certains produits industriels et agricoles originaires de pays en développement.

Commerce agricole et de produits forestiers

- (1) Règlement du Conseil concernant les modifications au SPG pour l'importation de produits forestiers répondant à certaines conditions environnementales.

1.3 Coopération au développement: Approches régionales

1.4 Coopération au développement: Approches sectorielles

Secteur rural, agriculture, ressources naturelles, environnement, forêts tropicales

Politique agricole commune (PAC)

- Communication from the Commission " FIGHTING RURAL POVERTY" European Community policy and approach to rural development and sustainable natural resources management in developing countries (25/07/2002)
- Communication from the Commission, to the Council, the European Parliament and the Economic and Social Committee Integrating environment and sustainable development into economic and development cooperation policy (18/05/2000)
- Règlement (CE) n° 3062/95 du Conseil, du 20 décembre 1995, relatif à des actions dans le domaine des forêts tropicales.

- Règlement (CE) N° 2494/2000 du P.E et du Conseil du 7 Novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement
- Règlement (CE) N°2493/2000 du P.E et du Conseil du 7 Novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement
- Règlement (CE) N° 1292/96 du Conseil du 27 juin 1996 concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire et des actions spécifiques d'appui à la sécurité alimentaire

Droits de l'homme, indigènes et minorités, démocratisation, bonne gouvernance

- Règlement (CE) N° 975/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'état de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Aide alimentaire et sécurité alimentaire

tous les documents de l'Evaluation « Food Security ».

Coopération décentralisée et appui aux ONG

- Communication de la Commission au Conseil au Parlement Européen et au Comité Economique et Social participation des acteurs non étatiques à la politique communautaire de développement, Bruxelles, 7/11/2002
- Règlement (CE) N) 955/2002 du P.E et du Conseil du 13 mai 2002 relatif à la coopération décentralisée
- Règlement (CE) N° 1658/98 du Conseil du 17 juillet 1998 relatif au cofinancement avec les organisations non gouvernementales de développement (ONG) européennes d'actions dans les domaines intéressant les pays en développement
- Council resolution Communicable diseases and poverty, 2304th Council meeting, Brussels, 10 November 2000

Santé

- Règlement (CE) N° 550/97 du Conseil du 24 mars 1997 relatif aux actions dans le domaine du VIH/Sida dans les pays en développement
- Règlement (CE) N° 2046/97 du Conseil du 13 octobre 1997 relatif à la coopération nord-sud en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie

Genre et développement, égalité des chances

- Règlement (CE) N° 2836/98 du Conseil du 22 décembre 1998 relatif à l'intégration des questions d'égalité des sexes dans la coopération au développement

Education

- Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement
- Communication from the Commission to the European Parliament and the Council on strengthening cooperation with third countries in the Field of higher education

1.5. Thématique

Secteur rural, agriculture, sécurité alimentaire, ressources naturelles, environnement

Droits de l'homme, indigènes et minorités, démocratisation, bonne gouvernance

Questions sociales: éducation, santé, logement

2. Documents et chiffres concernant l'aide CE au développement rural

2.1 Contexte général de l'aide CE

- Development Co-operation review, European Community, Development Assistance Committee, OECD, Table of Contents, DAC main findings and recommendations and bibliography
- Chiffres sur l'aide globale CE (pour voir le poids relatif de l'aide au secteur)

2.2 Chiffres concernant l'aide CE au secteur

Evolution des engagements sur la période 1996-2001, toutes lignes budgétaires

Projets sur la période 1996-2004, toutes lignes budgétaires

http://www.cc.cec/EUROPEAID/Cris/monitoring/website/index_mr.cfm

Liste des projets actuellement en cours, toutes lignes confondues

Le but final est de connaître l'évolution de l'aide, en volume, et en termes de son orientation: distribution géographique, sectorielle (infrastructures, production, éducation/formation, santé, démocratisation/DDHH....), entre milieu urbain/rural, entre secteur public/ instances régionales/secteur associatif- ONG- société civile organisée/ entreprises... Donc il faudrait obtenir (si disponible) ou élaborer (si non disponible) une caractérisation des projets.

Dans une seconde étape, il faudra obtenir de l'information sur le stade d'exécution des projets (i.e des dates - signature CF, démarrage effectif, clôture éventuelle - et des données chiffrées: %age d'exécution).

2.3 Documents concernant projets et programmes

(Documents d'identification, documents contractuels, rapports d'exécution)

3. Information sur les évaluations disponibles portant sur/incluant le développement rural: établir liste

Démocratisation, Coopération décentralisée, Dimension environnementale, Aide et sécurité alimentaire.

4. Aspects méthodologiques (documents de référence)

- *Evaluation of the environment and forests regulations 2493/2000 and 2494/2000*
- *Evaluation of Food Aid Policy and Food Aid Management and Special Operations in Support of Food Security*
- *Evaluation of the Integration of Gender in EC Development Co-operation with Third Countries*
- *Evaluation of Trade-Related Assistance by the European Commission in Third Countries*
- Liste de questions + indicateurs

- Différents guides produits par la DG Développement concernant la participation des Acteurs Non Etatiques aux politiques de développement.

11.2 Annexe 2 : Structure d'ensemble des rapports de phase documentaire et du rapport final (sous réserve de révision ultérieure)

Rapport de phase documentaire :

Le rapport de phase documentaire comportera les parties suivantes :

- a) Introduction : présentation du contexte de l'évaluation
- b) Phase de structuration (reprise des conclusions découlant du rapport intermédiaire)
 - Les questions évaluatives accompagnées de leurs commentaires respectifs
 - Le(s) critère(s) de jugement relatif(s) à chaque question
 - Les indicateurs proposés pour chaque critère
 - En annexe, la construction du diagramme logique et la méthode pour l'élaboration des questions, critères et indicateurs
- c) La collecte et la présentation des données :
 - La méthode de collecte réellement utilisée (plan, stratégie, outil), les limites, les biais, les risques ainsi que les problèmes encore à résoudre sur le terrain.
 - La présentation des données, en lien avec les questions évaluatives et les critères de jugement et indicateurs correspondants. A ce stade, les données doivent nourrir la réponse à chacune des questions évaluatives et permettre d'élaborer des hypothèses (plusieurs si nécessaire par question) qui seront testées sur le terrain.
 - La présentation des données permettant de clarifier la problématique globale de l'évaluation au-delà de chacune des questions évaluatives.
- d) La méthode de collecte des données sur le terrain :
 - Les principaux problèmes de collecte de données à résoudre par rapport aux données déjà disponibles
 - Le plan de travail sur le terrain
 - Les outils de collecte qui seront utilisés, et les risques ou limites associés. Insister sur le croisement des données. Indiquer la manière dont l'harmonisation de la collecte de données sera assurée, notamment lorsqu'il y a plusieurs pays à visiter.

La stratégie d'analyse qui sera appliquée sur le terrain ainsi que les outils qui seront utilisés (avec les limites et analyse du risque).

Rapport final

La structure détaillée du rapport final sera convenue au cours l'évaluation. Le plan d'ensemble du rapport fera cependant apparaître les parties suivantes :

- Synthèse
- Contexte de l'évaluation
- Réponses aux questions évaluatives
- Conclusions
- Recommandations

Longueur : le rapport final devra être court (75 pages hors annexes au maximum). Les informations supplémentaires sur le contexte, le programme ou les aspects globaux de la méthodologie et de l'analyse seront placées dans les annexes sous forme de DVD.

Les annexes devraient comprendre : le diagramme logique; la méthodologie ; les critères de jugement ; la liste des personnes rencontrées ; la liste de documentation ; les TdR ; toute autre information servant de base à l'analyse ou aux tableaux (par exemple : tableaux avec indicateurs économiques et sociaux).

11.3 Annexe 3 : Grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluation

Concernant ce critère, le rapport d'évaluation est :	Inacceptable	Médiocre	Bon	Très bon	Excellent
1. La satisfaction des demandes: L'évaluation traite-t-elle de façon adéquate les demandes d'information formulées par les commanditaires et correspond-elle au cahier des charges ?					
2. L'adéquation du champ : La raison d'être du programme 6, ses réalisations, ses résultats et ses impacts sont-ils étudiés dans leur totalité, y compris ses interactions avec d'autres politiques et ses conséquences imprévues ?					
3. L'adéquation de la méthodologie : La conception de l'évaluation est-elle adaptée et adéquate pour fournir les résultats nécessaires (avec leurs limites de validité) pour répondre aux principales questions d'évaluation ?					
4. La fiabilité des données : Les données primaires et secondaires collectées et sélectionnées sont-elles adaptées ? Offrent-elles un degré suffisant de fiabilité par rapport à l'usage attendu ?					
5. La solidité de l'analyse : L'analyse des informations quantitatives et qualitatives sont-elles conforme aux règles de l'art, complète et adaptée afin de répondre correctement aux questions évaluatives ?					
6. La crédibilité des résultats : Les résultats découlent-ils logiquement et sont-ils justifiés par l'analyse des données et par des interprétations basées sur des hypothèses explicatives présentées avec soin ?					
7. La valeur des conclusions : Les conclusions sont-elles justes, découlent-elles de l'analyse et sont-elles non biaisées par des considérations personnelles ou partisans?					
8. L'utilité des recommandations : Les recommandations sont-elles compréhensibles, utiles, applicables et assez détaillées pour être concrètement mises en œuvre ? Les recommandations découlent-elles des conclusions?					
9. Clarté du rapport : Le rapport décrit-il le contexte et le but du programme évalué ainsi que son organisation et ses résultats de façon telle que les informations fournies soient aisément compréhensibles ?					
Compte tenu des contraintes contextuelles spécifiques qui ont pesé sur cette évaluation, le rapport d'évaluation est considéré comme					

Annexe 2

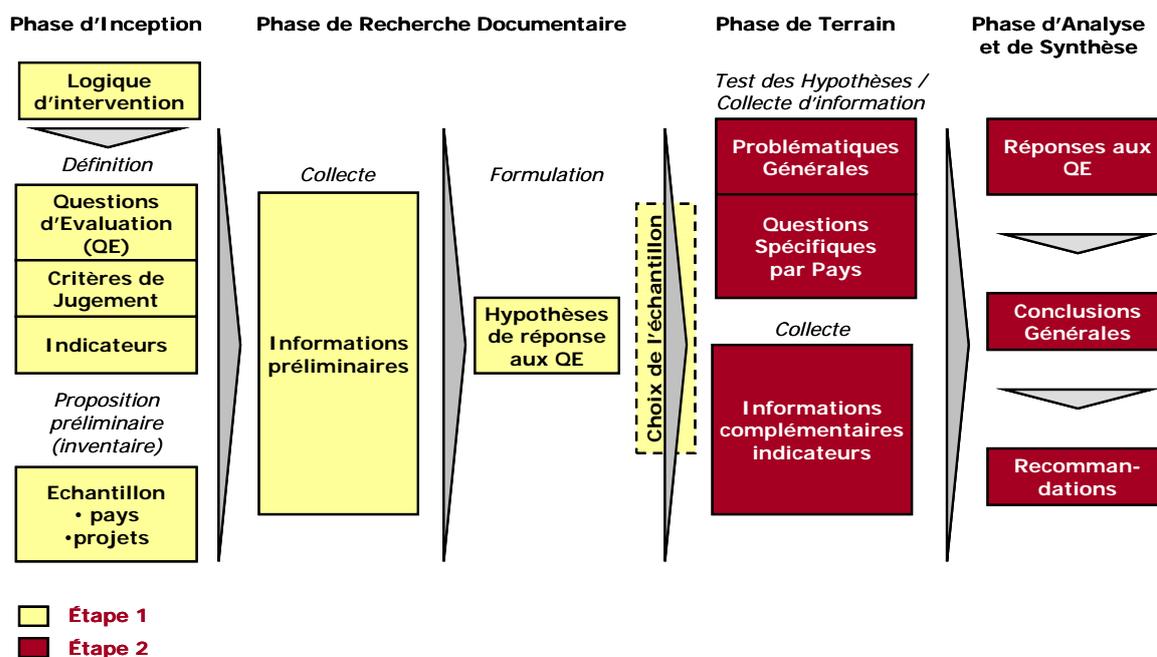
Approche méthodologique de l'évaluation

Introduction

Cette annexe décrit la méthode et l'approche utilisée par les évaluateurs pour conduire la présente évaluation. Elle présente les objectifs poursuivis et les différentes étapes suivies par l'équipe d'évaluation pour les atteindre.

Une particularité de cette évaluation est qu'elle a été scindée en deux étapes. L'approche de base pour cette évaluation comporte une première étape, la phase documentaire, qui englobent trois étapes méthodologiques (structuration de l'évaluation, collecte de données, et analyse) au cœur desquelles est identifié un ensemble de questions d'évaluation, et une deuxième étape au cours duquel se réalise les missions pays, et la phase de synthèse. Le schéma suivant synthétise de manière globale le lien entre les deux étapes.

Schéma méthodologique de l'évaluation



L'annexe 2.1 décrit l'ensemble du processus d'évaluation (phase documentaire et phase de terrain et de synthèse).

L'annexe 2.2 présente la reconstruction de la logique d'intervention tel que présenté dans le rapport de phase documentaire.

L'annexe 2.3 reprend les questions d'évaluation, les critères de jugement, les indicateurs et les sources de vérification.

L'annexe 2.4 présente l'inventaire tel qu'il a été réalisé lors de la première étape de l'évaluation.

L'annexe 2.5 présente les constats généraux de la phase documentaire et les questions spécifiques à chaque pays visité avant les missions de terrain.

Annexe 2.1

Description du processus d'évaluation

1. Phase documentaire

1.1 Introduction

L'unité d'évaluation a confié à ADE l'évaluation de la stratégie de coopération de la Commission en matière de Développement Rural et Agricole et sa mise en œuvre dans l'ensemble des pays partenaires, au cours de la période 1995-2005.

Il a été convenu dans un premier temps de procéder à une évaluation documentaire de la stratégie de coopération de la CE dans le domaine du développement rural et agricole, basée exclusivement sur l'analyse de documents collectés à Bruxelles et complétée par des entretiens avec des personnes ressources des services de la CE au siège. Cette première étape, la phase documentaire, s'est déroulée de mars 2005 à avril 2006.

La phase documentaire s'est déroulée en deux temps :

- **Une étape de structuration** dont l'objectif était de formuler un cadre méthodologique adéquat de collecte et de traitement de données. Ce cadre méthodologique se structure autour de la définition des questions d'évaluation (Section 1.3), basées essentiellement sur une analyse du champ de l'évaluation et de la logique d'intervention de la CE (Section 1.2). L'étape de structuration a abouti à la rédaction de la note intermédiaire.
- **Une étape de collecte et d'analyse documentaire** lors de laquelle ont été collectées et analysées les données documentaires disponibles relatives aux questions d'évaluation, critères de jugement et indicateurs définis. Cette étape a aboutie à la rédaction du rapport de phase documentaire dont l'objectif était de présenter les constats préliminaires basés sur l'analyse des données collectées.

1.2 Reconstruction de la logique d'intervention

L'équipe d'évaluation a d'abord reconstruit la logique d'intervention de la stratégie de coopération de la CE dans le domaine du développement rural et agricole dans les pays partenaires de 1995 à 2005.

L'analyse de la logique d'intervention de la stratégie de la CE dans le domaine du développement rural et agricole est présentée sous forme d'un diagramme d'impacts qui en facilite la compréhension et permet l'identification des questions d'évaluation. Le diagramme proposé se base sur l'analyse d'une source unique : **la Communication « Lutte contre la Pauvreté Rurale » (COM(2002) 429)**. Cette Communication est le seul document dans lequel la CE affiche ses objectifs en matière d'appui au développement rural et agricole à l'échelle de l'ensemble des pays tiers bénéficiant de son aide. Elle constitue un point de référence pertinent pour cette évaluation dans la mesure où elle représente l'aboutissement d'un processus de réorientation et de reformulation des objectifs politiques de la CE, débuté dans les années 1990. Elle constitue dès lors la base de la reconstitution de la logique d'intervention.

La stratégie de soutien communautaire en matière de développement rural et agricole définie dans la Communication 429 n'opère pas de distinction suivant les régions ou zones bénéficiaires, mais offre une perspective homogène au niveau mondial. Elle s'articule autour de six orientations spécifiques, chacune correspondant à une dimension de la pauvreté rurale :

- Encourager une croissance de l'économie rurale reposant sur une large assise en soutenant des politiques économiques et sectorielles appropriées ;
- Assurer un accès plus équitable aux moyens de production, aux marchés et aux services, en mettant l'accent sur les terres, le financement rural et les infrastructures rurales ;
- Soutenir le développement humain et social en investissant dans les ressources humaines dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de la population, de l'eau et de l'hygiène ;
- Garantir une gestion durable des ressources naturelles en intervenant sur des questions stratégiques et transversales clés, en matière de réformes institutionnelles et en faveur du développement et de la diffusion de technologies appropriées ;
- Réduire la vulnérabilité aux risques en gérant les risques et en instituant des filets de sécurité ;
- Traiter l'exclusion politique et sociale des pauvres des zones rurales en mettant en place des institutions plus efficaces, responsables, décentralisées et participatives.

Ces six orientations stratégiques forment un cadre structuré pour l'analyse de la logique d'intervention et la définition des questions d'évaluation.

Le diagramme d'impacts a été construit sur base du diagramme d'objectifs : les effets attendus traduisent ainsi les objectifs énoncés dans les documents de référence (Communication 212 et Communication 429) : pour chaque effet, une mention au texte de référence est introduite sous forme de numéro de page. Le diagramme d'impacts est structuré en cinq parties : un diagramme de synthèse et quatre diagrammes détaillant les six domaines d'action présentés dans la Communication 429. Le diagramme de synthèse expose les relations entre les quatre principaux niveaux d'effets. Les quatre autres diagrammes présentent de manière plus détaillée chaque impact intermédiaire, en précisant les résultats et réalisations qui lui sont associés. Seul le diagramme de synthèse est présenté ci-après. L'annexe 2.2 présente de façon détaillée la reconstruction de la logique d'intervention sous la forme de diagrammes d'objectifs et de diagrammes d'impacts.

Le diagramme présenté ci-après comprend 3 niveaux d'effets :

- Les **impacts globaux** correspondent aux « effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non¹. » Deux niveaux d'impacts globaux sont définis : le premier niveau se réfère à l'objectif de réduction de la pauvreté rurale, le second niveau se réfère aux objectifs politiques de la coopération de la CE.

¹ OCDE, CAD, « Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats », p.24.

- Les **impacts intermédiaires** de la politique européenne d'appui au développement rural se réfèrent aux six orientations stratégiques de la Communication 429.
- Les **résultats** correspondent aux « extrants (produits), réalisations ou impacts (escomptés ou non, positifs et/ou négatifs) d'une action de développement »². Les nombreux résultats sont directement liés aux impacts intermédiaires de la stratégie de la Communication 429.

Enfin, deux types de liens logiques connectent entre eux les différents niveaux d'effets :

- Les liens logiques directs découlant du texte (« liens primaires ») sont représentés par des flèches noires dans le diagramme d'intervention.
- La Communication présente également des liens logiques indirects (« liens secondaires »), intégrés dans le diagramme de synthèse par des flèches rouges. Ces liens secondaires mentionnés dans le texte ne sont pas exhaustifs et constituent plutôt des exemples.

D'une manière générale, il faut souligner la structure claire et cohérente de la Communication 429, et notamment les liens explicites entre les impacts intermédiaires attendus et les 6 dimensions de la pauvreté rurale. Cette structure a facilité la construction d'un diagramme d'impacts relativement simple.

² OCDE, CAD, « Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats », p.33.

Impacts globaux

Impacts Intermédiaires

Résultats

Logique d'Intervention Développement Rural - Diagramme de Synthèse

• Développement durable économique, social et environnemental des pays tiers (Traité de Nice, COM (2002)212, etc.)

• Intégration graduelle des pays tiers dans l'économie mondiale (Traité de Nice, COM (2002)212, etc.)

• Réduction et éradication éventuelle de la pauvreté dans les pays tiers (Traité de Nice, COM (2002)212, etc.)

• Construction de la paix, stabilité politique et sécurité des pays tiers (Traité de Nice, plusieurs régulations)

• Renforcement de la présence politique, économique et culturelle de l'UE (Traité de Nice, plusieurs régulations)

Réduction de la pauvreté rurale (p. 8)

Impact 1: Croissance de l'économie rurale reposant sur une large assise (p. 8)

Impact 2: Accès équitable aux moyens de production et services économiques (p. 8)

Impact 3: Accès amélioré aux services sociaux (p. 8)

Impact 4: Gestion durable des ressources naturelles (RN) (p. 8)

Impact 5: Vulnérabilité réduite face aux risques (p. 8)

Impact 6: Intégration politique et sociale des pauvres des zones rurales améliorée (p. 8)

- Gestion macroéconomique améliorée (p. 9)
- Efficience du marché et compétitivité améliorées (p. 9)
- Privatisation et libéralisation du marché renforcées (p. 9)
- Affectation des ressources budgétaires réexaminée (p. 10)
- Intégration économique régionale renforcée et zones de libre échange établies (p. 20)
- Politiques du secteur agricole améliorées (p. 10)
- Politiques du secteur de l'élevage améliorées (p. 10)
- Politiques du secteur de la pêche améliorées (p.11)
- Politiques du secteur de la sylviculture améliorées (p.11)
- Secteur rural non agricole renforcé (p.11)
- Mouvement migratoires internationaux gérés (p.20)
- Réformes de la politique foncière conçues, mises en œuvre et supportées (conditions: processus participatif, consensus social, respect des droits...) (p. 12)
- Développement des services de micro financement renforcé (p.12)
- Couverture en infrastructures rurales, économiques et sociales améliorée (p. 12)
- Couverture, qualité et accessibilité des services d'éducation améliorées (p. 13)
- Réseaux et échanges régionaux et internationaux renforcés (p.20) et partage renforcé des connaissances concernant la réduction de la pauvreté et les relations pauvreté – environnement (p. 21)
- Couverture, qualité et accessibilité des services de santé et eau améliorées (p. 13)
- Cadre d'action favorable à une gestion durable des RN renforcé (p. 14)
- Agences responsables de la gestion des RN renforcées (p. 14)
- Evaluation des préoccupations environnementales intégrée dans les stratégies de développement national, les CSLP et les DSP (p. 14)
- Technologies écologiques axées sur les pauvres développées (CES, lutte anti-parasitaire, énergie...) (p. 14)
- Questions de propriété foncière abordées (p. 14)
- Institutions locales chargées de la gestion des RN renforcées (p. 14)
- Mesures de conservation de la biodiversité renforcées (p. 14)
- Resolutions des problèmes environnementaux globaux renforcées (p. 14)
- Mécanismes de gestion des RN partagées et des problèmes économiques transfrontaliers instaurés (p. 20)
- Mise en œuvre des accords environnementaux internationaux (p. 21)
- Mesures pour la réduction des risques renforcées (p. 15)
- Actions palliatives renforcées (p. 15)
- Filets de sécurité améliorés (p. 15)
- Systèmes d'alerte précoce améliorés (p. 15)
- Politiques de décentralisation renforcées (p. 15)
- Capacité des gouvernements à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de développement en faveur des pauvres renforcée (p. 16)
- Institutions du secteur privé renforcées (p. 16)
- Capacités des institutions locales renforcées (p. 16)
- Organisations de la société civile renforcées (p. 16)

Légende



Liens primaires
Liens secondaires

1.3 Définition des questions d'évaluation

Comme prévu dans les termes de référence, l'exercice d'évaluation est structuré par 12 questions d'évaluation (QE). Ces questions évaluent l'intégration des actions menées dans la problématique globale de la lutte contre la pauvreté rurale. Pour se faire, elles s'appuient principalement sur la hiérarchisation des axes stratégiques proposée dans le diagramme d'objectifs. Elles prennent en outre en considération les critères d'évaluation définis par le Comité d'Aide au Développement (pertinence, efficacité, efficience, durabilité), ainsi que les aspects de coordination, complémentarité et cohérence (les 3 Cs).

Tableau Les 12 questions d'évaluation

Catégorie	Questions d'évaluation
Pertinence	1. Dans quelle mesure les interventions de développement rural répondent-elles à l'objectif de réduction de la pauvreté rurale ? 2. Dans quelle mesure les actions de développement rural répondent-elles aux stratégies du pays partenaire et aux besoins essentiels des bénéficiaires ?
Efficacité	3. Dans quelle mesure les interventions ont-elles favorisé une croissance de l'économie rurale ? 4. Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles assuré un accès plus équitable aux moyens de production et services économiques ? 5. Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles amélioré l'accès de la population rurale aux services sociaux ? 6. Dans quelle mesure les interventions de développement rural contribuent-elles à la gestion durable des ressources naturelles ? 7. Dans quelle mesure les interventions de la CE contribuent-elles à la réduction de la vulnérabilité des pauvres des zones rurales face à l'insécurité alimentaire ? 8. Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles contribué à améliorer l'intégration politique et sociale des pauvres des zones rurales ?
Efficience	9. Dans quelle mesure les modalités de mise en œuvre des interventions ont-elles favorisé/entravé la production des résultats escomptés ?
Durabilité	10. Dans quelle mesure les bénéfices des interventions de développement rural se maintiennent-ils après la fin du support externe ?
Coordination, complémentarité	11. Dans quelle mesure le niveau de coordination et de complémentarité avec les Etats membres et les autres donateurs a-t-il été amélioré dans le domaine du développement rural entre 1995 et 2004 ?
Cohérence	12. Dans quelle mesure la politique de développement rural est-elle cohérente avec les autres politiques internes de la CE (PAC, Commerce, Pêche, Environnement, etc.) ?

Pour chaque question d'évaluation, l'équipe a élaboré un certain nombre de critères de jugement et d'indicateurs. Les critères de jugement sont les éléments qui, une fois validés ou invalidés, permettront d'apporter une réponse complète à la question d'évaluation. Chaque critère de jugement est renseigné par une série d'indicateurs, eux-mêmes alimentés par des sources de collecte d'informations documentaire et de terrain. L'annexe 2.3 reprend en détail les questions d'évaluation et les critères de jugement, indicateurs et sources de vérification associés.

Pour chaque question d'évaluation et chaque critère de jugement, des informations ont été collectées pour renseigner les indicateurs y afférents. Ces informations ont ensuite été analysées afin de procéder à la validation/invalidation des critères de jugement auxquels elles se réfèrent. Enfin, sur base de la validation/invalidation des critères de jugement, les évaluateurs ont élaboré dans un premier temps des hypothèses de réponses aux questions d'évaluation formulées dans le rapport de phase documentaire, puis suite aux missions pays, des réponses aux questions d'évaluation. Les conclusions sont formulées à partir des réponses aux questions d'évaluation et débouchent sur une série de recommandations orientées vers un appui à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de coopération de la CE en matière de développement rural et agricole.

1.4. Collecte et traitement des données

1.4.1 Sélection des pays et des interventions

Inventaire

Un inventaire des interventions de développement rural et agricole financées par la CE, présenté de façon détaillée dans l'annexe 2.4, a été réalisé. Il a pour but de répertorier les interventions qui font partie du champ de l'évaluation et d'en définir les répartitions géographiques et sous-sectorielles. Il a, en outre, contribué à définir une base d'échantillonnage de pays et d'interventions à analyser ultérieurement.

Etant donné que le développement rural n'est pas un secteur précisément défini, l'équipe d'évaluation a été confrontée au problème de la sélection des interventions. A partir des bases de données CRIS-Saisie et CRIS-Consultation ont été sélectionnées les interventions reprises sous les secteurs et/ou sous-secteurs définis dans le document « Possible DAC codes related to Rural Development »³. Après avoir supprimé les interventions classées sous plusieurs codes DAC différents, les évaluateurs ont sorti une liste de **8457** interventions. Un affinement de la sélection a permis de supprimer les interventions redondantes et non-pertinentes (hors champ géographique, sans titre, sans montant programmé, etc.), et d'obtenir une liste résultante de **5912** interventions.

Sur base de cette liste d'interventions, une analyse quantitative des répartitions sous-sectorielles (selon les codes DAC) et géographiques des montants programmés a été réalisée (cf. Annexe 2.4). L'annexe 2.4 présente une analyse quantitative détaillée mais globalement, il en ressort que :

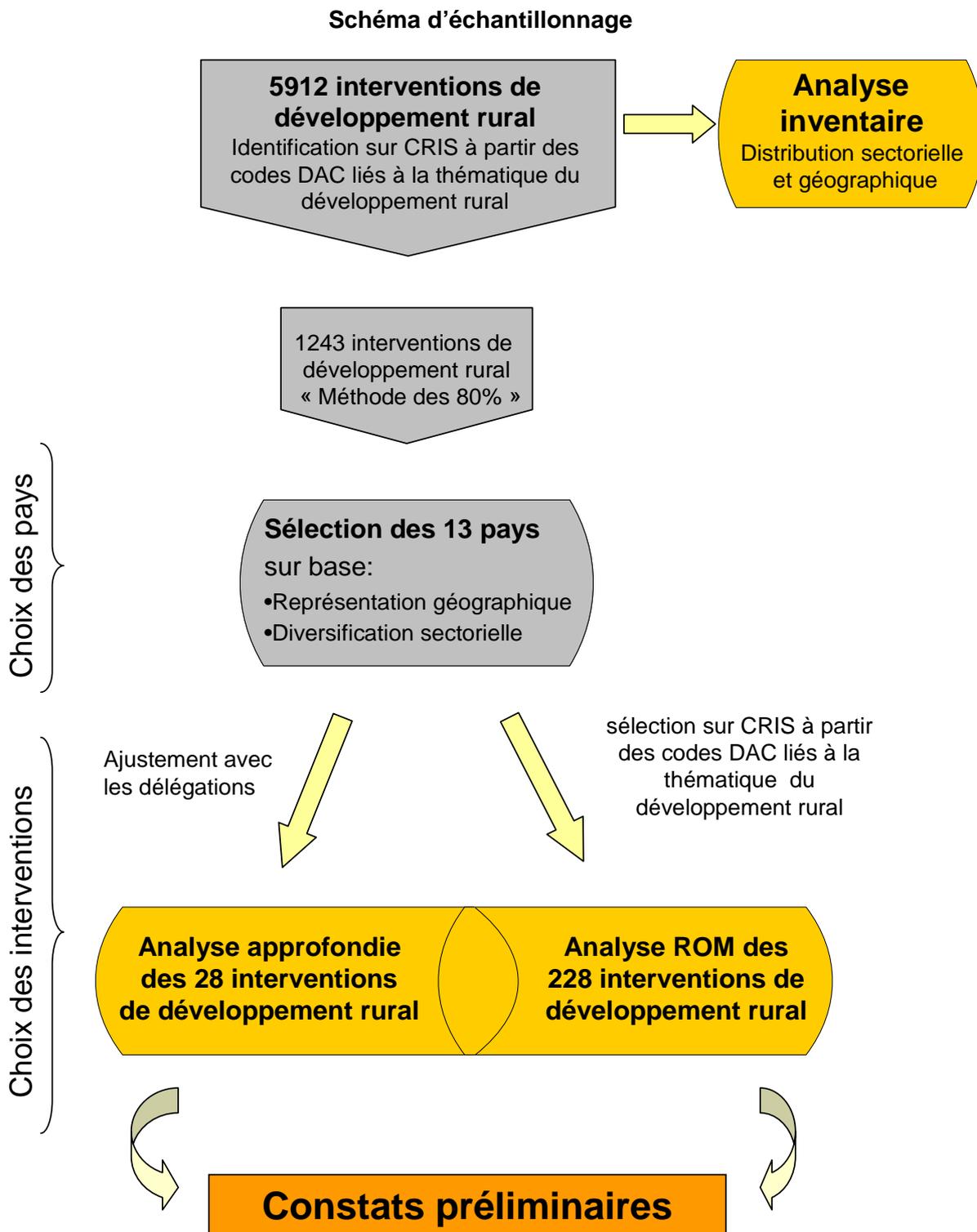
- Les montants programmés sont dispersés entre une multitude de sous-secteurs. Les secteurs qui bénéficient des financements les plus importants sont le transport routier (22%) et la sécurité alimentaire (8%), l'aide plurisectorielle (4%) et le développement rural au sens strict du code DAC (4%).

³ Ce document a été réalisé dans le cadre de la mise au point d'outils méthodologiques sectoriels (Lot 3) coordonnée par l'unité d'évaluation d'EuropeAid.

- La répartition géographique des montants programmés suit une logique de concentration. Plus de la moitié des ressources est attribuée à la zone ACP (59%).
- Les répartitions sectorielles diffèrent selon les régions :
 - Les secteurs prioritaires de la zone ACP sont le transport routier, la sécurité alimentaire, le développement rural, le développement agricole, l'appui à la société civile, l'aide multisectorielle et l'appui aux services sociaux de base.
 - Dans les pays de la zone ALA, les secteurs prioritairement financés sont le développement rural, la sécurité alimentaire, l'éducation primaire, les soins de santé de base et l'aide multisectorielle.
 - En ce qui concerne la zone MEDA, les trois secteurs prioritaires différents de ceux des zones précitées : la formation professionnelle, l'eau et l'assainissement, l'aide aux réfugiés. Viennent ensuite les secteurs du développement rural, du transport routier, de la formation environnementale et de l'agriculture.
 - Les quatre secteurs prioritaires des zones TACIS sont la sécurité alimentaire, l'appui aux services sociaux, l'appui à l'administration gouvernementale et aux équipements scolaires et formation.
 - Les quatre secteurs prioritaires des zones CARDS sont l'appui à l'administration gouvernementale, le développement rural, les politiques environnementales, et le développement des services légaux et judiciaires.
- L'analyse de la répartition de l'aide de la CE au développement rural non plus sur base des montants programmés mais sur base du nombre d'interventions montre une accentuation des tendances à la dispersion sectorielle et à la concentration géographique au niveau des régions :
 - La distribution sectorielle montre une fragmentation accentuée entre une multitude de sous-secteur. Les secteurs prioritaires restent les mêmes mais leur poids relatifs diminuent, dont notamment celui du secteur du transport routier qui passe de 22% à 9%.
 - La distribution géographique par région montre une prédominance accentuée de la région ACP qui compte à elle seule 68 % du nombre des interventions considérées.

Il faut souligner que la valeur de ces constats est limitée par la qualité des données sur lesquelles ils se fondent. Plusieurs limites peuvent être constatées à cet égard ; elles reflètent autant de difficultés auxquelles se sont heurtés les évaluateurs lors de la collecte et du traitement des données. La qualité des données des bases de données CRIS est tributaire de la rigueur de l'encodage des interventions (sous-secteurs choisis, période de référence, etc.) : une même intervention peut avoir été enregistrée plusieurs fois dans CRIS Saisie et dans CRIS Consultation, sous différents codes DAC, sous des numéros ou titres de projets différents ou sous des montants programmés différents. De plus, les titres de projets ne fournissent parfois pas assez d'informations sur le type d'intervention. Enfin, l'homogénéité des informations n'est pas garantie : l'information collectée varie selon la source de donnée (CRIS Saisie ou CRIS Consultation). Ces limites sont par ailleurs accentuées par les difficultés de capitalisation des connaissances au sein des services de la Commission européenne, liées à la réorganisation des compétences, notamment le processus de déconcentration et la forte mobilité du personnel.

Les conclusions de l'inventaire ont permis de confirmer l'ampleur du champ de la thématique évaluée. Ce constat a nécessité le recours à deux étapes pour définir l'échantillon des interventions à analyser ultérieurement. L'équipe d'évaluation a dans un premier temps opéré la sélection des pays en appliquant un seuil de prise en considération (« méthode des 80% ») à la somme importante d'opérations sélectionnées (5912 interventions). Une fois le choix des pays validé, deux échantillons d'interventions ont été sélectionnés, l'un en concertation avec les délégations, l'autre sur base de l'information disponible à partir du système informatique de CRIS. Le schéma ci dessous synthétise la démarche suivie pour le définir l'échantillonnage.



Choix des pays

Sur base de la liste des 5912 interventions de développement rural, l'équipe d'évaluation a sélectionné les interventions les plus importantes en terme de montant programmé. Pour chaque secteur, les interventions ont été classées par ordre décroissant de montant programmé. Elles ont ensuite été retenues dans cet ordre jusqu'à ce que 80% des engagements du secteur soient justifiés (« méthode des 80% »). Cette méthode a permis de ne retenir que 20% du nombre de projets présélectionnés : la liste se compose alors de **1243** interventions.

Cette nouvelle liste représentative de l'intervention de la CE dans le domaine du développement rural a permis de définir un échantillon de 12 pays. La sélection s'est opérée en fonction de deux critères :

- Equilibre de la répartition géographique des régions représentées.
- Nombre de secteurs représentés.

A la suite d'échanges entretenus avec les services de la CE, des modifications ont été apportées à cette liste. Certains pays peu représentatifs des enjeux actuels de la coopération de la CE en matière de développement rural et agricole ont été retirés de la sélection ; d'autres sont apparus. Le choix du pays de la zone TACIS a fait l'objet de plusieurs modifications. Il a finalement été décidé, en accord avec le groupe de suivi de l'évaluation, de retenir l'Arménie et d'appuyer l'analyse de l'intervention de la CE dans ce pays sur la récente évaluation qui l'a concerné, sans devoir toutefois sélectionner d'intervention précise. Ce choix est d'autant plus justifié que la région TACIS ne reçoit que 2% des ressources de la CE allouées à l'aide au développement rural et agricole (cf. Annexe 2.5). Une liste comprenant 11 pays a donc été proposée dans la note intermédiaire.

L'analyse des derniers CSP disponibles pour chacun des 11 pays sélectionnés a permis de mettre en évidence la prise en compte des 6 dimensions de la pauvreté rurale dans les stratégies de développement pays de la CE. A partir de ces indications, et sur base des échanges et commentaires du rapport provisoire de phase documentaire, il a été décidé de compléter la liste des 11 pays par deux autres pays : un pays des Caraïbes représentatif des spécificités des petites îles (Sainte-Lucie a été choisie), et un pays représentatif des problématiques de productivité propre au développement des filières (le Cameroun a été proposé). La nouvelle liste de 13 pays inclut donc :

- | | |
|----------------|--------------|
| ▪ Arménie | ▪ Madagascar |
| ▪ Bangladesh | ▪ Mali |
| ▪ Bolivie | ▪ Maroc |
| ▪ Cameroun | ▪ Mozambique |
| ▪ Ethiopie | ▪ Ouganda |
| ▪ Ghana | ▪ Vietnam |
| ▪ Sainte-Lucie | |

Choix des interventions

Deux échantillons d'interventions ont servi de base à l'analyse présentée dans le rapport de phase documentaire. Ce double échantillon a permis de couvrir de manière complémentaire l'ensemble du champ des questions d'évaluation.

D'une part, un échantillon de 228 interventions représentatif des 13 pays sélectionnés a été déterminé pour l'analyse des rapports de monitoring (critères de pertinence, efficacité et efficience). N'ont été retenues que les interventions classées sous les secteurs et/ou sous-secteurs définis dans le document « Possible DAC codes related to Rural Development » et pour lesquelles il existe un rapport de monitoring disponible à partir du système informatique de CRIS. Il est à noter que ces interventions ont toutes une date d'échéance postérieure à 2000, date à partir de laquelle les rapports de monitoring ont été produits et classés dans le système informatique.

D'autre part, pour l'analyse approfondie conduite dans la phase documentaire, un échantillon plus réduit de 28 interventions a été déterminé à la suite d'échanges entretenus avec les délégations concernées. Il est à noter qu'aucune intervention n'a été sélectionnée pour l'Arménie, pays pour lequel l'analyse s'est reposée essentiellement sur les constats et conclusions de la récente évaluation pays. De même, lors de la phase documentaire, aucune intervention n'a été retenue au sein de cet échantillon restreint pour le Cameroun et Sainte-Lucie, pays qui ont été ajoutés suite aux commentaires du rapport provisoire.

1.4.2 Collecte des données

En se fondant sur la sélection des pays, l'équipe d'évaluation a collecté la documentation disponible relative aux critères de jugement et indicateurs définis. Les documents ont été collectés au siège de la Commission européenne, essentiellement à partir de la base de données CRIS.

Parallèlement, l'équipe s'est engagée dans une série de contacts avec, d'une part, les Délégations de la CE des pays concernés, et d'autre part, certains services du siège. Suite à cette démarche, certaines modifications dans le choix des pays et des interventions ont été opérées. De même, le choix des critères de jugement et des indicateurs s'est affiné en fonction de la sélection des interventions et de la disponibilité de l'information.

Au niveau des pays, les différents documents consultés ont été, dans la mesure de leur disponibilité : les Documents de Stratégie Pays (CSP) ; les évaluations à mi-parcours des Documents de Stratégie Pays ; les stratégies nationales de développement et/ou de réduction de la pauvreté (PRSP) ; les stratégies nationales sectorielles de développement rural et/ou sécurité alimentaire ; les documents de politiques sectorielles de la CE (PAC, Environnement, Commerce, etc.) ; les documents de politique de Développement de la CE (générale et thématique) ; les documents de politique des autres bailleurs (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Etats membres de l'UE, etc.) ; les évaluations thématiques de la CE (Sécurité alimentaire, Commerce, Transport, Environnement, etc.) ; les évaluations pays de la CE (Ethiopie, Ghana, Bangladesh, Maroc, Ouganda) ; les études et Communications ad hoc (approche sectorielle, système foncier, Institut de recherche, etc.).

Au niveau des interventions, les différents documents collectés ont été, dans la mesure de leur disponibilité : les synthèses du projet ; les Conventions de financement ; les cadres logiques d'intervention ; les rapports de monitoring ; les rapports d'évaluation à mi-parcours ; les rapports d'évaluation finale.

1.4.3 Traitement des données

L'équipe d'évaluation a ensuite analysé tous les documents collectés relatifs aux 13 pays et interventions sélectionnés. Pour chaque pays, une grille d'analyse présentant l'information collectée par indicateur a été réalisée, en y incluant les sources d'information. Une consultation régulière des membres de l'équipe d'évaluation a assuré la cohérence de l'exercice et celle de la nature des informations produites. L'analyse basée sur les rapports de monitoring de 228 interventions a été réalisée afin de couvrir de manière complémentaire l'ensemble du champ. Toute l'information a été synthétisée dans une matrice d'analyse structurée par pays et par indicateur. L'annexe 3 présente la matrice d'information en y incluant également l'information recueillie après les missions de terrain.

Une fois les grilles d'analyse complétées, un atelier de mise en commun des informations a permis de rassembler les données récoltées par indicateur, tous pays confondus. Cette synthèse a servi de base à l'analyse approfondie pour la rédaction des constats préliminaires, au niveau des critères de jugement, qui forment des hypothèses de réponses aux questions d'évaluation. Tout au long du processus d'élaboration des constats préliminaires, des contacts ont été maintenus avec certaines personnes ressources du siège de la Commission européenne, afin d'enrichir et de renforcer leurs bases conceptuelles.

La phase documentaire a permis de collecter, en collaboration avec les Délégations et les personnes-ressources du siège, la plupart des documents nécessaires pour répondre aux questions d'évaluation et de formuler des hypothèses de réponse aux questions d'évaluation. Toutefois, à ce stade-ci, l'information était insuffisante pour répondre de manière exhaustive aux indicateurs et il paraissait indispensable de compléter les informations recueillies par la réalisation de missions de terrain. La phase documentaire a donc permis d'indiquer l'étendu de l'étude et la nécessité de procéder à la réalisation d'une phase de terrain.

2. Phase de terrain et de synthèse

2.1 Introduction

Après validation du rapport de phase documentaire en avril 2006, la phase de terrain et de synthèse a démarré officiellement en juin 2006.

Se basant sur l'analyse documentaire produite lors de la phase documentaire, la seconde étape de l'évaluation a pour objectif de consolider et de renforcer les constats préliminaires pour pouvoir tirer des conclusions générales sur l'analyse et proposer des recommandations utiles pour le futur de la politique de développement rural de la CE. Pour ce faire, l'équipe d'évaluation a réalisé 7 missions dans des pays choisis en fonction de leur diversité géographique et de leur pertinence par rapport à la thématique évaluée, afin d'y collecter des nouvelles informations et tester les hypothèses émises.

Au-delà de la simple collecte d'informations complémentaires, la phase terrain a également permis à l'équipe d'évaluation :

- de confronter les constats théoriques avec une réalité de terrain ;
- de partager et de discuter les constats avec un grand nombre d'acteurs concernés par la thématique évaluée ;
- de discuter et de tester les résultats de la phase documentaire, en mettant la priorité sur la mise en évidence des dynamiques et des évolutions récentes dans chaque pays, l'interprétation et la compréhension des constats dans les contextes nationaux visités, et la validation des hypothèses formulées dans le rapport de phase documentaire.

Cette seconde étape de l'évaluation comprend deux phases méthodologiques : la collecte d'information complémentaire lors des missions pays ; et l'analyse des informations collectées et la rédaction du rapport final. Les équipes d'évaluation ont utilisé la même méthode de collecte et d'analyse des données que celle employée lors de la phase documentaire :

- Pour chaque question d'évaluation et chaque critère de jugement, les informations collectées (documents, entretiens et analyse de projets) ont renseigné les indicateurs ;
- Les informations collectées ont été synthétisées en référence à l'indicateur ou au groupe d'indicateur qu'elles renseignent ;
- Ces synthèses ont été analysées afin de procéder à la validation/invalidation des critères de jugement ;
- Sur base de la validation/invalidation des critères de jugement, les évaluateurs ont élaboré une réponse nuancée et argumentée aux questions d'évaluation.

2.2 Choix des pays et interventions à visiter

Les 13 pays de l'échantillon sélectionnés lors de la phase documentaire présentent des spécificités particulières en matière de développement rural. Il aurait été idéalement souhaitable de couvrir l'ensemble des pays de l'échantillon par des missions de terrain. Le nombre de pays à visiter a fait cependant face à des contraintes de budget. Le choix des missions résulte donc d'un compromis entre ces contraintes et les nécessités de couvrir toutes les zones géographique concernées, de refléter au mieux la diversité du secteur, et d'assurer la prise en compte et l'analyse des enjeux centraux actuels.

Les pays à visiter ont été identifiés lors de la première étape, mais deux changements dans la liste des pays à visiter ont eu lieu avant les départs en mission : le Vietnam a été remplacé par le Cambodge, et Sainte Lucie n'a finalement pas fait l'objet de mission de terrain pour des raisons budgétaires. Sept pays ont donc été retenus :

- Bolivie
- Cambodge
- Cameroun
- Madagascar
- Maroc
- Mozambique
- Ouganda

Les spécificités de chacun de ces pays sont présentées à l'annexe 2.5 dans la partie contexte.

Concernant les interventions à visiter, le choix de l'échantillon d'interventions s'est basé en grande partie sur la liste des 28 interventions sélectionnées lors de la phase documentaire. Il a été toutefois légèrement modifié suite à des concertations et en accord avec les délégations des 7 pays. Le tableau suivant liste les interventions visitées au cours des missions pays.

Liste des interventions visitées au cours des missions pays

Pays visités	Interventions visitées
Bolivie	▪ PRAEDAC
	▪ SINSAAT (PASA II)
	▪ Programme national de Semences - PNS (PASA II)
	▪ Projets d'irrigation (PASA I et II)
Cambodge	▪ Smallholder Livestock Production Programme (SLPP)
	▪ Samraong/Ampil Community Reintegration and Development (SACRD)
	▪ Rural Development for vulnerable displaced populations in two North-west provinces of Cambodia
	▪ Economic and Social Relaunch of Northern Province (ECOSORN)
	▪ Integrated Rural Development through Empowerment Project, Thpong I & II (IRDEP)
▪ Cambodia Farmer Food Security Project	

Cameroun	▪ Projet de Développement Rural Participatif - Logone & Chari (PDRP L&C)
	▪ Projet de Développement Rural des Monts Mandara (PDRM)
	▪ Projet Séchoirs à Cacao (PSC)
	▪ Centre Africain de Recherches sur Bananes et Plantains (CARBAP)
Madagascar	▪ Projet de Pôles de Développement Participatif (visite à Sa'a) (PPDR)
	▪ Projet d'appui aux microfinances rurales
	▪ Programme d'appui aux Communes et Organisation Rurales pour le développement du Sud - ACORDS
	▪ Programme d'appui à la réforme institutionnelle du MAEP (PASA)
Maroc	▪ Programme d'appui à la filière d'exportation vanille
	▪ Projet de développement rural participatif dans le Moyen Atlas Central - Khenifra
	▪ Projet d'aménagement hydro-agricole du Haouz Central et de la Tessaout Aval Haouz
Mozambique	▪ Projet de développement rural intégré des zones forestières et péri-forestières de Chefchaouen
	▪ Inhambane Livelihood Recovery Project (CARE)
	▪ Cashew Reforestation and Food Security Project Inhambane South (ADRA)
Ouganda	▪ Community Livestock and Agricultural Development Project Southern Inhambane (VETAID)
	▪ Nhamavale Food Security Project (World Vision)
	▪ Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (ASARECA)
	▪ Lake Victoria Fisheries Organisation (LVFO)
	▪ Smallholder Tea Development Programme (STDP)
▪ Kaweri Coffee Farmers Alliance Support Project (KCFASP)	
▪ NAADS Kyamushunga Sub-County coordination unit	
▪ NARO Mbarara ZARDI	

2.2 Phase des missions de terrain

2.2.1 Organisation des missions

La méthodologie à suivre lors des missions pays a été développée dans une note de lancement qui a été approuvée avant les départs en mission. Cette note inclut une proposition détaillée des missions, avec les équipes et le calendrier, et les objectifs poursuivis dans chaque pays. Des questions spécifiques ont été identifiées pour les 7 pays afin de couvrir des particularités en matière de développement rural, à traiter

prioritairement lors des missions. Ces questions spécifiques sont présentées dans l'annexe 2.5 ainsi que les problématiques générales découlant des constats préliminaires formulés lors de la première étape. Lors des missions, les objectifs poursuivis par les évaluateurs étaient de discuter et valider les problématiques générales et les questions spécifiques à chaque pays et de collecter des informations complémentaires.

Les missions pays se sont déroulées entre juillet et octobre 2006 et ont été effectuées chacune par une équipe de deux évaluateurs, constituées d'un expert junior et d'un expert senior, pendant une durée moyenne de 12 jours. D'une manière générale, la répartition des tâches était la suivante: les experts seniors ont concentré leur travail sur la validation des hypothèses formulées lors de la première étape de l'évaluation. La poursuite de la collecte d'information et les entretiens a été coordonnée par l'expert junior et répartie entre les deux membres de l'équipe.

Dans chaque pays visité, les équipes d'évaluation ont suivi la démarche suivante:

- briefing au niveau de la Délégation avec les personnes en charge du développement rural : présentation des constats du rapport de phase documentaire et des hypothèses spécifiques à tester ;
- rencontres de l'Ordonnateur National (ON) ou de son équivalent ;
- entretiens avec les autorités compétentes en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté ;
- rencontres avec des représentants des organisations de la société civile ;
- rencontres avec les principaux bailleurs de fonds impliqués dans le développement rural ;
- visites de projets en cours : rencontre des responsables (unités de gestion des projets et assistances techniques) et bénéficiaires pour rendre compte de l'impact sur les bénéficiaires et du degré d'efficacité des moyens mis en œuvre ;
- visites de projets terminés afin d'évaluer la durabilité de leurs impacts et leurs effets à moyen/long terme ;
- débriefing au niveau de la délégation :
 - déroulement de la mission,
 - l'information collectée : qualité, limites, difficultés,
 - constats principaux de la mission de terrain.

La cohérence des informations recherchées sur le terrain a été assurée par l'organisation, avant les missions, d'un atelier préparatoire rassemblant tous les binômes des missions afin de valider les hypothèses à tester et la méthodologie précise à appliquer pour chaque mission pays.

2.2.2 Collecte d'information lors des missions pays

En ce qui concerne la collecte des données, la matrice d'information (reprenant la liste des indicateurs, critères de jugement et questions d'évaluation) a constitué l'outil principal des évaluateurs et a guidé leur travail lors des missions de terrain. Cette matrice d'information complétée par l'information collectée pendant la phase documentaire et la phase de terrain est présentée à l'annexe 3.

Chaque entretien a été préparé en sélectionnant un sous-ensemble d'indicateurs susceptibles d'être renseignés par les acteurs rencontrés. Les comptes-rendus des entretiens ont été rédigés pour alimenter cette matrice. Celle-ci a également été renseignée par des informations collectées sur le terrain sur base documentaire (notamment des rapports d'évaluation, des rapports de Monitoring, des rapports Annuels d'Activités).

Cette méthode a eu deux avantages :

- organisation de la collecte de données selon une structure commune à l'ensemble de l'équipe d'évaluation et ;
- stockage de l'information sous une forme qui facilite l'analyse, donc la validation/invalidation des critères de jugement.

Des tableaux synthétisant les informations à compléter par indicateur et pour chaque pays de l'échantillon ont aussi été établis afin de guider les évaluateurs dans la récolte de l'information nécessaire pour compléter l'analyse de la phase documentaire. Ces tableaux reprenaient, pour chaque pays, les indicateurs pour lesquels l'information collectée était encore incomplète, partielle ou inconnue avant les missions, et qui devait donc être complétée. Certains indicateurs ont par ailleurs été approfondis dans un ou plusieurs pays pour le(s)quel(s) ils étaient considérés comme clés. En outre, les questions relatives à la pertinence de la stratégie communautaire ainsi que les questions relatives à la durabilité et aux 3 Cs ont été traitées de manière transversale dans tous les pays, et les questions d'efficacité ont été traitées plus spécifiquement dans certains pays. Ces tableaux présentent également le détail des sources d'information à partir desquelles l'information a été collectée pour chaque indicateur et pour chaque pays.

2.3 Phase d'analyse et de synthèse

2.3.1 Analyse des informations collectées

Les équipes d'évaluation se sont ensuite concentrées sur l'analyse des informations collectées aux différents niveaux :

- les informations relatives aux problématiques générales,
- les informations relatives aux questions spécifiques,
- les informations complémentaires collectées au niveau des indicateurs.

A l'issue de chaque mission, une note de fin de mission a été rédigée par le binôme d'évaluateurs (Annexe 4). Ces notes reprennent les constats principaux de la mission de terrain par question d'évaluation (réponse aux problématiques générales), les informations collectées relatives aux questions spécifiques, une appréciation de la qualité de l'information collectée ainsi que le programme des missions et le nom des personnes rencontrées. Ces notes ont été réalisées sur base de la présentation de débriefing de fin de mission réalisée dans les délégations de la CE et de la matrice d'information complétée par indicateurs. Dans certaines notes de fin de mission, les questions spécifiques ont été intégrées dans les problématiques globales.

Une fois toutes les missions terminées, toutes les équipes se sont réunies lors d'un atelier de synthèse en vue d'échanger les informations collectées et de discuter des apports respectifs des missions. Sur base de cet échange et avant d'entamer la rédaction du rapport final, une présentation PowerPoint reprenant les informations complémentaires tirées des missions et les constats généraux qui sous-tendent les conclusions finales a été rédigée et présentée au groupe de référence. Enfin, ces constats généraux ont également été discutés lors d'entretiens avec des services de la CE, notamment avec les membres de l'unité de développement rural de la DG développement lors de leur réunion annuelle. Cette rencontre a permis de tester et valider les constats généraux de l'évaluation.

2.3.2 Phase de synthèse

Sur base de l'analyse des données et informations collectées sur le terrain ainsi que celle de la première étape de l'évaluation, l'équipe d'évaluation a répondu à chaque question d'évaluation (Section 2 du rapport principal) en illustrant les réponses par un thème d'actualité se référant à la question. De cette analyse, l'équipe d'évaluation a dérivé des conclusions et des recommandations pour la formulation et l'application de la future stratégie de développement rural de la CE. Ces conclusions et recommandations sont présentées dans le présent rapport. Suite aux commentaires du Groupe de Référence, un Rapport final sera présenté pour approbation à l'Unité d'évaluation.

Annexe 2.2 – Logique d'intervention

L'objectif de cette annexe est de présenter la reconstruction de la logique d'intervention sur la base des documents clés et sous la forme de deux diagrammes, comme il l'a été recommandé¹ pour l'évaluation des activités de la Commission européenne. Le premier diagramme (diagramme d'objectifs) reconstruit la hiérarchisation des objectifs propre à la stratégie de coopération de la Commission en matière de développement rural. Le second diagramme, construit sur base du premier, traduit les objectifs énoncés en effets attendus.

1. Le diagramme d'objectifs

L'analyse de la logique d'intervention de la stratégie de la CE dans le domaine du développement rural sur la période 1995-2004 met en exergue une hiérarchisation des objectifs, présentée sous forme d'un diagramme d'objectifs qui facilite la compréhension et permet l'identification des questions d'évaluation.

D'après les Termes de Référence, la logique d'intervention doit se baser uniquement sur des documents clés de la coopération européenne en matière de développement rural et agricole. Le diagramme proposé se base sur l'analyse d'une source unique : la Communication « Lutte contre la Pauvreté Rurale » (COM(2002) 429). Cette Communication est le seul document dans lequel la CE affiche ses objectifs en matière d'appui au développement rural et agricole à l'échelle de l'ensemble des pays tiers bénéficiant de son aide. Elle constitue dès lors la base de la reconstitution de la logique d'intervention.

Les formulations des objectifs ont été fidèlement reprises du texte et des références systématiques à la Communication 429, sous forme de numéro de page, ont été introduites dans chaque case.

Le diagramme d'objectif est construit suivant les principes d'un cadre logique, sur base de quatre niveaux d'objectifs.

1. **Les objectifs globaux :** Les objectifs globaux du diagramme se réfèrent aux cinq objectifs politiques de la coopération de la CE :
 - Contribution au développement durable économique, social et environnemental des pays tiers ;
 - Contribution à l'intégration graduelle des pays tiers dans l'économie mondiale ;
 - Contribution à la réduction et à l'éradication éventuelle de la pauvreté dans les pays tiers ;
 - Contribution à la construction de la paix, à la stabilité politique et à la sécurité dans les pays tiers ;
 - Renforcement de la présence politique, économique et culturelle de l'UE.

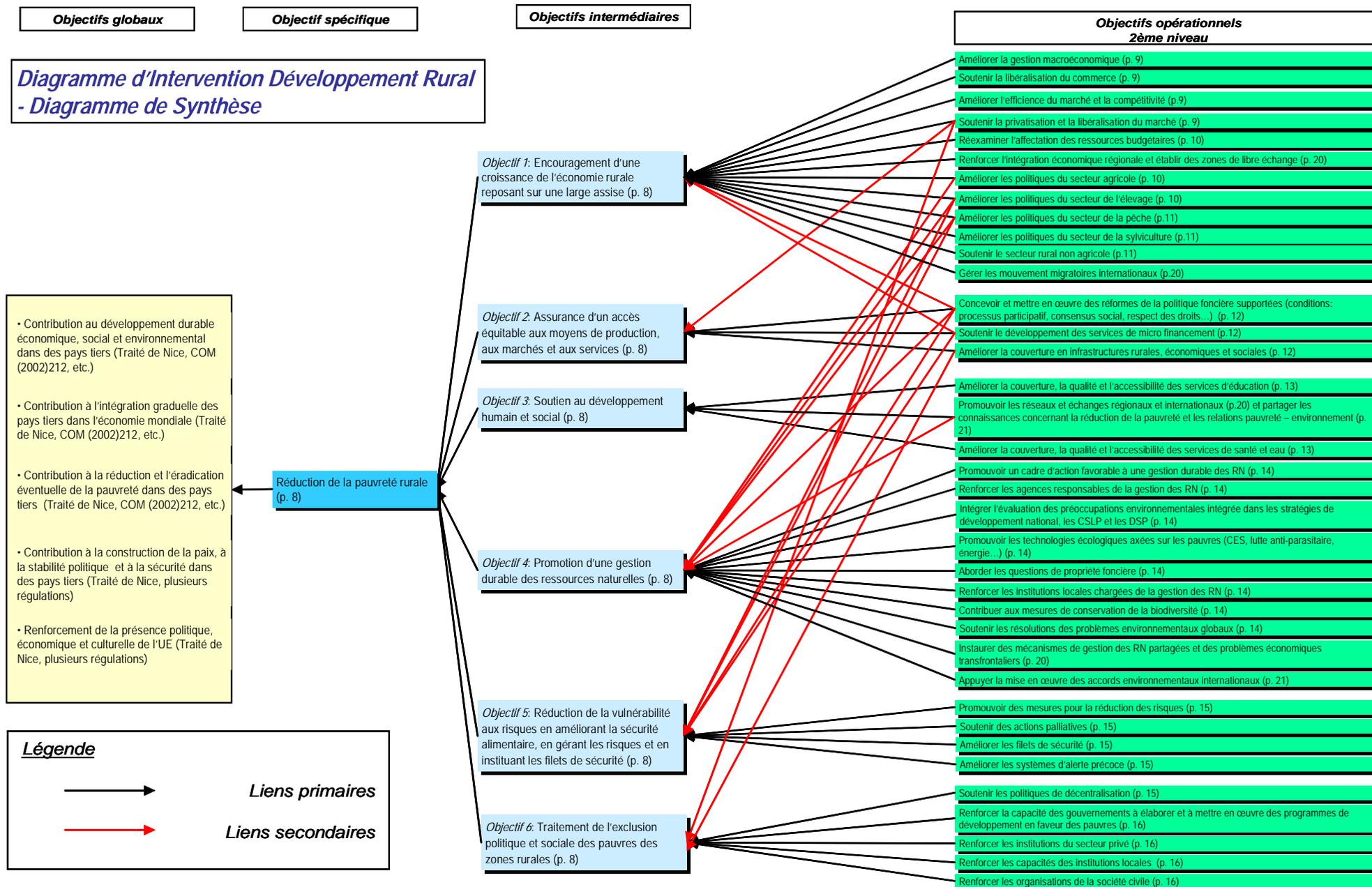
¹ EC DG Budget, 2004, "Evaluating EU activities: A practical guide for the Commission services".

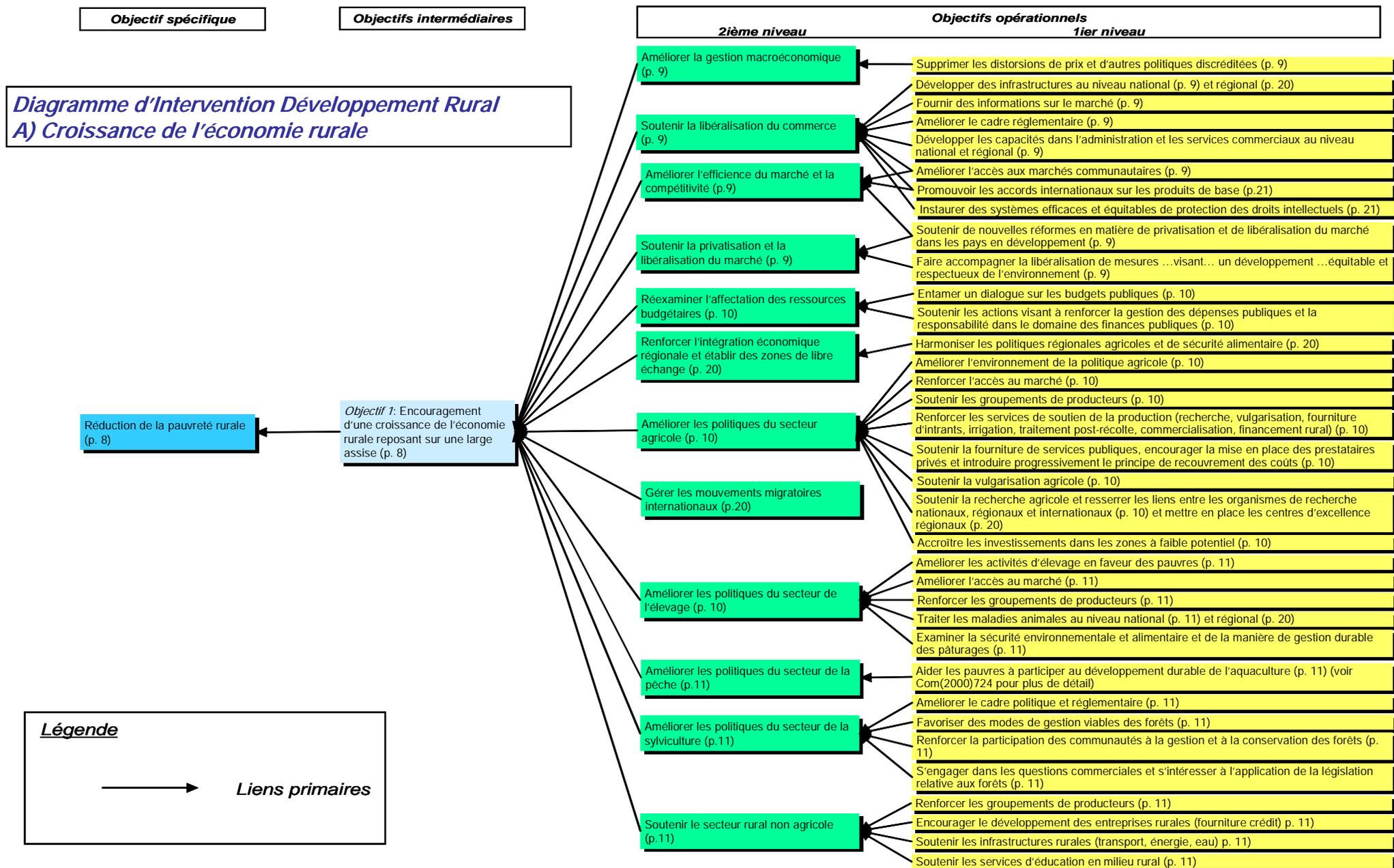
2. **L'objectif spécifique** : L'objectif spécifique de la politique européenne d'appui au développement rural est la réduction de la pauvreté rurale.
3. **Les objectifs intermédiaires** : Les objectifs intermédiaires du diagramme d'objectif correspondent aux six orientations stratégiques de la Communication 429 :
 - Encourager une croissance de l'économie rurale reposant sur une large assise en soutenant des politiques économiques et sectorielles appropriées.
 - Assurer un accès plus équitable aux moyens de production, aux marchés et aux services, en mettant l'accent sur les terres, le financement rural et les infrastructures rurales.
 - Soutenir le développement humain et social en investissant dans les ressources humaines dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de la population, de l'eau et de l'hygiène.
 - Garantir une gestion durable des ressources naturelles en intervenant sur des questions stratégiques et transversales clés, en matière de réformes institutionnelles et en faveur du développement et de la diffusion de technologies appropriées.
 - Réduire la vulnérabilité aux risques en gérant les risques et en instituant des filets de sécurité.
 - Traiter l'exclusion politique et sociale des pauvres des zones rurales en mettant en place des institutions plus efficaces, responsables, décentralisées et participatives.
4. **Les objectifs opérationnels (activités)**: Les objectifs opérationnels ou activités du diagramme décrivent les domaines dans lesquels la CE veut concentrer ses efforts. Deux niveaux d'objectifs opérationnels sont définis : les objectifs de second niveau font le lien entre les objectifs intermédiaires et les objectifs opérationnels de premier niveau.

Par ailleurs, deux types de liens logiques connectent entre eux les différents niveaux d'objectifs :

- Les liens logiques directs découlant du texte (« liens primaires ») sont représentés par des flèches noires dans le diagramme d'intervention.
- La communication présente également des liens logiques indirects (« liens secondaires »), intégrés dans le diagramme de synthèse par des flèches rouges. Ces liens secondaires mentionnés dans le texte ne sont pas exhaustifs et constituent plutôt des exemples.

Enfin, le diagramme d'objectif est structuré en cinq parties : un diagramme de synthèse et quatre diagrammes détaillant les six domaines d'actions présentés dans la Communication 429. Le diagramme de synthèse expose les relations entre les quatre principaux niveaux d'objectifs. Les quatre autres diagrammes présentent de manière plus détaillée chacun des six objectifs intermédiaires décrits dans la Communication 429, en précisant les objectifs opérationnels de premier niveau.





Objectif spécifique

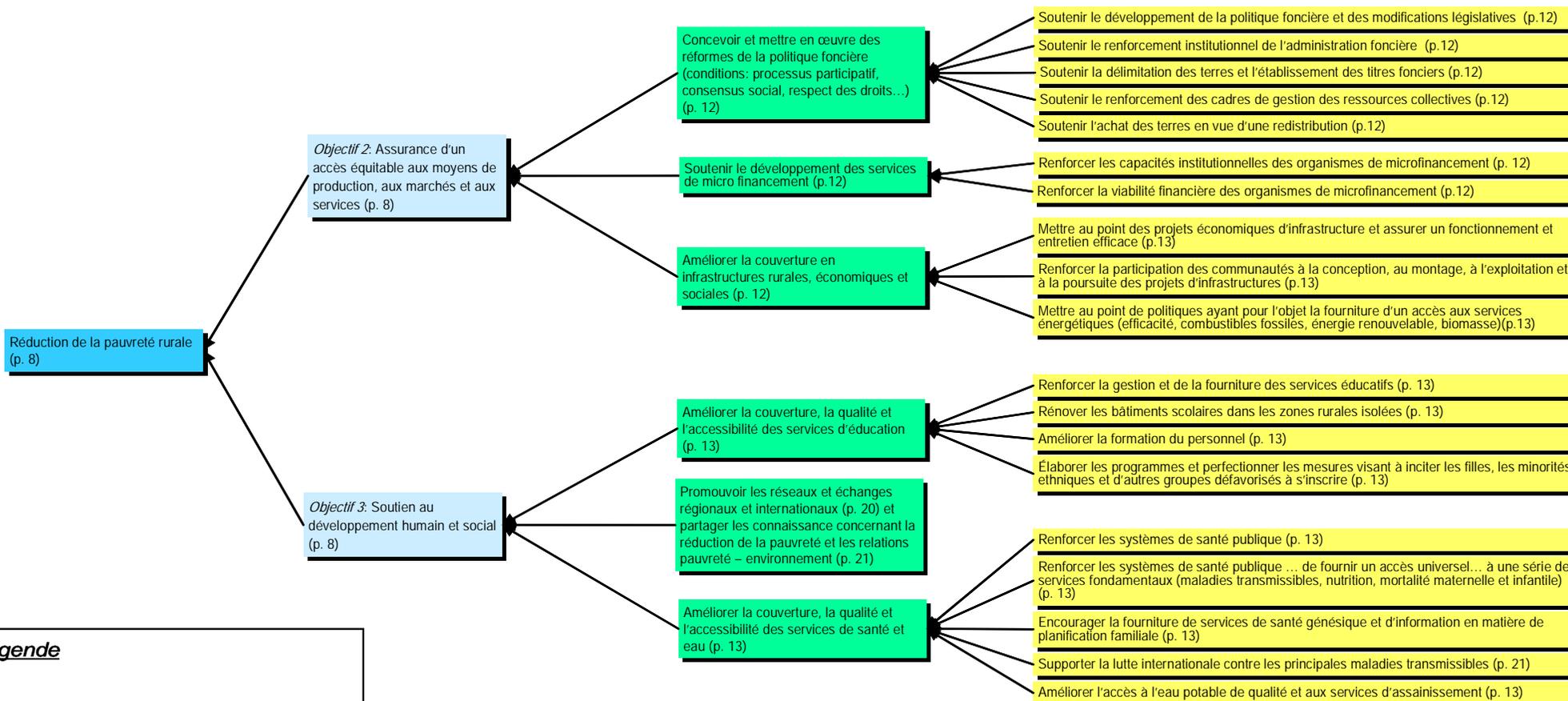
Objectifs intermédiaires

2ème niveau

Objectifs opérationnels

1er niveau

Diagramme d'Intervention Développement Rural
B) Accès aux moyens de production/ marchés/ services
C) Développement humain et social



Légende

→ Liens primaires

Objectif spécifique

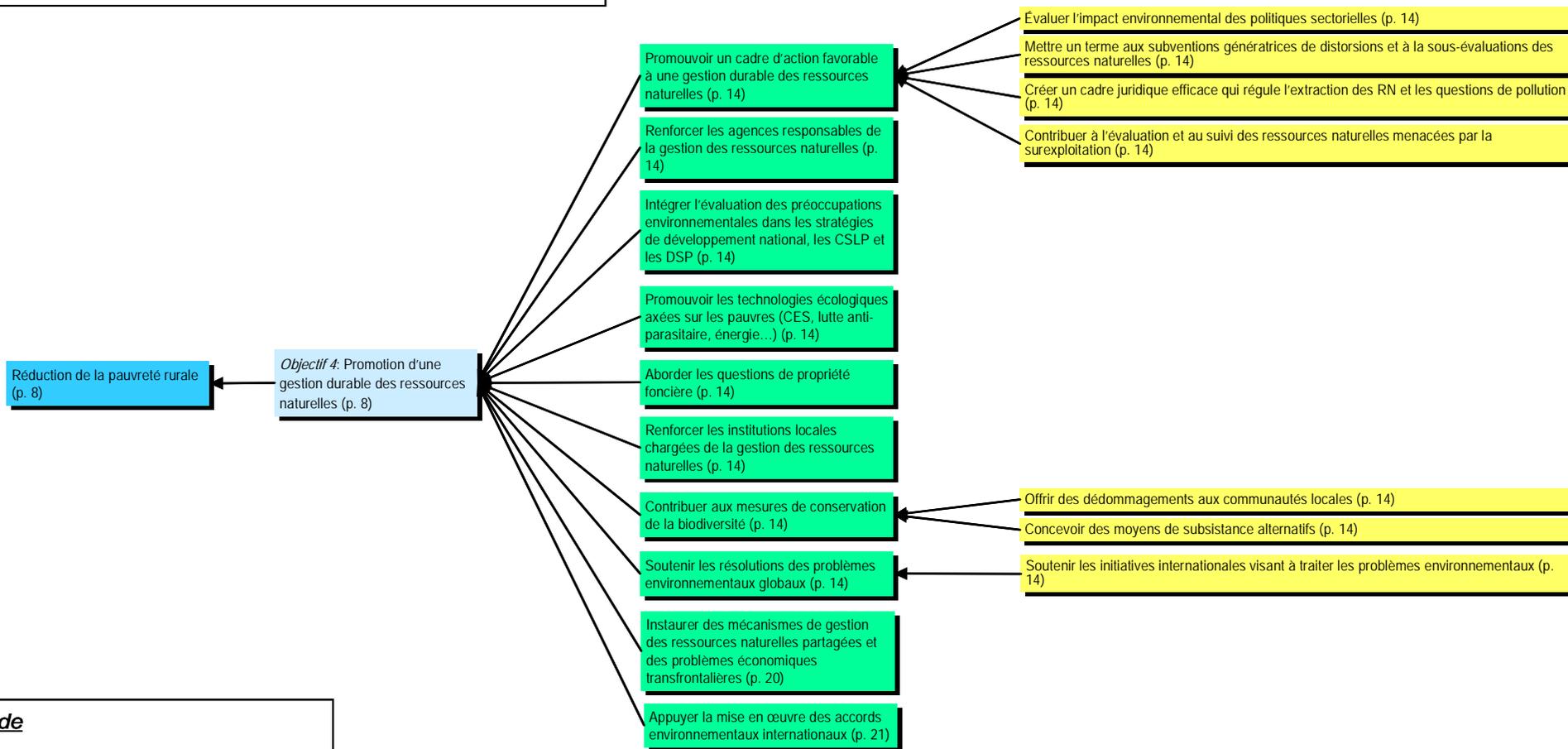
Objectifs intermédiaires

2ème niveau

Objectifs opérationnels

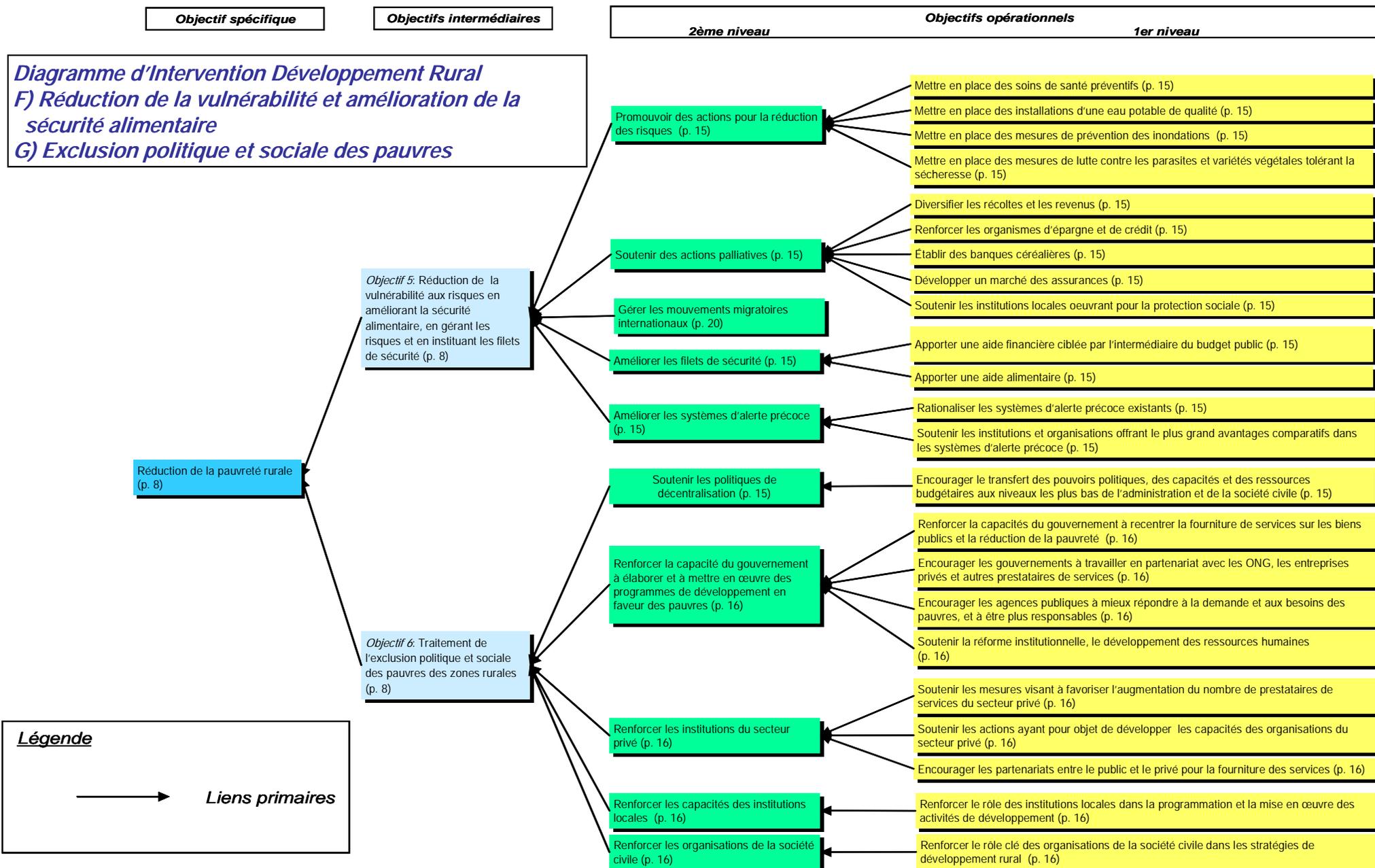
1er niveau

**Diagramme d'Intervention Développement Rural
E) Gestion durable des ressources naturelles**



Légende

→ Liens primaires



2. Diagramme d'impacts

Comme prévu dans les Termes de Référence, « *préalablement à l'élaboration du diagramme d'impacts, les objectifs de la coopération auront été recensés, hiérarchisés puis traduits en effets escomptés. Ce sont ces effets escomptés qui constitueront les éléments (boîtes) mis en relation dans le diagramme d'impacts* ».

Le diagramme d'impacts a été construit sur base du diagramme d'objectifs. Les effets attendus traduisent ainsi les objectifs énoncés dans les documents de référence, la Communication 212 et Communication 429. Les objectifs opérationnels deviennent les résultats, et les objectifs intermédiaires et globaux correspondent aux impacts intermédiaires et globaux.

Le diagramme présenté ci-après contient quatre niveaux d'effets :

1. **Les impacts globaux** : Les impacts globaux correspondent aux « effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non² ». Deux niveaux d'impacts globaux sont définis : le premier niveau se réfère à l'objectif de réduction de la pauvreté rurale, le second niveau se réfère aux objectifs politiques de la coopération de la CE.
2. **Les impacts intermédiaires** : Les impacts intermédiaires de la politique européenne d'appui au développement rural se réfèrent aux six orientations stratégiques de la Communication 429.
3. **Les résultats** : Les résultats correspondent aux « extrants (produits), réalisations ou impacts (escomptés ou non, positifs et/ou négatifs) d'une action de développement³ ». Les nombreux résultats sont directement liés aux impacts de la stratégie de la Communication 429.
4. **Les réalisations** : Les réalisations « correspondent à ce que l'action doit accomplir ou a accompli à court ou à moyen terme⁴ ». La liste des réalisations présentées dans le diagramme n'a qu'une valeur illustrative et n'est en rien exhaustive.

Par ailleurs, deux types de liens logiques connectent entre eux les différents niveaux d'effets :

- Les liens logiques directs découlant du texte (« liens primaires ») sont représentés par des flèches noires dans le diagramme d'intervention.
- La Communication présente également des liens logiques indirects (« liens secondaires »), intégrés dans le diagramme de synthèse par des flèches rouges. Ces liens secondaires mentionnés dans le texte ne sont pas exhaustifs et constituent plutôt des exemples.

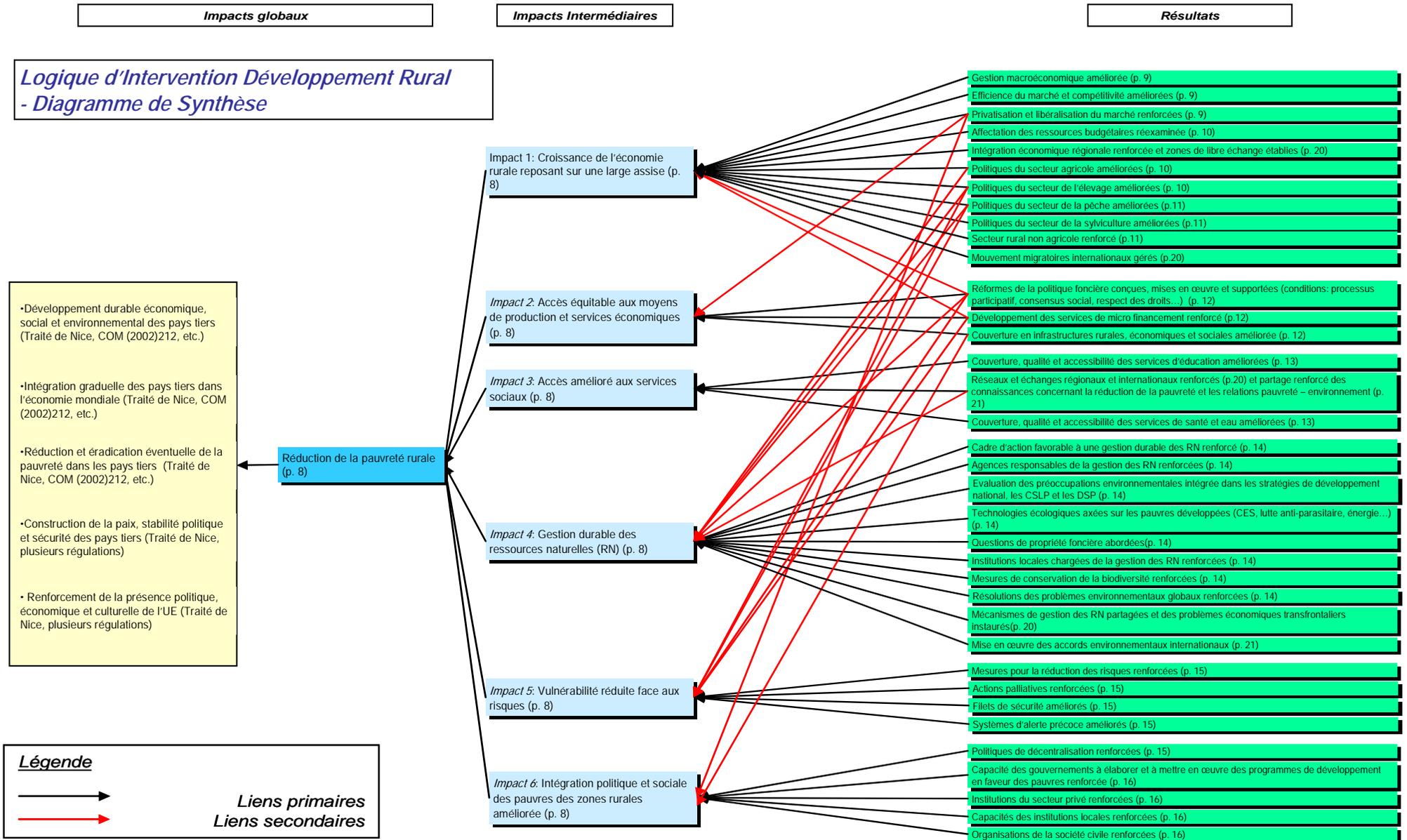
² OCDE, CAD, « Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats », p.24.

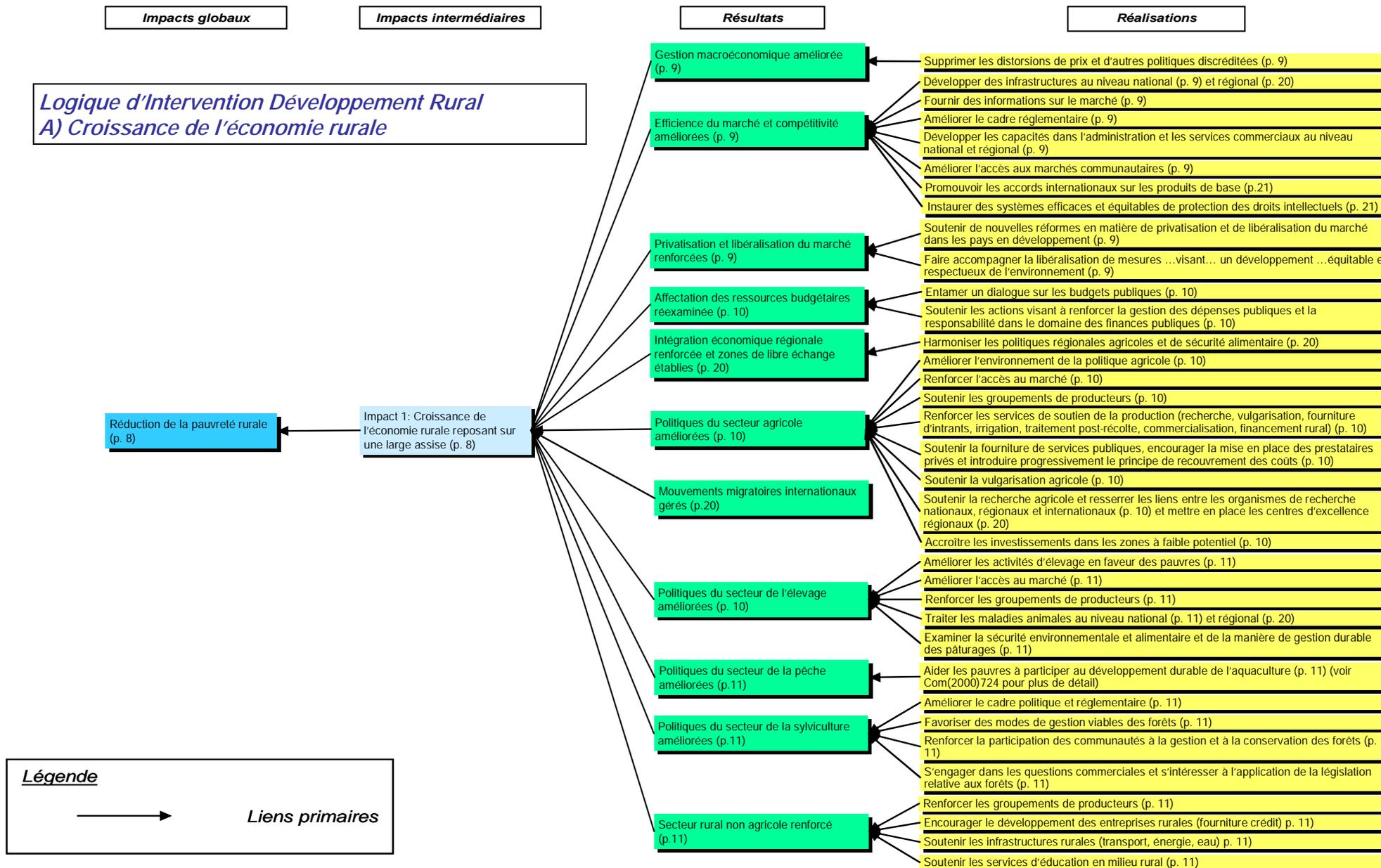
³ OCDE, CAD, « Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats », p.33.

⁴ OCDE, CAD, « Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats », p.28.

Enfin, le diagramme d'impacts est structuré en cinq parties : un diagramme de synthèse et quatre diagrammes détaillant les six domaines d'actions présentés dans la Communication 429. Le diagramme de synthèse expose les relations entre les quatre principaux niveaux d'effets. Les quatre autres diagrammes présentent de manière plus détaillée chaque impact intermédiaire, en précisant les résultats et réalisations qui y sont associés.

D'une manière générale il faut souligner la structure claire et cohérente de la Communication 429, et notamment les liens explicites entre les impacts intermédiaires attendus et les 6 dimensions de la pauvreté rurale. Cette structure a facilité la construction d'un diagramme d'impacts relativement simple.





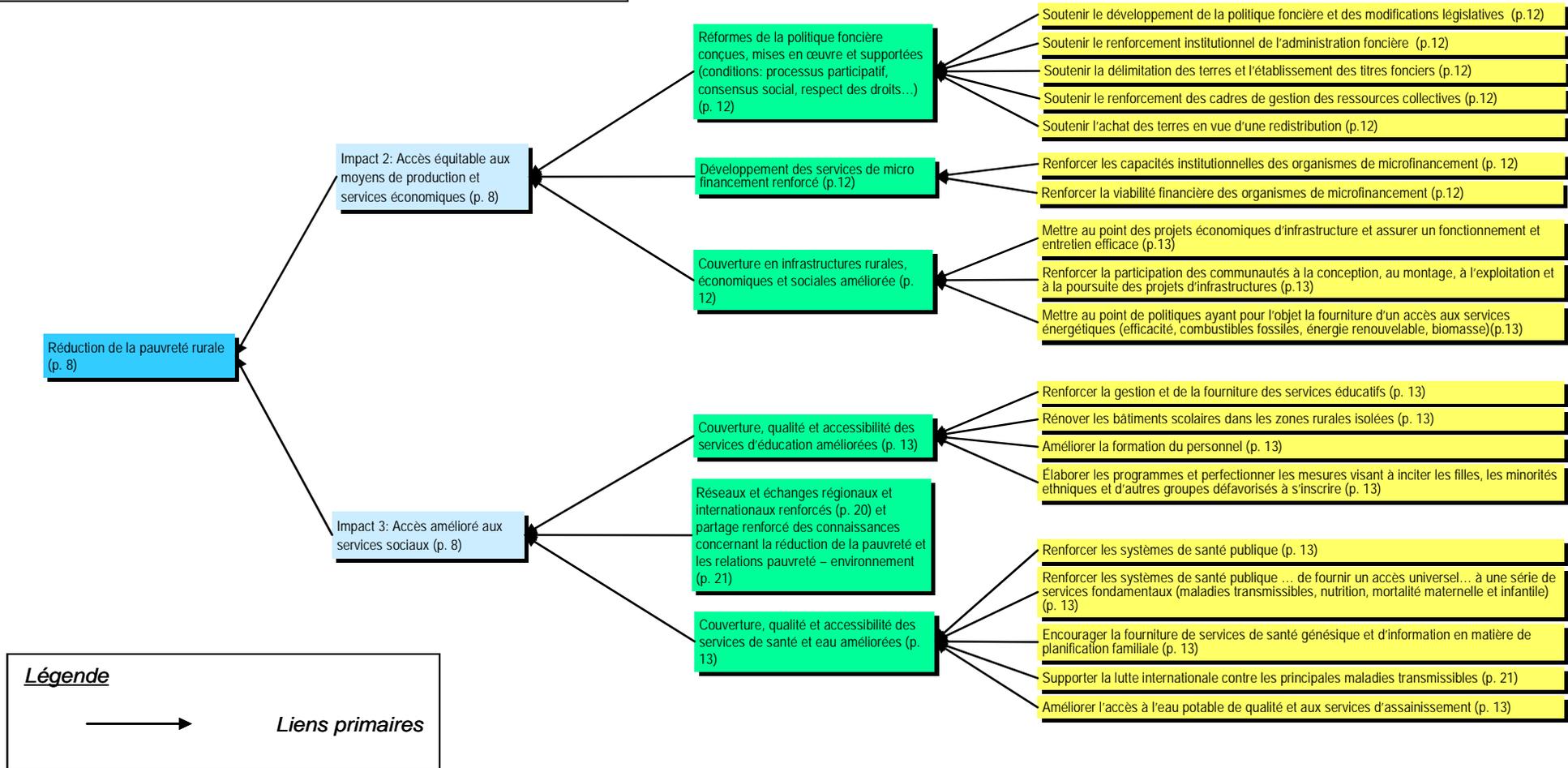
Impacts globaux

Impacts intermédiaires

Résultats

Réalisations

Logique d'Intervention Développement Rural
B) Accès aux moyens de production/ et services économiques
C) Accès aux services sociaux



Légende
 → Liens primaires

Impacts globaux

Impacts intermédiaires

Résultats

Réalisations

Logique d'Intervention Développement Rural
E) Gestion durable des ressources naturelles

Réduction de la pauvreté rurale
(p. 8)

Impact 4: Gestion durable des
ressources naturelles (RN) (p.
8)

Cadre d'action favorable à une gestion
durable des ressources naturelles
renforcé (p. 14)

Agences responsables de la gestion des
ressources naturelles renforcées (p. 14)

Evaluation des préoccupations
environnementales intégrée dans les
stratégies de développement national,
les CSLP et les DSP (p. 14)

Technologies écologiques axées sur les
pauvres développées (CES, lutte anti-
parasitaire, énergie...) (p. 14)

Questions de propriété foncière
abordées (p. 14)

Institutions locales chargées de la
gestion des ressources naturelles
renforcées (p. 14)

Mesures de conservation de la
biodiversité renforcées (p. 14)

Résolution des problèmes
environnementaux globaux renforcée (p.
14)

Mécanismes de gestion des ressources
naturelles partagées et des problèmes
économiques transfrontalières instaurés
(p. 20)

Mise en œuvre des accords
environnementaux internationaux (p. 21)

Évaluer l'impact environnemental des politiques sectorielles (p. 14)

Mettre un terme aux subventions génératrices de distorsions et à la sous-évaluations des
ressources naturelles (p. 14)

Créer un cadre juridique efficace qui régle l'extraction des RN et les questions de pollution
(p. 14)

Contribuer à l'évaluation et au suivi des ressources naturelles menacées par la
surexploitation (p. 14)

Offrir des dédommagements aux communautés locales (p. 14)

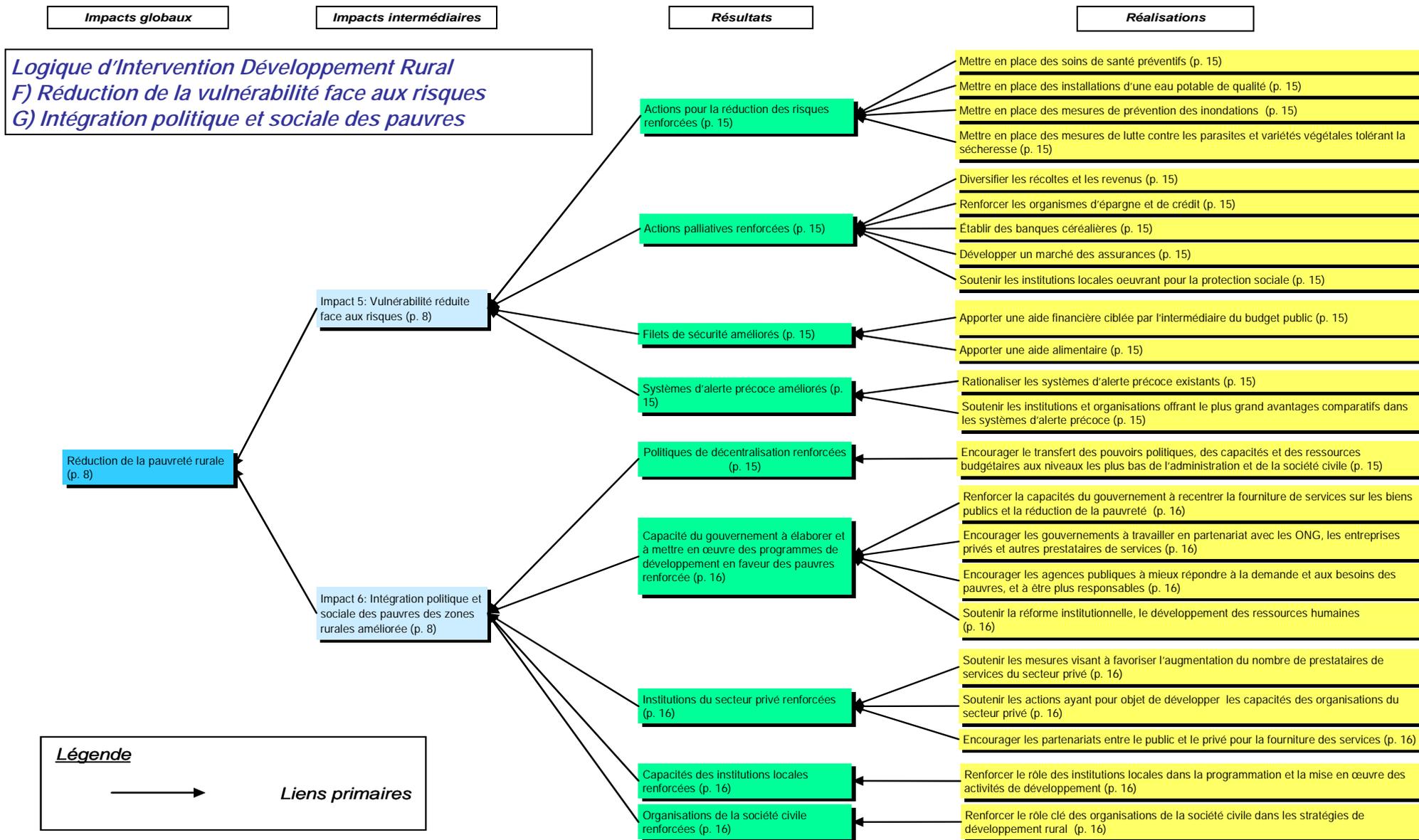
Concevoir des moyens de subsistance alternatifs (p. 14)

Soutenir les initiatives internationales visant à traiter les problèmes environnementaux (p.
14)

Légende



Liens primaires



Annexe 2.3 - Questions d'évaluation, critères de jugement et indicateurs

1. Pertinence

Question Evaluation 1		
Dans quelle mesure les interventions de développement rural répondent-elles à l'objectif de réduction de la pauvreté rurale ?		
Justification et champ de la QE 1		
L'analyse de la pauvreté a beaucoup évolué à la fin des années 1990. La politique européenne d'appui au développement rural a été directement influencée par cette évolution, les premiers chapitres de la Communication 429 en témoignent. Dans quelle mesure les interventions conçues entre 1995 et 2004 ont-elles anticipé ou intégré les résultats de cette analyse et sont-elles réellement conçues pour lutter contre la pauvreté telle qu'elle a été décrite dans cette nouvelle perspective ?		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C1.1 - Le développement rural est une priorité intégrée dans un cadre stratégique sectoriel explicite	I.1.1.a - Existence d'une stratégie explicite de développement rural au niveau du pays (DSP)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CSP ▪ Autres documents stratégiques (CE)
	I.1.1.b - Part des budgets du 9ème FED allouée au développement rural	
C1.2 - La stratégie de développement rural est conforme aux objectifs spécifiques de la Communication 429	I.1.2.a - Existence de liens entre la stratégie de développement rural et les six dimensions de la pauvreté rurale	
C.1.3 - Les rapports de monitoring portent un jugement favorable sur la pertinence de la conception des interventions	I.1.3.a - Score du critère de pertinence dans les rapports de monitoring	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de monitoring (ROM)

Question Evaluation 2		
Dans quelle mesure les actions de développement rural répondent-elles aux stratégies du pays partenaire et aux besoins essentiels des bénéficiaires ?		
Justification et champ de la QE 2		
L'inscription de l'aide européenne dans les politiques nationales et les choix locaux est importante. L'appropriation de l'aide par les bénéficiaires est considérée comme une condition importante d'efficacité et de durabilité.		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C 2.1 - Les politiques nationales considèrent le Développement Rural comme une priorité	I.2.1a - Identification du secteur développement rural comme étant une des priorités dans les documents de politique nationale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PRSP ▪ Stratégie nationale de développement rural ▪ Autres documents stratégiques nationaux
C 2.2 - La stratégie nationale de développement rural est explicite et opérationnelle	I.2.2a - Existence d'une politique sectorielle explicite dans laquelle s'inscrivent les interventions de développement rural	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Stratégie nationale de développement rural ▪ PRSP ▪ Autres documents stratégiques nationaux
C 2.3 - Les documents de Stratégie Pays prennent en compte les objectifs de développement rural inclus dans les politiques nationales	I.2.3a - Prise en compte des objectifs nationaux de Développement Rural dans les DSP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PRSP ▪ Autres documents stratégiques nationaux SDR ▪ CSP

2. Efficacité

Question Evaluation 3
Dans quelle mesure les interventions ont-elles favorisé une croissance de l'économie rurale ?
Justification et champ de la QE 3
La croissance économique est une condition nécessaire à la réduction de la pauvreté. La croissance économique des zones rurales dépend de différentes sources de revenus, qu'ils soient directement liés ou non à la production agricole. L'augmentation de la productivité agricole elle-même ne se traduit en augmentation de revenus que sous certaines conditions de fonctionnement des marchés.

Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.3.1 - Suite à l'intervention de la CE, la productivité agricole (agriculture, élevage, pêche, sylviculture) a augmenté	I.3.1a - Croissance tendancielle 1990-2003 de la productivité apparente du travail agricole	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Calcul ADE sur base des statistiques de la FAO
	I.3.1b - Signes d'adoption de nouvelles méthodes agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Rapports d'évaluation ▪ Etudes ad hoc
C.3.2 - Suite à l'intervention de la CE, le revenu tiré des activités agricoles a augmenté	I.3.2a - Evolution du prix au producteur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Enquête de marchés ruraux et urbains ▪ Statistiques ▪ Etudes ad hoc
C.3.3 - Suite à l'intervention de la CE, les activités rurales non agricoles et les produits agro-industriels se sont développés	I.3.3a - Signe de contribution de la CE au changement du cadre réglant les investissements privés en zone rurale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs
	I.3.3b - Indication de création d'activités non agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource

Question Evaluation 4

Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles assuré un accès plus équitable aux moyens de production et services économiques ?

Justification et champ de la QE 4

L'accès aux ressources naturelles, et en particulier aux droits fonciers, constitue une condition importante déterminant la capacité pour les ménages d'assurer leurs revenus. Pour des raisons économiques, culturelles ou politiques, certains groupes peuvent se voir dans l'incapacité d'accéder à ces ressources.

L'accès aux services à caractère économique (communication, énergie, vulgarisation agricole, services financiers...) est également très inégal en milieu rural. Ces services peuvent cependant contribuer à l'augmentation des opportunités de revenus.

Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.4.1 - Suite à l'intervention de la CE, l'accès aux facteurs de production (capital, eau, terre) a été amélioré	I.4.1a - Evidance d'une amélioration de l'accès aux facteurs de production (capital, eau, terre)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Etudes ad hoc
C.4.2 - Suite à l'intervention de la CE, l'accès aux services économiques (vulgarisation agricole, communication, recherche) a été facilité pour les hommes et les femmes	I.4.2a - Nombre de bénéficiaires accédant à des services économiques (vulgarisation agricole, communication, recherche)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource
	I.4.2b - Nombre de producteurs (hommes/femmes) primaires formés aux méthodes améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de monitoring ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource

Question Evaluation 5

Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles amélioré l'accès de la population rurale aux services sociaux ?

Justification et champ de la QE 5

Favoriser l'accès aux services « sociaux » tels que l'éducation de base, la santé, l'eau potable, contribue directement à l'amélioration du niveau de vie des populations rurales. Une meilleure santé et une éducation de base constituent des atouts fondamentaux permettant d'augmenter la capacité de travail et de diversifier les opportunités de revenus. La faible densité de population, le mauvais équipement de certaines régions en infrastructures sociales, ainsi que des obstacles économiques, culturels ou politiques peuvent limiter l'accès à ces services.

Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.5.1 - Suite à l'intervention de la CE, l'accès aux services sociaux (éducation de base, santé, eau et assainissement) a été facilité pour les hommes et les femmes	I.5.1a - Nombre d'infrastructures sociales construites/réhabilitées opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Constats de terrain
	I.5.1b - Niveau d'utilisation des infrastructures et services sociaux construits/réhabilités par la CE par rapport aux prévisions (e.g. école, dispensaires, distribution d'eau, etc.)	

Question Evaluation 6		
Dans quelle mesure les interventions de développement rural contribuent-elles à la gestion durable des ressources naturelles ?		
Justification et champ de la QE 6		
<p>En matière d'environnement, le « Document d'Orientation Politique »¹ de la CE, qui est à la base de la Communication 429, distingue deux types d'enjeux écologiques susceptibles d'être influencés par les comportements des bénéficiaires des interventions de développement rural : a) les enjeux locaux (ex : qualité des sols et des eaux) qui ont un effet direct sur les personnes concernées et, b) les enjeux globaux (effets climatiques) dont les conséquences sont moins immédiates pour les populations rurales pauvres, mais qui par contre ont un impact sur les populations riches. La prise en charge des coûts liés à ces deux types d'enjeux n'est pas la même et doit donc concerner des acteurs différents.</p>		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.6.1 - Les interventions de développement rural de la CE intègrent la gestion durable des ressources naturelles	I.6.1a - Identification au sein des interventions du degré de priorité accordé à la gestion des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Constats de terrain
C.6.2 - Suite à l'intervention de la CE, les institutions responsables de la gestion des ressources naturelles ont été renforcées dans leurs fonctions	I.6.2a - Degré d'implication des institutions locales responsables de la gestion de ressources naturelles (transfert effectif des compétences et des ressources du niveau central au niveau local, mesures réglementaires nouvelles des institutions locales, réformes institutionnelles, application de sanctions par les institutions locales, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PRSP ▪ SDR ▪ Rapports d'activité ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Entretiens avec les responsables d'institutions locales
C.6.3 - Suite à l'intervention de la CE, des comportements visant à protéger les ressources naturelles ont été induits	I.6.3a - Nature des nouvelles techniques adoptées et anciennes techniques abandonnées (mise en bocage des terroirs, intensification des pratiques agricoles, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Constats de terrain

¹ Commission Européenne, Document d'Orientation Politique, Politique d'appui au Développement Rural, p.51.

C.6.4 - Suite à l'intervention de la CE, les coûts locaux engendrés par des préoccupations environnementales globales sont pris en compte	I.6.4a - Evidance de la prise en compte des coûts locaux engendrés par les préoccupations globales (biodiversité, CO2, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PRSP ▪ SDR ▪ CSP ▪ Documents politiques sectorielles de la CE ▪ Entretien avec les administrations et gouvernements ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource
---	--	---

Question Evaluation 7		
Dans quelle mesure les interventions de la CE contribuent-elles à la réduction de la vulnérabilité des pauvres des zones rurales face à l'insécurité alimentaire ?		
Justification et champ de la QE 7		
<p>Le champ couvert par la gestion des risques auxquels sont exposés les pauvres des zones rurales, tel que défini dans la Communication 429, comprend les actions de réduction des risques, les actions palliatives, la mise en place de filets de sécurité et l'amélioration des systèmes d'alerte précoce. Les actions de réduction des risques s'inscrivent dans le cadre d'autres objectifs stratégiques tels que l'amélioration des revenus des pauvres, l'amélioration de l'accès aux services sociaux ou la gestion durable des ressources naturelles.</p> <p>Cette question s'attache à analyser principalement l'impact des interventions de la CE en matière de sécurité alimentaire, au travers d'activités telles que la mise en place de filets de sécurité et l'amélioration des systèmes d'alerte précoce</p>		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.7.1 - Suite à l'intervention de la CE, la prévention des crises alimentaires a été renforcée	I.7 -1a Existence de systèmes d'alerte précoce opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PRSP ▪ SDR ▪ CSP ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Documents FAO

C.7.2 - Suite à l'intervention de la CE, la sécurité alimentaire a été améliorée	I.7.2a - Pourcentage de personnes sous-alimentées dans la population totale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Enquêtes de marchés ruraux et urbains ▪ Etudes ad hoc ▪ Documents statistiques des autres bailleurs
	I.7.2b - Participation de la CE aux politiques nationales de sécurité alimentaire et aux politiques de réhabilitation post-crise	

Question Evaluation 8		
Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles contribué à améliorer l'intégration politique et sociale des pauvres des zones rurales ?		
Justification et champ de la QE 8		
La décentralisation de la décision publique, l'amélioration des capacités et l'encouragement des groupes politiquement faibles à participer à la prise de décision sont des moyens de contribuer à réduire l'exclusion. Certaines mesures, notamment dans les domaines fonciers, de protection de la biodiversité ou du développement de nouvelles techniques agricoles permettant aux plus riches (ou moins pauvres du village) de cultiver plus de terres, peuvent contribuer à l'exclusion de groupes politiquement ou économiquement faibles.		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.8.1 - Suite à l'intervention de la CE, la décision publique est plus décentralisée	I.8.1a - Niveau du processus de décentralisation (mesures réglementaires nouvelles, réformes institutionnelles, application de sanctions, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PRSP ▪ SDR ▪ CSP ▪ Rapports d'activité des institutions/administrations/organisations de la société civile ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Entretiens avec les administrations et les gouvernements ▪ Etudes ad hoc
	I.8.1b - Evolution des budgets des institutions locales publiques, privés et civiles	

C.8.2 - Suite à l'intervention de la CE, les compétences des différents acteurs publics, privés et de la société civile ont été renforcées	I.8.2a - Nombre de programmes de formation de membre/personnel des institutions (publiques, privés, civiles) et de personnes formées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Rapports d'activité des institutions/administrations/ organisations de la société civile
C.8.3 - Les interventions de la CE prennent en compte les intérêts des groupes vulnérables	I.8.3a - Application de méthodes reconnues de ciblage des interventions sur les intérêts des groupes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CSP ▪ Etudes ad hoc ▪ Conventions de financement ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource
C.8.4 Les interventions de la CE prennent en compte l'égalité des chances	I.8.4a Existence d'une politique d'égalité des chances au sein des interventions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CSP ▪ Conventions de financement ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Etudes ad hoc ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource

3. Efficience

Question Evaluation 9
Dans quelle mesure les modalités de mise en œuvre des interventions ont-elles favorisé/entravé la production des résultats escomptés ?
Justification et champ de la QE 9
La question vise à apprécier globalement les modalités de mise en œuvre et permet de poser un jugement sur la capacité à assurer une production efficace des réalisations (respect des budgets prévus, exécution des projets/programmes dans le calendrier prévu, taux de déboursement, souplesse et efficacité des procédures administratives).

Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C 9.1 - Les rapports de monitoring portent un jugement favorable sur l'efficacité des interventions	I.9.1.a - Score du critère d'efficacité dans les rapports de monitoring	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de monitoring (ROM)
C 9.2 - Les différents instruments sont adéquats par rapport aux objectifs des interventions	I.9.2a - Existence d'évidence que les spécificités des instruments utilisés (projets, programmes, SWAP, aide budgétaire) ont permis, ou au contraire, ont empêché d'atteindre les résultats escomptés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ROM ▪ Rapports d'activité ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs
C.9.3 - Les coûts de réalisation sont conformes aux prévisions	I.9.3a - Coûts effectifs par rapport aux coûts prévus	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Convention de financement ▪ Contrats de subvention ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports financiers ▪ Rapports d'évaluation ▪ Evaluations sectorielles
C.9.4 Les délais d'exécution sont conformes aux prévisions	I.9.4a Ecart de date entre finalisation prévue et effective	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conventions de financement ▪ Contrats de subvention ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Rapports de suivi/monitoring
C.9.5 Les délais de déboursement sont conformes aux prévisions	I.9.5a Délais de déboursements effectifs par rapport à la planification	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conventions de financement ▪ Contrats de subvention ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Rapports de suivi/monitoring
C.9.6 Le système de suivi et de monitoring permet d'améliorer la mise en œuvre	I.9.6a Existence de rapport(s) de suivi et de monitoring et prise en compte des recommandations des rapports de monitoring	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conventions de financement ▪ Rapports de suivi/monitoring ▪ Rapports d'évaluation

4. Durabilité

Question Evaluation 10		
Dans quelle mesure les bénéfices des interventions de développement rural se maintiennent-ils après la fin du support externe ?		
Justification et champ de la QE 10		
<p>Le maintien des effets des interventions de développement rural constitue un critère et un objectif important dans une perspective de développement durable. L'évaluation de la durabilité doit être réalisée sur base de projets terminés. Ceci étant, les perspectives de durabilité de projets en cours peuvent être appréciées sur base de critères spécifiques de conception et de mise en œuvre des interventions. On peut citer à ce titre le niveau d'appropriation et de soutien politique ainsi que les capacités techniques institutionnelles et financières d'assurer l'entretien des infrastructures.</p>		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.10.1 - Les bénéfices des interventions perdurent après la fin de l'intervention	I.10.1a - Existence de bénéfices des interventions après la fin de l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite sur le terrain des interventions terminées
	I.10.1b - Existence d'une stratégie de désengagement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conventions de financement ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs
C.10.2 - Le niveau d'appropriation des interventions par les bénéficiaires a été amélioré	I.10.2a - Niveau de participation des bénéficiaires à la prise de décision et à la réalisation des interventions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretiens avec les bénéficiaires et personnes-ressource ▪ Entretiens avec les administrations et gouvernements ▪ Rapports d'activité des institutions/administration ▪ PV des réunions
C.10.3 - L'entretien des infrastructures est assuré	I.10.3a - Existence d'un système de gestion et d'entretien des infrastructures et des équipements financés par la CE (conventions, accords, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activité ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Entretiens avec les Administration et Gouvernement
C. 10.4 - Les interventions de la CE permettent de définir des bonnes pratiques reproductibles	I.10.4a - Existence de reproduction des bonnes pratiques des interventions de la CE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'évaluation ▪ Missions de terrain

5. Coordination et complémentarité

Question Evaluation 11		
Dans quelle mesure le niveau de coordination et de complémentarité avec les Etats membres et les autres donateurs a-t-il été amélioré dans le domaine du développement rural entre 1995 et 2004 ?		
Justification et champ de la QE 11		
La coordination entre bailleurs de fonds est un enjeu dont l'importance s'accroît dans la mesure où les interventions de l'aide européenne relèvent davantage de la politique sectorielle que du projet. Cette coordination peut s'exprimer à différents niveaux : a) partage de données et analyses communes, b) cofinancement d'interventions, c) coordination des recommandations faites au gouvernement, d) recherche de complémentarité dans les interventions, e) contribution à une stratégie commune sous le leadership du gouvernement ou d'un des bailleurs.		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.11.1 - La coordination des interventions de la CE en matière de développement rural avec les Etats membres et autres donateurs a été renforcée	I.11.1a - Evolution des démarches de coordination en matière de développement rural (fora de coordination, etc.) avec les Etats membres et autres donateurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CSP ▪ Documents des politiques des autres bailleurs ▪ Rapports d'évaluation ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs ▪ Accords de coopération/cofinancement
	I.11.1b - Evolution du nombre de projets de développement rural financés/exécutés en collaboration avec au moins un Etat membre ou donateur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Documents des politiques des autres bailleurs ▪ Conventions de financement. ▪ Rapports d'évaluation Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs
	I.11.1c - Existence d'analyses partagées entre Etats membres/donateurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CSP ▪ Documents des politiques sectorielles CE ▪ Documents des politiques des autres bailleurs ▪ Conventions de financement. ▪ Rapports d'activité ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs

C 11.2 - Les interventions de la CE sont complémentaires avec celles des Etats membres	I.11.2a - Existence d'une stratégie opérationnelle au niveau du gouvernement ou d'un des bailleurs qui oriente l'action des Etats membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CSP ▪ Documents politiques sectorielles CE ▪ Documents politiques des autres bailleurs ▪ Conventions de financement ▪ Entretiens avec les Délégations, personnel au siège et donateurs
	I.11.2b - Existence d'une répartition sectorielle des interventions entre la CE et les Etats membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CSP Base de données DAC

6. Cohérence

Question Evaluation 12		
Dans quelle mesure la politique de développement rural est-elle cohérente avec les autres politiques internes de la CE (PAC, Commerce, Pêche, Environnement, etc.) ?		
Justification et champ de la QE 12		
Certaines politiques européennes, en particulier celles visant à la protection des marchés de la CE (par des mesures tarifaires ou non tarifaires) ou des agriculteurs et pêcheurs européens ont des conséquences négatives sur le niveau de vie des populations rurales bénéficiaires. Il est important de mettre ces contradictions en évidence pour tenter d'en limiter les effets.		
Critères de jugement	Indicateurs	Sources d'information
C.12.1 Les conflits entre la politique de développement rural et les autres politiques internes de la CE (PAC, commerce, pêche, environnement, etc.) sont moins fréquents	I.12.1a Existence de préjudices causés par les politiques internes de la CE (PAC, Pêche, etc.) aux bénéficiaires de l'aide au développement rural	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Documents des politiques sectorielles CE ▪ Documents des politiques de développement de la CE ▪ Etudes ad hoc ▪ Rapports d'évaluation ▪ Conventions de financement ▪ Documents et rapports de la société civile ▪ Documents et rapports des autres bailleurs Entretiens avec les DG Trade, DG Environnement, DG SANCO

Annexe 2. 4 – Inventaire des interventions de développement rural et agricole financées par la CE

INTRODUCTION.....	3
1. SOURCES ET TRAITEMENT DES DONNEES.....	5
1.1 Collecte des données	5
1.2 Traitement des données	9
2. ANALYSE DE LA REPARTITION DE L'AIDE DE LA CE AU DEVELOPPEMENT RURAL.....	11
2.1 Répartition sous-sectorielle des ressources sur base des montants programmés.....	11
2.2 Répartition géographique des ressources sur base des montants programmés	13
2.3 Répartition sous-sectorielle des ressources sur base du nombre d'interventions.....	19
CONCLUSION	21

Introduction

Conformément aux Termes de Référence, l'étape de structuration comprend un inventaire des interventions de coopération de la CE en matière de développement rural. Cet inventaire a pour but de répertorier les interventions qui font partie du champ de l'évaluation, de définir les répartitions géographique et sous-sectorielle des interventions et d'observer l'évolution de ces répartitions.

Cet inventaire est composé de deux parties:

- La **première partie** présente la source des données et décrit le traitement de ces données.
- La **deuxième partie** présente une analyse de la ventilation du financement des interventions sélectionnés, par sous secteur et par zones géographiques, sur base des montants programmés d'une part, et sur base du nombre d'interventions d'autre part.

1. Sources et traitement des données

La source d'information principale d'identification des interventions de la CE en matière de coopération au développement est la base de données « Common RELEX Information System » (CRIS). Ce système de gestion d'information est commun aux DGs de la famille RELEX et est compatible avec la codification sectorielle du Comité d'Aide au Développement (DAC).

A la suite de la restructuration des services de la CE, les bases de données des différents services ont été harmonisées. Cependant, ce processus n'étant toujours pas terminé, CRIS inclut deux bases de données : CRIS Saisie et CRIS Consultation. CRIS Saisie est une base actualisée mais ne contient pas encore toutes les interventions, en particulier celles de la période 1995 – 2003, date à partir de laquelle les données ont été transférées de CRIS Consultation vers CRIS Saisie. Les évaluateurs ont utilisé les deux bases de données pour établir une liste complète de projets fournissant une vue d'ensemble des interventions de la CE en matière de développement rural et agricole au cours de la période 1995-2005.

La compilation de la liste des interventions s'est structurée en deux étapes :

- 1) Collecte des données
- 2) Traitement des données

1.1 Collecte des données

Etant donné que le développement rural n'est pas un secteur précisément défini, l'équipe d'évaluation a, dans un premier temps, sélectionné des secteurs et/ou sous-secteurs liés à la thématique du développement rural. Pour ce faire, l'équipe d'évaluation s'est inspirée du document intitulé « Possible DAC codes related to Rural Development », réalisé dans le cadre de la mise au point d'outils méthodologiques sectoriels (Lot 3) coordonnée par l'unité d'évaluation d'EuropeAid. La liste des codes DAC et sous-secteurs retenus pour le présent inventaire est reprise dans le tableau 1.

Tableau 1 - Code DAC retenus

ODE DAC (Secteurs) (sous-secteurs)	DESCRIPTION
11120	Education facilities and training
11220	Primary education
11230	Basic life skills for youth and adults
11330	Vocational training
12191	Medical services
12220	Basic health care
12230	Basic health infrastructure
12240	Basic nutrition

ODE DAC (Secteurs) (sous-secteurs)		DESCRIPTION
	12250	Infectious disease control
	12281	Health education
	12282	Health personnel development
130		POPULATION POLICIES/PROGRAMMES AND REPRODUCTIVE HEALTH
	13020	Reproductive health care
	13030	Family planning
	13040	STD control including HIV/AIDS
	13081	Personnel development for population and reproductive health
140		WATER SUPPLY AND SANITATION
	14010	Water resources policy and administrative management
	14015	Water resources protection
	14030	Water supply and sanitation - small systems
	14040	River development
	14081	Education and training in water supply and sanitation
	15020	Public sector financial management
	15030	Legal and judicial development
	15040	Government administration
	15050	Strengthening civil society
	16310	Social/ welfare services
	16320	General government services
	16330	Settlement
	16362	Statistical capacity building
	21020	Road transport
	21061	Storage
	22020	Telecommunications
	23030	Power generation/renewable sources
	23040	Electrical transmission/ distribution
	23067	Solar energy
	23068	Wind power
	23070	Biomass
	24040	Informal /semi-formal financial intermediaries
	25010	Business services
311		AGRICULTURE
	31110	Agricultural policy and administrative management
	31120	Agricultural development
	31130	Agricultural land resources
	31140	Agricultural water resources
	31150	Agricultural inputs
	31161	Food crop production
	31162	Industrial crops/export crops
	31163	Livestock

ODE DAC (Secteurs) (sous-secteurs)		DESCRIPTION
	31164	Agrarian reform
	31165	Agricultural alternative development
	31181	Agricultural education/training
	31182	Agricultural extension
	31183	Agricultural research
	31184	Livestock research
	31191	Agricultural services
	31192	Plant and post-harvest protection and pest control
	31193	Agricultural financial services
	31194	Agricultural co-operatives
	31195	Livestock/veterinary services
312		FORESTRY
	31210	Forestry policy and administrative management
	31220	Forestry development
	31261	Fuelwood/charcoal
	31281	Forestry education/training
	31282	Forestry research
	31291	Forestry services
313		FISHING
	31310	Fishing policy and administrative management
	31320	Fishery development
	31381	Fishery education/training
	31382	Fishery research
	31391	Fishery services
	32140	Cottage industries and handicraft
	32161	Agro-industries
	32162	Forest industries
	32163	Textiles, leather and substitutes
	32165	Fertilizer plants
331		TRADE
	33110	Trade policy and administrative management
	33120	Wholesale/retail trade
	33130	Export promotion
332		TOURISM
	33210	Tourism policy and administrative management
410		General environmental protection
	41010	Environmental policy and administrative management
	41020	Biosphere protection
	41030	Bio-diversity
	41040	Site preservation

ODE DAC (Secteurs) (sous-secteurs)		DESCRIPTION
	41050	Flood prevention/control
	41081	Environmental education/ training
	41082	Environmental research
420		Women in development
	42010	Women in development
	43010	Multisector aid
	43020	Multisector aid for basic social services
	43040	Rural development
	43050	Non-agricultural alternative development
520		Developmental food aid/Food security assistance
	52010	Food aid/Food security programmes
710		Emergency food aid
	71010	Emergency food aid
720		Other emergency and distress relief
	72010	Emergency/distress relief
	72030	Aid to refugees (in recipient countries)

Il faut noter que la possibilité d'obtenir une liste fiable et pertinente d'interventions est limitée par la qualité de la source des données (CRIS). Les évaluateurs ont en effet fait face à plusieurs difficultés lors de la collecte et du traitement des données:

- Une même intervention peut avoir été enregistrée plusieurs fois dans CRIS Saisie et dans CRIS Consultation, sous différents codes DAC, sous des numéros de projets ou titres de projets différents et/ou sous des montants programmés différents selon la base de donnée.
- En raison des changements de classification des secteurs, les interventions ont parfois été enregistrées dans un secteur général (transport), alors qu'elles correspondent à un sous-secteur plus spécifique (transport routier).
- Les titres de projets ne fournissent parfois pas assez d'informations sur le type d'intervention.
- L'information collectée varie selon la source de donnée (cf. Tableau 2).

Tableau 2 - Information selon base de donnée

CRIS Consultation	CRIS Saisie
Code DAC	Code DAC
Pays	Zone géographique bénéficiaire
Numéro du projet	Numéro du projet
Numéro du projet 2	
Titre du projet	Titre du projet
Montant programmé	Montant programmé
Montant contracté	Délégation chef de file
Montant payé	Nom du responsable

1.2 Traitement des données

1.2.1 « Nettoyage » des données

Après avoir supprimé dans chacune des deux listes collectées (CRIS Saisie et CRIS Consultation) les duplicata d'interventions classées sous des codes DAC différents, les évaluateurs ont sorti une liste combinée (Saisie/Consultation) de **8457** interventions.

Sur base de cette liste combinée, les évaluateurs ont :

- identifié et éliminé les duplicata des interventions enregistrées dans les deux bases de données ;
- identifié et éliminé les duplicata des enregistrées dans des langues différentes ;
- identifié et éliminé les interventions dont le montant programmé est nul ou négatif ;
- identifié et éliminé les interventions sans titre ;
- identifié et éliminé les interventions dont la zone géographique bénéficiaire ne fait pas partie du champ de l'évaluation (PHARE) ;
- pour les cas ambigus (comme les cas d'intervention présentant le même titre et provenant du même pays/région mais avec des montants programmés différents), supprimé les interventions présentant le plus petit montant à condition que celui-ci soit égal ou supérieur à la moitié du montant le plus élevé.

La liste résultante de ce deuxième « nettoyage » incluait **5912** interventions.

2. Analyse de la répartition de l'aide de la CE au développement rural

Cette section présente une brève analyse de la répartition de l'aide de la CE dans le domaine du développement rural et agricole. L'analyse se concentre sur la distribution des interventions programmées selon deux critères :

- sur base des montants programmés par sous-secteur et par région bénéficiaire,
- sur base du nombre d'interventions par sous-secteur et par région.

2.1 Répartition sous-sectorielle des ressources sur base des montants programmés

A partir de la liste des 5912 interventions, les évaluateurs ont réalisé une analyse quantitative des répartitions sous sectorielles (selon les codes DAC) sur base des montants programmés. Afin d'accroître la clarté de l'analyse, les évaluateurs ont utilisé la méthode des 80% : seuls les sous-secteurs dont le montant participe à 80% de la somme des montants programmés ont été présentés. Les autres sous-secteurs sont repris sous le terme « Others ».

Le tableau 4 présente la distribution par sous-secteur des montants programmés des 5912 interventions sélectionnées:

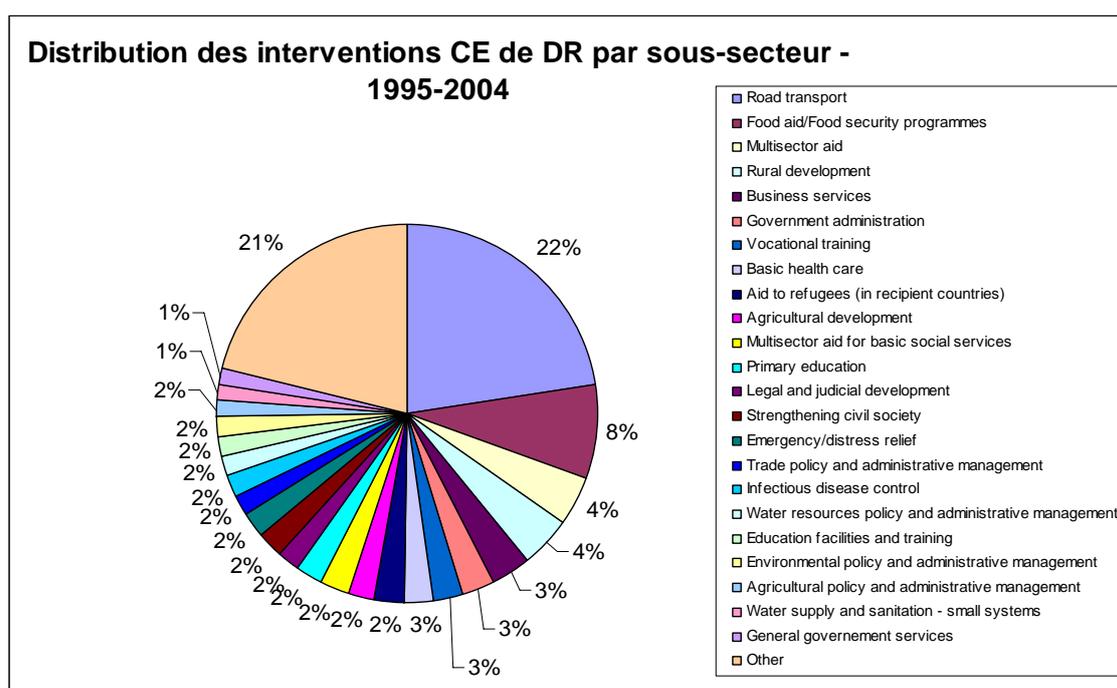
Tableau 4 - Montant programmé par secteur

Sous-secteur	Contribution du secteur (euros)
Road transport	6,547,700,350
Food aid/Food security programmes	2,327,770,928
Multisector aid	1,260,633,745
Rural development	1,247,464,218
Business services	970,958,630
Government administration	810,499,690
Vocational training	753,546,927
Basic health care	751,598,208
Aid to refugees (in recipient countries)	695,366,645
Agricultural development	669,193,832
Multisector aid for basic social services	668,142,382
Primary education	656,975,168
Legal and judicial development	618,136,039
Strengthening civil society	617,536,050
Emergency/distress relief	613,080,800
Trade policy and administrative management	547,594,421
Infectious disease control	537,780,334
Water resources policy and administrative management	500,634,092

Sous-secteur	Contribution du secteur (euros)
Education facilities and training	473,326,783
Environmental policy and administrative management	465,503,762
Agricultural policy and administrative management	441,642,669
Water supply and sanitation - small systems	411,596,955
General government services	364,625,327
Others	5,903,635,394

La distribution de l'enveloppe budgétaire par sous-secteur (cf. graphique ci dessous) montre qu'une part significative des montants des interventions sélectionnées est destinée aux secteurs du transport routier (22%) et de la sécurité alimentaire (8%). Viennent ensuite l'aide plurisectorielle (4%) et l'appui au développement rural (4%). L'appui aux services et institutions de soutien commerciaux, à l'administration gouvernementale, à la formation professionnelle et aux soins et services de santé de base concourent chacun pour environ 3% de la somme totale des montants.

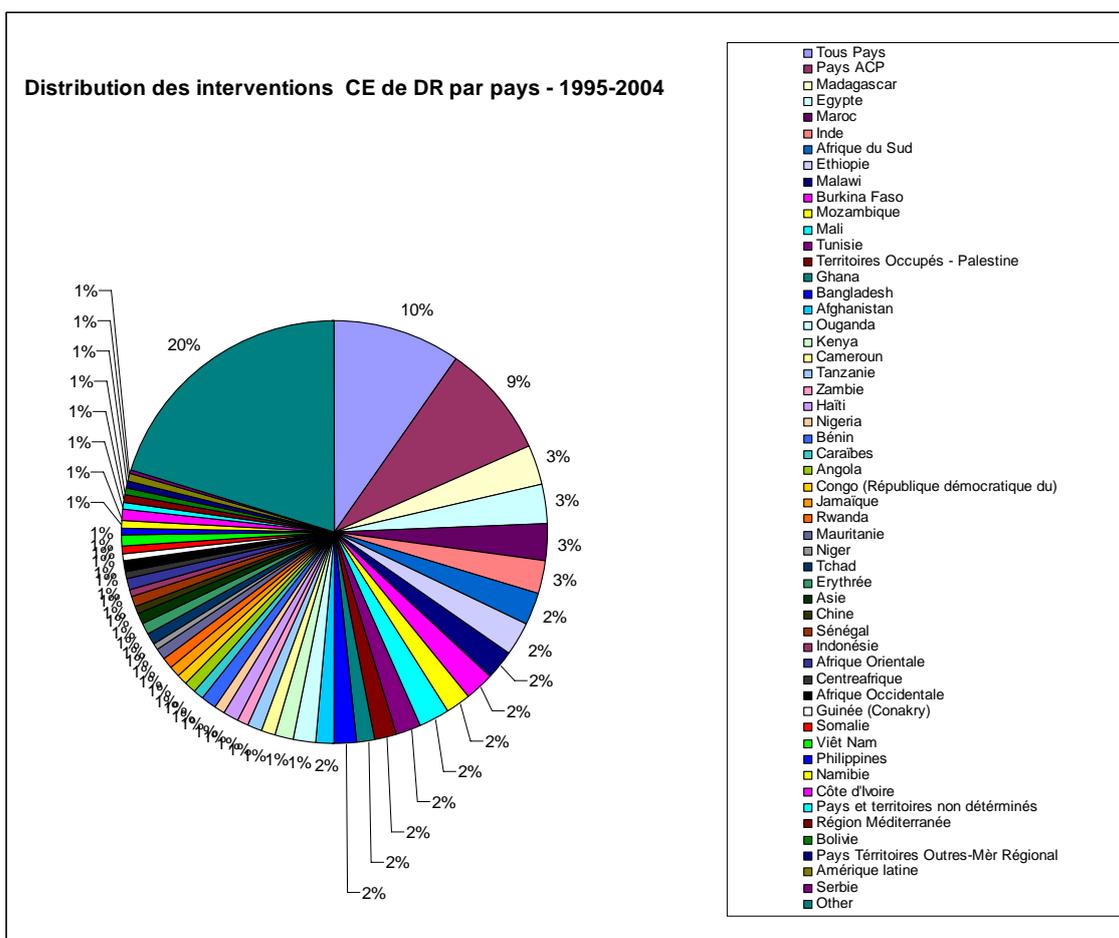
Plusieurs secteurs ayant un impact direct ou indirect sur le développement rural et agricole participent au budget total des montants programmés dans une moindre mesure (moins de 3% de l'enveloppe totale). Il s'agit, dans l'ordre décroissant, des montants de l'aide aux réfugiés, du développement agricole, de l'aide plurisectorielle pour les services sociaux de base, du soutien à l'enseignement primaire, de l'appui au développement des services légaux et judiciaires, de l'appui au renforcement de la société civile, de l'aide d'urgence, de l'aide aux politiques commerciales, à la lutte contre les maladies infectieuses, aux politiques de ressources en eau, aux équipements scolaires et formation, aux politiques environnementales et aux politiques agricoles.

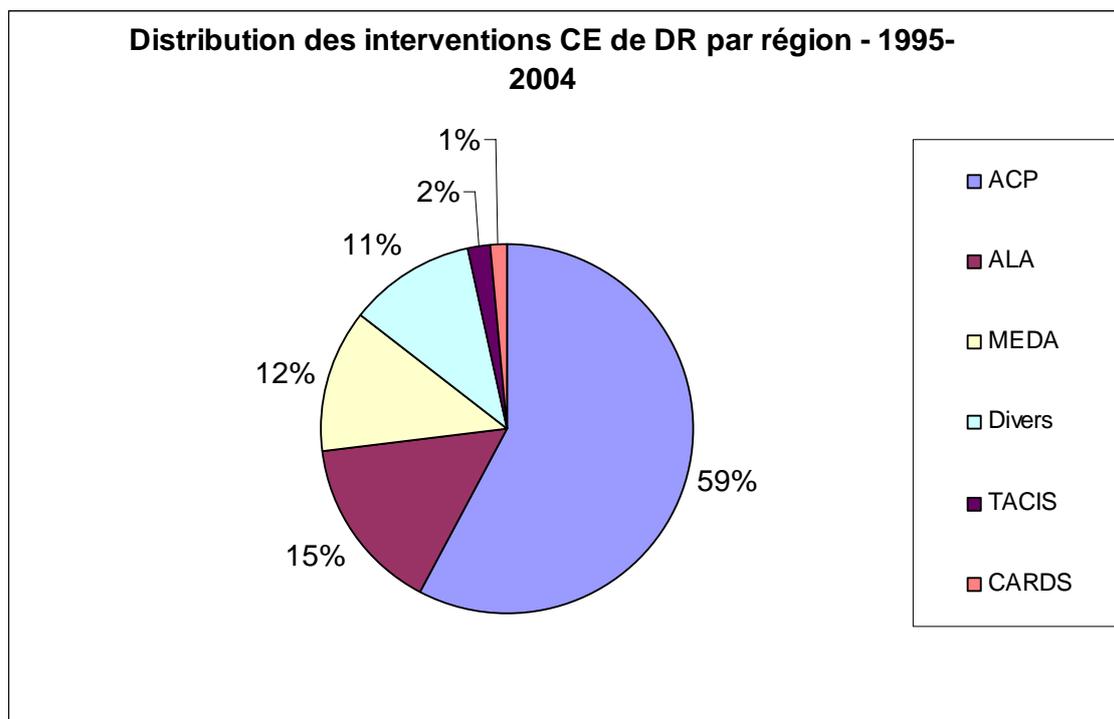


2.2 Répartition géographique des ressources sur base des montants programmés

2.2.1 Analyse des interventions par pays et par région

Les deux graphes ci-après montrent la répartition des ressources allouées à l'aide au développement rural et agricole par pays et par région (ACP, ALA, MEDA, TACIS et CARDS).



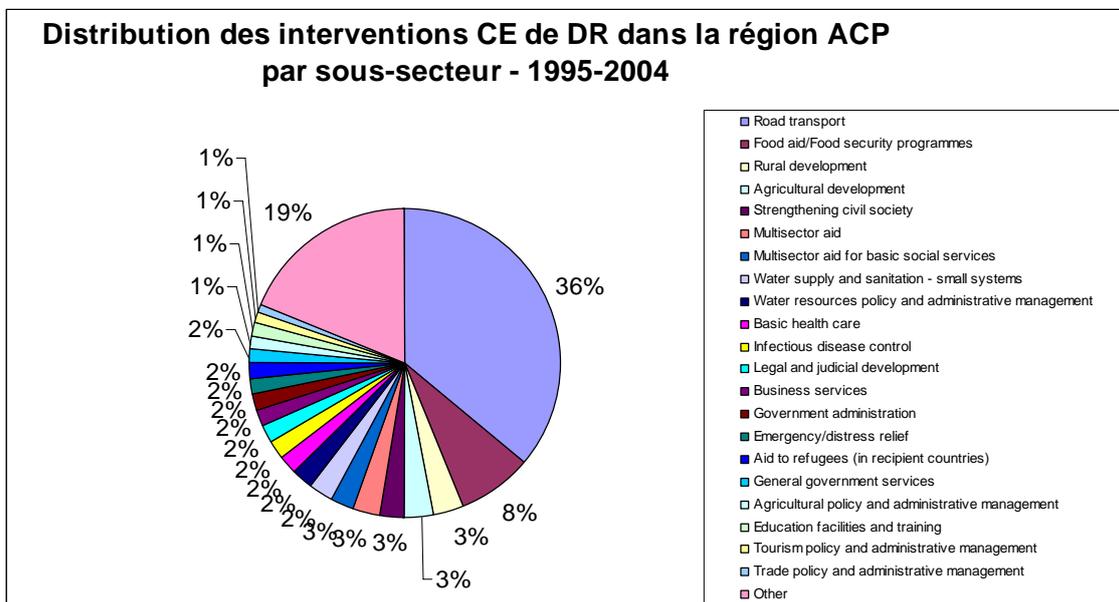


La distribution des montants programmés montre que plus de la moitié des ressources est attribuée à la zone ACP (59%). Avec une contribution bien inférieure, les zones ALA (15%) et MEDA (12%) reçoivent une part significative du financement. Les régions TACIS et CARDS reçoivent respectivement 2% et 1% des montants considérés. Dans la catégorie « Divers » sont reprises les interventions qui ne peuvent se classer dans aucune catégorie géographique (i.e. « tous pays », « ALA-ACP », etc.).

2.2.2 Analyse des interventions par sous-secteur au sein de chaque région

Cette section présente une analyse de la distribution des montants programmés par sous secteur, au sein de chaque région.

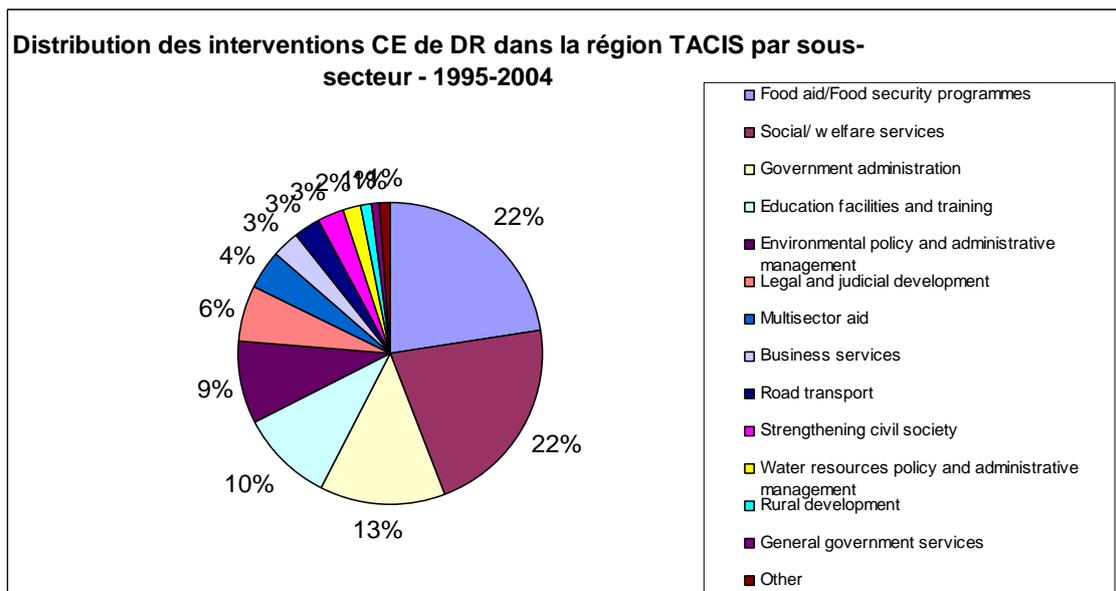
Région ACP



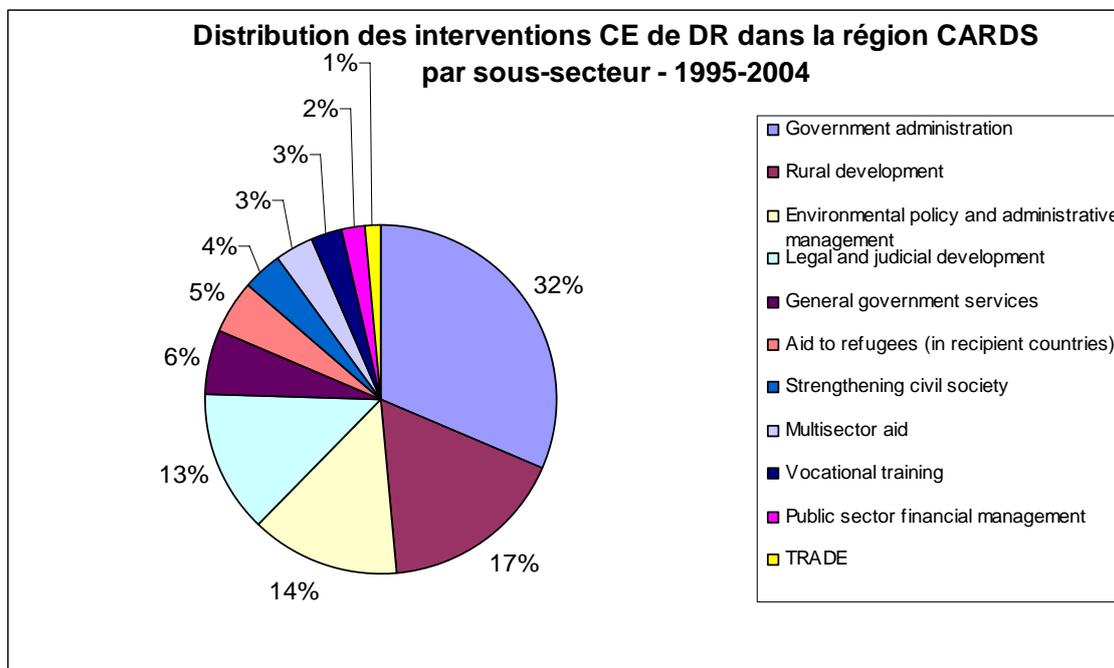
La distribution des allocations par sous-secteurs dans la zone ACP correspond globalement au graphique de la distribution sous-sectorielle toute région confondue. Les secteurs du transport routier (36%), de la sécurité alimentaire (8 %), du développement rural (3%), et du développement agricole (3%) représentent à eux seul la moitié du total des montants des interventions sélectionnées pour la zone ACP. Suivent ensuite par ordre décroissant d'importance de financement : l'appui au renforcement de la société civile, l'aide plurisectorielle, et l'aide plurisectorielle pour les services sociaux.

Les secteurs prioritaires des interventions sélectionnées au sein de la zone MEDA diffèrent de ceux des zones précipitées : la formation professionnelle, l'eau et assainissement, l'aide aux réfugiés. Viennent ensuite le développement rural, le transport routier, la formation environnementale, l'agriculture et l'aide plurisectorielle.

Région TACIS

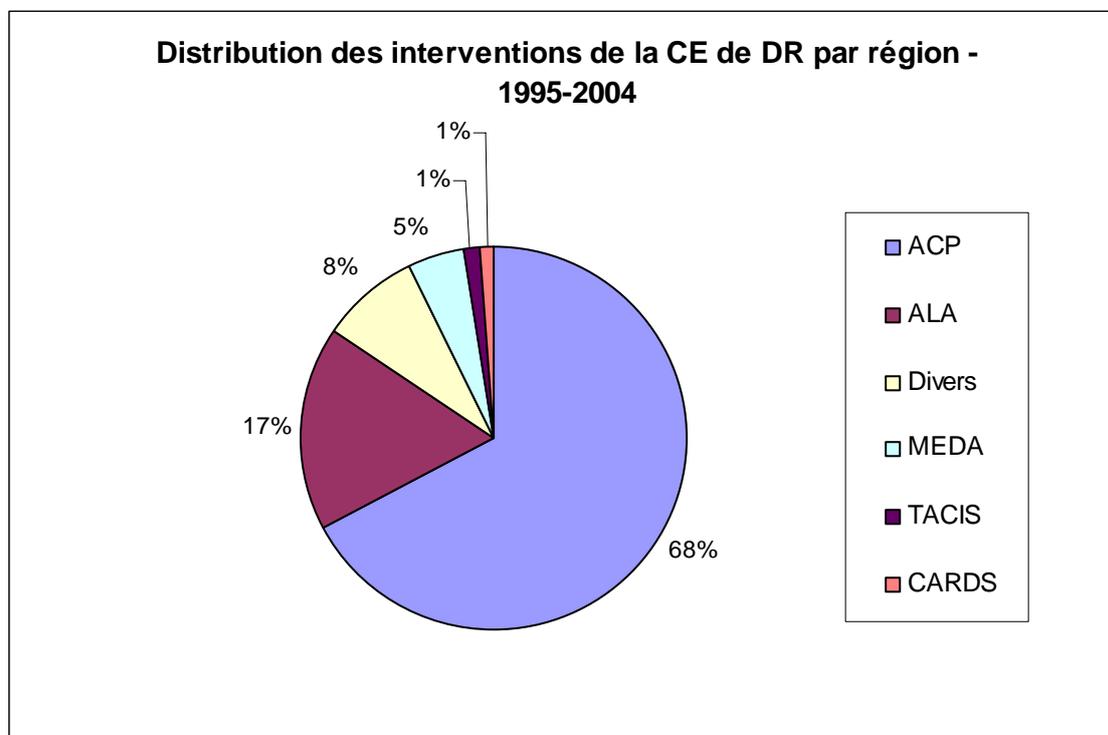


Les cinq secteurs prioritaires de la zone TACIS diffèrent substantiellement de ceux des zones décrites précédemment : la sécurité alimentaire, les services sociaux, l'administration gouvernementale, les équipements scolaires et la formation et les politiques environnementales.

Région CARDS

A l'instar de la zone TACIS, les quatre secteurs prioritaires de la zone CARDS diffèrent également de ceux des zones décrites précédemment : l'administration gouvernementale, le développement rural, les politiques environnementales et le secteur juridique/judiciaire.

Par région :



La distribution des interventions par région montre une prédominance accentuée de la région ACP qui compte à elle seule 68 % du nombre des interventions considérées. La région ALA totalise 17% des interventions et les régions MEDA, TACIS et CARDS respectivement 5%, 1% et 1%. Les 8 % restant regroupent les interventions inclassables dans une région précise (tous pays, ACP – ALA, etc.).

Conclusion

L'exercice d'inventaire s'est heurté à quelques difficultés qui ont certes limité la solidité des résultats obtenus. Les informations disponibles à partir de CRIS présentent un certain nombre de lacunes. La qualité des données initiales est ainsi tributaire de la rigueur de l'encodage des interventions (sous-secteurs choisis, période de référence, etc.) et des limites de disponibilité des informations. Ces limites sont accentuées par les difficultés de capitalisation des connaissances au sein des services de la Commission Européenne. La réorganisation des compétences au sein de la CE, et notamment le processus de déconcentration des compétences du siège au profit des Délégations et la forte mobilité du personnel obligent les experts et évaluateurs à recourir au système informatique de CRIS.

Les limites évoquées ainsi que les difficultés inhérentes à l'ampleur du champ de la thématique évaluée ont nécessité le recours à deux étapes pour définir l'échantillon des interventions. L'équipe d'évaluation a dans un premier temps opéré la sélection des pays en appliquant un seuil de prise en considération (« méthode des 80% ») à la somme importante d'opérations sélectionnées (5912 interventions). Une fois le choix des pays validé, deux échantillons d'interventions ont été sélectionnés, l'un en concertation avec les délégations, l'autre sur base de l'information disponible dans le système informatique CRIS.

Annexe 2.5 – Problématiques générales et questions spécifiques à chaque pays visités

1. Problématiques générales

La phase documentaire a donné lieu à des constats préliminaires qui forment des hypothèses de réponses aux questions d'évaluation. Les problématiques générales qu'ils ont soulevées ont été abordées de manière transversale dans toutes les missions de terrain. Elles sont présentées ci-dessous par question d'évaluation.

Q 1	Objectif de réduction de la pauvreté rurale
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comprendre les raisons qui ont conduit à la réduction des interventions de développement rural ▪ Comprendre les stratégies de développement rural dans les pays qui n'ont pas d'approche sectorielle ▪ Vérifier si la Communication 429 apporte un cadre opérationnel pour guider la programmation future ▪ Comprendre les raisons qui sous tendent les faible scores de pertinence dans les rapports de monitoring
Q 2	Stratégies du pays partenaire et besoins essentiels des bénéficiaires
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comprendre les raisons pour lesquelles il n'y a pas d'approche sectorielle, et, dans les pays qui en ont une, les facteurs qui l'ont favorisée ▪ Comprendre, le cas échéant, le lien effectif entre les CSP et les PRSP
Q 3	Croissance de l'économie rurale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les déterminants de la croissance de la productivité agricole (compétitivité des filières, commercialisation, dynamique démographique, etc.) ▪ Analyser le lien effectif des interventions de la CE avec la croissance de l'économie rurale

Q 4	Moyens de production et services économiques
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire le point sur la problématique foncière présentée comme une priorité dans beaucoup de PRSP ▪ Analyser les perspectives d'intervention en matière de micro-finance et de crédit rural des zones rurales suite aux décisions récentes de la CE de ne plus soutenir les lignes de crédit de microfinance ▪ Relever les bonnes pratiques en matière de vulgarisation agricole et de formation professionnelle ▪ Evaluer l'intégration des initiatives de recherche soutenues par la CE dans les interventions au niveau national
Q 5	Services sociaux
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyser l'impact des interventions de la CE sur l'accessibilité des bénéficiaires aux services sociaux en zone rurale ▪ Apprécier les priorités des interventions d'appui aux services sociaux dans les zones rurales ▪ Vérifier si les interventions d'appui aux services sociaux s'intègrent dans une politique de développement rural
Q 6	Ressources naturelles
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comprendre et interpréter la dynamique de prise en compte de la problématique environnementale dans les stratégies d'intervention ▪ Evaluer l'intégration des problématiques environnementales globales et la prise en compte des coûts locaux qu'elles engendrent au sein des interventions de la CE
Q 7	Sécurité alimentaire
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etudier les spécificités des pays en matière d'insécurité alimentaire ▪ Analyser les facteurs d'échec et de succès des interventions consacrées aux Système d'Alerte Précoce (SAP), la cohérence des systèmes mis en place et leurs difficultés inhérentes, et approfondir la compréhension des autres mesures de prévention des crises ▪ Eclairer le lien entre amélioration de la sécurité alimentaire, productivité agricole et augmentation du pouvoir d'achat ▪ Analyser les raisons de présence/absence et de succès/échec des interventions en matière de diversification des sources de revenu en zones rurales

Q 8	Intégration politique et sociale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire le point sur le processus de décentralisation et le rôle joué par la CE ▪ Analyser la cohérence entre les politiques sectorielles (développement rural et secteurs sociaux) et la décentralisation ▪ Analyser les modalités du ciblage des actions sur les groupes vulnérables et les femmes ▪ Analyser la dynamique de la mobilisation de la société civile dans la mise en œuvre des interventions de développement rural
Q 9	Modalités de mise en œuvre (efficience)
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rendre compte de l'impact de la déconcentration sur la mise en œuvre des programmes ▪ Analyser les caractéristiques (représentativité, opérationnalité, flexibilité, cohérence, pertinence, etc.) des différents instruments et sources de financement utilisées (FED, Stabex, lignes budgétaires, etc.) ▪ Analyser l'ampleur, les raisons et conséquences des retards d'exécution et de décaissement, et relever les bonnes pratiques observables en la matière ▪ Analyser les raisons du manque de suivi des recommandations des rapports de monitoring
Q 10	Durabilité des résultats
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Observer les effets durables d'interventions terminées ▪ Analyser les facteurs de durabilité des interventions et identifier les types d'action qui sont généralement les plus viables ▪ Identifier les reproductions de bonnes pratiques des interventions de la CE
Q 11	Coordination et Complémentarité des bailleurs de fonds
Coordination & complémentarité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en évidence les facteurs de succès et les causes d'échec des mécanismes de coordination dans le secteur spécifique du développement rural (coordination interministérielle, coordination entre bailleurs de fonds, lourdeur des procédures des bailleurs, etc.) ▪ Mettre en évidence la complémentarité des interventions de la CE avec celles des Etats membres et les initiatives prises pour l'améliorer

Q 12	Cohérence avec les autres politiques de la CE
Cohérence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les préjudices causés par les politiques internes de la CE aux bénéficiaires de l'aide au développement rural ▪ Analyser les conséquences pour le développement rural des évolutions des politiques internes de la CE (réformes de la PAC, politiques commerciales, etc.)

2. Questions spécifiques à chaque pays

Chacun des sept pays retenus présente des particularités en matière de développement rural. Ces particularités donnent lieu à des questions spécifiques à traiter prioritairement lors des missions pays.

	Bolivie
Contexte	<p>La Bolivie est le seul état d'Amérique du Sud de l'échantillon. Il présente la particularité d'être un des premiers pays de la zone AL à engager une politique de décentralisation (20% du budget de l'Etat est attribué aux municipalités). Le soutien de la CE au développement rural en Bolivie évolue d'une approche projet ponctuelle vers une approche plus intégrée. Le CSP Bolivie 2000-2006 appuie le développement alternatif (à la coca). L'objectif est de soutenir un développement économique durable des régions de culture illicite de feuille de coca (projet PRAEDAC) et des régions d'émigration de main d'œuvre. D'autre part, le Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire, PASA, constitue la première expérience d'approche sectorielle de la coopération de la CE en Bolivie.</p>
Questions spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comment la décentralisation en Bolivie a-t-elle influencé les interventions en zone rurale ? Comment s'articulent les interventions de la CE dans ce contexte ? ▪ Quels sont l'impact et la durabilité des interventions de développement alternatif ? ▪ Dans quelle mesure l'approche sectorielle pourrait-elle évoluer vers un appui budgétaire ? ▪ Comment cette approche plus intégrée améliore-t-elle les interventions de la CE ? ▪ Pourquoi le système d'alerte précoce soutenu par le PASA n'a-t-il pas fonctionné ?

	Cameroun
Contexte	<p>Les interventions de la CE au Cameroun présentent l'intérêt d'être très variées tant au niveau des instruments que des domaines. La CE a soutenu, notamment à travers les fonds Stabex, des réformes importantes pour améliorer la compétitivité des produits d'exportation. Le Cameroun est à ce titre un exemple intéressant : dans les années 1990, ce pays a bénéficié d'importants transferts qui ont été largement utilisés pour appuyer des réformes profondes du secteur des produits de base (café et cacao) et ainsi améliorer leur compétitivité. Les réformes ont visé non seulement l'amélioration de l'efficacité des marchés mais aussi l'amélioration des conditions de production et d'accessibilité aux services (recherche).</p> <p>En matière de développement rural, plusieurs interventions se sont appuyées sur une approche participative, notamment les projets PPDR et PDRP.</p>
Questions spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourquoi n'y a-t-il pas d'approche sectorielle en développement rural, alors que sont développées de nombreuses interventions variées dans ce secteur ? ▪ Quel a été l'impact des interventions de la CE dans la réforme des filières café/cacao et d'appui à la recherche ? ▪ L'instrument Stabex était-il adapté aux objectifs poursuivis ? ▪ Les projets PPDR, PDRP permettent-ils d'assurer la croissance de l'économie rurale et l'accessibilité aux services économiques ?

	Madagascar
Contexte	<p>Madagascar a été un pays précurseur dans la préparation d'une politique sectorielle multidimensionnelle avec le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) soutenu par plusieurs bailleurs de fonds. Mais ce programme n'a pas été mis en œuvre de manière intégrée selon une approche sectorielle: certains aspects sont repris dans une approche projet/programme.</p> <p>D'autre part la CE a appuyé les filières d'exportation à travers les fonds STABEX, notamment la filière de la vanille. Enfin, Madagascar est un des rares pays dans lequel des programmes de finance rurale sont soutenus par la CE.</p>
Questions spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quel a été le rôle de la CE dans la l'élaboration du PRSP et du PADR ? ▪ Comment s'articulent les interventions sectorielles de la CE avec les interventions ciblées géographiquement (projet ACORDS) ? ▪ Comment s'intègre l'actuel programme de Sécurité Alimentaire à la stratégie de la CE en développement rural? Comment les systèmes d'alerte précoce soutenus par la CE contribuent-ils à cette stratégie ? ▪ Quel a été l'impact de la restructuration de la filière vanille ? ▪ Quels sont l'impact et la durabilité du projet de finance rurale dont la première phase a été terminée en 2002 ?

	Maroc
Contexte	<p>Le Maroc est le seul pays retenu de la zone MEDA. L'appui de la CE au développement rural dans ce pays présente la particularité d'être construit explicitement autour deux pôles : le développement agricole et le développement local. Le premier a pour objectif la sécurité alimentaire et la création de valeur ajoutée, tandis que le second est centré sur le développement territorial.</p> <p>Deux projets retenus (Chefchaouen et Khénifra) se développent, chacun dans un contexte différent, autour de 3 points clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une approche participative pour favoriser le développement local ; ▪ Et une approche globale permettant un renforcement institutionnel ; ▪ La gestion durable des ressources naturelles. <p>Le troisième projet, « Aménagement hydroagricole du Haouz Central et de la Tessaout Aval » se réfère à la problématique de l'accessibilité à l'eau, facteur essentiel de productivité agricole au Maroc.</p>
Questions spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quelles sont les spécificités des interventions de la Commission en zone MEDA et leur évolution sur la période ? Comment sont pris en compte les accords de Barcelone ? ▪ Les politiques européennes sont-elles cohérentes avec les autres politiques (au niveau de la PAC notamment) ? ▪ Comment les interventions de la CE s'articulent-elles avec les politiques nationales de développement rural et agricole ? ▪ La distinction entre les opérations de développement agricole et de développement local permet-elle de mieux cerner les enjeux du développement rural ? ▪ Comment les projets « Chefchaouen » et « Khénifra » s'articulent-ils avec les autres politiques sectorielles, notamment le secteur santé et éducation, et la politique de décentralisation ? ▪ Les effets du projet « Aménagement hydroagricole du Haouz Central et de la Tessaout Aval » sont-ils soutenables ? ▪ Comment se coordonnent les interventions des bailleurs de fonds dans les projets d'hydraulique ?

	Mozambique
Contexte	Au Mozambique, le soutien de la CE est passé en quelques années de l'aide d'urgence à un programme sectoriel soutenu par plusieurs bailleurs, le PROAGRI. Il constitue une expérience intéressante de complémentarité entre une approche de sécurité alimentaire et de développement rural.
Questions spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quel est le processus de passage de l'aide d'urgence à une aide plus structurée dans le cadre de projets et de programme ? ▪ Le programme PROAGRI est-il un programme d'appui sectoriel ? En quoi est-il innovant ? Quels sont les résultats obtenus en termes d'accessibilité aux services économiques ? ▪ Quelles sont les difficultés spécifiques rencontrées dans la coordination des différents bailleurs de fonds ? Pourquoi certains bailleurs importants ne participent-ils pas au PROAGRI ? ▪ Quels sont les articulations entre les actions soutenues dans le cadre du PROAGRI et les autres actions menées en milieu rural ? ▪ Les projets mis en œuvre par des ONG permettent-ils un meilleur ciblage sur les populations vulnérables ?

	Ouganda
Contexte	L'Ouganda est un des rares pays ayant adopté une politique sectorielle soutenue par les principaux donateurs sous forme d'appui budgétaire, le Plan de Modernisation de l'Agriculture (PMA). Par rapport à l'objet de la présente évaluation, il s'agit d'une expérience unique.
Questions spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quels sont les facteurs qui ont permis l'émergence d'une politique sectorielle soutenue par les principaux donateurs ? <ul style="list-style-type: none"> - au niveau du Gouvernement ougandais : stratégie sectorielle, lien avec le PRSP. - au niveau des donateurs : coordination / sources de financements. ▪ Quels sont les liens entre la politique sectorielle et la Communication 429 ? ▪ Quels sont les articulations entre les actions soutenues dans le cadre du PMA et les autres actions menées en milieu rural (santé, éducation) ? ▪ Comment les Fonds de la ligne budgétaire sécurité alimentaire ont-ils été utilisés dans ce cadre ? Quels sont les effets sur l'accessibilité aux services ? ▪ Quel est l'impact des interventions de la CE, notamment des fonds Stabex, dans la réforme du secteur du thé ? Quels ont été les effets de ces réformes sur la compétitivité de la filière ?

	Vietnam
Contexte	<p>Avec une part non négligeable des dépenses de la CE consacrée au développement rural, le Vietnam est un cas intéressant en Asie du Sud-Est. Le Vietnam est en effet le seul pays de l'échantillon pour lequel est constatée une augmentation de la productivité agricole. Par ailleurs, la CE ne participe pas directement à une approche sectorielle soutenue par d'autres bailleurs de fond alors qu'elle soutient un SWAP en Education et Santé. D'autre part, la CE cible géographiquement ses interventions en Développement rural et finance plusieurs interventions dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.</p>
Questions spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourquoi la CE ne participe-elle pas au programme sectoriel de développement rural supporté par d'autres bailleurs de fonds ? ▪ L'augmentation de la productivité agricole constatée est-elle le résultat d'une politique explicite de développement rural ou la conséquence du développement économique dans les secteurs secondaire et tertiaire ? ▪ Quel est l'impact du ciblage géographique de la CE sur ses interventions ? ▪ Comment s'inscrivent les interventions de gestion des ressources naturelles dans la stratégie nationale ?

Annexe 3 - Données collectées au niveau des indicateurs lors des missions de terrain

Question 1 : Dans quelle mesure les interventions de développement rural sont-elles pertinentes par rapport aux objectifs de réduction de la pauvreté rurale telle que décrite dans la communication 429?

	C1.1 - Le développement rural est une priorité intégrée dans un cadre stratégique sectoriel explicite
	I.1.1.a – Importance du développement rural dans la stratégie de développement pays (CSP)
Bolivie	<p>Le CSP 2007-2013 change de secteurs de concentration par rapport au CSP 2002-2006: Développement alternatif: ce secteur va intégrer les objectifs du PASA Augmenter les opportunités d'emplois Développement des bassins versants</p> <p>FONADAL (dans le nouveau CSP) sera financé par un appui sectoriel budgétaire. Dans le prochain CSP, le développement alternatif/intégral (FONADAL) sera un des 3 secteurs de concentration. C'est une demande du GoB. La réduction de la pauvreté rurale reste une priorité. Ce secteur intégrera les objectifs du PASA ; les zones d'intervention seront : les régions où intervient PASA, la région où est intervenu le PRAEDAC et la région des Yungas. Ce secteur sera financé par appui budgétaire. Le budget total du prochain CSP : 260 Millions d'euros</p> <p>L'objectif de sécurité alimentaire se réalise par une aide budgétaire (PASA); celui de développement alternatif par des programmes traditionnels (PRAIDAC, PRODEVAT). Les hypothèses implicites du développement alternatif sont: 1) Par le financement des besoins sociaux et des municipalité, et par la sécurité (titulation) on développe la citoyenneté et par là la capacité des producteurs de coca de se distancier de cette culture. 2) Dans les zones d'expulsion de main d'oeuvre on essaie de freiner les migrations temporaires qui visent seulement à la transformation de la coca en pâte-base. Mais en même temps il y accord sur le fait que le développement rural devrait encourager les migrations et pas les freiner. Veulent partir d'une connaissance approfondie des migrations et investir systématiquement dans les municipalités d'où partent le plus de migrants vers le Chapare.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 21, 22, 57, 66</i>

Cambodia	<p>Le développement rural est une des priorités de la stratégie 2000-2003 de la CE qui en fait un de ses trois secteurs de concentration. Sur une aide totale de EUR 68,7 millions inscrite dans le PIN 2002-2004, EUR 30,7 millions (44,7%) sont alloués au développement rural.</p> <p>Le CSP 2004-2006 fait également de la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales son objectif principal. Il inclut dans ce secteur le développement de l'agriculture mais également le développement des PME en zone rurale et le développement des échanges. Sur une aide totale de EUR 29,3 millions, EUR 15 à 17 millions (51% à 58%) sont alloués au développement économique pro-pauvre.</p>
<i>Source</i>	<i>CSE p.iii ; CSE p. 17 - 18</i>
Cameroun	<p>Les projets de développement rural ont bénéficié de financements substantiels depuis une trentaine d'années. Entre 1990 et 2001, les transferts STABEX cumulés dont le Cameroun a bénéficié s'élèvent à 250 MEUR, avec des contributions financières à des projets financés sur le PIN et les fonds d'ajustement structurel. Des reliquats considérables ont subsisté cette dernière décennie.</p> <p>Le développement rural n'est cependant aucunement repris dans la stratégie de réponse de la coopération communautaire dans le cadre des FED IX, qui concentre la dotation à 85%-90% pour le secteur des transports et le soutien macroéconomique et institutionnel, à ~6.5% pour les secteurs transversaux et à maximum 5% pour la société civile.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 21 – 22; A-CSP ; MTR CSP</i>
Mozambique	<p>Il existe un EC Food Security Programme (FSP) financé depuis 1986 sur ligne budgétaire Sécurité Alimentaire. En 1996, changement radical: on passe de projets d'aide alimentaire et de réhabilitation à des programmes d'appui budgétaire et des projets mis en oeuvre par des ONGs, le secteur privé et des institutions financières rurales.</p> <p>Le Multi-Annual Food Security Programme (MAFSP) 2000 - 2002 (€44,2 millions approuvé en Octobre 2000) présente 4 composantes spécifiques mais liées: (1) Appui Budgétaire - Réforme institutionnelle et renforcement des institutions publiques; (2) appui institutionnel au MADER - consolidation et décentralisation de la réforme de gestion financière dans le contexte de Proagri (3) appui institutionnel au MADER, secrétariat national pour la Coordination de la sécurité alimentaire et Système d'information précoce (SENCAP) (4) amélioration et diversification des récoltes céréalières menant à la sécurité alimentaire soutenable (mise en oeuvre par ONGs et secteur privé).</p> <p>Le MAFSP 2003-2005 (€48 millions approuvé en Juillet 2003) se concentre sur deux priorités stratégiques:(1) renforcement et réforme des institutions étatiques, pour améliorer l'efficacité des services publics dans un environnement de marché, avec une emphase particulière sur la décentralisation ; (2) développement de la société civile et du secteur privé en adressant les contraintes de sécurité alimentaire de façon décentralisée en lien avec les autorités locales. La première priorité est couverte par de l'appui de budget et de l'assistance technique spécifique, alors que la seconde est adressée par des projets exécutés par ONGs, des compagnies agro-industrielles et des associations de producteurs.</p> <p>La CE a été par ailleurs un acteur important dans la formulation de la stratégie sectorielle de développement agricole PROAGRI, surtout en ce qui concerne la coordination inter-bailleurs et la mise en oeuvre commune. La CE participe à la mise en oeuvre du PROAGRI II à travers le MAFSP 2003-05.</p> <p>La sécurité alimentaire et l'agriculture est un des trois secteurs focaux du CSP 2002- 2007 (les deux autres sont le transport et le support macro-économique). L'objectif spécifique est soutenir l'établissement d'une sécurité alimentaire durable dans une économie de marché. L'enveloppe budgétaire du PIN consacrée est de : 0 - 15% de € 274 millions (= € 48 millions) financé sur LB Sécurité Alimentaire.</p> <p>Part du DR dans 6, 7 et 8 FED : 6,5% of budget.</p> <p>Before departing into this evaluation, the first issue the evaluator has to address is the definition of Rural Development. In the broader sense and from the interpretation of our interviews: it should regard all development initiatives carried in non-urbanised areas and as such is intrinsically related to</p>

	<p>decentralisation, "rural development is the urbanization of the rural areas" it takes place when people "sleep at least 30 cm above the ground".</p> <p>EC main objectives according to MOZ CSP 2001-2007 were stipulated as: 1) support to the consolidation of democracy; 2) improvements of human rights and 3) support GOM's PRSP (PARPA). Also according to the document the EC (due to comparative advantage???? among other donors) would focus on the areas of macro-financial support; transport infrastructure (through the EDF) and food security and agriculture (from the budget line funding). This way EC would address 3 of the 8 key determinants of poverty, page 19 of CSP). The RD perspective of the CSP was reduced to food security and agriculture sector support, since the only conceived RDP under the 8th EDF was stalled, after delays the Programme Co-ordination Committee decided on Dec 2002, that the sectors involved (health, education, rural bridges, agriculture, decentralisation, and rural planing) should each directly implement their respective programme components, using as much as possible the new funding mechanisms based on common funds and sectoral budget support. Since the EC RDP did not kick start, most components of this evaluation are constrained and difficult. The overall objective of the EC's FSP in Mozambique is to improve sustainable food security at household and national levels. The specific objectives are: 1) to increase state efficiency in facilitating agricultural diversification, productivity improvement and marketing; 2) to strengthen civil society and private sector participation in agricultural sector activities that will lead to sustainable food security. The European Commission and the Government of Mozambique (GoM) signed in February 2002 the Country Support Strategy (CSS) and the National Indicative Programme (NIP) for the 9th EDF covering the period 2001-2007. Food security and agriculture is again one of three selected focal sectors of cooperation, the other two being macro-economic budget support and transport and infrastructure. Although between 0-15 percent of 9th EDF resources are allocated to agricultural focal sector, at present it is exclusively financed by the food security budget line. The CSS envisages that EDF resources could "be allocated if required at the review stage should there be a shortfall in the Community budget line which has traditionally provided financing to this sector". On 8th EDF the main rural development support program was approved in Oct. 1999 with a budget of EUR30 M (not started as of JAR2003). Much Rural Development is through microprojects and the Budget Line of Co-funding with NGOs</p>
<i>Source</i>	<i>CSP 17-19; CSP Annexes p. 25-26; EC Delegation in Mozambique's website</i>
Madagascar	<p>La part du DR dans le:</p> <p>7ème FED : 25% du budget total: 33M euros 8ème FED : 25% (47 M euros) 9ème FED : 31% (60 M euros)</p> <p>L'Union Européenne a fait du secteur développement rural le second secteur de concentration de son aide au cours des trois derniers FED (6, 7 et 8) et a reconduit ce secteur de concentration dans le cadre du 9ème FED. Les ressources des 7ème (133,2 M€), 8ème (188,5M€) et 9ème FED (initialement 267M€ enveloppe A +60 M€ enveloppe B puis 133M€ de fonds supplémentaires) ont été affectées en moyenne pour environ 25% au secteur du développement rural. A ces montants durant la même période de référence, se sont ajoutés 48M€ et 19M€ au titre du Stabex et 77,5M€ au titre de la ligne budgétaire « sécurité alimentaire ».</p> <p>L'aide au DR historiquement concentrée sur les infrastructures productives (ss secteur irrigué) a évolué et s'est élargie à l'ens de la problématique du DR: elle a réussi à combiner l'utilisation cohérente des instruments financiers disponibles:</p> <p>le FED, les lignes budgétaires dont principalement la ligne budgétaire sécurité alimentaire, le STABEX. Cette volonté de complémentarité et de mise en cohérence de ces 3 instruments est à souligner.</p> <p>L'évolution a abouti pour le 9ème FED à une combinaison cohérente des instruments et des logiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le 9ème FED finance les infrastructures publiques, l'appui au secteur privé agricole et l'amélioration des services publics dans les deux provinces les plus pauvres (Tuléar et Fianarantsoa) ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Les aspects liés à la formation, à la restructuration du monde rural et à l'amélioration institutionnelle dont un appui à la décentralisation sont financés par la ligne budgétaire Sécurité Alimentaire. • L'appui aux filières d'exportation, la gestion des ressources halieutiques, le développement de l'élevage et le micro - crédit sont financés par le STABEX et les reliquats du 8ème FED. <p>L'aide CE a pu appuyé certains sous-secteurs clefs (sous-secteur irrigué, micro - finance rurale, appui aux filières d'exportation,..) et a contribué à faire sauter les obstacles et goulots d'étranglement, en contribuant à apporter une réponse aux questions fondamentales: appui à la décentralisation (PAIR 8ème FED), intégration dans l'économie mondiale (appui filières d'exportation STABEX), appui à la professionnalisation de l'agriculture et à la structuration paysanne, appui des premières expériences de sécurisation foncière.</p> <p>Le 10ème FED : 40% transport ; 20% DR (appui à la décentralisation, et au PNDR (marché, filière); 30% macro éco ; 10% bonne gouvernance</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 13, 16, 17, 18, 19</i>
Maroc	<p>La stratégie qui prévalait au Maroc était celle du développement agricole (grands projets de production intensive). La problématique a évolué vers un développement local/territorial : évolution d'une approche ponctuelle, sectorielle et verticale vers une approche plus globale et participative.</p> <p>Évolution d'une approche verticale (FDA, irrigation Haouz) à une approche territoriale prenant en compte les besoins des populations rurales (approche participative): Chefchaouen, Khenifra, DRI GRN, Sidi Driss.</p> <p>Approche multidimensionnelle des projets actuels sur des territoires limités: approche participative; composante importante de gestion des ressources naturelles; Pas de composante sociale éducation et santé: raison: pas de coordination avec les politiques sectoriels.</p> <p>Raison de la réduction de l'importance du DR: déboursement lent, programmes complexes à plusieurs composantes et résultats ponctuels.</p> <p>Raison de la priorité des interventions dans le Nord: région de montagne caractérisée par la canna biculture et l'immigration.</p> <p>Objectif affirmé de conservation et GDRN</p> <p>Dans CSP 2007-2010, le DR n'est pas une priorité; mais actions en zone rurale: appui à l'INDH, au FDA, et l'eau et l'assainissement. Raisons de l'abandon du DR: absence de dialogue au sein de la DCE pour prioriser le DR. Plus d'actions spécifiques de GDRN également: actions dans le domaine de l'environnement à travers l'eau et l'assainissement</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 16, 17, 24, 25; CSP annexe 2 p. 6, 5; PIN 2005-2006 p. 6, 7, 20, 27; CSE p. 32</i>
Ouganda	<p>Rural development and, more specifically, support to the Plan for Modernisation of Agriculture (PMA, Rural Poverty Strategic Framework of Uganda) is one of the two focal sectors identified in the response strategy for the 9th EDF. This is a reflection of the fact that agriculture plays a dominant role in the country's economy.</p> <p>The 2003 Joint Annual Review recognised the importance of an increased focus on the agricultural sector to reverse the increased rural poverty and inequality experienced in recent years.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 19, 10; BSPMA FP</i>

	C.1.2 - La stratégie de développement rural est conforme aux objectifs de réduction de la pauvreté rurale telle que décrite dans la Communication 429
	I.1.2.a - Evidence de lien entre la stratégie de développement rural et les six dimensions de la pauvreté rurale
Bolivie	PRAEDAC : dimension multisectorielle ; développement alternatif : optique très vaste : reprend les 6 dimensions de la pauvreté rurale telle que décrite dans la COM 429.

	<p>PASA (territorial et sectoriel) couvre de nombreux domaines, à l'exception des secteurs sociaux. En ce qui concerne la GDRN, en théorie aucun projet ne peut être approuvé sans étude d'impact environnementale. Il y a eu quelques projets de GDRN dans la région de Tarija. De PASA I à PASA II, il y a une légère évolution de l'intégration de l'aspect environnemental.</p> <p>La vision conceptuelle du PASA est totalement rurale et agricole. La SA a été identifiée avec l'agriculture et il a été difficile de rompre cette relation pour y intégrer d'autres secteurs comme les secteurs sociaux par exemple.</p> <p>PASA est en quelque sorte la continuité des efforts réalisés à travers les PAC. Mais son approche a évolué vers une vision plus intégrale que celles des PAC.</p> <p>L'aide au DR est passée d'une aide projet à une aide budgétaire, devenant un programme de l'Etat. Ceci répondait à une stratégie internationale de la CE qui reproche aux programmes traditionnels (PAC) de se substituer aux responsabilités du gouvernement et de ne pas se transformer en politique publique, et n'a pas été une réponse aux critiques des programmes de développement traditionnel en Bolivie (les PAC).</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 64-67</i>
Cambodia	<p>La communication 429 n'est pas un document de référence pour la Délégation. Toutefois, les interventions de la Commission, tant à travers les projets financés sur le PIN (PRASAC I et II, ECOSORN) que sur des lignes budgétaires (ONG, Sécurité Alimentaire) adoptent une approche large incluant au côté du développement agricole des actions de renforcement des infrastructures (notamment pistes rurales et fourniture d'eau potable) ainsi que, particulièrement pour les projets mis en oeuvre par des ONG, des actions de structuration de la société rurale (création de Comités de Développement Villageois ou VDCs), de formation professionnelle, etc.</p> <p>Education et santé sont hors champ des interventions de développement rural, mais la CE finance par ailleurs dans le cadre du PIN 2004-2006 un appui sectoriel (SWAp) à l'éducation et des actions dans le secteur de la santé (en particulier dans les domaines de la lutte contre la malaria et de la lutte contre le HIV/SIDA).</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 18, 19, 25</i>
Cameroun	<p>Général: Les stratégies de développement rural datant d'avant le 9e FED se focalisent essentiellement sur la dimension de la pauvreté rurale liée aux bas revenus et à la faible consommation découlant de la faible productivité des activités rurales.</p> <p>Dans le 9e FED, le Cameroun ne bénéficie pas de stratégie de développement rural ; cet indicateur n'est donc pas d'application.</p> <p>PDRM: orientations stratégiques 3, 4, 5, 6</p> <p>PDRP-LC: orientations stratégiques 2, 3, 4, 5, 6</p> <p>CARBAP: orientations stratégiques 4, 5</p> <p>PSC: orientation stratégique 2</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Toutes les dimensions semblent être prises en compte si ce n'est remarquablement une: la dimension sociale. Le CSP stipule que "no intervention will be made which encroach the social sector" (CSP p. 20) . Regardingn the EC intervention and its CSP, there is evidemce that more support needs to be granted to the aspect of NRM in most development initiatives. Developed further in appropriate indicator</p> <p>In terms of Rural development prior 2000, the EC support was dispersed in a wide variety of operations throughout the country, with project selection often lacking a strategy, no clear institutional links with line ministries and including neither poverty impact assessments or gender mainstreaming. The RDP of the 8th EDF was stalled and broken into sectoral support, it is however important to track the specific support to decentralisation via GTZ, UNDP and WB decentralisation program. The overall objective of the 2003-2005 programme is to achieve sustainable food security at national and household levels and reduce poverty. The programme's specific objective continues to be two fold. On the one hand support state institutions through policy dialogue, institutional strengthening and technical assistance to achieve a more efficient role of the state as well as a decentralization of its activities. On the other hand, strengthen</p>

	civil society and private sector participation (NGOs, private enterprises and producers' associations) in the agricultural sector will lead to sustainable food security. The evaluator's assessment regarding the RDP is based on interventions under the FSP and Agriculture, and so can be biased.
<i>Source</i>	<i>CSP p. 20; RP MPS p. 27</i>
Madagascar	<p>Les interventions de DR ont été ciblées dans les secteurs et filières les plus intéressants pour la sécurité alimentaire et pour l'exportation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation des aménagements hydro - agricoles au travers de quatre projets concernant les Grands Périmètres Irrigués (GPI), les Petits Périmètres Irrigués (PPI) et les Micro Périmètres Irrigués destinés essentiellement à la production rizicole; • Développement de la filière maïs; • Filière viande/élevage au travers de trois projets (développement de l'élevage dans le Sud-Ouest, réhabilitation des abattoirs nationaux et constructions d'abattoirs secondaires); • Rizi - pisciculture. <p>Dans le domaine du développement rural, l'aide de l'UE s'est ensuite concentrée, notamment à travers le PADR, vers la structuration du monde rural, l'appui institutionnel aux administrations concernées, aux organisations professionnelles et interprofessionnelles</p> <p>Dans le domaine du DR, la CE suit 2 approches à Madagascar:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement Agricole (STABEX): type d'intervention: filières; bénéficiaires: producteurs; obj: Croissance économique - Développement Local (ACORDS): type d'intervention: territoriale; bénéficiaires: Ménages ruraux; obj: Couverture sociale
<i>Source</i>	<i>CSP p. 19</i>
Maroc	<p>Les projets DRI sont cohérents avec la Stratégie 2020 de développement rural du Maroc, en particuliers avec l'approche participative.</p> <p>Le projet FDA dont les objectifs du projet sont la lutte contre la pauvreté et l'accroissement de la production agricole est particulièrement bien adapté à la situation dramatique de sécheresse pour les années 90 et donc aux besoins des agriculteurs. Les subventions aux investissements agricoles sont destinés aux petits et moyens agriculteurs dans des zones défavorisées. De plus ce n'est pas un projet classique de DRI, dans la mesure où il associe directement l'agriculteur à l'investissement nécessaire à la survie de son exploitation. Cet appui n'a pas été renouvelé: une des raisons peut être l'incertitude quant à la rentabilité des investissements agricoles avec subventions. Or impact des subventions FDA a été plus fort dans le cas des petits agriculteurs (FDA/UE) que des gros (FDA/Maroc) qui auraient de toute façon procédé à des investissements même sans subvention. Problème du financement futur du FDA: arrêt des dons UE</p> <p>pour ce type de projet; les ressources du FDA proviennent des taxes sur les importations de céréales, et les accords de libre échange vont réduire cette ressource (perte potentielle de l'ordre de 40%).</p> <p>Problème de pertinence du projet Haouz en raison de l'emplacement des périmètres dans une zone de sécheresse, problème de disponibilité en eau (l'agriculture s'ajuste mais pas le tourisme); La population est restée constante dans la région grâce aux systèmes d'irrigation (électricité, et pistes).</p> <p>Morçèlement des terrains: pas d'augmentation de la productivité. Priorité de l'Office régionale à la maintenance plutôt qu'à l'extension.</p>
<i>Source</i>	<i>PIN p. 47</i>
Uganda	Le CSP - PIN 2002-2007 présente 5 objectifs d'intervention dans le domaine du DR: Increase incomes & quality of life of poor through increased productivity and increased share of marketed production; Improve household food security through the market rather than selfsufficiency; Provide gainful employment through secondary benefits of PMA implementation such as commercial farms, agro-processing factories and rural services; Promote sustainable

	<p>use and management of natural resources by developing a land use and management policy and promotion of environ-mentally friendly technologies; Improving access to rural areas.</p> <p>Ces objectifs reprennent certains des objectifs de la COM 429: les dimensions "Croissance économie rurale large", "Accès et infrastructure économiques", "Gestion durable des ressources naturelles", et "Gestion des risques" (food security) sont prises en compte.</p> <p>Les dimensions "Soutien au développement humain et social" et "institutionnelle" ne sont pas reprises dans la stratégie de DR.</p> <p>La COM 429 n'a visiblement pas été utilisée comme cadre de référence stratégique.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 20, 28</i>

Question 2 : Dans quelle mesure les interventions de développement rural répondent-elles aux stratégies du pays partenaire et des bénéficiaires ?

	C.2.1 - Le Développement rural est une priorité de la politique nationale de développement
	I.2.1a – Importance du développement rural dans les documents de politique nationale
Cambodia	<p>La Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (NSRP) 2003-2005 fait de l'amélioration des conditions de vie en zone rurale (improvement of rural livelihoods) une de ses priorités. Les actions identifiées portent sur (i) l'amélioration de l'accès à la terre; (ii) la promotion du développement agricole; (iii) la gestion des ressources en eau et le développement de l'irrigation et du drainage; (iv) l'amélioration des infrastructures et des services de transport en zone rurale.</p> <p>Le développement du secteur agricole est une des priorités de la "Stratégie rectangulaire" et du Plan Stratégique National de Développement 2006-2010. Les quatre dimensions retenues pour le développement agricole sont (i) l'amélioration et la diversification du secteur agricole; (ii) la réforme foncière; (iii) la réforme des pêches et (iv) la réforme forestière. Des indicateurs de résultats sont fixés à l'horizon 2010 pour la production totale de riz, le rendement moyen de la riziculture, le tonnage de poisson produit, la superficie irriguée, le pourcentage de la superficie agricole couverte par des titres de propriété, la part du charbon de bois dans la fourniture d'énergie. Le développement rural est inclus dans la dimension "amélioration du secteur agricole" mais avec des indicateurs de résultats qui lui sont propres (km de pistes rurales réhabilitées, accès de la population rurale à une source d'eau potable, accès à un système d'assainissement).</p>
<i>Source</i>	<i>PRSP p. vi</i>
Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> - Le Gouvernement a présenté un document de stratégie de développement du secteur rural (DSDSR) aux bailleurs de fonds début 2006, comprenant des objectifs stratégiques et un cadre opérationnel de mise en œuvre. - Celui-ci est cohérent avec le PRSP de 2003, où le gouvernement vise une croissance forte, durable et équitable du secteur agricole, suite à l'importance du développement rural au Cameroun pour son potentiel de renforcement de la croissance et de réduction de la pauvreté. Dans le PRSP, la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté du gouvernement est guidée par sept priorités stratégiques, dont la deuxième est le renforcement de la croissance par la diversification économique. Les leviers pour la croissance au Cameroun sont essentiellement la croissance du secteur agricole et l'industrialisation. - CMDT par rapport au DSDSR?
<i>Source</i>	

<p>Mozambique</p>	<p>Le "Plan of Action for Absolute Poverty Reduction" (PARPA = PRSP) a 4 objectifs politiques centraux: la réduction de la pauvreté absolue; une croissance large, rapide et durable; le développement économique régional; et la consolidation de la paix, de l'unité nationale, de la justice et de la démocratie. Une des six priorités est l'agriculture et le développement rural (les autres sont la bonne gouvernance, la légalité et la justice, la macroéconomie, les politiques financières et de commerce, l'éducation, la santé, et les infrastructures). Les deux piliers de la stratégie agricole sont: "empowerment" des producteurs agricoles pour augmenter leur productivité et la transformation des services publics en facilitateurs des producteurs.</p> <p>Le rôle clé joué par l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les politiques gouvernementales est reflété par:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Agrarian Policy and Implementation Strategy (PAEI): approche sectorielle du développement agricole qui envisage dans le moyen et long terme la transformation de l'agriculture de subsistance en une agriculture plus intégrée dans les fonctions de production, distribution et traitement, afin de générer des surplus pour le marché et le développement d'un secteur entrepreneurial efficace et participatif. - La 1998 National Food Security and Nutrition Strategy (NFS&NS): Stratégie sectorielle qui a pour but de lier la sécurité alimentaire à l'augmentation et à la diversification de la production, de diversifier les revenus non-agricoles, et d'améliorer la connaissance des technologies de production et de conservation. - Le Programme National de Développement Agricole (PROAGRI): initié en 1999 (PROAGRI I) et en 2004 (PROAGRI II - 2005 - 2009): ce programme sectoriel est un processus de réforme institutionnelle, un instrument de transformation et d'amélioration des capacités du Ministère pour assumer efficacement ses nouvelles fonctions principales redéfinies autour de mesures de facilitation à la production (processus de démocratisation et de décentralisation - importance du rôle des ONGs et du secteur privé). Le PROAGRI I comprend trois domaines d'interventions: <ol style="list-style-type: none"> 1. Réforme institutionnelles et modernisation avec emphase sur le renforcement des capacités pour formuler des politiques sectorielles adéquates 2. Renforcement et développement des capacités des pouvoirs publics pour soutenir la productivité et la production de l'agriculture, l'élevage, la foresterie, etc. 3. Gestion durable des ressources naturelles; terre, forêts, faune et eau douce. <p>99% of the Mozambican territory is rural and today has 65% of the population generating 25-30% of the total economy value. If we compare data we see a trend showing a great move of people from rural areas to the cities (in 60's rural population was 99% of total against 65% today). A Policy to revert this situation is very important as people moved before mainly because of war but today the main motive is to seek for better living opportunities. Regarding the Mozambican Rural Development Strategy (RDS), there is only a draft version (June, 2006) of the strategy. The document is under its final version for revision under the coordination of Ministry of Planning and Development, National Directorate of Rural Development Promotion. The RDS is based on the Agenda 2025 and simultaneously targeting the PARPA (2006-2009) by which poverty index should be reduced to 45% from a 54% in 2003. The RDS is seen as an instrument for intersectoral coordination in order to guarantee decentralization and mainstreaming of rural development. It is just unfortunate that the GOM Rural development strategy is taking so long to be produced, when decentralization is a key tool to Rural Development. It must be mentioned that the very broad objectives of the Regulation (production, diversification, income generating, household and gender approach, nutrition and balanced diets etc.) do not always correspond with the Government's perception of Food Security. This explains also the fact that the general orientation of the B7-201 food security concept in Mozambique is more agriculture-production-trade-inputs-outputs oriented than the household food economy and vulnerability approach. This explains also well why the SETSAN is respected but with quite poor influence at ministry and policy level. The FSU in the Delegation prepares the programmes jointly with the Government institutions based one side on government policies and the other side on the objectives of the Regulation. These two concepts are not fully coherent. It does not have strong influence on the targeting of beneficiaries or vulnerable groups but certainly on activities carried out and indicators monitored. Regarding the EC intervention and its RDP, it is apparent that the Delegation miss the important strategic approach: how to</p>
--------------------------	--

	<p>integrate overall support within the EC fund to Mozambique. It is apparent that besides the support to Food Security other sectors are as well being supported (eg. infrastructure (roads and communication), education, health, etc) but the delegation does not seem to take this aspect in considering Rural Development on the broader sense to promote more governmental integration (which is also a problem, as most inter-ministerial coordination units have operational problems). The new PARPA is indicating a bottom up planning approach (with the new Decentralization legal framework LOLE, and recent allocation of USD300,000 per district administration. It is not clear how sectoral support is suppose to integrate into this new framework (planning and execution of the budget). Responding to second part of the question: how the interventions have affected the beneficiaries, in order to reduce their food insecurity. We have to say that the EC have mainly reached the public system (through support to PROAGRI institutional strengthening), strengthen international NGO's through direct contracts and more recently strengthened local institutions through PROAGRI outsourcing contracts. Food insecurity is a complex issue, and most probably connected to climate and weather cycles than policy interventions. Aproximately 64% of the population continues to be food insecure (this index decreased up to 2000, and then increased again).</p>
<i>Source</i>	<i>CSP 17-19; CSP Annexes p. 25-26</i>
Madagascar	<p>Fin 1997 est lancé le processus d'élaboration du PADR : plan national qui servira de référentiel à tous les programmes et projets de DR. Il préconise la régionalisation de l'élaboration et du suivi des programmes d'investissements publics (PIP) en faisant participer le secteur privé et la société civile. Le processus PADR est finalisé en 2000 et propose les objectifs de développement suivants : Assurer la sécurité alimentaire, Accélérer la croissance économique, Réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie en milieu rural, Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles, Promouvoir la formation et l'information.</p> <p>La stratégie sera basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'instauration d'un environnement favorable et incitatif sur le plan économique, technique, institutionnel et des infrastructures, avec un accent particulier sur désenclavement des zones de production. • L'accentuation du recentrage du rôle de l'Etat aux fonctions d'orientation, de réglementation, de promotion, d'appui, de coordination, de suivi, de contrôle et d'évaluation de programmes mis en œuvre ; production et commercialisation seront confiées aux paysans, à leurs organisations professionnelles et au secteur privé • La responsabilisation et la participation des producteurs. <p>Le PADR se décline sur plusieurs niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Communes : Plans Communaux de développement (PCD) • Régions : Programmes régionaux de développement rural (PRDR), élaborés sur travaux des GTDR <p>Dans le DSRP 2003 du pays, un rôle primordial est attendu du développement rural dans la stratégie de réduction de la pauvreté qui se traduira par un rythme de croissance de 4% au moins pendant 2003-2015. Cinq objectifs principaux sont assignés dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmenter productivité agricole et la superficie cultivée • Promouvoir petits investissements en zones rurales et le partenariat entre les groupements paysans et le secteur privé • Promouvoir les exportations agricoles et agroalimentaires et améliorer la qualité • Assurer une gestion transparente et rationnelle des ressources pour assurer leur pérennité • Faciliter l'accès de producteur au capital foncier <p>En juin 2005, le DSRP a été révisé: il est traduit dans deux documents de politique sectorielle: PNDR, dans la continuité de l'actuel PADR, et le Plan National pour la Sécurité Alimentaire (PANSA). Évolution du PRSP ("doc des BdF") au MAP "Mada action plan" (2006) ("doc national"): orientation basée davantage sur la</p>

	<p>croissance et le marché; Evolution du PADR au PNDR: importance donnée au marché, au crédit rural et à l'enseignement agricole; plus d'accent sur la conservation environnementale; et exclusion des secteurs sociaux. Le PNDR est un document consensuel d'orientation stratégique mais il n'y a pas d'appropriation des ministères concernés; il ne se traduit pas en stratégie opérationnelle financée sur le budget de l'État: contexte peu favorable à un appui budgétaire. Raisons évoquées pour expliquer l'absence d'une stratégie opérationnelle: Caractère multisectoriel du DR; Absence de consensus sur le DR au niveau des bailleurs et du gouvernement; Manque d'arbitrage au sein du gouvernement malgache.</p>
<i>Source</i>	<i>PRSP 2003 p. 46, 83; PRSP 2005 p. 40, 41; P-ADR p. 38; RC p. 20; MTR p. 5</i>
Maroc	<p>Le PDES distingue le développement agricole qui a pour objectif la sécurité alimentaire et la création de valeur ajoutée et le développement local centré sur le développement territorial. Le plan quinquennal 2000-2004 et le PDSP proposent une stratégie de DR multidimensionnelle (stimuler la production agricole pour accroître la sécurité alimentaires et les exportations ; développer l'emploi rural agricole et non agricole ; améliorer l'éducation et la formation professionnelle dans les zones rurales; encourager la politique de décentralisation et de déconcentration ; appuyer activement l'initiative, la participation et la prise en charge des communautés rurales dans les programmes de développement ; élaborer et mettre en place un système de crédit et de fonds de développement local adaptés ; adapter les structures réglementaires et juridiques aux besoins des activités de développement rural). Existence d'une stratégie sectorielle de DR « Stratégie 2020 du développement rural » (1999), mais pas traduite en plan d'actions: document perçu comme une stratégie spécifique du ministère de l'agriculture et du développement rural, pas d'appropriation par les autres ministères, pas d'intégration des politiques sectorielles; difficulté à mettre en place des mécanismes de financement pour implanter cette stratégie. Multitude de plans et stratégies plus ou moins articulés mais pas de vision d'ensemble et de pilotage Évolution récente vers une approche participative avec des résultats contrastés sur le terrain INDH concrétise la Stratégie 2020: grande innovation; INDH répond aux 2 pb des projets de DRI : place la commune au centre, harmonise le montage institutionnel; INDH : développement éco et social alors que projets de DRI objectif final GDRN ; INDH complémentaire aux projets de DRI ; INDH concerne 400 communes (sélection : taux de pauvreté > 30%) Processus de décentralisation, lancé en 2003, est encore à un stade peu avancé: financement limité des communes La stratégie agricole « le plan de mise à niveau du secteur agricole » est toujours en cours d'élaboration : irrigation, politique foncière, qualité des produits, disponibilité en eau</p>
<i>Source</i>	<i>PDES p. 81, 82, 84; CSE p. 21</i>

Uganda	<p>The PEAP (PRSP) identifies agriculture as one of the priority sectors for achieving the poverty reduction targets: it is of particular importance in improving the livelihoods of lower-income groups and, for many years to come, it will be the main source of raw materials for the emerging industrial sector. In addition, there is evidence that increased agricultural incomes are a major trigger for overall rural growth, notably in the rural service sector. In the final analysis, sustained agricultural growth will form the basis for a transformation towards a more service- and industrial-based economy. Consequently, the Government focuses its development interventions on agriculture-led economic growth by targeting smallholder farmers with an integrated agricultural development package. This overall strategy is detailed in the Plan for the Modernisation of Agriculture (PMA), which sets the implementation framework for the commercialisation of agricultural enterprises and an increase of the degree of specialisation. The PMA is being implemented in a co-ordinated, multi-sectoral fashion. It was launched in 2000 as a holistic policy and strategic framework that seeks to eradicate poverty by improving the natural resource-based livelihoods of the rural poor, in a sustainable manner.</p> <p>The objectives of the PMA are to: (i) increase incomes and improve the quality of life of poor subsistence farmers; (ii) improve household food security; (iii) provide gainful employment; and (iv) promote the sustainable use and management of natural resources.</p> <p>The PMA identifies seven core areas for public action in agriculture which are: Research and technology; Advisory services; Infrastructure (including feeder roads); Access to rural finance; Access to market information, markets and processing; Sustainable utilisation and management of natural resources; and Agricultural Education.</p>
<i>Source</i>	<i>PMA p. 3, 45; BSPMA FP p. 4</i>

	C.2.2 - La Stratégie de la CE prend en compte les objectifs de développement rural inclus dans les politiques nationales
	I.2.2a - Prise en compte des objectifs nationaux de Développement Rural dans les CSP et dans les objectifs d'interventions
Bolivie	<p>Il y a un changement important avec le nouveau gouvernement; celui-ci est plus favorable à un soutien axé vers les régions les plus pauvres, au contraire de l'ancien gouvernement.</p> <p>L'axe sectoriel du PASA est plus compliqué que l'axe territorial car plus politique. Avec le nouveau gouvernement, personne ne sait exactement ce que va devenir avec certaine institution, comme le PNS par exemple : le gouvernement considère que tout agriculteur doit obtenir des semences gratuites ; une décision prise dans ce sens risquerait d'affecter la politique conçue déjà depuis plus de 20 ans du PNS.</p> <p>Interview du vice ministre du DR (31 juillet): L'aide au DR très important mais du point de vue des bénéficiaires, elle ne leur est pas arrivée ; en terme d'impact, pas de résultats substantiels; « le marché a guidé les actions de la coopération : l'objectif n'était pas d'améliorer la SA/conditions de vie des pauvres, mais de mieux répondre au marché » ; le gouvernement voudrait que la coopération se concentre plus sur les communautés les plus pauvres, sur des projets centrés sur les plus pauvres : « plus faciles d'aller de Sta Cruz à la Paz que de faire 100km de la Paz »; « Les communautés doivent décider elles mêmes les secteurs d'intervention et ne pas se voir imposer des financements dans un secteur donné parce que la communauté internationale pense que c'est le bon choix »; « rôle de la coopération très importante car la Bolivie n'a pas assez de ressources ; mais c'est au gouvernement de décider ce dont il a besoin ».</p> <p>Le nouveau gouvernement est en train d'élaborer sa stratégie de DR qu'il veut concerter avec les producteurs. Les priorités citées par le vice ministre sont : infrastructures routières, énergie électrique, conservation des sols, irrigation, crédit subsidié et information statistique.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 22, 66; CSP pp. 20-21 ; PASA II, Annexe 2, p. 8</i>

Cambodia	Le CSP 2000-2003, élaboré avant la publication du PRSP, souligne la priorité donnée par le RGC dans son plan de développement à la croissance du secteur agricole. Pour sa part, le CSP 2004-2006 affirme la volonté de la CE d'assurer une étroite convergence entre ses interventions et les priorités du RGC, telles qu'exprimées dans le plan stratégique de développement et la NRSP. L'adoption d'un appui au développement pro-pauvre des zones rurales est justifié par ce souci de convergence avec les priorités du gouvernement.
<i>Source</i>	<i>GPRS pp82-83; CSP p 17; CSE p. iii; Watsan MTE Conclusion; CSSP FE, p.121</i>
Cameroun	'- Dans le passé: La CE est intervenue de façon substantielle dans le développement rural ces dernières décennies, notamment via les transferts STABEX. - Depuis le 9e FED cependant, le développement rural, reconnu comme prioritaire dans la politique nationale camerouaise, n'est pas repris dans la stratégie de réponse de la coopération communautaire.
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Appui budgétaire à une stratégie nationale.</p> <p>The strategy of Proagri II (2005-2009) is not consistent with the legal “Development Policy” instruments, namely, PARPA and PAEI. While the PARPA addresses the issue of Rural Development by increasing productivity, access to the market and micro credit, in particular for the family sector, the PAEI emphasises transforming subsistence agriculture into integrated and market oriented agriculture, with the aim of improving agricultural productivity based on the development of small and medium farmers and their participation in the process. MADER’s Vision (but still without any legal status) considers the Agriculture Sector as a system based on the value and production chain, attempting to explain the different economic behaviour patterns of family farmers, small farmers and the so-called commercial sector. The strategy is to strengthen the chains of values directed towards markets, through access to financial services that enable it to adopt technological transformation without undermining the sustainability of the country’s natural resources. The dual approach of the PROAGRI II Strategy Document, with “agricultural agents” in either the family sector or the commercial sector, circulating around horizontal areas of intervention, delegating the definition of annual strategies to local initiatives on a competitive basis, does not fit either the spirit or the letter of the government’s existing instruments.</p> <p>NFSP: The project responds to the needs for agricultural intensification and diversification and for livelihood security in three districts, with an intervention strategy geared towards 1) capacity building in production, 2) marketing of food crops and 3) land and natural resources management. The intervention logic is coherent, with food and livelihood security enhanced through the intensification of lowland agriculture, the improvement of dryland crops and organizational capacity building.</p> <p>ILRP: The overall objectives (improved food security among rural households) and the project purpose (110,00 households...practising a more secure livelihood system) are relevant to current Government (GoM) strategies for food security and fully in line with the EC Food Security Programme, all of which recognize that smallholder agricultural development is a crucial factor in reduction of food insecurity and poverty.</p> <p>The overall objective of EC cooperation in Mozambique is poverty reduction. In April 2001, the Government approved its PRSP, the Action Plan for the Reduction of Absolute Poverty (PARPA) covering 2001-05, whose overall objective is to reduce the incidence of absolute poverty from 69.4% of the population to about 59% by 2005 and to 50% by 2010. This document incorporates and captures the core elements with high impact on poverty reduction of other policy statements, in particular sector policies, such as those existing for agriculture and trade.</p> <p>The PARPA has built upon and improved previous analysis of poverty’s main determinants and focuses on six main areas - good governance, legality and justice; macroeconomic, financial and trade policies; education; health; agriculture and rural development; and infrastructure - transports, energy and water</p>

	<p>supply –designed to address poverty’s key determinants in the country.</p> <p>There is a dichotomy: but we can certainly say that the EC supports the PARPA and at the same time PROAGRI as most of the EC country support is planned according to beneficiary needs and priorities within the sector (orientation of priorities with EC funds to a certain level, and when compared to other donors, is very much GOM led). On the other side it seems that the EC may improve the development intervention (lacking the necessary critical and at time strategic approach to tune interventions according to regional characteristics e.g. the South and certain Central) parts of the country are essentially from arid to semi-arid whether the North is more water balanced, it would make sense to look at other activities (rather than focus only on classical agriculture production. It was very difficult to observe a combination of tourism and natural resources use in order to improve food security, knowingly that to produce crops in the South is a risky business unless water availability is guaranteed). In Inhambane, ADRA is promoting CASHEW in the southern districts, where this crop does not bring any comparative advantage to other cash crops, like coconuts and other fruit trees, where in the northern districts due to the rain pattern (more aridity) would be the potential area for cashew development, the same goes for livestock, where VETAID is a partner working only in the south when the north might present more potential for livestock. But a deeper analysis in the province might indicate that probably Tourism development may be a potential for guaranteeing food security to the communities, small and artisanal fisheries is another potential where the EC is not present...The question here is how much EC needs to get involved in the Policy Dialogue regarding RD! regarding PROAGRI the position of EC is very strong and is also observed as such</p>
<i>Source</i>	<i>Eval PROAGRI II, p. 4; NFSP MR; ILRP MR</i>
Madagascar	<p>Dans le PRSP, l'objectif général de "croissance économique à base élargie" se décline en quatre objectifs spécifiques : appui au secteur des infrastructures routières développement du secteur privé et intégration régionale, développement rural orienté vers une économie de marché, appui budgétaire et renforcement du cadre macroéconomique. Entre autres parce qu'ils ont des complémentarités fortes routes, et développement rural sont des secteurs de concentration du CSP 9^{ème} FED.</p> <p>Les trois grands axes de l'action du gouvernement malgache formulés dans le DSRP ont été ciblés par tous les programmes, projets et instruments de la CE. Globalement la stratégie de la CE s'inscrit bien dans la stratégie de réduction de la pauvreté à Madagascar et correspond bien à la préoccupation d'atteindre les groupes les plus défavorisés.</p> <p>Malgré des objectifs quantitatifs du PRSP qui pourraient paraître trop ambitieux, la vocation agricole de Madagascar est confirmée et le DSRP révisé en 2005 s'inscrit quasi point par point dans les objectifs de politique de développement rural de la Commission, développés dans la COM 429 et la stratégie d'augmentation des chaînes de valeur (filères) des produits agricoles développée par la Commission dans la communication 2004-89. Cette concordance entre les stratégies actuelles de la Commission et du Gouvernement Malgache en matière de développement rural est à souligner.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p 15; RC p. 20; MTR p. 5, 9</i>
Maroc	<p>Le DR est considéré comme une des priorités du PRSP. Cependant, ce secteur n'est plus un domaine prioritaire pour les derniers CSP. Ces derniers privilégient l'appui institutionnel, la mise en œuvre de l'Accord d'Association, l'émigration et l'environnement. L'environnement est pour la plupart des bailleurs de fond un des secteurs prioritaires d'intervention (BM, PNUD, AFD, GTZ).</p> <p>Il existe un lien entre les objectifs de la CE et ceux du PRSP en matière d'appui au DR : l'évolution vers des approches participatives et globale.</p> <p>La programmation CE opère sur le nord du pays une certaine concentration de l'intervention, dont l'ampleur ne paraît pas totalement justifiée. Une partie de l'intervention se porte à juste titre sur les zones et populations rurales. Il conviendrait de se soucier aussi davantage des populations urbaines les plus défavorisées.</p> <p>Sur le plan sectoriel, l'effort se porte particulièrement sur l'industrie, les finances, les transports, la santé, l'eau et l'administration publique, tandis que l'agriculture, l'éducation de base, la fiscalité et la société civile sont mal ou pas du tout couvertes. Il y a là un espace pour de nouveaux chantiers.</p>

	<p>Certains thèmes restent sensibles : genre et migrations. CE minimise l'importance du DR alors que agriculture menacée (ZLE), et pb de l'exode rural ; Sur MEDA I et MEDA II : DR représente 11% du budget CE (6 milliard d'euros); arrêt des projets de DRI, impact visible qu'en 2008</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 25; PIN annexe 2 p. 6; PIN 2005-2006 p. 7; CSE p.39, 44, 46</i>
Uganda	<p>a single sector programme is now almost completed." Evaluation Uganda. A feeder roads programme (component of the PMA) (€20 million) has been financed on Stabex funds, as well as a forest resource management and conservation programme.</p> <p>FRMCP: The project design corresponds to the government's policy as laid out in the Forestry Policy 2001. However, it appears to be somewhat over ambitious and the beneficiaries are not clearly defined.</p> <p>NAADS was designed as one of 7 components of the overall GoU's 'Plan for the Modernisation of Agriculture' (PMA) which in turn is part of the overarching Poverty Eradication Action Plan' (PEAP). This new extension system has been introduced to provide agricultural advice based on clearly-identified needs expressed by farmers groups at the sub-county level, using the services of private service providers.</p> <p>"Past interventions were highly fragmented and had no overall strategy to strengthen institutions in the sector. The way that Stabex funds were used contributed in particular to this problem." "Many of the difficulties reflected in part the institutional weaknesses in government – in particular, that of the Ministry of Agriculture – and errors on the part of other donors, as well as the EC's own failings. Agriculture has been slower than other sectors in moving towards a sector approach, and the Ministry of Agriculture remains weak." "The EC should reconsider its involvement in the agriculture sector. Given the poor record of past project support, the EC should only consider joint donor financing in this sector." Evaluation Uganda.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 26, 13, 42; MTR p. 7; CSE p. iv, 36, 65; FRMCP MR; NAADS MR</i>

Question 3 : Dans quelle mesure les procédures et les moyens mis en œuvre ont-ils favorisé/entravé la production des résultats escomptés ?

	C.3.1 – Les instruments des interventions sont adéquats par rapports aux objectifs des interventions
	I.3.1a – Evidence de l'adéquation des instruments utilisés (projets, programmes, SWAP, aide budgétaire)
Bolivie	<p>PASA: Il y a des améliorations à faire au niveau des interactions entre les différents programmes sectoriels du PASA; il n'y a pas d'articulation entre les programmes sectoriels. Deux axes du PASA : axe territorial et axe sectoriel: axe sectoriel : déboursement plus rapide ; meilleure capacité de ministère de l'agriculture; la demande vient du ministère (stratégie nationale, nécessité nationale) axe territorial : moins de capacité car municipalités sont plus faibles : la demande vient de la municipalité > Complémentarité des 2 axes : ils répondent à des stratégies différentes.</p> <p>PASA: Il y a une coordination entre les 2 axes du PASA mais elle n'est pas suffisante, systématique, et institutionnalisée. Il y a une amélioration de PASA I à PASA II mais cela reste très difficile à mettre en œuvre dans la pratique.</p> <p>A partir de 2003, déconcentration: Cas du PASA: peu d'effet car il existait déjà une équipe de suivi du PASA. Cas des projets financés sur lignes géographique et thématique : conséquence importante au niveau de l'appui aux ONG et au niveau de la gestion et de l'administration, mais peu d'effet au niveau de l'exécution des programmes.</p> <p>Dans le cadre de PASA et PASAAS, ce sont les normes boliviennes qui sont utilisées. L'application des normes européennes va bientôt disparaître (Règlement financier) car cela pose beaucoup de problèmes.</p> <p>Le PRAEDAC fut un programme traditionnel non inséré dans la structure institutionnelle bolivienne, qui a donc disparu à la fin du financement (mars 06), après 8 ans d'opération. Il a été souple et adapté aux besoins dans son exécution, une partie du programme passant par les mécanismes officiels de financement des municipalités (LPP). Il n'a toutefois pas échappé complètement au paternalisme qui a sévi pendant des années dans le Chapare et a, dans certains cas, subsidié totalement des investissements rentables qui pouvaient créer une concurrence déloyale avec des entreprises existantes (cas de la scierie de UNAFOR). Le "modèle" d'intervention auprès des producteurs individuels ou associatifs n'est pas vraiment au point et le gouvernement actuel ne facilite pas la mise en route d'un modèle plus rigoureux et plus respectueux des lois du marché.</p>
<i>Source</i>	<i>PRODEV/AT MR, p. 2</i>
Cambodia	<p>Toutes les interventions de la CE dans le secteur agricole et rural sont de type projet. Il s'agit d'une part de vastes projets de développement rural intégré (PRASAC et ECOSORN) à l'échelle de plusieurs provinces et, d'autre part, de projets de développement au niveau villageois mis en œuvre par des ONG. Les projets ONG répondent bien au besoin d'aider la population rurale à concevoir et mettre en œuvre des initiatives d'intérêt collectif et à s'organiser comme interlocuteur des pouvoirs publics. Les projets de développement rural intégré ont le défaut de reposer sur des structures parallèles aux institutions gouvernementales dans un moment où celles-</p>

	<p>ci auraient besoin d'être renforcées. Par ailleurs, dans un pays où le contexte des interventions évolue très rapidement, l'intervalle de plusieurs années entre l'identification d'un projet et sa mise en oeuvre sur le terrain peut conduire à une mauvaise adéquation du projet aux besoins du moment. C'est notamment le cas du projet ECOSORN.</p> <p>Le projet LSPP est de nature différente des précédents en ce qu'il est centré sur le secteur de l'élevage. La mise en oeuvre effective de ce projet est bloquée depuis plus d'un an pour des raisons de procédure: la convention de financement prévoit de sous-traiter certaines activités à des opérateurs privés alors que le ministère estime que seuls ses services peuvent réaliser les activités concernées. Dans sa réponse au rapport de monitoring de décembre 2005, la Délégation indique que l'hypothèse avait été faite que la réglementation financière applicable au projet serait rapidement modifiée; le fait que cette modification ne soit pas intervenue a tué le projet ("killer-assumption"); la Délégation demande que le moniteur se penche particulièrement sur cette question lors de sa visite suivante ... prévue 6 mois plus tard.</p>
<i>Source</i>	<i>CSE Annexe 6 final report</i>
Cameroun	<p>Les fonds Stabex ont été progressivement utilisés pour trois types d'intervention:</p> <p>1/ Réformes des filières café-cacao (prise en charge de dettes, de programmes de réforme...).</p> <p>2/ Amélioration de la rentabilité des filières café-cacao, notamment au travers du PSC et d'entretien des pistes rurales.</p> <p>3/ Financement des programmes de développement au même titre que les fonds FED (p.e. PDRP-LC, CARBAP).</p> <p>La souplesse des fonds Stabex était bien adaptés pour le 1/, par contre pour 2/ et 3/ il n'y avait pas de différence avec d'autres types de financement et globalement les difficultés dans la mise en oeuvre des programmes (délais, appels d'offre...) ne sont pas différents que pour des financements FED.</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>"In terms of rural development, EC support was dispersed in a wide variety of operations throughout the country, with project selection often lacking a strategy, no clear institutional links with the line ministries and including neither poverty impact assessments or gender mainstreaming. The past intervention is tentatively being replaced by a more coherent programme - whose launching has experienced delays due mostly to the Commission itself - linking NGO-implemented operations to Government planning and budgeting, thus trying to build the conditions for a more strategic and sustainable support, with NGOs no longer displacing the State from its core functions." (CSP p. 17)</p> <p>L'assistance technique au MADER (Minsitère de l'Agriculture) financé par la EC a néanmoins assuré une amélioration substantielle de la réforme de la gestion financière du MADER.</p> <p>A combination of various instruments has been used for the execution of the programme: (i) budget support for policy dialogue and reform plans of ministries and government institutions (MADER, MIC, INAM); (ii) technical assistance to support the definition of the desired reforms; and (iii) implementation of activities at field level (through NGOs, agro-industrial companies, and producer and credit associations). EC tried different funding modes. General Budget Support (??%, directly on the Treasury with no strings attached), Target Budget Support (with strings attached to sectors, normally called SWAp, like PROAGRI) and project support (directly contracted by EC delegation, like fund to WVi, CARE and ADRA NGO's working in Inhambane). Regarding the last two funding modes, it is patent from interviews that project approach is being phased out to give way to a broder SWAP (e.g PROAGRI, where the public sector cease to be the implementer of services and become more a regulator and policy facilitator). PROAGRI officials in the province have been reluctant to direct support to NGO sector, saying that most projects were contracted to International NGO's (in detriment to local development promotion, this has been the same feeling within the local NGO's contacted). On the other side services outsourced by PROAGRI (although a new venture) seem to progress with some important constraints: 1) criteria and TOR for RfPs are not transparent nor clear (interview with local NGO's and livestock private sector at District); 2) services once outsourced, and contracted out still take very long time before first disbursement. The consultant believes,</p>

	<p>that the outsource of services is a very important strategy promoted by the EC into PROAGRI, this aspect makes it more vital for the strategy to be closely monitored, from the starting to finish, in such a way that simple problems do not turn into a development failure (e.g. ATAP contract for livestock development in Vilanculo), and the phasing out process of the outsourced contracts are at the moment unsustainable, as most services (before provided by the NGO) are trespassed back to the DPA/DDA. More recently since 2004, DPA of Inhambane is promoting the outsource through Private Companies, it is still very early to comment on results, but the assumption is that this sector will get established with more sustainable roots than the NGO's. On the other hand it is also apparent a certain resistance to outsource within PROAGRI (PROAGRI II; Private Sector Development component), allegedly due to a very weak private sector (either regionally presence or professional capacity). This might be true but only to a certain point. PROAGRI I has not targeted on private sector development on the opposite some agriculture interventions (seeds and other inputs) under PROAGRI or NGO's have undermined private sector development (e.g. agriculture inputs being generally distributed for free to farmers). There is also the issue of efficiency which in most cases it is apparent (interview at Provincial and at the Delegation) that the outsourcing so far has been very expensive, and it is claimed that with the funds allocated instead to the DDA's more results could have been reached. There is instances where NGO's have a comparative advantage when compared to private sector regarding agriculture activities implementation, in empowerment of communities and capacity building at grassroots level reaching disadvantaged groups. The outsourcing criteria should clearly define what is a NGO and what is private sector competencies and if such is the case where a combination of the two may be advantageous. It is also evident that whichever model is to be implemented, it is expected that in the initial stage efficiency will most probably be low (until most investment costs for establishment are covered). However efficacy need to be high, the project must deliver what it was meant for in the inception phase.</p>
<i>Source</i>	<i>ILRP FE p. 34</i>
Madagascar	<p>La souplesse des instruments STABEX et ligne budgétaire « sécurité alimentaire » a été utilisée au mieux pour répondre dans le temps, dans l'espace et pour l'ensemble des parties prenantes (Administration centrale, administration décentralisée, services techniques déconcentrés, organisations professionnelles, Associations d'usagers de l'eau, Institutions de micro-finance, associations d'exportateurs, ONG nationales, Ong Internationales,..) aux besoins identifiés.</p> <p>Dans le secteur développement rural, une faible part de l'aide a été mise en œuvre selon une approche d'aide budgétaire : Aux interventions FED, il convient d'ajouter celles sur lignes budgétaires au titre de la sécurité alimentaire qui ont pris la forme d'un appui budgétaire ciblé, dont la conditionnalité portait sur le renforcement institutionnel. Le Programme d'appui à la sécurité alimentaire (PASA) 1998, sur un montant de € 15 M comportait une composante appui budgétaire de €8 millions destinée au financement de la restructuration des ministères de l'agriculture et de la pêche aujourd'hui regroupés, notamment la réduction des effectifs (décaissements en deux tranches de € 4 M chacune, en 2000 et 2003). Sur les € 19 millions du PASA 2003-04, la première tranche de € 9 M comportant € 3 M d'aide budgétaire a été décaissée en mars 2005, tandis que la seconde tranche de € 10 M comportant 5,6 millions d'appui budgétaire le sera bientôt. La conditionnalité porte également sur le renforcement institutionnel, mais en mettant l'accent sur la décentralisation et les structures en charge de la vulgarisation.</p> <p>Sur € 19 M également, le PASAM 2005-06 en préparation comportera également une composante d'appui budgétaire ciblé, destinée au renforcement du ministère au niveau régional et sub-régional.</p> <p>Bonne articulation entre les 3 fonds PIN-STABEX-PASA: L'utilisation particulièrement cohérente des instruments financiers disponibles à savoir le FED, les lignes budgétaires dont principalement la ligne budgétaire sécurité alimentaire et le STABEX a permis une efficacité accrue des interventions et une réelle synergie de celles-ci.</p> <p>La disponibilité et la souplesse d'utilisation (notamment en cas de crise ou d'imprévu) des fonds STABEX ont été soulignées par l'ensemble des partenaires.</p>
<i>Source</i>	<i>PAIR MR</i>

Maroc	<p>La budgétisation de l'aide au titre des dépenses introduit systématiquement les procédures marocaines de gestion aux côtés de celles de la Commission, ce qui rend très complexe la conduite des projets et occasionne de nombreux et importants retards d'exécution.</p> <p>L'assistance technique est très fréquemment contestée par les partenaires marocains, du fait de son poids dans le budget, d'une mauvaise définition de sa place, notamment dans l'appui aux réformes, et d'une valeur ajoutée parfois peu évidente de l'expertise permanente.</p> <p>La simplification des procédures apparaît comme une condition d'une amélioration de l'efficacité. Les contraintes du cadre de gestion MEDA, ajoutées à celles de l'Administration Marocaine, constituent un frein au déroulement efficace des activités sur le terrain : l'ensemble des procédures n'est pas adapté à la gestion de projets comportant de multiples micro-activités à réaliser très rapidement et de façon souple avec de multiples acteurs. Ce système de gestion a engendré des retards d'exécution importants par rapport à la planification initiale des projets. Il fait obstacle à l'approche participative et l'efficacité et l'efficacité sont donc réduites. Les retards de mise en œuvre ne sont pas pour la plupart imputables au projets mais bien à l'inefficacité du système de gestion qui leur a été imposé et à l'obligation (des 2 côtés, CE et Maroc) d'appliquer des règles et procédures inadaptées à la nature spécifiques des projets : le cadre de gestion est responsable des retards et de la majeure partie des défauts constatés. En plus les principes de ces procédures ne restent pas après le projet: pas de capitalisation Khenifra: la règle n+3 n'est pas adapté au développement rural participatif. C'est une des raisons de l'abandon des projets de DRI dans le prochain CSP.</p> <p>Bien que procédures européennes soient lourdes, elles garantissent le respect de la concurrence, la visibilité etc ; certaine de réticence de la CE à faire primer les procédures marocaines.</p>
<i>Source</i>	<i>CSE p. 25, 26</i>
Uganda	<p>During the 90s, EDF financed various agricultural development projects, e.g. the Tea Rehabilitation Project and the Smallholder Tea Development Project. These projects played a major role in rehabilitating tea growing and processing in the western part of the country.</p> <p>Under the 9th EDF the EC supports agricultural development through a sectoral budget support to the implementation of the PMA. This budget support programme is complemented by Stabex funded projects. The EC also supports afforestation and reforestation through FRMCP. Projects funded by the Regional Programme contribute to agricultural research at the regional level (ASARECA) and to a joint management of Lake Victoria resources (LVFO) by bordering countries (Uganda, Kenya, Tanzania).</p> <p>Oddly enough, although EC budget support to the PMA is not targeted and is allocated to the Poverty Alleviation Fund (in which all donors contribute to the implementation of the PEAP), the Financial Agreement states the exact amounts expected to fund NARS and NAADS pillars.</p> <p>Stabex funded projects contributed to the reform of NARS and the establishment of NAADS. They currently support other pillars of the PMA: marketing and rural finance through the establishment of a Commodity Exchange and Warehouse Receipt System; micro-finance and rural roads. Thanks to its flexibility, Stabex proves to be a useful instrument to prepare and complement sectoral budget support.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ The EC experience in Uganda suggests that sectoral budget support can be an effective modality to contribute to agricultural development if it targets well established institutions with a vote in the MTEF and good management practices. ▪ Implementing effectively sectoral budget support to agricultural development requires preconditions: <ul style="list-style-type: none"> - the government has designed a comprehensive agricultural development strategy or at least a strategic framework for the development of agriculture; - The government is genuinely committed to implement the agricultural development strategy. Whereas this condition was met at the start of PMA implementation, donors are currently worried that political support to the PMA might fade; - A financial framework backs the strategy, e.g. a MTEF. This condition is crucially lacking in the PMA case.

	<ul style="list-style-type: none"> - Priorities of the strategy are reflected in sectoral budget allocations. Whether this condition is met in Uganda cannot currently be assessed for there is no unified financial framework attached to the PMA; - An effective donor coordination with a strong commitment of donors to align their aid, whatever the modalities, with the government strategy; - Donors, notably the EC Delegation, have the capacity to carry out a sectoral policy dialogue with the government. <ul style="list-style-type: none"> ▪ The EC experience in Uganda also demonstrates that sectoral budget support and projects can be implemented in a complementary manner. Furthermore, projects may have an important role to play in the success of a budget support programme through the provision of studies and capacity building technical assistance. ▪ Whether donors support to the PMA is a SWAp is disputed by some donors. They point out that PMA-related expenditures are split between the budgets of the various ministries involved without any attempt to build an aggregated financial framework. Furthermore, PMA implementation involves several ministries whereas a SWAp more commonly supports the implementation of one single ministry's strategy. . ▪ However donors' support to agricultural development in Uganda has several distinct features of a SWAp: <ul style="list-style-type: none"> - There is a government strategic framework encompassing in a consistent manner all dimensions involved in the development of the sector (agricultural development); - Donors active in the sector are committed to align their interventions with the government strategy and to coordinate their interventions; - There is an active policy dialogue between the government and donors on the implementation of the strategy; - Outcomes of the strategy are regularly monitored and reviewed in the framework of seminars gathering the government, the donors and representatives of the civil society. <p>FRMCP: The project is well managed and activities are underway. Reporting is extensive, regular and very comprehensive. The project has been very flexible and has adapted to the fact that the restructuring of the Forest Department (FD) has been delayed. However, this has caused some uncertainty in terms of staffing and will continue to do so until project staff are hired under the National Forestry Authority (NFA). The results and activities have been revised during 2003 to reflect changes in the circumstances of the forestry sector. But clear quantifiable targets and milestones have not been defined, and this makes difficult to measure the delivery of results.</p> <p>NAADS: The need for an advisory service is not in doubt but, at this stage, it is not entirely certain whether the NAADS formula will be workable given the level of risk due to lack of understanding and possible constraints on funding. The type of funding is new and is provided from two main sources the bulk from donors via sector budget support with parallel resources from the government (GoU).</p>
<i>Source</i>	<i>SLLCRD MTR p. xSLLCRD MRCBBCRD FE p. 7, 9, 10</i>

	C.3.2 Les coûts de réalisation sont conformes aux prévisions
	I.3.2a – Indication des coûts effectifs par rapports aux coûts prév us
Bolivia	PRAEDAC: pas d'information sur ces indicateurs.
<i>Source</i>	

Cambodia	<p>La mission n'a pas relevé d'exemples où les coûts des projets auraient dépassé les budgets initialement alloués. Au contraire, les effets de change (dépréciation du dollar par rapport à l'euro) ont dans certains cas permis d'étendre la durée des projets sans augmentation du budget.</p> <p>Le projet PRASAC II a été particulièrement efficace: ses réalisations dans pratiquement tous les domaines ont dépassé très sensiblement les objectifs quantitatifs prévus par le Cahier des Charges. De même les projets ONG sont ils fréquemment parvenus à dépasser les objectifs quantitatifs qui leur étaient assignés.</p>
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM: sur base des informations disponibles, il apparaît que l'abandon de la réalisation de barrages et un financement supplémentaire ont permis la réalisation des objectifs pour les autres composantes du programme, donc à un coût unitaire supérieur aux prévisions.</p> <p>PDRP-LC: les coûts d'aménagement étant trois fois supérieurs aux prévisions, il a été décidé essentiellement de réduire l'ambition du projet (9 --> 6 périmètres), mais également d'augmenter le financement.</p> <p>PSC: les coûts totaux auront été plus de 2x plus élevés que les coûts initialement prévus, pour un même résultat.</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>La maîtrise du processus de qualité des interventions tant au niveau des appuis au développement local (ACORDS) que des appuis aux filières d'exportation (STABEX) pose parfois problème malgré la déconcentration de l'aide et peut induire un risque en termes d'efficacité et de viabilité des interventions. La comparaison des résultats espérés ou obtenus (en ex-ante ou en ex-post des interventions) par rapport aux coûts estimés ou réels n'a pas été systématique (analyse coûts - efficacité, analyse coûts - avantages). Si certains programmes récents ont intégré ces outils de mesure d'efficacité de l'aide (dont le programme ACORDS en ex-ante et en suivi des interventions), des calculs ex-post effectués par la délégation sur les projets du programme d'appui à la sécurité alimentaire ont démontrés des ratios d'efficacité trop faibles (coûts par bénéficiaire ultime élevé, coûts de transactions trop élevé).</p> <p>PAICAL: En ce qui concerne le rapport entre coûts et résultats, il faut mettre en évidence les contradictions inhérentes aux règles et aux instruments de la coopération européenne. Lorsque l'on examine ces programmes de développement, on s'aperçoit souvent que les règles sont établies sans connaître ou tenir compte de la réalité sur laquelle on veut intervenir. Les projets financés par PAICAL devraient créer des processus flexibles et liés aux capacités locales mais la rigidité des instruments à sa disposition représente un obstacle sérieux à la réalisation des objectifs fixés.</p> <p>Les coûts de réalisation semblent appropriés et adaptés aux exigences des projets, comme par ailleurs cela a été prouvé par l'audit de la Cour des Comptes. Il faut cependant remarquer une certaine rigidité à l'égard des limites de financement établies par type de projet: un certain nombre de situations paradoxales où, pour respecter les limites du budget, des composantes très importantes du projet ont été éliminées (ex. la suppression de l'adduction d'eau pour le marché et pour le bloc sanitaire à Alaitsinainy Ibity, où l'amélioration de l'hygiène a constitué un des objectifs déclarés du projet.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Pour les projets de DRI, de manière générale pas de coût additionnel mais des objectifs revus à la baisse: cf I 7.2.a</p> <p>Pour projet Haouz, le montant prévu dans la Convention étant insuffisant pour réaliser à la fois l'aménagement des seguias et des pistes, l'exécution du volet "piste de liaison" avait été abandonné d'un commun accord; ce volet étant nécessaire pour assurer la rentabilité des investissements d'aménagement des périmètres, un avenant à la Convention de 8M de DH a été consenti. Pour les canaux portés, il y a eu une réduction de leur nombre en raison de coûts supplémentaires non prévus.</p> <p>Projet participatif plus coûteux.</p>
<i>Source</i>	

Mozambique	<p>Since 1996, the EC has approved four programmes for food security with a total value of €87.84m, viz. the 1996 FSP (€10.2m), the 1997 FSP (€15.44m), the 1999 FSP (18.0m) and the 2000-2002 Multi-Annual FSP (€44.2m). Total disbursements till end 2002 amounted to €68.2m divided in €33.2m for foreign exchange facilities, €14.7m for technical assistance projects and €20.3m for field projects. The Multi-Annual Food Security Programme (2002-2005) is approximately € 48 million. In 2001, 18 new projects were approved through the budget line for co-funding the NGOs (EUR12.5M). The RDP (8th EDF) essentially halted and was later implemented sectorally.</p> <p>Magude: The project has been implemented efficiently though unilaterally by the European partner. Almost all construction/rehabilitation work has been completed by now. Project inputs were on -budget. Management has been flexible and even creative.</p> <p>NFSP: The project has been extremely efficient at starting activities and after a few weeks, fieldwork had already begun. At the time of monitoring more than 100 producers groups (nearly half the direct target population) were already involved in horticultural and agricultural activities, demonstrative garden plots were established in 70 groups, and 47 groups had already begun the reproduction of improved varieties of sweet potato, groundnut, cowpea and pineapple.</p> <p>ILRP: The project has had to deal with a succession of impediments to implementation. Initial procurement delays and problems in identifying suitable personnel resulted in many extensionists only being functional in 1999. The truly disastrous flooding of 2000 and further extensive flooding in 2001 were followed by failure of the seasonal rains in late 2001 leading to drought and major crop failure in 2002. Reaction to emergencies was reportedly creditable.</p> <p>most visited projects seem to suffer from a delay in disbursing funds, although those benefiting from direct contracts (direct contract with the HQ) are afraid that the outsourcing through PROAGRI may increase even more the delays in funds disbursements, another issue regards the recommendation that projects should be longer than 3 years, at least 5 due to implementation delay for weak infrastructure and weak personal assistance. The RDP was halted because no agreement reached on evaluation results among Eval. Committee and EC. The MT External Ev. 2003 page 4 of A1 indicates a portfolio of delays for projects implemented under Cfp1997 to be in average of 24 months! with a minimum of 13 and a maximum of 37. This trend have improved on the following CfPs (but no indicators given). Delays in agriculture projects are of crucial importance, and can completely kill a project.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>The biggest part of EC support being a sectoral budget support, this criteria is of little relevance for the case of Uganda. However some EC supported projects are being implemented.</p> <p>The field mission hasn't showed any case of budget overspending.</p> <p>NAADS: farmer institutional development - the establishment of farmer fora at various levels - requires more time and resources than originally foreseen. NAADS requires considerable investment and technical support. The EC has been a major partner since the programme began, making substantial contributions to the overall NAADS programme, and financing technical assistance to the NAADS secretariat.</p>
<i>Source</i>	

	C.3.4 – Les délais d'exécution sont conformes aux prévisions
	I.3.4a – Ecart de date entre finalisation prévue et effective (évolution par rapport aux réalisations d'avant 2000)
Bolivie	Dans le cas de PASA I, les délais d'exécution étaient loin d'être conformes aux prévisions. A partir de PASA II, la CE a exercé une forte pression sur le gouvernement pour accélérer son rythme de déboursement. Ceci a permis d'améliorer la capacité d'exécution budgétaire de la Bolivie. L'avenir de PASA est fortement lié à cette capacité du gouvernement à dépenser les fonds de la CE. PRAEDAC: en 2002 le programme a été rallongé pour deux ans. Fin prévue et effective: mars 06.
<i>Source</i>	
Cambodia	La mission n'a pas relevé de dérapages dans le calendrier de mise en œuvre des projets de développement rural intégré et de développement villageois. En revanche, comme indiqué plus haut, l'exécution du projet SLPP est bloquée par une question de procédure alors que l'unité de gestion du projet est en place depuis plus d'un an.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: prévu pour durer 4 ans, le projet a duré 9 ans (du 01/10/1996 au 31/12/2005) PDRP-LC: prévu pour durer 3 ans, le projet a duré presque 5 ans (du 01/10/2000 au 30/06/2006) et une période de phasing out de 3 ans est envisagée. PSC: prévu pour durer 2.5 ans, le projet a duré plus de 8 ans (de 07/1997 au 28/02/2006)
<i>Source</i>	
Madagascar	Globalement, le rythme d'exécution des programmes du secteur développement rural s'est amélioré et la déconcentration au niveau de la délégation (effective depuis 2004 seulement) y a certainement contribué (meilleur délais de décaissement, plus de communication avec les partenaires). Les relations de la délégation déconcentrée avec les partenaires sont excellentes, même si certaines inconnues subsistent face au processus évolutif de la décentralisation des administrations malgaches concernées directement ou indirectement (dont le Ministère de la Santé et la problématique du maintien futur du développement local (Programme ACORDS) dans le giron du MAEP). PAICAL: La durée prévue pour le PAICAL, 48 mois, n'est pas réaliste pour atteindre, à travers la réalisation de 200 projets dispersés dans le pays, les objectifs de formation à la gestion, à l'autonomie, à la responsabilisation, et au dialogue entre les élus et les citoyens représentés.
<i>Source</i>	
Maroc	Chefchaouen: lancé contractuellement en début en 2001 et devait normalement terminer en juillet 2006: mais prorogation de 1,5 ans jusqu'à fin 2007. Après 2003 le projet a pris sa vitesse de croisière. Le démarrage difficile (problème de gestion administrative et financières, appels d'offres infructueux, mauvaise gestion du personnel, problème de nature intersectorielle et inter ministérielle) a coûté au projet presque 2 ans de sa durée de vie, et la grande nouveauté du mode d'intervention à grande échelle ont représenté des difficultés: retard dans les réalisations physiques qui ont pu être opérées qu'au cours de l'année 2003 et dans l'accomplissement de l'objectif d'intégrer la population dans une démarche de concertation. Même retard pour le projet DRI GRN (2 ans): problèmes de procédures, en particuliers la conjonction des procédures marocaines et UE. Khenifra: la superposition des procédures UE et marocaines a entraîné des retards d'exécution mais la dynamique interne du projet a pu y remédier (ROM 2006). Processus participatif (définition, planification des objectifs), les appels d'offres: environ 3 ans de vie du projet. Les 4 projets de DRI ont fait face à des problèmes de gestion qui ont engendré des retards d'exécution importants par rapport à la planification initiale des projets. Le système de gestion qui n'est pas adapté à la gestion de projet comportant de multiples micro-réalisations a par ailleurs fait obstacle à l'approche communautaire et participatif. FDA: la Convention de financement avait au départ une durée de 4 ans (de 95 à 99), elle a été reportée jusqu'en 2003: mais les caractéristiques du projet

	n'étaient pas propices à une exécution rapide. Haouz: retard à cause de problèmes techniques (AT ponctuelle, problème d'appels d'offre, délais d'approbation du côté de la CE)
<i>Source</i>	
Uganda	The biggest part of EC support being a sectoral budget support, this criteria is of little relevance for the case of Uganda. However some EC supported projects are being implemented. There is no reporting of concerns regarding delays of implementation. The STDP has been extended through a strengthening phase. The Kaweri Coffee Alliance PMU is requesting an extension without additional budget.
<i>Source</i>	
Mozambique	see above I.3.4a, While disbursements were apparently easier under project funded approach (EC directly), that is not true under the recent outsourcing scheme under PROAGRI, where delays of about six months are common. Most NGO's contacted put a complain in this aspect.
<i>Source</i>	

	C.3.5 – Le system de suivi permet d'améliorer la mise en œuvre
	I.3.5a – Existence de rapport de monitoring ou autres system de suivi, et indications de prise en compte des recommandations
Bolivie	Les recommandations sont très utiles pour le système de suivi. Le Rom se superpose au système existant de suivi sans les prendre en considération. Problème : tous les projets ne sont pas évalués. PNS: Système de suivi efficace (bolivien) SINSAAT: pas de système de suivi des activités; recommandations de l'évaluation faite en 2002 peu prises en compte. Irrigation: Il y a 3 niveaux de suivi: la gerencia du PASA; l'AT internationale; le personnel PASA de la DCE et des offices régionaux PASA; les municipalités PRAEDAC: Pas beaucoup pris en compte parce que les missions de monitoring externe (ROM) étaient trop courtes par rapport à la complexité du projet et leur VA était donc faible. Evaluation d'impact en 2004: critiquée par la direction pour qualité insuffisante et une utilisation trop forte de critères quantitatifs.
<i>Source</i>	
Cambodia	Certains projets font l'objet de rapports de monitoring. Cela a notamment été le cas du PRASAC II. Par ailleurs, les gestionnaires de projet sont tenus de fournir des rapports d'avancement à intervalle régulier. Ainsi, par exemple, l'unité de gestion du PRASAC II avait mis en place un système de suivi-évaluation reflétant son cadre logique. Il reste que l'exemple du LSPP, où une unité de gestion de projet est en chômage technique depuis plus d'un an en raison d'un blocage sur une question de procédure, révèle un défaut ou à tout le moins une extrême lenteur de réaction de la CE en cas de problème rencontré par un projet.
<i>Source</i>	
Cameroun	Remarque générale: les projets sont documentés de manière complète en termes de synopsis de projet, de rapports de monitoring et autres documents de suivi. La disponibilité de toute cette information reste difficile (peu de documents sous format électronique, pas de documents repris dans CRIS). Utilité des MR? PDRM: il y a eu une évaluation externe en mars 2000, qui a permis de prolonger et refinancer le projet. PDRP-LC: il y a eu une évaluation à mi-parcours, qui a permis de redimensionner et réorienter le projet. Il y a également eu une série de missions d'appui

	<p>technique.</p> <p>CARBAP: une évaluation scientifique et institutionnelle a été réalisée à la demande de l'UE ; cette évaluation globalement positive a été la base de l'attribution de fonds 9e FED au CARBAP.</p> <p>PSC: un rapport final a été réalisé à la clôture du projet. Trente rapports d'activité trimestriels ont été générés. Il n'y a pas de "rapport de monitoring" disponible en tant que tel.</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>D'une manière générale, les interventions de la CE dans le secteur du développement rural, n'ont pas pu s'appuyer des réseaux pertinents de suivi, permettant de mesurer l'impact des interventions sur la réduction de la pauvreté rurale. Quand les systèmes de suivi existaient (ROR) ou ont été mis en place (SAP,..), ils n'ont pas été calibrés au départ pour mesurer de manière statistiquement fiable, l'évolution du revenu des ménages ruraux. Le manque de représentativité statistique des indicateurs d'impact disponibles ou mis en place, n'est pas un problème spécifique aux interventions financées par l'Union Européenne.</p> <p>Système de suivi : programmes bien documentés (évaluation, suivi); disponibilité toutefois difficile (peu de documents électroniques, pas de référence dans CRIS); utilité des MR perçue comme faible.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Pour tous les projets DRI, il existe des rapports de monitoring. Pour le projet d'aménagement agricole du Haouz, une évaluation à mi parcours est disponible; ses recommandations concernant des actions en faveur des femmes ont été suivies dans le cadre de l'avenant à la Convention de financement. Par contre il n'y a pas eu d'évaluation finale du projet.</p> <p>FDA: les suivis et évaluation externes ont été assurés par 3 évaluations; un monitoring a été mis en place. Ce système de suivi permanent a bien fonctionné. Selon la DCE, le système du ROM n'est plus très pertinent après le processus de déconcentration, il reste un outil pour Bruxelles.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>Une évaluation du PMA a été financée par DANIDA, afin d'en faire bénéficier tous les bailleurs qui supportent le PMA.</p> <p>La mission n'a pas relevé d'exemple particulier de projets qui souffrait d'un manque de monitoring ou d'évaluation.</p> <p>Les projets ont généralement fait l'objet d'évaluation à mi-parcours et finale (ASARECA, STDP).</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Rapport de monitoring pour chacune des trois interventions. Rapport d'évaluation finale pour ILRP et rapport d'avancement chaque trimestre pour NFSP.</p> <p>Magude: Project annual reports (3 so far) do have implementation and disbursement plans. Even with no logframe, internal monitoring is judged to be adequate in terms of good follow-up of the implementation schedules.</p> <p>ILRP: Continuing adaptation has been a feature of the project over the past few years and beneficiary consultation and participation is strong in both agricultural and savings groups.</p> <p>there is some indication that measuring impact is still a problem. The same study also indicate the need for a Monitoring Section at the EC. Another alternative should be to Outsource this service to the private sector. The EC project portfolio was very extensive and cutting various themes. Since the complexity involved in redesigning on-going projects into an already short project cycle it is not apparent that monitoring can produce very effective way to steer the project.</p>
<i>Source</i>	

	C.3.7 – Les délais de déboursement sont conformes aux prévisions
	I.3.7a – Délais de déboursement effectifs par rapport à la planification
Bolivie	Les délais de déboursement se sont améliorés avec PASA II (règlement financier). PRAEDAC: au total le taux de déboursement moyen du budget CE a été de 72%, mais forte accélération des déboursements à partir de 2001. Retards explicables par les violences au Chapare et les problèmes politiques. Au total les déboursements CE du PRAEDAC ont constitués 95% du budget, et les déboursements nationaux 83% de l'apport national initialement prévu.
<i>Source</i>	
Cambodia	La mission n'a pas relevé de dérapages significatifs dans le calendrier des engagements et déboursements.
<i>Source</i>	
Cameroun	CARBAP: le premier décaissement du nouvel appui financier 9e FED a eu un retard de 6 mois (juillet au lieu de janvier 2004)
<i>Source</i>	
Madagascar	PAICAL: Instruments d'exécution de PAICAL souffraient de la bureaucratie excessive du Devis Programme; mais dans l'ensemble, l'efficacité de la mise en œuvre de PAICAL très satisfaisante à la lumière de ces obstacles bureaucratiques, de la crise de 2002 etc.
<i>Source</i>	
Maroc	Les projets de DRI sont caractérisés par la lenteur des déboursements, procédures lourdes et peu adaptées au contexte. Des prorogations ont été consenties pour les projets Chefchaouen et Khenifra.
<i>Source</i>	
Uganda	The biggest part of EC support being a sectoral budget support, this criteria is of little relevance for the case of Uganda. However some EC supported projects are being implemented. There is no reporting of concerns regarding delays of disbursement. The field mission hasn't showed any case of budget overspending. NAADS: The efficiency to date has been rather dictated by the ability of all parties to respond to demands made by the Fora at sub-county (SC) level. The programme started late and has been experiencing some budgetary constraint of late. Also, there have been problems with timely de-layering of the old extension system in some districts. Given these constraints the programme has done very well.
<i>Source</i>	

Question 4 : Dans quelle mesure les interventions ont-elles encouragé la croissance de l'économie rurale ?

	C.4.1 - Suite à l'intervention de la CE, laproductivité agricole (agriculture, élevage, pêche, sylviculture) a augmenté
	I.4.1a – Rendement agricoles et productivité du travail
Bolivie	<p>PNS: augmentation des rendements grâce à l'utilisation de semences de qualité : 62% pour les patates, 25% maïs, 209% blé; augmentation de la productivité; augmentation du volume de production de patates dans la région de chuquisaca : 10 fois plus durant les 20 dernières années ;</p> <p>PRAEDAC: peu relevant car le PRAEDAC n'est pas intervenu dans la production agricole sensu stricto. Les "productions miracles" étaient laissées à l'USAID.</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	<p>Les rendements agricoles, notamment pour la production de riz, qui est la culture dominante, restent extrêmement faibles en comparaison des pays voisins. Cela tient à la mise en culture de terres pauvres peu propices à cette culture (province de Otar Meanchey notamment), à une faible utilisation des engrais et semences sélectionnées, à l'absence de maîtrise de l'irrigation (culture de riz pluvial).</p> <p>Le rapport final du PRASAC II estime à 70% l'augmentation du rendement des cultures de riz dans la zone du projet entre 1999 et 2003. L'évaluation du projet relève par ailleurs que des progrès ont été enregistrés en santé animale, que la production de poisson a augmenté et que de nombreux paysans ont adjoint à leurs champs de riz un jardin où ils cultivent légumes et fruits.</p> <p>S'agissant de la productivité du travail, la tendance est selon toute vraisemblance à une diminution. En effet, en l'absence de création d'emplois hors agriculture en nombre suffisant pour absorber les 250.000 jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail, la population active agricole continue d'augmenter.</p> <p>Au niveau global, la production de riz stagne depuis 1999 autour de 4,0 millions de tonnes.</p>
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM: Pommes de terre: l'introduction de variétés de pommes de terre de l'ouest du Cameroun a permis une augmentation significative des revenus agricoles pour 10,000 producteurs.</p> <p>PDRP-L&C: les rendements agricoles sont satisfaisants: dans des conditions normales, les rendements obtenus sont généralement supérieurs à 4.3 t/ha, seuil de rentabilité des périmètres hydroagricoles. Rendements fortement dépendants de la mise en place des intrants (engrais, fuel). Coefficient d'intensification culturelle de 1.2.</p> <p>Productivité du travail agricole reste faible, les travaux restant manuels (technique du labour mécanisé a été abandonnée).</p> <p>CARBAP: les rendements des plantains sont passés en moyenne de 3-8T/ha à 25-40T/ha.</p> <p>PSC: le temps de séchage a été environ diminué de moitié, tout comme la quantité de bois de chauffage nécessaire.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>La croissance du secteur agricole est entièrement tributaire des fluctuations climatiques. La réforme du secteur est essentielle quand la libéralisation agricole préconisée par l'Accord d'Association aura lieu.</p> <p>Chefchaouen: la composante "amélioration des systèmes de production en zone périforestières" vise des actions de sécurisation foncières, mais dans la réalité pas de résultats concrets car les bornes ne sont pas respectées par les paysans, et des actions pour améliorer la productivité des terres agricoles par la promotion de l'arboriculture fruitière (4000has de plantations fruitières, acquisition de 48000 plants fruitiers), par la protection et conservation des sols contre l'érosion (actions de traitements et de végétalisation des ravins et d'aménagements sylvopastoraux), par l'aménagement de PMH (830 has)(actions de</p>

	<p>sensibilisation des bénéficiaires pour la création des associations des usagers des eaux agricoles), par le développement de l'élevage (255 éleveurs prospectés), et par des actions de vulgarisation (céréaliculture, cultures fourragères, arboriculture fruitière etc) dont les résultats sont très positifs.</p> <p>Khenifra: composante "mise en valeur agricole", pour la "promotion de l'arboriculture": la diffusion des plants fruitiers s'est faite au travers des AGAT suivant une méthode effective de participation des paysans. Les paysans souhaitant obtenir des plants ont contribué entre 0,5 et 2DH à l'achat de chaque plant, et les revenus de l'achat de ces plants ont été versés dans la caisse de l'association (AGAT) pour permettre la réalisation d'autres activités complémentaires à la plantation.</p> <p>Pour "l'appui technique aux agriculteurs": cet appui a consisté à mettre à la disposition, des paysans et des paysannes via leur AGAT, les équipements adéquats pour accompagner les activités à promouvoir par le Projet (AGR) et les intrants agricoles (Produits de traitement des principaux ravageurs et maladies; Aliment du bétail, Semences fourragères, Engrais, Produits vétérinaires, Semences sélectionnées) pour améliorer leurs pratiques culturales; Préparation d'un programme de santé animale; 2 programmes d'appui à l'amélioration de l'élevage ovin et bovin; Amélioration de l'apiculture en faveur des femmes (en 2004, 2.452 femmes ont acquis 33.276 poussins, le taux de réalisation était de 133 % par rapport aux prévisions); pour le développement de l'apiculture, 5 terroirs retenus pour la constitution de 9 unités apicoles composées par des femmes.</p> <p>Haouz: progrès en matière d'amélioration des performances hydrauliques, et notamment dans le domaine de la gestion de l'eau avec le développement des associations des usagers de l'eau, dans l'amélioration de la productivité.</p> <p>A part le FDA (1995-2003), il n'y a pas d'actions prévues dans le CSP 2002-2006 pour répondre à la libéralisation agricole.</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>NFSP: The project's firstly is aiming to improve the agriculture production in the area by introducing the improved production techniques and varieties adapted to local conditions, mainly of those crops that are considered draught resistant as well as of those performing well in low land to be grown close to lagoons. The project has established partnership with national and international research institutions towards introduction and dissemination of improved varieties and production technologies contributing for the improvement of agriculture productivity.</p> <p>40% less land is under agriculture production today than it was 30 years ago (INE, 2002), although the population today is double now indicating that agriculture production per capita is less today than what it was in 1970 (FAO, 2006). Most productivity ratios are still below those found in other SADC countries. However Agriculture growth has averaged on 7% yearly. Contributes 20-25% to GDP and involves 75% of the population. Production of grains increased to 1.8 tones (2.5%), cassava by 4% and meat production by 37%. Pulses is stationary and poultry saw a 22% decrease. Sugar, Tobacco and Cashew have increased enormously for various marketing strategies (e.g. EBA EC initiative for sugar, private extension by big concessionaires, more support and better price to cashew). Most of the crop production felt an increase from 2.5% to 50%. Cotton saw a decrease (low international prices).</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Légère hausse des rendements rizicoles moyens en 2003 et 2004 (2,5 tonnes/ha), mais l'évolution de la productivité à l'hectare de la principale activité agricole malgache qui occupe environ 10 M de personnes (sur 12 millions de ruraux) décevante. Les rendements rizicoles moyens stagnent à un niveau faible depuis 20 ans, malgré de très nombreux et multiformes soutiens. Depuis les années 90, la production rizicole stagne aux environs de 2,4 M de tonnes; croissance moyenne annuelle estimée de la production de paddy entre 1990 et 2001 est faible de l'ordre de 1,2 % par an. Depuis 2001, augmentation significative de la production rizicole nationale (2,8 M de tonnes en 2003 et 3 M de tonnes en 2004). Facteurs expliquant cette stagnation : faible utilisation des engrais et intrants, insécurité foncière, faible taux de pénétration du crédit rural (3% des ménages ruraux avaient accès au crédit formel en 2001), enclavement et difficulté d'accès aux marchés, distorsion des marchés, accès à l'eau (12% seulement des ruraux ont accès à l'eau potable).</p>

	<p>Vanille: la filière malgache a pu maintenir et développer la quantité de vanille exportée (moyenne annuelle de 1339 tonnes de vanille exportée de 1996 à 2003) et retrouver des niveaux qualitatifs acceptables.</p> <p>Les « effets prix » récurrents et cycliques sur ce marché oligopolistique très particulier et très sensibles aux événements climatiques (cyclones), semblent avoir bénéficié aux producteurs et pas uniquement aux exportateurs. Les exportations de vanille représentent en moyenne 20 à 25% des exportations totales du pays hors zone franche, mais peuvent approcher les 50% lors des périodes courtes de hausse de prix.</p> <p>Les filières d'exportations dans leur ensemble restent néanmoins fragiles, particulièrement au niveau de l'organisation des marchés et du cadre relationnel entre le secteur public et le secteur privé.</p> <p>La croissance sectorielle est restée globalement atone dans les quinze dernières années, 2% par an, inférieure à la croissance démographique. Certes, des pôles de croissance ont pu être identifiés dans certaines filières appuyées directement ou indirectement par l'aide Européenne (Vanille, production halieutique, etc..) ou sur certaines zones de production (périmètres irrigués du lac Alaotroa par exemple), mais dans l'ensemble les résultats sont restés décevants. Les objectifs de croissance repris dans le DSRP révisé en juin 2005 sont trop ambitieux. Le cœur du défi repose dans l'augmentation de la productivité à l'hectare et dans la maîtrise des distorsions des marchés agricoles. Comme le prévoit le PNDR, il est certain que les réponses à ce défi ne pourront être globales mais devront être segmentées régionalement (Pôles régionaux de croissance) et verticalement (filiales à haut potentiel de croissance).</p> <p>STABEX: L'aide de la CE a eu le mérite de stabiliser la production (relancer la production de la vanille); mais pas (peu) d'amélioration de la productivité du travail agricole base d'une amélioration de la compétitivité et des revenus; Perspectives intéressantes mais limitées dans une meilleure intégration des marchés: qualités différenciées, produits spécifiques; Menaces d'inadaptation de filières aux exigences des marchés en termes de qualité.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>The link between agriculture development and poverty reduction raises the issue of the most effective approach to reducing poverty. Agricultural growth should spill over the overall sector, including improving the livelihoods of the poorest. However, better-off farmers' income tends to grow faster and, in the absence of effective wealth redistributive mechanisms, this potentially creates an increase of inequalities. The implementation of the PMA faces considerable challenges in that regard.</p> <p>In the case of Uganda, the PMA clearly proposes to eradicate rural poverty through agricultural modernisation. Although PMA activities are intended to benefit “active poor farmers” and are actually not targeted on any specific category of farmers, they are likely to benefit more those who can afford the costs of improved technologies and the risk of producing for the market. In this context, some donors insist on giving the PMA a more pro-poor orientation. This points out to the importance of complementing agricultural development policies (or other economic growth based policies), on the one hand with other poor-oriented sectoral policies (e.g. provision of social services), and on the other hand with promotion of good governance (e.g. fiscal policy).</p> <p>EC Support to agriculture production is channelled through the budget support to PMA as well as project support (i.e. Kaweri Coffee Alliance and Smallholder Tea Development Project).</p> <p>The PMA focuses on line ministries capacities to increase agricultural production through the development of marketed agricultural products with added value and agro-processing activities. Implementation of the seven PMA pillars is however quite uneven with research and extension being the most advanced while environment and education, and to a lesser extent marketing and agro-processing are lagging behind. . These disparities in the progress of PMA pillars and the lack of coordination between them undermine the PMA capacity to impact on agricultural production growth. Moreover, the provision of inputs is not directly addressed but left as a side activity of NAADS.</p> <p>Although some of NARO and NAADS interventions aim at improving agricultural labour productivity, the PMA approach privileges the increase of yields. If any, the impact of the PMA on agricultural productivity (through support to NAADS and NARO) will materialise in the long run and is difficult to assess.</p>

	<p>Farmers income</p> <ul style="list-style-type: none"> - The PMA increases farmer's incomes through NAADS and NARO pillars, but these increases are likely to benefit to farmers with productive assets and investment capacity rather than to poorest ones. - There is little evidence of direct impact of the PMA on non-agricultural income generation. If any, these impacts derive from agro-processing activities linked to the development of non-staple production (i.e. tea, coffee) and from the spill-over of increased farmers' income on the overall economy. <p>The Smallholder Tea Development Project constitutes a successful example of EC support in agriculture with spill-over on the local economy.</p>
<i>Source</i>	

	I.4.1b – Taux d'adoption de nouvelle méthode agricole (0%)
Bolivie	<p>PNS : de 1982 à 2005, il y a eu une augmentation de 20% environ d'utilisateurs de semences certifiées au niveau des 7 provinces où intervient le PNS; 43% des familles utilisent et produisent des semences de qualité; % de quantité de semence vendu par rapport à la quantité totale de semence disponible : 81% de semences certifiées vendues.</p> <p>PNS: Producteurs très contents : la certification coûte relativement chère (62 \$ par hectare), mais c'est rentable ; ils peuvent obtenir des prêts pour payer la certification.</p> <p>PRAEDAC: même remarque que 1.4.1. a</p> <p>Nouvelles techniques introduites en pisciculture, production de terreau, production organique (marginale).</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	<p>Le rapport final PRASAC II, s'appuyant sur l'enquête SAWAC, indique que 85% des paysans qui ont entrepris d'ajouter à leur exploitation la culture de légumes prévoient de poursuivre cette activité. L'évaluation du projet PRASAC II considère pour sa part que le renforcement des services de vulgarisation a été efficace.</p>
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM: Pommes de terre: l'introduction de la pomme de terre a permis une augmentation significative des revenus agricoles pour 10,000 producteurs, ce qui représente 70% des familles de la zone de Mogode et Gouria.</p> <p>PDRP-L&C: la nouvelle approche participative qui s'appuie sur une responsabilité accrue des producteurs est progressivement acceptée par les producteurs après seulement deux ans. De plus, les plus de 80 groupements de femmes créés ou renforcés cultivent entre autres activités des légumes, dans des petites parcelles irriguées à cet effet.</p> <p>CARBAP: la plupart des 30.000 producteurs de plantain des zones d'interventions ont bénéficié des recherches du CARBAP en matière de maladie, diversification, etc.</p> <p>PSC: réhabilitation de 2500 fours à cacao (vs. une demande non satisfaite de 5500 fours, ce qui représente un taux de couverture de la demande de 30%; le taux de couverture en quantité de cacao séché est de 25%)</p>
<i>Source</i>	
Maroc	Khenifra: Cf.I.4.1.a
<i>Source</i>	

Uganda	Le rapport final PRASAC II, s'appuyant sur l'enquête SAWAC, indique que 85% des paysans qui ont entrepris d'ajouter à leur exploitation la culture de légumes prévoient de poursuivre cette activité. L'évaluation du projet PRASAC II considère pour sa part que le renforcement des services de vulgarisation a été efficace.
<i>Source</i>	
Mozambique	Mozambique agriculture is most based on manual labor. Projects visited indicate still the same trend in terms of power source, although access to other inputs like seeds, fertiliser, hand-pumps and some conservation technique could be observed. In the market oriented crops (e.g. cashew, cotton, sugar, horticulture) more use of intensive methods. Treatment of cashew mildew, reproduction of improved varieties through grafting, etc
<i>Source</i>	

	I.4.1c – Pourcentage des superficies traités avec des méthodes améliorées)
Bolivie	PNS: de 1982 à 2005, au niveau des 7 provinces où intervient le PNS : 39 % d'augmentation de la superficie semée avec des semences de qualité. PRAEDAC: idem
<i>Source</i>	
Cambodia	Information non disponible.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: ~3,800h cultivés avec les nouvelles variétés de pommes de terre PDRP-L&C: 481h cultivés sur un total de [surface rizicole au Cameroun], pour 2000 producteurs. Près de 200 hectares de périmètres privés ont également été réhabilités. CARBAP: la plupart des 30.000 producteurs de plantain des zones d'interventions ont bénéficié des recherches du CARBAP en matière de maladie, diversification, etc. PSC: le taux de couverture des séchoirs réhabilités, en quantité de cacao séché, est de 25%
<i>Source</i>	
Maroc	FDA: un des objectifs du projet est le développement et la promotion de nouvelles technologies appropriées: les 44054 hectares de surface ayant bénéficiés de matériel d'irrigation et d'aménagements fonciers.
<i>Source</i>	
Uganda	Information non disponible.
<i>Source</i>	
Mozambique	Limited coverage of extension services, although improving but so far reaching less than 20% of farming households. Very limited emphasis to conservation agriculture
<i>Source</i>	

	C.4.2 – Suite à l'intervention de la CE, l'efficacité des marchés a augmenté
	I.4.2a – Evolution de l'écart de prix entre producteur et consommateur (€)
Bolivie	PNS: L'ORS organise des rencontres pour informer les producteurs sur les stratégies de commercialisation de semences: produire en fonction de la demande ; fixer les prix en fonction de l'offre et la demande du marché ; comment arriver au client de façon opportune ; promouvoir les produits (organisation de fêtes pour donner des informations sur la qualité des semences, où et quand peut-on l'acheter, la quantité disponible, le prix des semences). PRAEDAC: participation systématique dans des foires locales, régionales (Cochabamba et Santa Cruz) et internationales (Frankfurt et Miami) pour promouvoir les produits de la région. Les stands sont subsidiés par le PRAEDAC, les participants paient leurs voyages. La participation à ces foires peut augmenter l'efficacité des marchés.
<i>Source</i>	
Cambodia	L'agriculture cambodgienne reste pour l'essentiel une agriculture de subsistance. L'objectif premier des agriculteurs, d'ailleurs pas toujours atteint, est de produire assez de riz pour nourrir leur famille. De fait, l'approvisionnement alimentaire des villes repose pour une large part sur des importations en provenance du Vietnam et de Thaïlande.
<i>Source</i>	
Maroc	Efficacité des marchés améliorée par la construction de pistes de désenclavement des 3 projets visités.
<i>Source</i>	
Uganda	L'agriculture cambodgienne reste pour l'essentiel une agriculture de subsistance. L'objectif premier des agriculteurs, d'ailleurs pas toujours atteint, est de produire assez de riz pour nourrir leur famille. De fait, l'approvisionnement alimentaire des villes repose pour une large part sur des importations en provenance du Vietnam et de Thaïlande.
<i>Source</i>	
Mozambique	Requested a monthly marketing bulletin - to be included later
<i>Source</i>	

	I.4.2b – Evolution du prix du producteur par rapport aux prix mondial
Bolivie	PRAEDAC: idem 1.4.2a Bolivie
<i>Source</i>	
Cambodia	Voir ci-dessus.
<i>Source</i>	
Cameroun	PSC: le projet n'a permis d'augmenter le prix reçu par les bénéficiaires pour leur cacao séché que de ~4% au lieu des ~30% espérés, du à l'absence de coordination de la commercialisation, non comprise dans le scope du projet.
<i>Source</i>	
Uganda	Voir I.4.2b.
<i>Source</i>	
Mozambique	as line above I.4.2a Mozambique
<i>Source</i>	

	I.4.3a – Signe de contribution de la CE au changement du cadre réglant les investissements privés en zone rurale
Bolivie	PRAEDAC : influence sur la définition des zones de parc et des zones indigènes et sur leur protection effective (territoires interdits à la colonisation) par l'établissement du cadastre de la zone.
<i>Source</i>	
Cambodia	Le développement de petites et moyennes entreprises en zone rurale est un des objectifs de la stratégie 2004-2006 de la CE mais celle-ci n'est pas encore entrée en application. Jusqu'à présent les interventions de la CE ont essentiellement porté sur la production agricole et les conditions de vie et d'organisation des paysans. Au cours de leur visite sur le terrain dans les provinces de Kampong Seu et de Odar Meanchey les évaluateurs n'ont pas vu une seule entreprise dans les villages ou les petites villes traversés.
<i>Source</i>	
Madagascar	Les programmes à Madagascar ont peu abordé le développement non agricole: peu de financement pour augmenter la production non agricole.
<i>Source</i>	
Uganda	Le développement de petites et moyennes entreprises en zone rurale est un des objectifs de la stratégie 2004-2006 de la CE mais celle-ci n'est pas encore entrée en application. Jusqu'à présent les interventions de la CE ont essentiellement porté sur la production agricole et les conditions de vie et d'organisation des paysans. Au cours de leur visite sur le terrain dans les provinces de Kampong Seu et de Odar Meanchey les évaluateurs n'ont pas vu une seule entreprise dans les villages ou les petites villes traversés.
<i>Source</i>	
Mozambique	Everything But Arms initiative and the Sugar Protocol to boost sugar export. I Exports to EC increased substantially with MOZAL, the EU is still the main destination of Mozambique's exports. "Crop Improvement and Diversification Leading to Private Sector Development" aims to strengthen national and household food security through production and market orientated interventions for existing and new high-value food and cash crops. Major support to CEPAGRI, the Center for Promotion of Agriculture Investment, within MINAG. EC supported the implementation of the Cashew National Plan, and support to crop diversification in cotton production areas. Most works were managed by INCAJU, and IAM and co-ordinated by CEPAGRI with technical advise from the EC's FSU. 4 Private companies (Lomaco, Sodan-JFS, Mocotex and Agrimo) with different partners working with Cotton and 3 NGO's working in partnership with cashew (Adra, Umokazi, Kulima). The "Marketing Finance Program" was very important as one of the major constraints to increase agriculture production was the lack of marketing opportunities. The intervention consisted in a credit facility for small and medium size cereal traders where two credit intermediaries (Amoder and Gapi) were supported. The impact has been significant, but a full assessment is not yet at Evaluators hand at the time. Targeted groups were PA's, small traders, medium size traders, others.
<i>Source</i>	

	I.4.3b – Nombre de nouvelles entreprises créées en zone rurale suite à la pui CE)
Bolivie	PNS: depuis 1982 à 2005, la composante d'ATS a permis la création de 110 entreprises d'approvisionnement de semences dans les 7 régions où intervient le PNS PRAEDAC : influence sur la définition des zones de parc et des zones indigènes et sur leur protection effective (territoires interdits à la colonisation) par l'établissement du cadastre de la zone.
<i>Source</i>	

Cambodia	Le rapport final d'activité du projet PRASAC II indique que celui-ci a contribué à la création de 2.800 micro-entreprises (tissage de la soie, marketing de produits agricoles). Certains projets d'ONG ont également inclus dans leurs activités un appui à l'établissement de micro-entreprises.
<i>Source</i>	
Madagascar	STABEX a financé la construction d'un centre de transformation et conservation des produits dans la région de Tamatave. Pb à Mada: peu d'usine de transformation de fruits et légumes.
<i>Source</i>	
Maroc	Chefchaouen: les AGR ont permis la création de 10 coopératives (Oléiculture, apiculture, cuniculture, arboriculture) et la création de 24 associations (PMH, aménagement point d'eau, apiculture, cuniculture, arboriculture) Haouz: cf.I.9.4.b
<i>Source</i>	
Uganda	Le rapport final d'activité du projet PRASAC II indique que celui-ci a contribué à la création de 2.800 micro-entreprises (tissage de la soie, marketing de produits agricoles). Certains projets d'ONG ont également inclus dans leurs activités un appui à l'établissement de micro-entreprises.
<i>Source</i>	
Mozambique	Difficult to assess as it did not constitute a direct objective. But we could observe cases in the field that indicate that a trend may exist (e.g one local NGO in Vilanculo out of CARE intervention, and a unidentified number of Micro entreprises and associations that are being created out of the EC support through the NGO outsourcing program (service providers of livestock treatments, cashew, and internal/informal credit and saving units) . Another potential area is the further development and support to legal PA's.

	C.4.4 - Suite à l'intervention de la CE, les opportunités de revenus ont augmenté
	I.4.4a – Indication d'une augmentation des emplois au sein des entreprises ayant bénéficié de l'appui de la CE
Bolivie	Irrigation: creation d'emploi temporaire: Les sociétés de construction d'atajados et de gaviones ont embauché la main d'œuvre non qualifiée des communautés : revenu additionnel pour cette main d'œuvre. PRAEDAC: Augmentation de l'emploi dans les entreprises appuyées, mais marginal.
<i>Source</i>	
Cambodia	La création d'emplois hors agriculture pour absorber le surplus de main d'œuvre agricole est un défi majeur qui n'a pas jusqu'à présent trouvé de réponse. Le secteur de la confection de vêtements a connu un fort développement, mais est menacé par la concurrence chinoise.
<i>Source</i>	
Madagascar	CECAM: Le crédit productif a un impact positif sur le marché de l'emploi agricole (recrutement pendant les campagnes agricoles).
<i>Source</i>	
Maroc	L'impact des AGR de Khenifra et Chefchaouen n'est pas encore mesurable.
<i>Source</i>	
Uganda	La création d'emplois hors agriculture pour absorber le surplus de main d'œuvre agricole est un défi majeur qui n'a pas jusqu'à présent trouvé de réponse. Le secteur de la confection de vêtements a connu un fort développement, mais est menacé par la concurrence chinoise.
<i>Source</i>	

Mozambique	It is more than clear that many public and civil society supported institutions have created a major input into the creation of jobs.
<i>Source</i>	
	C.4.5 - Suite à l'intervention de la CE, les revenus ont augmenté
	I.4.5a - Nombre de bénéficiaires accédant à des services économiques (vulgarisation agricole, communication, recherche)
Bolivie	<p>PNS: objectif du PNS est d'augmenter les revenus des familles d'agriculteurs: résultat: meilleure condition de vie des producteurs et des utilisateurs: de 1982 à 2005, 248 % d'augmentation des revenus des producteurs de semences.</p> <p>Irrigation PASA I : la meilleure utilisation de l'eau grâce aux atajados a permis l'augmentation du revenu des agriculteurs (l'augmentation de la production et de la productivité agricole et diversification de la production pouvant servir soit à la consommation soit à la vente)</p> <p>PRAEDAC: signes d'augmentation des revenus: amélioration de l'habitat et estimation des Alcaldes dans certaines régions, malgré forte immigration. Mais la coca reste, pour la majorité, la culture centrale malgré une forte diminution des superficies cultivées qui serait passée de plus de 43.000 Has à la fin des années 80, à 7,300 Has en 2003 et sans doute encore quelque chose de similaire actuellement.</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	Bien que la situation de très nombreuses familles paysannes reste extrêmement précaire, la diffusion dans les campagnes de biens manufacturés (motocyclettes, téléviseurs, motoculteurs dans la province d'Otar Manthey), témoignent d'une amélioration du niveau de vie d'une partie au moins de la paysannerie.
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM: Pommes de terre: l'introduction de variétés de pommes de terre de l'ouest du Cameroun a permis une augmentation significative des revenus agricoles pour 10,000 producteurs. Les enquêtes de terrain indiquent que beaucoup de producteurs arrivent à générer un bénéfice de l'ordre de 385,000 FCFA par saison.</p> <p>PDRP L&C: Augmentation du revenu pour les bénéficiaires. Ce revenu reste insuffisant pour assurer durablement la survie d'une famille moyenne de sept personnes. La superficie moyenne des parcelles rizicoles reste très faible (0,25 ha) ce qui induit un bénéfice annuel d'approximativement 160 000 Fcfa par paysan. A terme, il sera nécessaire d'opérer un regroupement des parcelles afin de constituer des unités rizicoles viables de deux à trois hectares au minimum. Ceci aura par contre un impact social négatif</p> <p>CARBAP: les revenus ont augmenté pour les producteurs de plantain suite à l'augmentation du rendement agricole (de 3-8T/ha à 25-40T/ha)</p> <p>PSC: le projet a permis d'augmenter le prix reçu par les bénéficiaires pour leur cacao séché de ~4% (mais pas de ~30% comme espéré).</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>CECAM: Impacts positifs des revenus pour les utilisateurs du dispositif CECAM: Le crédit CECAM permet une amélioration de la production agricole, de la SA et des investissements:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les groupes plus aisés, le crédit contribue à favoriser l'investissement • Pour les groupes pauvres ou moyens, le crédit permet une diversification rurale comme moyen de lissage des chocs <p>Appui aux filières d'exportation (Stabex): Impact positif en termes de volumes de production et de revenus mais les effets sont fragiles et déterminés par les cours internationaux;</p>
<i>Source</i>	

Maroc	L'impact des AGR de Khenifra et Chefchaouen n'est pas encore mesurable. Mais la construction des pistes de désenclavement a un effet indirect sur les revenus par la diminution des coûts de transports et par l'amélioration de la qualité de vie.
<i>Source</i>	
Uganda	Bien que la situation de très nombreuses familles paysannes reste extrêmement précaire, la diffusion dans les campagnes de biens manufacturés (motocyclettes, téléviseurs, motoculteurs dans la province d'Otar Manche), témoignent d'une amélioration du niveau de vie d'une partie au moins de la paysannerie.
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>ILRP: There is clear evidence of the savings/loans groups using profits from business activities to purchase food not otherwise available (i.e. a major potential food security resource).</p> <p>Key activities in the marketing component of the project included a market study that guided the team in achieving the components' objective. The training of staff and interested communities' members in basic business skills and planning were also addressed with priority in this component. In addition, the project focused on linking agricultural producers and buyers together, allowing thus also the possibilities for in-kind exchange at farm level. From the experiences gained, it may be concluded that at this stage inter-communal marketing may be more appropriate than external marketing. Reasons supporting this point of view are the absence of sufficient available quantities and quality of locally produced agricultural products, which presently do not meet the needs and demands of outside consumers.</p> <p>one of the most incredible changes in the rural sector, is to see the communication revolution being accessible to the local farmers - the cell phone. At instances even where energy is not there, we see people with phones. More difficult yet is to see sustainable use of new technologies (use and operation e.g. of water pumps, sprayers, vaccination kits, etc) and the access to an spare parts market. Not much extension of agriculture services, it seems that a combination between a public system (more at Provincial level with the appropriate means and capability) with a more operational units at district level under private management.</p>
<i>Source</i>	

Question 5 : Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles assuré un accès plus équitable, notamment des femmes, aux moyens de production et services économiques ?

	C.5.1 - Suite à l'intervention de la CE, l'accès aux facteurs de production (eau, terre, etc.) a amélioré
	I.5.1a – Evidence de l'amélioration de l'accès aux facteurs de production
Bolivie	<p>Irrigation: Les projets de construction d'atajados, de gaviones (protection des terres agricoles) et des canaux d'irrigation ont permis une amélioration de l'accès à l'eau sur des terres qui n'étaient pas irriguées auparavant.</p> <p>Il n'y a pas de perspective d'intervention systématique dans le domaine des droits de propriété parce que la loi INRA ne garantit pas que la coopération international puisse avoir un effet important dans ce domaine.</p> <p>PRAEDAC: le volet titulation a permis d'améliorer la sécurité de la possession des terres de 13400 familles sur 227.000 Has</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	<p>Le PRASAC II a permis la construction, réhabilitation ou réparation de 21 réseaux d'irrigation couvrant une superficie de 23.000 ha (à comparer à un objectif de 14.100 ha) cultivés par plus de 26.000 familles paysannes. Par ailleurs, le PRASAC et les projets ONG, à travers un système de micro-crédit pour le premier et l'établissement dans les villages de systèmes d'épargne-crédit ou de banques de bétail pour les seconds, ont permis aux familles paysannes d'acheter des engrais et/ou d'acquérir un animal de trait.</p>
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM: Sur les plateformes constituées par accumulation de sédiments en amont des biefs, des cultures intensives de sorgho et de riz sont pratiquées.</p> <p>PDRP L&C: Irrigation par des groupes motopompes pour ~2000 nouveaux bénéficiaires. De plus, les plus de 80 groupements de femmes créés ou renforcés ont eu accès à la production de légumes, dans des petites parcelles irriguées à cet effet.</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Pas de programme foncier; mais bonne coordination entre Bailleur dans ce domaine car il existe une stratégie partagée, une volonté politique et un programme de travail clair (le Programme national foncier); idée d'un cofinancement parallèle (basket fund) pour le PNF (mais la CE sera un "petit joueur").</p> <p>CECAM: Depuis sa création (1993), le réseau CECAM s'est fortement développé: 180 caisses locales; L'octroi de crédit a augmenté (de 21% de 2003 à 2004 et de 19% de 2004 à 2005); Portefeuille de crédit ciblé sur l'agriculture: 11 produits de crédit: les plus utilisés sont le Grenier Commun Villageois (GCV) et le crédit productif, principalement utilisé pour financer la campagne agricole. L'accès au crédit amélioré mais facteurs d'exclusion: le montant élevé de la garantie et du taux d'intérêt sont les deux problèmes majeurs de l'accès au crédit, principalement si le ménage est issu de groupes pauvres.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Les ménages ruraux ont souvent accès à une surface agricole restreinte, rarement irriguée et dont le potentiel agricole est faible. De plus, il leur est difficile d'obtenir du crédit bancaire pour diversifier leurs revenus, en raison de l'absence de titres fonciers reconnus. Les pouvoirs publics apportent une attention particulière aux structures foncières : le statut foncier est l'un des obstacles qui entravent une mise en valeur rationnelle des terres agricoles.</p> <p>Peu d'intervention d'appui au micro-crédit.</p> <p>Les actions de DR de la CE sont en grande majorité orientée vers la satisfaction des besoins en eau.</p> <p>Accès aux moyens de production: Priorités des populations: pistes rurales et AGR; Impact visible et immédiat des pistes rurales de désenclavement : couts de transport divisé par 3 et amélioration de la qualité de vie ; Irrigation: modernisation des seguias (Khenifra); Haouz: problème disponibilité en eau (Haouz) et</p>

	<p>investissement à poursuivre pour la mise en valeur Peu d'intervention dans le domaine foncier: interventions à travers la délimitation des massifs forestiers Une des priorités dans prochain CSP: eau et assainissement; plus d'appui aux grands périmètres irrigués.</p> <p>Chefchaouen: cf. 4.1.a; la composante "amélioration des conditions de vie des populations en zone périforestières" vise la réhabilitation de pistes rurales et forestières (160 km) et l'aménagement de points d'eau (50) avec une contribution financière des bénéficiaires. Ces 2 actions sont les plus demandées par les populations. Impact très positifs de ces actions. La 3eme action de cette composante est l'appui aux AGR pour diversifier les activités agricoles et les sources de revenu. Les principales activités sont l'apiculture (52 douars bénéficiaires) et la cuniculture (25 douars bénéficiaires) (formation et équipements). Cette composante vise aussi des actions envers les ONG/associations: implication des associations dans la réalisation des actions (sensibilisation), exécution de programmes par 3 ONG.</p> <p>Khenifra: Composante "Aménagement et mise en valeur agricole" concerne le domaine privé et les actions prévues constituent une attente réelle des paysans. Elle s'appuie sur 5 volets : Planification participative et choix des zones et types d'aménagements; Aménagements fonciers; Réhabilitation de petits périmètres irrigués; La promotion de l'arboriculture fruitière; Appui technique aux agriculteurs; Promotion de l'organisation des usagers et des organisations professionnelles. Bilan des réalisations en matière d'aménagement et de mise en valeur agricole par rapport aux prévisions du POG et par rapport au cadre logique : Réhabilitation de périmètres irrigués (PMH): 1661 has sur 2346 has; Promotion de l'arboriculture fruitière: 534000 plants sur 1000000; 18 AGAT appuyées.</p> <p>Haouz (94-2003): contribution de la CE à l'aménagement de 2 périmètres: réalisation de 113 km de canaux primaires et secondaires (remplaçant les canaux traditionnels) (sur les 92 km prévus) et construction de 126 km de piste (sur les 109 km prévus initialement) destinés à l'entretien et à la gestion du réseau d'irrigation, et 45 km de piste de désenclavement de la région ; travaux de réhabilitation du périmètre du N'fis, consistant à la modernisation de 2 seguias par la réalisation de 34 km de canaux revêtus (sur les 35 prévus) et 86 km de pistes (sur les 63 prévus, avenant de 8M de DH) permettant l'entretien, l'accès aux terres de cultures et des liaisons entre les villages; 144500 ha d'aménagement de périmètres irrigués; 70000 agriculteurs à qui l'Office facture l'utilisation de l'eau. Gros problème d'efficacité des systèmes d'irrigation: perte par infiltration des canaux en terre. Les pénuries d'eau (apport de 50% des besoins en eau) expliquent le fait que les extensions de l'irrigation de la zone ne soient pas envisageables. Ce projet a contribué au développement de la région mais donne l'impression d'être inachevé car les aménagements sont partiels (canaux en terre avec perte d'eau); aucune perspective d'un autre financement : Arrêt du soutien à des grands périmètres irrigués pq subventions revient aux grands propriétaires</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>The PMA addresses the issue of access to rural finance (Pillar 4: Improving access to rural finance), but the implementation of the Microfinance Outreach Plan is rather weak due to inadequate funding. The EC support to rural finance is channelled through a promising commodity exchange and warehouse receipt system (WRS) project as well as through a micro finance capacity building project (SUFFICE)/</p> <p>Land tenure</p>

	<p>The donor community widely recognises land tenure as a key issue – although extremely sensitive and complex - for modernising the agricultural sector</p> <ul style="list-style-type: none"> o By providing collateral for finance, land property is a crucial asset for economic production (need to guarantee the stability of land title) o Moreover, the productivity of the agricultural sector largely depends on the size of agricultural parcels o A sustainable national economic growth relies on the capacity to pull working forces out of agriculture and reallocate them in more productive jobs in other sectors of the economy. <p>The PMA has helped to produce a new land policy but has remained to date short of concrete measures for improving the land tenure system. The EC does not address this issue in its interventions. This might undermine the long-term impact of the agricultural sector reform.</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Magude: The planned beneficiaries are indeed receiving benefits and this makes the project very effective. Access to veterinary and agricultural extension services (e.g. livestock management, forage, veg etables and fruit crops cultivation), to small irrigation schemes, to sources of drinkable water, to community organisation (with an emphasis on women) have all clearly increased. Beneficiaries use and appreciate benefits they are receiving from the project.</p> <p>NFSP: The agriculture activities carried out during the reporting period have been focused on land preparation for the set up demonstrations of vegetable nurseries and the process of transplanting for establishment of production fields where farmers will have opportunities to be exposed to different production techniques, including compost production and use, plant spacing and set up of small irrigation schemes. There are for instance in total twenty-five treadle pumps setup and functioning in the project area.</p> <p>ILRP: Key activities in the agricultural component of the project included the implementation of a seed strategy (e.g. seed multiplication) and organisation of farmers groups around an appointed contact farmer. Project data from the baseline update exercise of 2004 on crop diversification; suggest that although no significant changes were observed in terms of increasing the average number of crops grown per Female Headed Household (FHH), there were important changes in the types and varieties of crops cultivated. The newly introduced crops/varieties are not only important as a coping strategy to reduce the length of the food gap¹ amongst FHH's, but also by ensuring a year-round presence of crops in the field.</p> <p>The goals established for the savings component have been accomplished and even exceeded. Substantial improvements on the planning and use of cash are apparent at household level, where even the poorest ones are managing to save reasonable amounts of cash and then utilise it for the benefit of all family. Several women households, generally the poorest in these communities, have managed to save and then utilise the cash to purchase several assets such as domestic animals (such as goats, ducks and chickens), household furniture, new houses, etc. Others were able to take up different types of business, allowing the purchase of goods from outside the region and their reselling locally again.</p> <p>Despite the equality between men and women being a concept enshrined in the Constitution and GOM's explicit commitment toward gender equity, there are still barriers to the full and equal enjoyment of human rights by women and to the full access to decision making on economic, social, cultural and political issues (e.g. access and inheritance of land, credit, extension services, cultural and religious practices that perpetuate gender imbalances and securing greater equity in employment opportunities), Women constitute the larger group in agriculture activities (53% against 47% of men), however 80% of agriculture household farms are man headed against 20% headed by women. 31% of the workforce in agriculture comes from children (10-18 year old group). Discussions and indicators of gender imbalance are only focussing on female-headed households, maternal and child health and educational attainment. It is apparent that a positive environment is being slowly created by boosting capacity to increase agriculture production. People are looking now to buy agriculture inputs (buckets, seeds, etc), instead of what was/is traditionally donated. The commercial sector does not have the necessary outlets for these</p>

	inputs but the Evaluator believes that as soon as roads and electricity and basic conditions are being done the more favourable it will be for private sector interventions. We need the right balance between public intervention, NGO and Private.
<i>Source</i>	

	C.5.2 - Suite à l'intervention de la CE, l'accès aux services économiques (crédit, énergie, vulgarisation agricole, communication, etc.) a été facilité pour les hommes et les femmes
	I.5.2a - Nombre d'infrastructures économiques opérationnelles construites/réhabilitées
Bolivie	Irrigation: le projet de la municipalité de Yamparacé prévoit la construction de 12 atajados (bassins de retenue d'eau) et l'amélioration de 2 autres. Le projet de la municipalité de Zudanez prévoit la construction de 400 m de gavions et 6 atajados. PNS: de 1982 à 2005, sur les 7 régions bénéficiaires: 97 % de groupes de producteurs de semence ont accès à des infrastructures basiques de stockage Le PRAEDAC n'a pas financé de biens collectifs comme des infrastructures économiques qui dépendent d'interventions sectorielles (énergie et communications)
Cambodia	Voir ci-dessus pour les infrastructures d'irrigation du PRASAC II. En outre, le projet a réhabilité 222 km de pistes rurales (à comparer à un objectif de 158 km).
Cameroun	PDRP-L&C: installation de 31 groupes motopompes, dédoublement des canaux pour la scission des périmètres en entités plus petites, construction d'un ouvrage de protection des cultures de décrue, réhabilitation de 52 km de pistes rurales, réhabilitation de greniers de stockage du paddy CARBAP: un centre de recherche (laboratoires, serres, bibliothèque, salles de réunion...) est opérationnel, ainsi qu'un terrain d'expérimentation de 30ha PSC: réhabilitation de 2500 fours à cacao (vs. une demande non satisfaite de 5500 fours, ce qui représente un taux de couverture de la demande de 30%)
<i>Source</i>	<i>Bemahara MR; PAMR MR</i>
Madagascar	PAICAL: Projets sociaux économiques (agricoles, routiers) : nécessité d'un accompagnement plus serré à cause d'enjeux divergents. ACORDS: Projets intercommunaux : répartition des projets par secteur : 25% agriculture, 42% désenclavement, 27% services sociaux, et 6% environnement et tourisme. CECAM: Depuis sa création (1993), le réseau CECAM s'est fortement développé: 180 caisses locales créées.
<i>Source</i>	<i>VRES-2 FE p. 110</i>
Maroc	Khenifra: la composante "Infrastructures et équipements socio-économiques": Dans l'objectif de l'amélioration des conditions de vie, cette composante est classique. Elle doit constituer une porte d'entrée à l'établissement de rapports de confiance entre les populations et le Projet, confiance nécessaire pour une véritable planification et réalisation participative. Elle prévoit 4 volets qui sont : La réhabilitation et l'ouverture de pistes; L'aménagement de points d'eau et la réalisation de puits; La mise en place de comités de gestion et d'entretien de ces infrastructures; La mise en place et l'équipement de centres féminins. La composante "Micro-crédit": Cette composante prévoit 3 volets qui sont : La réalisation d'une étude de faisabilité; La passation d'un contrat avec une association locale; La mise en œuvre d'un projet de micro-crédit. Subvention versée à l'Association de Micro Crédit pour couvrir partiellement ses frais d'intervention (investissement + fonctionnement) pour une durée de deux ans afin de permettre le démarrage de l'activité de crédit. Suite à une expertise effectuée fin 2004, il ressort que l'offre de crédit existante est plutôt limitée aux centres urbains et ne répond pas spécifiquement à la demande des ménages ruraux, habitant les douars.

	Bilan des réalisations en matière d'infrastructures socio-économiques par rapport aux prévisions du POG et par rapport au cadre logique: Réhabilitation de pistes de liaison: 148km sur les 210 prévus; Haouz: les pistes rurales ont favorisé la vente des excédents de produits des paysans; Cf 5.1.a
<i>Source</i>	<i>Kbenifra MR; FDA MR; CSE p. 28</i>
Uganda	EC Support to transport infrastructures is channelled through different ways: o District roads rehabilitation financed by STABEX under PMA support o Regional roads rehabilitation financed under NIP infrastructure focal sector While energy shortages has recently become a nation-wide problem in Uganda, there is no EC support targeted to this sector
<i>Source</i>	
Mozambique	ILRP: The key activities in the savings component of the project resulted in an exponential growth in the number of savings groups, and expansion to new communities. A total of 202 groups, confined of 5,061 female members, benefited from the savings services provided by the project. The production of vegetables was significantly increased by the introduction of small irrigation schemes in all the districts. A number of three small irrigation schemes were installed, benefiting over 300 vegetable producing families. A number of 39 simple schemes (emergency unit funds) were also installed, consisting of treadle pumps and pipes only. Of the pumps 6 were provided by DPADR. These irrigation schemes benefited totally 779 households and allowed coverage of a cultivation area of approximately 15 hectares. The introduction and operation of these schemes had a positive impact on the beneficiaries' lives and a tremendous increase in production could be noticed. Farmers were not only able to produce enough food for their families and communities, but were also put into the position of starting a local trade, even with buyers coming from outside the Inhambane province Saving and credit schemes built informally in certain communities by CARE in Vilanculos last year seem to be still in use today. 200 Groups of individuals (women, men or mixed) get together averaging 20-30 per group and do a collective savings and credit fund. Weekly savings can go from 50 to 500 MTN (USD2 to USD20) for periods up to 10 months. Those involved have to committ to the weekly accepted amounts. Individuals can borrow on agreed terms (have a witness). If borrowed for business intent a 10% monthly interest is charged and additional 5% penalty is added if payment not on time. They can also borrow in case of social emergencies in which case no interest is applied. The fund keeps growing and is kept in a 3 locked iron box, which is kept all in different hands (box and keys), and box only opened and funds distributed at maturity age. They hire a facilitator to keep the registry of all flows of money, the faciliator can make up to 200 to 300USD per month . Great model no detailed study yet for impact, but participants wanted more core funding to increase borrowed amounts. Visited a group formed in 1999 called "Kuvulukhua" (open the door) with 31 women during a distribution day after a cycle of 10 months. The registry showed: Total Fund in Box- 466, savings- 326, Interest- 112, Penalty- 7.7, Social Fund- 19.6. A women that saved 500 a week received 2735 after 40 weeks and another that saved 50 received 273.5. Incredible! on the other side EC continued to strenghten the two bigger intermediary credit institutions (GAPI and AMODER).
<i>Source</i>	

	I.5.2b – Niveau d'utilisation des infrastructures et services économiques mis en place/réhabilités par la CE par rapport aux prévisions (e.g. nombre d'abonnés pour téléphone & électricité, nombre de clients pour crédit, etc.)
Bolivie	Irrigation: totalement utilisée. PRAEDAC: programme de crédit de 2001 à 2005: 671 prêts accordés. Mais programme critiqué par son manque d'impact et pour la discontinuité du crédit interrompu en 2005 après 4 ans.
<i>Source</i>	
Cambodia	En 2003, le nombre des ménages paysans ayant eu recours au système de microcrédit établi par le projet PRASAC II était de 58.547 ménages.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP-L&C: à déterminer CARBAP: le centre de recherche (laboratoires, serres, bibliothèque, salles de réunion...) ainsi que le terrain d'expérimentation de 30ha sont exploités dans leur totalité. PSC: les 2500 fours qui devaient être réhabilités l'ont été et la majorité sont utilisés
<i>Source</i>	
Madagascar	CECAM: Depuis sa création (1993), l'octroi de crédit a augmenté : de 21% de 2003 à 2004 et de 19% de 2004 à 2005. Taux de couverture faible : environ 5%
<i>Source</i>	
Marc	Khenifra: Cf.I.5.2.a Accès aux services économiques: La vulgarisation est une composante importante des projets de DRI; Recherche agricole dans le projet Arganier; manque d'articulation entre programmes de recherche régionaux et au niveau de la DCE
<i>Source</i>	
Mozambique	Access to agriculture credit is still a big challenge for rural development. A combination effort needs to be maintained: support to intermediaries for higher scale credit and the formation of microcredit associations (e.g. see CARE example). By the fact that most credit goes through only two credit institutions is a weakness more so when their capacity to be represented country wide is very limited. Support to other credit institutions need to be explored.
<i>Source</i>	

	I.5.2c – Nombre de producteurs (hommes/femmes) primaires formés en méthodes améliorées (e.g. agricoles, économie d'énergie, crédit, etc.)
Bolivie	PNS: La composante crédit du PNS met à disposition des ressources financières pour les agriculteurs, utilisateurs, et commerçants de semences afin de promouvoir la production, l'utilisation et la commercialisation de semences de bonne qualité (en raison du manque de ressources économiques des agriculteurs pour initier une activité productive) : résultats : Nombre de bénéficiaires du crédit : 714 Jusqu'ici la micro finances a été trop orientée vers l'agriculture et sera plus dirigée vers la création d'emploi. PRAEDAC: 1.101 personnes (59% d'hommes et 41% de femmes) ont été formées à la gestion du crédit.
<i>Source</i>	
Cambodia	Le rapport final du projet PRASAC II estime à 140.725 le nombre des familles paysannes ayant bénéficié des services de vulgarisation du projet (à comparer à un objectif de 59.000 familles).
<i>Source</i>	

Cameroun	<p>PDRM: pommes de terre: 10,000 producteurs, représentant 70% des familles de la zone de Mogode et Gouria, cultivent de nouvelles variétés de pommes de terre.</p> <p>PDRP-L&C: Les paysans bénéficiaires de la réhabilitation des périmètres hydro-agricoles sont estimés à environ 2000 riziculteurs (sur une population estimée à 400 000 habitants pour le département) et 1506 femmes membres de groupements féminins. Les paysans bénéficiaires ont de plus accès à une structure d'épargne crédit externe au projet</p> <p>CARBAP: la plupart des 30.000 producteurs de plantain des zones d'interventions ont bénéficié des recherches du CARBAP en matière de maladie, diversification, etc. Hommes et femmes sont tous deux producteurs de plantain.</p> <p>PSC: les propriétaires de 2500 fours à cacao ont reçu une formation pour réhabiliter leur four (vs. une demande non satisfaite de 5500 fours)</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	CECAM: AFD et CE financent la formation du personnel CECAM.
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Khenifra: I.4.1.a</p> <p>Dynamisme des initiatives de micro finances; projet pilote d'appui au micro crédit abandonné mais repris par la BEI; Khenifra: impact appui au renforcement des capacités de gestion d'une association de micro crédit.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>Agricultural research and extension services</p> <p>EC support to PMA is mainly driven towards developing research activities (NARS) and extension services (NAADS). In addition, the EC supports a multi-donor regional programme for agricultural research (ASARECA) aiming at developing networking of research institutions among 10 countries.</p> <p>Support to NAADS has concentrated on developing a structure of extension services nation-wide (not all districts are targeted so far), relying on private services providers and targeting active poor farmers. This system shows positive results at local levels.</p> <p>Support to NARO has concentrated on reforming the existing national research system (NARS) towards a more market-driven approach, with decentralised management and financing of research activities partly through competitive tenders.</p> <p>The impacts of NAADS and NARS pillars on agricultural growth are undermined by the uneven implementation levels of other PMA pillars (e.g. limited access to finance whereas the implementation of new technologies generally implies that farmers resort to purchased inputs).</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>NFSP: The project focus continued also to be the formation and training farmer groups as the center for extension messages delivery. A number of training have been carried out covering subjects like improved nurseries for vegetable production, organic compost production and use, seed multiplication basic techniques, sustainable use of natural resources, group development and marketing. A total of 1,288 farmers, being 1,031 women, from 50 production groups have been assisted in these matters in Manjacaze district.</p> <p>ILRP: The project provided trainings to farmers and savings groups on business management. These trainings helped the groups to better manage their business, allowing thus to gain reasonable profits. Farmers interviewed during the mid term and final project evaluation, said they could see improvements compared to the previous, traditional farming methods. Some examples of improved techniques promoted by the project were new methods for planting sweet potatoes; controlling plant densities; introducing line spacing for maize, cowpeas and cassava; as well as crop rotation.</p>

Question 6 : Dans quelle mesure les interventions de développement rural contribuent-elles amélioré l'accès de la populations rurale aux services sociaux ?

	C.6.1 - Suite à l'intervention de la CE, l'accès aux services sociaux (éducation, santé, eau & assainissement) a été facilité pour les hommes et les femmes
	I.6.1a – Evolution du taux de couverture des services sociaux dans la zone d'interventions
Bolivie	Le PRAEDAC a financé 108 infrastructures en assainissement (eau potable, égouts...), éducation, santé, mairies, rues et places. Pas d'indication sur l'accroissement de l'offre, mais augmentation significative. Hopital de Villa Tunari: l'offre de services médicaux a plus que doublé grâce à la coopération cubaine. Qu'est ce que le "taux de couverture"?
<i>Source</i>	
Cambodia	Le rapport final du projet PRASAC II indique que celui-ci a construit 1.708 puits dans 673 villages et en a réhabilité 570. Il a par ailleurs créé 4.419 capacités de stockage d'eau de pluie et installé 392 pompes. Les projets ONG incluent fréquemment dans leurs activités la mise en place de dispositifs de collecte et stockage de l'eau de pluie. L'éducation et la santé n'entrent pas dans le champ des activités de développement rural de la CE.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: Eau: le taux de couverture en puits d'eau potable a augmenté de l'ordre de 2-5% Education: le taux de couverture en éducation primaire a augmenté de l'ordre de 10-15% PDRP-L&C: Santé: Le taux de couverture en centres de santé est passé de 75% à 91% (construction et réfection de 6 centres de santé). Education: Le taux de couverture en salles de classe est passé de 41% à 53% (construction et équipement de 139 salles de classes et réfection de 90 autres = +/- 239). Eau: Le taux de couverture en accès à l'eau potable a augmenté de ~10% (creusement de 108 puits)
<i>Source</i>	
Madagascar	PAICAL: concernant les projets sociaux (santé, éducation, adduction d'eau potable): objectifs atteints et appropriation locale forte ; forte concertation entre SC et services décentralisés. En général, ces projets ont fourni à la population bénéficiaire les services attendus, souvent indépendamment d'une participation réellement active des bénéficiaires (ex. l'adduction d'eau à Ilaka- Centre, FNR). Les projets "éducation" ont toujours permis d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés et, parfois de façon notable, ils ont permis d'améliorer les taux de réussite scolaire (par le truchement de la pression des parents sur le corps des enseignants). Les projets "eau" avaient réduit l'incidence des maladies intestinales qui frappaient en majorité les enfants. La construction de centres de santé, en particulier dans les communes où il y a des problèmes de transport, a eu des effets positifs sur la santé de la population. Volet communal de ACORDS: construction principalement d'infrastructures sociales (éducation et santé, eau potable et sécurité). Selon le MAEP, ACORDS est plus un programme social que agricole et PSDR (BM) plus orienté vers les filières. ACORDS n'est pas programme agricole, il améliore les conditions de vie des habitants, la pauvreté au niveau sociale : c'est du développement territorial (40 M investissement public ; 20 M formation) ; 2 logiques : institutionnel (communal et sociaux) et productif (pole de développement).
<i>Source</i>	

Maroc	<p>Des progrès sensibles se manifestent dans le champ social, que ce soit dans la première scolarisation, dans les services de santé ou l'accès à l'eau potable, progrès dont bénéficient aussi bien populations urbaines que rurales.</p> <p>L'intervention de la Commission européenne contribue pour partie à ces progrès. Les domaines mentionnés ci-dessus comptent parmi les priorités stratégiques de la Commission au Maroc et de l'Accord d'association euromarocain et ils concentrent une part importante de l'aide, tant en soutien aux investissements qu'en appui aux réformes.</p> <p>La contribution directe de la Commission, constatée ou prévisible, n'y est pas négligeable en raison de la pertinence globale des choix et en dépit d'un certain manque d'efficacité. Mais le rôle des autres bailleurs, Etats Membres et Banque Mondiale, est au moins aussi important, en tout cas dans certains domaines.</p> <p>Khenifra: dans le cadre de la composante infrastructures socio eco: Aménagement de sources et creusement de puits: l'année 2005, aménagement de 51 sources sur les 50 prévus et creusement de 17 puits d'alimentation en eau potable sur les 15 prévus; Construction et équipements de 4 centres de formation pour les femmes.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ While social sectors are not addressed in the CSP, the EC general budget support pays special attention to social sectors through its matrix of performance indicators ▪ The PMA focus on social sectors mainly relies on its agricultural education pillar. However the rollout of the National Agricultural Education Policy (NAEP) has lagged behind due to the lack of commitment and resources. The Ministry of Education gives much higher priority to primary education.
<i>Source</i>	
Mozambique	Sector Reforms at MIC, INAM. PROAGRI into phase 2

	I.6.1b - Niveau d'utilisation des infrastructures et services sociaux construits/réhabilités par la CE (e.g. école, dispensaires, distribution d'eau, etc.)
Bolivie	PRAEDAC: utilisation à 100% et même au-delà dans le cas des écoles, de l'eau potable et de l'hôpital de Villa Tunari.
<i>Source</i>	
Cambodia	Il ne fait guère de doute que la fourniture d'eau potable répond à un besoin des populations et que les installations mises en place à cet effet sont utilisées. La seule réserve à cet égard vient de ce que les paysans cambodgiens considèrent que l'eau des mares a un meilleur goût que l'eau de pluie ou des puits.
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRP-L&C:</p> <p>Santé: Le centre de santé d'Hillélé, repris comme 'fonctionnel', est pratiquement à l'abandon. Un autre centre visité est tout à fait opérationnel. La lenteur du Ministère de la Santé retarde la mise en fonctionnement des centres de santé.</p> <p>Education: Le taux de réticence à envoyer les enfants à l'école et le taux de défection sont très élevés en zone rurale.</p> <p>Eau: Tous les puits visités étaient opérationnels et disposaient d'eau potable toute l'année.</p>
<i>Source</i>	

Maroc	<p>Dans le domaine de la santé et l'éducation:</p> <p>Dans les projets de DRI: la construction d'infrastructures sociales est largement souhaitée par les populations rurales mais elle n'est pas retenue dans les objectifs des projets car il n'y a pas de garantie des ministères concernés d'utilisation de personnels affectés.</p> <p>Ceci traduit un manque de coordination entre les approches sectorielles et territoriales</p> <p>Une des composantes des projets de DRI: alimentation en eau potable: Chefchaouen, Khenifra</p>
<i>Source</i>	<i>CSE p. 29</i>
Uganda	Il ne fait guère de doutes que la fourniture d'eau potable répond à un besoin des populations et que les installations mises en place à cet effet sont utilisées. La seule réserve à cet égard vient de ce que les paysans cambodgiens considèrent que l'eau des mares a un meilleur goût que l'eau de pluie ou des puits.
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>The index of human poverty (an average of different indicators) is 49% (UNDP, 2005:229). against the same index of 57% in the same reference for 2002.</p> <p>MISAU (Health): strong emphasis is put on primary health care, common diseases, HIV/AIDS, expansion of the health network, and the improving of planning and management. From 1997 to 2003: 25% increase in the outpatient utilisation rate (access to prevention and treatment in a health post) but coverage rate reaches only 50% of target, much less favourable for the rural areas; increase in use of contraceptives (6% to 17%); immunisation rates all increased averaging 70 to 75% of target groups; reduction of mortality rates from 145 to 101 per thousand; However the HIV/AIDS is still growing and by 2010 life expectancy will have declined to 36 compared with 50 without the pandemic. The effects of which are devastating: population growth to 1.4% from 2.5%; GDP to 4.4% reducing the economy by 16% or more. MINED (Education): enrollment rates and schooling rates increasing and above target, due to access to primary schools and training of teachers. Gender disparity is still a major problem in EP2 (age of 12 and above when girls have to move away from home to attend school).</p>
<i>Source</i>	

Question 7 : Dans quelle mesure les interventions de développement rural contribuent-elles à la gestion durable des ressources naturelles ?

	C.7.1 – Suite à l'intervention de la CE, les institutions responsables de la gestion des ressources naturelles ont été renforcées dans leurs fonctions
	I.7.1a – Signe d'implication des institutions locales responsables pour la gestion de ressources naturelles (transfer effectif des compétences du niveau central au niveau local, mesures réglementaires nouvelles des institutions locales, réformes institutionnelles, application de sanctions par les institutions locales, etc.)
Cambodia	Les interventions de la CE, qu'il s'agisse du PRASAC II ou des projets ONG, ont eu le souci de développer les VDCs et d'inclure dans les activités de ceux-ci la gestion collective du patrimoine forestier des villages. Il reste que les forêts sont menacées de plusieurs manières: (1) la déforestation a été le moyen d'étendre les superficies cultivées pour réinstaller les familles déplacées ou réfugiées; (2) l'exploitation des ressources de la forêt sont pour les familles les plus pauvres le seul mécanisme de survie; (3) le gouvernement cambodgien concède la gestion de vastes ensembles forestiers à des groupes privés dans des conditions qui permettent de douter du caractère soutenable de leur exploitation. L'exploitation des forêts d'Etat serait une des principales sources de financement des partis politiques.
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Chefchaouen: la composante "protection et gestion des massifs forestiers" vise essentiellement la conservation et la valorisation des ressources forestières: par le renforcement institutionnel (renforcement des infrastructures de gestion et de surveillance des forêts (entretien de 25 maisons forestières, construction de 2 maisons forestières, construction de quatre postes de vigie, construction de 3 bassins d'accumulation d'eau); par des études forestières (élaboration de plans d'aménagement concerté pour 9 massifs forestiers et d'un programme d'interventions forestières); par la valorisation des ressources forestières (travaux de traitement anti érosif, de reboisement, de régénération et restauration de forêts naturelles.</p> <p>La composante "parc naturel Talassemtane et tourisme" vise le renforcement institutionnel par la mise en place d'infrastructures (construction de 6 maisons forestières, d'une direction du parc et d'un écomusée); des études pour la mise en place d'un système d'identification et de suivi de la faune et de la biodiversité dans le parc (découvertes de nouvelles espèces mondiales et pour le Maroc); et des actions de promotion touristiques de la zone (aménagement de plusieurs aires d'accueil, installations de panneaux de signalisation, balisage de sentiers de randonnées); des actions de mise en défend et régénération de la sapinière (250has). Action de sensibilisation et de vulgarisation sur la GDRN et la lutte contre l'érosion.</p> <p>Khenifra: la composante "Gestion participative des forêts", inscrite dans les nouvelles volontés politiques, concerne le domaine domaniale et privé. Elle est constituée de 9 volets qui sont : L'élaboration des plans d'aménagement concerté des forêts; Des études forestières complémentaires; La réalisation des aménagements concertés; La réalisation d'infrastructures de gestion (pistes forestières, maisons forestières, postes vigie); L'appui à l'économie de bois d'énergie; L'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux; L'appui au développement de l'écotourisme; Les aménagements anti-érosifs.</p> <p>Bilan des réalisations en matière de gestion participative des forêts par rapport aux prévisions du POG et par rapport au cadre logique: Reboisement : 1139 ha sur 1500 prévus; Réhabilitation de pistes forestières: 50km sur les 50 prévus; 22 maisons forestières ont été réhabilitées sur les 20 prévus; 5 postes vigie ont été construits sur les 5 prévus;</p>
<i>Source</i>	

Uganda	Les interventions de la CE, qu'il s'agisse du PRASAC II ou des projets ONG, ont eu le souci de développer les VDCs et d'inclure dans les activités de ceux-ci la gestion collective du patrimoine forestier des villages. Il reste que les forêts sont menacées de plusieurs manières: (1) la déforestation a été le moyen d'étendre les superficies cultivées pour réinstaller les familles déplacées ou réfugiées; (2) l'exploitation des ressources de la forêt sont pour les familles les plus pauvres le seul mécanisme de survie; (3) le gouvernement cambodgien concède la gestion de vastes ensembles forestiers à des groupes privés dans des conditions qui permettent de douter du caractère soutenable de leur exploitation. L'exploitation des forêts d'Etat serait une des principales sources de financement des partis politiques.
<i>Source</i>	
Mozambique	Not much done by EC interventions. A critical issue needs addressing in terms of sustainable use of NR. So far the collection of all tax revenue from NR management is reverted to the state coffers centrally. According to the law (forestry law, technical annex) around 20% (can be negotiated separately by community) of the revenue should be reverted to the custodian of the resource. In many cases this is not materialised and so there is no incentive for any conservation or sustainable use of the resource in cause. One way to revert this situation is to revise the fiscal procedures at central level in such a way that local funds are re-invested in the communities in such a way it works as an incentive to upkeep the resource.
<i>Source</i>	

	I.7.1b – Evolution du budgets des institutions responsables de la gestion des ressources naturelles
Cambodia	Pas d'information à ce sujet
<i>Source</i>	
Madagascar	L'allègement de la dette va profiter au secteur de l'environnement.
<i>Source</i>	
Maroc	
Uganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ EC support to natural resource management is driven through project support at national (FRMCP) and regional level (LVFO). ▪ At national level, there is a large programme aiming at sustainable forestry management (FRMCP). This programme provides institutional support to the National Forestry Authority. Moreover, a rather successful initiative is the Sawlog Production Grant Scheme (SPGS) whereby the EC supports commercial plantation development by the private sector (50% subsidy of investment costs). ▪ At regional level, the EC supports a fisheries resource management programme (LVFO) whose scope spans over the three countries bordering Lake Victoria (Uganda, Kenya and Tanzania). This programme develops a common structure to manage a rather sensitive resource (involving significant environmental and economical interest) and therefore serves as a catalyst to increase regional integration among the East African Community. ▪ While the PMA includes a pillar targeting the sustainable use of natural resources, progress under this pillar has been at policy and strategic levels, rather than at implementation level. Natural resource management is mainstreamed in NAADS extension activities, but there is a need for a more targeted approach. . The complexity and weakness of the land tenure system might be a factor that hinders progress in that respect.
<i>Source</i>	
Mozambique	only recently 1.5M was approved for a forest project in Sofala, implemented by an UK university with some partners in Mozambique and the region.
<i>Source</i>	

	C.7.2 – Les interventions de développement rural de la CE intègrent la gestion durable des ressources naturelles
	I.7.2a – Indication de la place des ressources naturelles dans la stratégie d'intervention (limite de l'impact négatif sur l'environnement, moteur de la stratégie, etc.)
Bolivie	<p>Jusqu'ici, il n'y a eu pas de considération particulière dans ce domaine.</p> <p>Cependant, dans le cadre de PASA territorial, la question de l'environnement est présente (plus que pour la question genre) même si elle est peu visible.</p> <p>En théorie aucun projet ne peut être approuvé sans étude d'impact environnementale. Il y a eu quelques projets de GDRN dans la région de Tarija. De PASA I à PASA II, il y a une légère évolution de l'intégration de l'aspect environnementale.</p> <p>PRAEDAC: actions menées en silviculture (très limitée), gestion forestière, éducation, formation et sensibilisation écologique, éco-tourisme, lombriculture.</p> <p>Toutefois, le problème principal dans la région vient de l'utilisation de produits chimiques pour transformer la coca en pâte-base, ainsi que l'effet de la colonisation sur l'érosion (il tombe 7 l. d'eau par an dans la partie ouest du Chapare!)</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	Dans ses activités de vulgarisation le PRASAC II a promu des techniques agricoles respectueuses de l'environnement. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, les VDCs sont incités à mettre en place des systèmes de gestion des forêts villageoises qui en assure la soutenabilité.
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRP-L&C: Le projet inclut la plantation d'arbres autour des infrastructures construites et des initiatives de reforestation (20,000 arbres - constat de la mission: peu ou pas de résultats probants).</p> <p>PDRM: Des ouvrages de retenue d'eau sont au coeur du projet pour l'alimentation durable des puits en eau et permettent de limiter l'érosion des sols. Le projet inclut de plus la plantation d'arbres autour des infrastructures construites.</p> <p>CARBAP: la durabilité des innovations technologiques est au centre des préoccupations en termes de recherche</p> <p>PSC: la quantité de bois de chauffage nécessaire au séchage a été environ diminué de moitié</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Le pays est réputé pour avoir une biodiversité élevée et unique au monde. Les menaces sont nombreuses aujourd'hui, pour des raisons variées : déforestations et défrichements nombreux, érosion, catastrophes naturelles (cyclones notamment), dégradation de l'environnement marin et côtier, pollution urbaine. Les activités humaines que sont l'agriculture et la pêche ont une responsabilité importante dans ces dégradations.</p> <p>Dans le secteur rural, les ressources naturelles et particulièrement la forêt subissent un risque de dégradation important dû à l'extension des surfaces cultivées à travers l'agriculture sur brûlis. Celle-ci a contribué à la perte de presque 12 millions d'hectares de forêt entre 1960 et 2000, soit une diminution de la couverture forestière de 50 % sans augmentation significative des surfaces mises en culture. L'érosion du sol et l'ensablement des bas-fonds, aggravés par des pratiques agricoles inadéquates, constituent les principales formes de dégradation observées des terres en amont des bassins versants, ce qui provoque la hausse des coûts de gestion et d'entretien des rizières. La durabilité environnementale est donc fragilisée, due au cercle vicieux dégradation de l'environnement - Pauvreté rurale.</p> <p>Malgré cela, la GDRN n'est pas une priorité du gouvernement, et la CE est intervenue dans la pratique relativement peu dans ce domaine (projet Bemahara: Programme centré sur la gestion des ressources naturelles, et qui aborde la question du développement rural uniquement au travers de l'interface parc national).</p> <p>Les programmes de développement rural financés sur le 8^{ième} et le 9^{ième} FED comportent tous, en principe, un volet réservé aux aspects environnement (étude d'impact environnementale) et genre. Le volet environnement cible la préservation de la biodiversité, la lutte contre la déforestation, l'érosion et les modifications des bassins versants qui en découlent.</p> <p>Les stratégies, programmes et projets de la Commission ont intégrés la durabilité environnementale dans leur programmation et leur mise en œuvre. Mais en</p>

	<p>règle générale, la CE ne s'implique pas trop dans l'environnement car autres BdF déjà impliqués (USA, BM, GTZ, France).</p> <p>PAICAL: Les aspects environnementaux risquent d'être négligés par un manque d'attention aux liens fonctionnels entre l'utilité principale d'une installation et les implications de leur fonctionnement pérenne (besoin en eau pour nettoyer les latrines ou les marchés, gestion des ordures solides des marchés, etc.).</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Cf.I.11.2.a</p> <p>Les 4 projets de DRI ont plusieurs composantes dont la GDRN et l'amélioration des conditions de vie et du niveau de revenu. La préservation de l'environnement et des RN est une des priorités pour plusieurs BdF au Maroc (CE, du PNUD, de l'AFD, BM et la GTZ). Cf 11.2.b</p> <p>La dimension environnementale est bien intégrée dans certains projets (eau, assainissement, collecte des déchets) ; elle est également présente dans les projets de développement rural et les quelques projets d'aménagement urbain ; elle est marginale ou nulle ailleurs. La réforme de la gestion de l'eau pourrait avoir un impact plus profond, dans la mesure où elle intègre l'objectif de qualité (et donc la lutte contre les pollutions).</p> <p>L'objectif du projet Chefchaouen est de contribuer au développement socio économiques de la zone afin de diminuer la pression sur les forêts due à la cannibiculture. Les réalisations physiques ont été considérablement réduites par rapport aux prévisions: 830 has de PMH au lieu de 2577has; 160 km de pistes réhabilitées au lieu 300 km; 25 aménagement de points d'eau au lieu de 50; etc. Cf aussi: I4.1.a. La mise en oeuvre du projet rendue difficile par la problématique foncière, de l'exploitation de la forêt, de la dégradation des sols et de la culture du cannabis plus aigue dans cette région.</p> <p>Le projet DRI GRN présente les mêmes objectifs, et les mêmes approches participatives, mais il couvre plus de provinces (7).</p> <p>Khenifra: l'objectif de Khenifra est également de contribuer au développement socio économiques de la zone du Moyen Atlas par l'amélioration des revenus des populations afin de diminuer la pression sur les ressources naturelles et l'érosion des sols.</p> <p>Les axes d'intervention sont: le renforcement des capacités de gestion (AT, ONG, services technique, formation expertises); l'aménagement et mise en valeur agricole (PMH, arboriculture fruitière - 749000 plants fruitiers distribués); amélioration des systèmes d'élevage (amélioration génétique du cheptel bovins et ovins, centre d'approvisionnement en aliments de bétail); gestion participative des forêts (reboisement - 1599 ha reboisé), mises en défend, écotourisme); amélioration des infrastructures sociales de base (piste de liaison, points d'eau, centre de formation, maisons forestières, postes vigie); amélioration de l'environnement socio éco des femmes (apiculture, aviculture, cuniculture, micro crédit); renforcement des capacités de gestion d'une institution de micro crédit.</p> <p>L'évolution de gestion des RN n'est mesurables qu'à moyen et long terme.</p> <p>L'efficacité des projets DRI dans leur stratégie de protection des ressources naturelles par le développement socio économiques de la région est limitée par la dépendance de la population par rapport aux ressources forestières et le développement de la culture de cannabis (Chefchaouen).</p> <p>Renforcement des capacités des institutions forestières (Chefchaouen: maisons forestières, postes vigie)</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>Dans ses activités de vulgarisation le PRASAC II a promu des techniques agricoles respectueuses de l'environnement. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, les VDCs sont incités à mettre en place des systèmes de gestion des forêts villageoises qui en assure la soutenabilité.</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>NFSP: Land and natural resources management is one of the 3 priorities of the intervention.</p> <p>Due to low pressure on land and shifting cultivation, most implemented projects largely ignored environmental issues, such as uncontrolled burning, reforestration and land law. Some projects (CARE and Wvi) attempted some use of conservation parctices.</p>
<i>Source</i>	

	I.7.2b – Unités d'investissements consentis (infrastructures et équipement, p.e. unite d'épuration des eaux, etc.)
Bolivie	PRAEDAC: 5 unités de traitement des déchets solides (encore en cours d'exécution) dans les 5 municipalités du Chapare.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: Construction d'ouvrages de retenue d'eau: 313 biefs en pierre maçonnée et 5700 en pierres calées sans ciment. PDRM: Le projet inclut la plantation de 130,000 plants forestiers et 40,000 arbres fruitiers, réalisé par 283 pépiniéristes formés et accompagnés par le projet. PDRP-L&C: Le projet inclut la plantation d'arbres autour des infrastructures construites et des initiatives de reforestation (20,000 arbres - constat de la mission: peu ou pas de résultats probants). PSC: 2500 producteurs (sur une demande totale de 9000 dans la zone d'intervention) ont été aidés à réhabiliter leur four, permettant de réduire la quantité de bois de chauffage environ de moitié
<i>Source</i>	
Maroc	Khenifra, Chefchaouen: cf.I.7.2.a Cf.I.7.1.a; I.7.2.a Chefchaouen: sur les 31000 ha perdus (dégradation, défrichage, incendies), 25000 ha reboisés; ça ne compense pas, plan de reboisement pas satisfaisant.
<i>Source</i>	
Uganda	Les projets de la CE n'incluaient pas d'investissements spécifiquement destinés à la protection de l'environnement.
<i>Source</i>	
Cambodia	Les projets de la CE n'incluaient pas d'investissements spécifiquement destinés à la protection de l'environnement.
<i>Source</i>	

	C.7.3 Suite à l'intervention de la CE, des comportements visant à protéger les ressources naturelles ont été induits
	I.7.3a – Nouvelles techniques adoptées et anciennes techniques abandonnées
Cameroun	PDRM: Diffusion de la technique d'ouvrages de retenue d'eau (biefs).
<i>Source</i>	
Maroc	Haouz: des actions à caractère social, de mise en valeur et d'encadrement ont été entreprises dans un souci de valoriser les équipements mis en place pour atteindre les objectifs du projet, et compte tenu des restrictions des ressources en eau dues aux conditions climatiques (50% d'eau disponible dans les périmètres du projet): actions de gestion rationnelle de l'eau d'irrigation (essais de démonstration, formation des agents de l'office et des petits agriculteurs), action de formation sur la production végétale et animale. Dans le cadre des projets de DRI, des actions de sensibilisation sur la gestion rationnelle des RN, et les problèmes d'érosion sont entreprises par les animateurs de terrain. L'impact limitée par la dépendance de la population vis-à-vis des ressources forestières et le développement de la culture de cannabis (Chefchaouen)
<i>Source</i>	
Uganda	Dans les régions où les paysans pratiquaient la culture sur brûlis, les projets ONG favorisent le passage à une agriculture sédentaire. Une condition pour ce passage est que les paysans disposent d'un animal de trait pour le labour. Les banques de bétail permettent de répondre à ce besoin.
<i>Source</i>	
Mozambique	ILRP: A number of new crops and adapted varieties were introduced to the region with the intention of being more appropriate for the prevailing agro-climatic conditions because of their drought tolerance, early maturing cycle and their lower demands in terms of soil fertility.

	Agriculture production in the South of the Save River is a fight against nature (Evapo-transpiration is above precipitation). There is however pockets of opportunity that can be used and are being used by the EC funded partners. Some areas in the valley and close to fresh water lakes, can be developed up to a limit. Most ecosystem of the South is naturally potential for extensive systems (limited livestocking possibilities) and game. The development of the National Parks (Limpopo and Bazaruto to mention some) could be supported.
<i>Source</i>	
Cambodia	Dans les régions où les paysans pratiquaient la culture sur brûlis, les projets ONG favorisent le passage à une agriculture sédentaire. Une condition pour ce passage est que les paysans disposent d'un animal de trait pour le labour. Les banques de bétail permettent de répondre à ce besoin.
<i>Source</i>	
Madagascar	ONG: Le gouvernement favorise les communes ne pratiquant pas l'effet de brousse : résultat diminution de 75% de l'effet de brousse
<i>Source</i>	

	C.7.4 - Suite à l'intervention de la CE, Le respect des conventions/accords environnementaux s'est amélioré
	I.7.4a – Textes réglementaires conformes aux conventions internationales, produits avec l'appui européen
Cambodia	Sans objet.
<i>Source</i>	
Maroc	Cf I.11.2.a Maroc a signé toutes les Conventions environnementales.
<i>Source</i>	
Uganda	Sans objet.
<i>Source</i>	
Mozambique	Important to mention an intervention in Gorongosa trying to promote the Trade in Carbon tax. Do not have the project. From the budget lines important to mention "environment in developing countries" and "tropical forests and other forests in developing countries" with EUR 1.58. Still too early or outside of scope
<i>Source</i>	

	C.7.5 - Suite à l'intervention de la CE, les coûts locaux engendrés par des préoccupations globales sont pris en compte
	I.7.5a –Existence d'accord s de prise en charge du coût local de programmes environnementaux répondant à des préoccupations globales (biodiversité, CO2, etc.)
Cambodia	Sans objet.
<i>Source</i>	
Uganda	Sans objet.
<i>Source</i>	
Mozambique	very little or nothing at all
<i>Source</i>	

Question 8 : Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles contribué-elles à la réduction de la vulnérabilité face aux risques liés au climat, aux maladies, aux marchés et aux conflits ?

	C.8.1 - Suite à l'intervention de la CE, la prévention des crises a été renforcée
	I.8.1a – Existence de structures opérationnelles de prévention des risques (SAP, banques céréalières, assurances récolte, mécanismes de solidarité, etc.)
Bolivie	<p>SINSAAT: l'objectif est de consolider, d'étendre et de mettre en oeuvre un service d'information durable d'alerte précoce pour la SA qui permettra d'obtenir, analyser et diffuser l'information au niveau national, départemental et municipal pour la planification et prévision de situation de risque d'inSA. Problèmes rencontrés: Sa stratégie de mise en oeuvre était inadéquate: trop de centralisme a entraîné un manque d'appropriation du pg par les préfectures; pas de système interne de suivi des activités; réalisation d'activités trop dispersées due à l'absence d'un cadre logique clair; les activités de capacitation étaient insuffisantes; "l'office national a existé comme projet et non comme une institution, une unité stable"; forte rotation du personnel (instabilité du gouvernement) au niveau national et régional.</p> <p>Cependant SINSAAT a eu impact sur la SA en Bolivie pour les raisons suivantes: Première entité à appuyer une vision intégrale de la SA (acceso, disponibilidad, uso) Première entité nationale à analyser l'information de SA Au niveau départemental et national, les informations de SINSAAT ont été utilisées pour développer des stratégies de SA. L'appui au SINSAAT en Bolivie ne se justifie pas par des besoins du pays dans ce domaine, sinon par les politiques de Bruxelles qui donne à ce thème un caractère prioritaire presque « obligatoire » dans beaucoup de pays. A côté de beaucoup de pays où cet appui a été un échec, SINSAAT a eu quelques résultats très positifs, comme la définition de la carte de vulnérabilité. C'est le volet SAP qui a été un échec : mauvaise gestion ; capacité très faible des institutions et des préfectures. Le SAP n'était pas nécessaire dans un pays comme la Bolivie.</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	Tant le PRASAC II que les projets ONG incluent dans leurs activités l'établissement de banques de semences. Par ailleurs, les systèmes de banques villageoises d'épargne et de crédit, s'ils sont principalement utilisés pour financer des investissements productifs, permettent également d'apporter une aide temporaire aux familles confrontées à des situations de crise (par exemple du fait de la maladie). Ces dispositifs sont toutefois impuissants lorsque tout un village est confronté à une situation d'insuffisance alimentaire pendant la période de soudure avant la récolte du riz ou pour répondre aux besoins élémentaires des familles confrontées à des difficultés persistantes.
<i>Source</i>	
Cameroun	CARBAP: le centre de recherche a pour mission la stratégie de et la lutte contre les maladies et rongeurs.
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Le SIRSA est particulièrement efficace du fait de la large diffusion de ses différents bulletins et Atlas ; reconnaissance de l'utilité indéniable de la production périodique des bulletins SAP et SIRSA. Le SIRSA est en train de devenir une source d'information validée par les communes comme un système fiable de production des données statistiques rurales. Les nombreuses informations produites sont fiables, de qualité et ont déjà été utiles pour de nombreux usages, surtout le PAM. L'impact du projet SIRSA est probablement très limité au terme d'une première phase de courte durée qui ne concerne que 9 régions du pays (présence dans les seules provinces de Tuléar et de Fianarantsoa).</p> <p>La pérennité du Système d'information n'est pas assurée car il est conduit dans un contexte extérieur aux instances nationales ; néanmoins l'avantage est qu'il est</p>

	indépendant: pas de stratégie de désengagement car volonté de garder cette indépendance. Mais au terme du projet, les cadres formés par le projet SIRSA se retrouveront sur le marché du travail sans employeurs pouvant requérir leurs compétences spécifiques. L'absence de perspective pérenne du SIRSA n'est pas liée à son manque d'efficacité ou d'opérationnalité, mais bien à un aspect institutionnel / organisationnel.
<i>Source</i>	
Uganda	Tant le PRASAC II que les projets ONG incluent dans leurs activités l'établissement de banques de semences. Par ailleurs, les systèmes de banques villageoises d'épargne et de crédit, s'ils sont principalement utilisés pour financer des investissements productifs, permettent également d'apporter une aide temporaire aux familles confrontées à des situations de crise (par exemple du fait de la maladie). Ces dispositifs sont toutefois impuissants lorsque tout un village est confronté à une situation d'insuffisance alimentaire pendant la période de soudure avant la récolte du riz ou pour répondre aux besoins élémentaires des familles confrontées à des difficultés persistantes. .
<i>Source</i>	
Mozambique	EC is the biggest donor in the field of food security information systems FSIS. Food Security Emergency Reserve (a reserve of staple food as a buffer in case of emergency, later to be discontinued after RESAL recce). Creation of SETSAN (Food Security and Nutrition Secretariat) and ideas of FSNS (FS and Nutrition strategy) incorporated in PARPA. Support to Consolidated Information system and creation of SENCAP (Coordination structure for FS and EWS). Creation of EW department. Monthly Agricultural Trade Bulletin (price of main cereals and some analytical data).
<i>Source</i>	

	C.8.2 - Suite à l'intervention de la CE, la sécurité alimentaire a été améliorée
	I.8.2a –Accès : filets de sécurité et niveau de diversification des sources et revenus (revenus agricoles et autres revenus)
Bolivie	PNS: Ce programme a contribué à la SA grâce à l'augmentation des revenus des producteurs, et à la diversification de la production Irrigation: La construction de atajados financés sur PASA I a permis de diminuer la variance/les aléas de la production (assurer une récolte en été et en hiver et donc d'augmenter les récoltes des bénéficiaires et de diversifier ses cultures). Ils ont également pu vendre une partie de leur récolte ce qui a permis une augmentation de leur revenu agricole. PRAEDAC: diversification à petite échelle: ex: 52 pisciculteurs, quelques artisans.
<i>Source</i>	
Cambodia	PRASAC II et les projets ONG ont aidé les paysans à adjoindre à la culture du riz des jardins pour la production de légumes et de fruits ou des cultures annexes (manioc) ainsi que de petits élevages (volailles, porcs), contribuant ainsi à réduire les risques d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, ces interventions ont favorisé promu l'introduction de sources de revenu non-agricoles (tissage de la soie). La situation de très nombreuses familles paysannes n'en reste pas moins extrêmement précaire. Celles-ci en sont réduites, pendant la période de soudure, à chercher dans les forêts leur alimentation (chamignons, racines) ou une source de revenu (charbon de bois).
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: Pommes de terre: l'introduction de la pomme de terre a permis une augmentation significative des revenus agricoles pour 10,000 producteurs, ce qui représente 70% des familles de la zone de Mogode et Gouria. PDRP-L&C: le projet contribue de manière significative au renforcement de la sécurité alimentaire (maîtrise de l'eau pour la production de riz; diversification des cultures). CARBAP: la production de plantain est source de diversification par rapport à d'autres cultures, et se base également sur une diversification des types de

	plantain. De plus, le plantain étant essentiellement destiné à une consommation nationale, il peut être consommé directement par les producteurs et forme ainsi une source de sécurité alimentaire.
<i>Source</i>	
Madagascar	Objectif du gouvernement: quitter l'économie de subsistance vers une économie de marché ("amélioration de la SA si agriculture tournée vers le marché"). La rationalité de la décision économique du paysan malgache (minimisation du risque et maximisation du revenu net du travail familial) a été peu ou pas prise en compte dans le passé, notamment dans le PNVA, et expliquerait une part significative de l'impact décevant des interventions passées. STABEX: La volatilité des cours induit une stratégie de réduction des risques: diversification et investissements très réduits et à court terme
<i>Source</i>	
Uganda	PRASAC II et les projets ONG ont aidé les paysans à adjoindre à la culture du riz des jardins pour la production de légumes et de fruits ou des cultures annexes (manioc) ainsi que de petits élevages (volailles, porcs), contribuant ainsi à réduire les risques d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, ces interventions ont favorisé promu l'introduction de sources de revenu non-agricoles (tissage de la soie). La situation de très nombreuses familles paysannes n'en reste pas moins extrêmement précaire. Celles-ci en sont réduites, pendant la période de soudure, à chercher dans les forêts leur alimentation (chamignons, racines) ou une source de revenu (charbon de bois).
<i>Source</i>	
Mozambique	NFSP: The project purpose is improved food security of rural inhabitants of the mentioned districts, through enhancement of agricultural productivity, access to markets and capacity building of local institutions. ILRP: The Inhambane Livelihood Recovery Project aimed to increase food productivity, improve markets and strengthen risk management at the micro level, with focus being set on the rural household units. Improving food security among rural households requires modification and improvement of the livelihood systems. For addressing this target comprehensively the project embraced an integrated strategy of technical assistance, extension and advocacy in the areas of agriculture, credit and savings, as well as marketing. Food Security Financial Facility to cover for shortage in forex in banking system to be used for imports of essential food items, and the countervalue to be used for sectoral reforms of relevant food security institutions. Good recc (see page 24 of MT Ext Eva of FSP, 2003) to continue.
<i>Source</i>	

	I.8.2b – Accroissement de la nourriture disponible (production interne et importations)
Bolivie	PNS: L'utilisation de semences certifiées a permis une augmentation de la productivité agricole et donc une meilleure disponibilité d'aliments sur les marchés; Meilleure disponibilité d'aliments au niveau familial : 85% des agriculteurs consultés estiment que la disponibilité d'aliments est meilleure. Cette amélioration est due d'abord à l'augmentation des revenus, et à la diversification de la production. Irrigation: La construction de atajados financés sur PASA I a permis de diminuer la variance/les aléas de la production; d'augmenter la production et la productivité agricole et de diversifier la production.
<i>Source</i>	
Cambodia	Le problème d'insécurité alimentaire est lié à l'insuffisance des revenus et non pas à l'insuffisance de la production agricole. Le Cambodge pourrait importer du riz des pays voisins, mais les familles en état d'insécurité alimentaire n'ont pas les moyens de s'approvisionner sur le marché.
<i>Source</i>	

Cameroun	PDRM: Pommes de terre: ~35,000T / saison de nouvelle variété de pomme de terre PDRP-L&C: production de ~2000T de riz, production d'autres cultures (légumes, fruits) CARBAP: l'augmentation du rendement pour les plantain a augmenté la production totale de nourriture disponible, renforcé par le fait que le plantain est essentiellement destiné à la consommation nationale.
<i>Source</i>	
Madagascar	Les facteurs externes sont toujours présents (cyclones, sécheresses), les revenus n'ont pas augmenté, problème de l'accès à l'eau demeure; mais la capacité de résilience s'est améliorée. La situation de la sécurité alimentaire sur l'ensemble de la période ne s'est pas améliorée, voir dégradée: disponibilité et stabilité des approvisionnement, accessibilité, qualité et niveau de vulnérabilité des populations.
<i>Source</i>	
Uganda	Le problème d'insécurité alimentaire est lié à l'insuffisance des revenus et non pas à l'insuffisance de la production agricole. Le Cambodge pourrait importer du riz des pays voisins, mais les familles en état d'insécurité alimentaire n'ont pas les moyens de s'approvisionner sur le marché.
<i>Source</i>	
Mozambique	besides localised areas the country is most years self sufficient in food. Poverty can however distort this conclusion. Less food is imported today than it was in the past due to increased production.
<i>Source</i>	

	I.8.2c – Participation de l'UE dans les politiques nationales de sécurité alimentaires
Bolivie	PASA: La CE participe à hauteur de 80% au budget des politiques de SA de Bolivie à travers son aide au PNS et au SINSAAT
<i>Source</i>	
Cambodia	Pas d'intervention de la CE à ce niveau.
<i>Source</i>	
Cameroun	PACE: le projet soutenu par la CE est totalement ancré dans les structures institutionnelles du Ministère de l'élevage
<i>Source</i>	
Madagascar	PASA (98, 99 et 2003) s'est concentré sur le système d'information rural et de SA, le renforcement des capacités des acteurs ruraux, et les réformes institutionnelles au sein du MAEP : objectif de SA indirect Impact du PASA: désengagement des l'État des fonctions d'exécution, réduction du personnel et renforcement des structures déconcentrées
<i>Source</i>	
Uganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ensuring food security is a stated objective of the PMA. GoU intends to address food security through the market rather than emphasizing self-sufficiency. ▪ Food security is not a structural issue in Uganda. It is linked to particular situations: Rwandan refugees in the western part of the country and on a much larger scale internally displaced persons in the Northern region affected by the conflict with the Lord Resistance Army. The total number of people in Uganda living on Food Aid because of the war in Northern Uganda is approximately 1.5 million.
<i>Source</i>	
Mozambique	Food Security and Nutrition Strategy
<i>Source</i>	

	C.8.3 – Suite à l'intervention de la CE, la résilience des systèmes agricoles et sociaux ont été améliorés
	I.8.3a – Niveau de diversification des sources de revenus (systèmes agricoles et autres revenus)
Bolivie	PNS: augmentation de la diversification des semences : pour plus d'une douzaine d'espèces (7 variétés de maïs par exemple) PRAEDAC: voir 1.8.2.a Les cultures alternatives (palmiers, ananas, bananes, autres fruits tropicaux...) à la coca sont plus spécifiquement du domaine de l'aide de l'USAID.
<i>Source</i>	
Cambodia	Voir plus haut indicateur I.8.2.a
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP-L&C: le projet contribue à créer d'autres formes de culture (riz irrigué en plus des cultures traditionnelles) CARBAP: la production de plantain est devenue une alternative (partielle ou totale) pour de nombreux producteurs, p.e. par rapport au café/cacao
<i>Source</i>	
Madagascar	CECAM: Le crédit CECAM permet une amélioration de la production agricole, de la SA et des investissements: <ul style="list-style-type: none"> • Pour les groupes plus aisés, le crédit contribue à favoriser l'investissement • Pour les groupes pauvres ou moyens, le crédit permet une diversification rurale comme moyen de lissage des chocs
<i>Source</i>	
Uganda	Voir plus haut indicateur I.8.2.a
<i>Source</i>	
Mozambique	Clearly a weak point in the EC strategy approach to development. Very little support to other natural resources exploration, like combination of fisheries, eco-tourism and forestry support to grass-roots organizations.

	I.8.3b – Signes de comportement de crise (e.g. vente de moyens de production, effondrement du prix du bétail, migration massive, etc.)
Bolivie	Pas d'observation en ce sens
<i>Source</i>	
Cambodia	Comme indiqué plus haut de très nombreuses familles paysannes sont confrontées à un manque de nourriture pendant la période de soudure. Elles y font face en exploitant les ressources de la forêt ou, lorsque cela est possible, par un emploi salarié temporaire.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP-L&C: pas d'observation en ce sens PDRM: pas d'observation en ce sens CARBAP: pas d'observation en ce sens
<i>Source</i>	
Uganda	Comme indiqué plus haut de très nombreuses familles paysannes sont confrontées à un manque de nourriture pendant la période de soudure. Elles y font face en exploitant les ressources de la forêt ou, lorsque cela est possible, par un emploi salarié temporaire.
<i>Source</i>	
Mozambique	in a few cases (Niassa province) we have a food insecure situation due to farmer selling all its products without storing enough for food consumption.
<i>Source</i>	

	C 8.4 – Suite à l'intervention de la CE, le niveau de malnutrition a diminué
	I.8.4a – Indicateur de malnutrition
Bolivie	Région de Chuquisaca: quantité de calorie absorbée par personne: 1600cal/dia
<i>Source</i>	
Cambodia	En 2000, après 20 années de guerre civile, 45,2% des enfants de 5 ans et moins souffraient d'insuffisance pondérale. Cette proportion est tombée à 35,6% en 2005. Un responsable de projet ONG a indiqué aux évaluateurs que dans la province de Kampong Seu la durée de la période de soudure, pendant laquelle les familles sont confrontées à une insuffisance alimentaire chronique, a été ramenée de 3 mois à 2 mois mais n'a pas été éliminée.
<i>Source</i>	
Cameroun	Tous projets: pas d'observations en ce sens
<i>Source</i>	
Uganda	En 2000, après 20 années de guerre civile, 45,2% des enfants de 5 ans et moins souffraient d'insuffisance pondérale. Cette proportion est tombée à 35,6% en 2005. Un responsable de projet ONG a indiqué aux évaluateurs que dans la province de Kampong Seu la durée de la période de soudure, pendant laquelle les familles sont confrontées à une insuffisance alimentaire chronique, a été ramenée de 3 mois à 2 mois mais n'a pas été éliminée.
<i>Source</i>	

Question 9 : Dans quelle mesure les interventions de développement rural ont-elles contribué à traiter l'exclusion politique et sociale des pauvres des zones rurales?

	C 9.1 – Suite à l'intervention de la CE, la décision publique est plus décentralisée
	I.9.2a – Signes de participation d'organisations locales aux décisions publiques (mesures réglementaires nouvelles, réformes institutionnelles, application de sanction, etc.)
Bolivie	<p>PNS: Dans sa conception et mise en oeuvre, le PNS applique les critères de décentralisation administrative (établissement d'instance régionale et le principe de participation ("Ley de participacion popular") assure que les prises de décisions répondent aux inquiétudes des municipalités). La CE n'a pas eu un rôle dans le processus de décentralisation en Bolivie ; elle n'a pas financé de projets d'appui à la décentralisation. Elle a cependant appuyé la décentralisation par le financement de projet à travers les municipalités.</p> <p>PRAEDAC: intégration directe dans les budgets municipaux par les mécanismes de la LPP (ley de Participación Popular). Très forte reconnaissance des municipalités et influence stratégique du programme sur les méthodes d'intervention dans les zones de production de drogue. Forte concertation à tous les niveaux (syndicats, associations, municipalités...).</p> <p>Distribution dans toutes les communes d'un livre reprenant toutes les lois qui concernent la décentralisation et les municipalités.</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	<p>Le Cambodge met en œuvre une politique de déconcentration des principaux ministères techniques au niveau des provinces et des districts combinée à une politique de décentralisation qui s'est traduite par l'élection en 2002 de conseils communaux. Au niveau des villages le Ministère du Développement Rural promeut la création de VDCs. Les moyens du Ministère du Développement Rural étant très faibles, il n'y a de VDC que là où des projets (de type PRASAC ou ONG) interviennent pour les créer et développer leurs capacités. Les chefs de village, initialement nommés par le gouverneur de district, sont aujourd'hui désignés par le conseil communal compétent.</p>
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRP-L&C: pas d'observation en ce sens (à approfondir) PDRM: pas d'observation en ce sens (à approfondir) CARBAP: pas d'observation en ce sens (à approfondir) PSC: pas d'observation en ce sens</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Les interventions en matière de développement local (ACORDS), d'appui direct ou indirect au secteur privé (STABEX), de surveillance des pêches (STABEX) ont impliqué un impact significatif et durable sur l'amélioration de la gouvernance au niveau local, régional et national et une clarification positive des rôles respectifs du secteurs privé et du secteur public.</p> <p>A l'avenir, les communes seront le point focal des interventions visant à améliorer les conditions de vie des populations. Mais aujourd'hui elles ne disposent pas des ressources nécessaires; problème du manque de capacité des communes.</p> <p>Evolution PAICAL à ACORDS: ACORDS projet de DR ms indirectement un projet d'appui à la décentralisation; Approche communale (plutôt que communautaire); programme centré autour du renforcement des capacités et de la gouvernance locale plutôt que des microréalisations; décentraliser tout le processus de décision au niveau régional ; au niveau central ne restent que les processus de gestion financière, monitoring, formation transversale, harmonisation méthodologique; travailler dans zones à potentiel, plutôt que de tendre à l'équité territorial.</p>

	La CE appuie la déconcentration à travers PASA: appui à la réforme institutionnelle du MAEP (départ anticipé à la retraite, déploiement et recrutement de personnel vers les directions régionales, formations). Lien entre le PRSP et la décentralisation est effectif mais en pratique son état d'avancement reste très faible (les communes manquent de ressources humaines et financières). ACORDS essaie de palier ce manque de compétences des communes: très ambitieux, enjeux très important car maires parfois illettrés; pb du mandat des maires.
<i>Source</i>	
Maroc	Pas d'appui direct au processus de décentralisation mais intervention envisagée dans le cadre de l'INDH
<i>Source</i>	
Uganda	Le Cambodge met en œuvre une politique de déconcentration des principaux ministères techniques au niveau des provinces et des districts combinée à une politique de décentralisation qui s'est traduite par l'élection en 2002 de conseils communaux. Au niveau des villages le Ministère du Développement Rural promeut la création de VDCs. Les moyens du Ministère du Développement Rural étant très faibles, il n'y a de VDC que là où des projets (de type PRASAC ou ONG) interviennent pour les créer et développer leurs capacités. Les chefs de village, initialement nommés par le gouverneur de district, sont aujourd'hui désignés par le conseil communal compétent.
<i>Source</i>	
Mozambique	ILRP: Concerning project partnerships that were initiated and maintained in the course of the project, it is worth mentioning that the project strengthened its contacts with governmental and non-governmental organisations. This did not only further improve the level of cooperation with these partners, but increased the overall impact of the addressed project objective. The support to producer associations is still incipient. EC provided support through the marketing credit program to non-legal PA's operating within NGO projects and all legal Pas with a first time opportunity to access marketing credit and linking to operators and credit repayment has been encouraging. Legalisation is an important step into private entrepreneurship and create greater possibilities for policy dialogue at the moment still weak.
<i>Source</i>	

	I.9.1b – Documents attestant de cession de pouvoir des services centraux vers les institutions locales
Bolivie	En Bolivie les principales lois de décentralisation datent de 1994 (LPP) et jusqu'en 2001 (LDN).
<i>Source</i>	
Cambodia	La CE est restée à l'écart du processus de décentralisation-déconcentration. Selon le chargé d'affaires à Phnom Penh un projet d'intervention de la Commission a été rejeté par le Comité des Etats Membres parce qu'il visait à appuyer le Ministère de l'Intérieur alors que les Etats membres (notamment DFID) avaient choisi pour leur part d'appuyer une autre structure, le Council of Administrative Reform (CAR). Toutefois, les projets de la CE, qu'il s'agisse de PRASACII ou des projets ONG, ont contribué à la mise en place de Conseils de Développement Villageois dans les communes où ils interviennent.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP-L&C: pas d'observation en ce sens (à approfondir) PDRM: pas d'observation en ce sens (à approfondir) CARBAP: pas d'observation en ce sens (à approfondir) PSC: pas d'observation en ce sens
<i>Source</i>	

Uganda	La CE est restée à l'écart du processus de décentralisation-déconcentration. Selon le chargé d'affaires à Phnom Penh un projet d'intervention de la Commission a été rejeté par le Comité des Etats Membres parce qu'il visait à appuyer le Ministère de l'Intérieur alors que les Etats membres (notamment DFID) avaient choisi pour leur part d'appuyer une autre structure, le Council of Administrative Reform (CAR). Toutefois, les projets de la CE, qu'il s'agisse de PRASACII ou des projets ONG, ont contribué à la mise en place de Conseils de Développement Villageois dans les communes où ils interviennent.
<i>Source</i>	
Mozambique	LOLE, 2003 (Lei dos Orgaos Locais), legislation to empower local level public structure. New budget allocated at district level in the order to be spent in investment costs at district level. Directive 10/GM/MF/06 to stipulate the methodology to execute those funds.
<i>Source</i>	

	C.9.2 – Suite à l'intervention de la CE, les capacités des différents acteurs public, privés et de la société civile ont été renforcées
	I.9.2a – Nombre de programmes de formation e membre/personnel des institutions locales publiques, privés, civiles) et personnes formées
Bolivie	PNS: composante AT de semences du PNS ; opinion des producteurs et utilisateurs de semences sur l'ATS : « poca presencia de los tecnicos » ; nécessaire d'étendre la fréquence des visites, une permanence si besoin. Irrigation: une composante capacitation est prévue dans les projets d'irrigation pour apprendre aux agriculteurs à gérer de manière efficiente l'eau des atajados, à maintenir l'atajado en bon état, et à cultiver d'autres cultures. Cette AT est financée par PASA au début; ce financement dépend ensuite de la municipalité. PRAEDAC: l'appui au renforcement des capacité des communes a consisté en donations de matériel (ordinateur, appareil de mesure, de communication, etc.) et en programmes de formation en gestion, contrôle, planification, cadastre, environnement, pour plus de 100 personnes des 5 municipalités du Chapare.
<i>Source</i>	
Cambodia	Le rapport final du PRASAC II indique que le projet a contribué à créer 1.100 VDCs. Il note toutefois que seuls 10% des VDCs se réunissent régulièrement et que dans certains cas ceux-ci dupliquent de structures existantes telles que les Comités de Pagode. Le rapport indique par ailleurs que le projet a contribué à la formation de 3.280 comités de gestion des points d'eau, de comité dusagers des systèmes d'irrigation, de comités d'entretien des pistes rurales et de 850 associations d'épargne et de crédit dont 443 restaient actives à la fin du projet et regroupaient 25.000 adhérents. L'établissement de VDCs et de groupements divers est également une tâche esentielle des projets ONG.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: 1664 participants à une formation de puisatier; 1100 à une formation d'instituteur; trentaine de maires et d'élus locaux à une formation en dernière année ; 25,000 personnes alphabétisées ; 15 formations en foresterie. PDRP-L&C: Formation des responsables communaux pour améliorer la capacité de réalisation de l'entretien courant et la recherche de financement. CARBAP: en 2004: 21 stagiaires, 1 formation participative (54 participants), un centre de documentation opérationnel scannant et diffusant sous format électronique, 3 types de périodiques, dizaine de documents différents distribués (1400 exemplaires), organisation d'un séminaire régional sur l'information bananière, exposition et séances d'information au salon international de l'agriculture et de l'élevage à Yaoundé ; formation de formateurs pour producteurs. PSC: 304 techniciens ont été formés, qui ont à leur tour formé les 2500 planteurs à la réhabilitation de leur four
<i>Source</i>	
Madagascar	Le cadrage du partenariat Public - Privé dans ce secteur productif de l'économie n'a pas donné des résultats satisfaisant et pérennes, notamment au niveau des filières. Des distorsions subsistent et la claire séparation des attributions réelles du secteur privé et du secteur public doit encore être mieux définie et surtout mieux appropriée par l'ensemble des acteurs du secteur.

	<p>Le programme ACORDS constitue la suite logique des expériences acquises lors du programme antérieur PAICAL, son évolution marquée par la croissance et la recherche d'une forte responsabilisation des différents acteurs. Objectif ACORDS : renforcement des capacités (20M euros sur les 60M): formations des maires, des comptables etc.</p> <p>Coalition paysanne de Mada: "Nécessité de plus de formation pour satisfaire les normes européennes phytosanitaires, pour pouvoir participer aux APE ; aide sous forme de renforcement des capacités et non sous forme de dons (qui empêchent la prise d'initiative, l'innovation; concurrence avec produit malgache)." Pour 10FED, toutes les OSC souhaitent le renforcement des capacités.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Il n'y a pas de budget pour le renforcement des capacités de la SC.</p> <p>Chefchaouen: composante formation: type de formation envisagés : stages à l'étranger pour un total de 300hommes/j); stage au Maroc (20pers/5j/20 sessions); journées de sensibilisation (20 pers/100 j); stage de formation des agriculteurs/trices (20 pers/ 3j / 40 sessions); visites d'échange au Maroc (20 pers/3J/15 voyages); séminaires d'information et d'échange au Maroc (5 séminaires de 3j); formation de 2 guides de montagne/accompagnateurs touristiques; réalisation d'une documentation sur le Parc protégé.</p> <p>Formation dans le cadre des AGR aux coopératives pour la commercialisation des produits, marketing, gestion administrative, entretien.</p> <p>Khenifra: "Renforcement des capacités de gestion": cette composante est une composante transversale qui doit contribuer largement à la réalisation et à la mise en œuvre des autres composantes et à leur faisabilité. Elle comprend : Appui à la gestion du projet (mise en place de l'UGP, de l'AT et des UOP); Formation du personnel d'encadrement et des populations; Etudes et missions d'appui; Actions de sensibilisation/information/éducation; Appui au suivi et évaluation. En 2005, le projet a organisé plusieurs formations et voyages d'études et d'échanges, principalement au profit de l'UGP et des UOP, mais également au bénéfice des populations. Par ailleurs, le projet a accueilli plusieurs voyages d'études de cadres étrangers (2), de cadres d'autres projets (2) et des paysans (2). L'accueil de ces voyages bénéficie aussi aux agents du Projet et aux organisations paysannes de la zone car ils permettent des échanges pouvant engendrer de nouvelles initiatives.</p> <p>Haouz: le projet présente des actions d'appui et d'accompagnement de la mise en valeur: formation de 45 cadres et agents qui seront affectés sur les nouveaux périmètres; et un renforcement de la capacité d'analyse de la cellule de Suivi et Evaluation de l'Office régional. Un programme de formation beaucoup plus important que celui initialement prévu a pu être réalisé sans dépassement du budget, ce qui a permis de former 260 agents sur un total de 860 jours de formation.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>Le rapport final du PRASAC II indique que le projet a contribué à créer 1.100 VDCs. Il note toutefois que seuls 10% des VDCs se réunissent régulièrement et que dans certains cas ceux-ci dupliquent de structures existantes telles que les Comités de Pagode. Le rapport indique par ailleurs que le projet a contribué à la formation de 3.280 comités de gestion des points d'eau, de comité des usagers des systèmes d'irrigation, de comités d'entretien des pistes rurales et de 850 associations d'épargne et de crédit dont 443 restaient actives à la fin du projet et regroupaient 25.000 adhérents. L'établissement de VDCs et de groupements divers est également une tâche essentielle des projets ONG.</p>
<i>Source</i>	

I9.2b – Evolution des budgets des institutions locales publiques, privés et civiles	
Bolivie	PNS: budget 2006: 53% fonds propre ; 47% coopération internationale dont environ 20% de la CE à travers PASA. Le budget du PNS a augmenté surtout lors de la dernière phase (2004) grâce à l'apport de Danida. SINSAAT: Budget : apport CE : 82% du programme PRAEDAC: les 5 communes ont connu une augmentation significative de leurs budgets, au moins depuis 2000. Le budget de Shinahota, par ex., était de 500.000 \$US en 2000 et de 650.000 \$US en 2006. Population actuelle: 23.000 habitants.
<i>Source</i>	
Cambodia	Information non disponible.
<i>Source</i>	
Madagascar	La part du budget venant de ACORDS est 10 fois supérieure au budget communal.
<i>Source</i>	
Maroc	FDA: FDA est le seul financement de soutien de l'Etat à l'investissent agricole et la place du financement de l'UE pour le FDA (50M d'euros) est très importante: dans les zones défavorisées retenues par le projet et pour la période du projet (96-2003), il représente 56% des dossiers et 47% des financements.
<i>Source</i>	
Uganda	<p>As regards the role of government in agricultural development, the PMA provides a very clear answer: agricultural development is market-led and relies on the private sector. The role of government is to create an enabling environment by dismantling barriers to production, processing and trade; to set policies and regulations for the sector; and to provide those services that are “public goods” by nature, leaving to private undertakers all activities that can be carried out within market mechanisms.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Local governments (LGs) main responsibility is to ensure consistency between the various actions undertaken to promote local development: support to economic activities, of which agricultural development, as well as provision of social services and development of infrastructure. Frequently LGs lack financial resources and technical capacities required to effectively exert this responsibility. Programming of activities and prioritisation of budget allocations may enter into conflict with national policies. LGs for instance are reluctant to contribute to the financing of agriculture extension services. ▪ Implementation of the PMA is highly decentralised. LGs have a very important role to play in supporting PMA-related activities as well as in ensuring a balanced progress of the various dimensions of local development. ▪ Extension services, for instance, are delivered at the village level, reflecting needs identified by the farmers. Financial management and monitoring are carried out at the sub-county level by a farmer forum with the assistance of a LG civil servant. At district level, overall coordination is ensured by a NAADS advisor while agricultural technicians (subject matter specialists) of the LG provide technical assistance for the formulation of extension services ToRs and for the selection of providers. ▪ Regarding research, LGs are represented in the Steering Committee of Agricultural Research Development Institutes (ARDI) that are responsible for orienting agricultural research at the zone level (multi-district).
<i>Source</i>	
Mozambique	Decentralisation of funds to district level is still very weak under PROAGRI. The move has started from central to province. It is moving further to the districts. It is still not clear how PROAGRI will integrate with the decentralisation process under the ne PARPA.
<i>Source</i>	

	I.9.2c – Nombre d'acteurs impliqués dans les interventions (publics, privés, et civils)
Bolivie	Irrigation: pour les projets d'irrigation, les acteurs impliqués sont PASA office régionale, municipalités, sociétés de construction d'atajados et de gaviones et main d'œuvre non qualifiée des communautés. Répondre en fonction du nombres de communes et de bénéficiaires de chacun des programmes.
<i>Source</i>	
Cambodia	Voir ci-dessus indicateur I.9.2a pour ce qui concerne le PRASAC II.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: 732 CGPE (Comités de Gestion des Points d'Eau), 1668 puisatiers, 283 pépiniéristes, 93 responsables de grenier et de moulins communautaires, 33 responsables de communes rurales. PDRP-L&C: 200 Groupes d'Intérêt Collectifs structurant les paysans bénéficiaires du programme ont été appuyés. De plus, plus de 80 groupements de femmes ont été créés ou renforcés. CARBAP: 30.000 producteurs de plantain ont bénéficié des recherches. PSC: 304 techniciens formés pour assister 2500 planteurs ; équipe de projet composée de volontaires AFVP, de fonctionnaires MINAGRI et de salariés.
<i>Source</i>	
Madagascar	Des programmes antérieurs à PAICAL : évolution vers une approche plus participative, plus orientée vers le renforcement de la gouvernance locale au niveau des communes. Cependant, la stratégie de mise en œuvre de PAICAL présentait encore des faiblesses en ce qui concerne la participation active des bénéficiaires à la programmation et l'exécution des projets; Amélioration dans le programme ACORDS: implication des acteurs communaux (maires, leaders des OSC, populations concernées, GTDR, ministères centraux chargés du DR), à tous les stades de la mise en oeuvre des actions. ACORDS plus axé sur l'implication vers les bénéficiaires, plus de développement local et moins infrastructure. Participation de la SC : pas d'implication dans la revue à mi parcours du 9eme FED ; certaine ONG ont plus d'influence que d'autres ex ONG de bonne gouvernance; Participation des ONG prévue pour la programmation du 10ème FED.
<i>Source</i>	
Maroc	Chefchaouen: cf.I.5.1.a; l'organisation de la population en groupement de base (coopératives etc) est l'une des conditions pour recevoir l'appui du projet par l'achat d'équipements et facteurs de production pour des activités femmes (cuniculture et apiculture etc). Les AGR ont été l'occasion de dynamisation de plusieurs associations de développement locales (33 associations et 29 coopératives ont vu le jour/sont en cours de constitution grâce à l'appui du projet). DRI GRN: création de 17 associations. Khenifra: une des stratégies du projet est d'organiser la population à l'échelle du terroir : structuration du monde rural avec l'opérationnalisation des Associations de Gestion et d'Aménagement de Terroirs - AGAT et la recherche d'autonomisation de celles-ci: Au niveau de chaque douar la population est représentée informellement par un comité villageois homme et un comité villageois femme. Les représentants de ces comités villageois homme ont constitué à l'échelle de chaque terroir des AGAT dans lesquelles des organisations professionnelles (AUEA, coopératives, Groupement ANOC et autres) et les associations de la société civile existantes sont également représentées. L'AGAT regroupe enfin tous les membres des comités villageois, les représentants de la profession et de la société civile. Toutes les actions sont entreprises via les AGAT officiellement reconnues. Leur rôle est de: Défendre les intérêts des membres de l'AGAT ; Suivre l'exécution des contrats programmes et des travaux ; Jouer le rôle de relais entre la population du terroir et les acteurs de développement, en particulier la commune rurale,

	et être un interlocuteur privilégié pour débattre des problèmes et des difficultés de gestion des forêts et des parcours ; Gérer dans la transparence les moyens matériels et financiers ; Chercher à diversifier ces activités et rechercher des financements. La pérennité du projet dépendra de l'autonomisation et de la viabilité des AGAT. D'après le Maire de la commune visitée: le projet a amélioré la structuration paysanne.
<i>Source</i>	
Uganda	Voir ci-dessus indicateur I.9.2a pour ce qui concerne le PRASAC II.
<i>Source</i>	

	C.9.3 – Les interventions de la CE prennent en compte les intérêts des groupes marginaux
	I.9.3a – Référence explicite aux intérêts des groupes marginaux à tous les stades de l'intervention
Bolivie	PASA est un programme destiné à répondre directement au nécessité des plus pauvres. PNS: Bénéficiaire : petits et moyens agriculteurs de 7 provinces de Bolivie SINSAAT: Bénéficiaire : 100 municipalités (2communautés par municipalité) PRAEDAC: a prétendu arriver aux pauvres par les investissements des municipalités. Element essentiel de la méthodologie d'intervention. C'est certainement un résultat obtenu au niveau macro mais pas au niveau micro: les municipalités n'ont pas mis en route des mécanismes pour bénéficier aux habitants les plus pauvres.
<i>Source</i>	
Cambodia	Les projets de développement rural intégré de type PRASAC ou ECOSORN offrent les mêmes services à tous; toutefois, les cahiers des charges de ces projets soulignent que ceux-ci doivent bénéficier autant aux femmes qu'aux hommes. Les ONG, qui élaborent leur propre cahier des charges en réponse à un appel à propositions, peuvent prévoir des interventions ciblées sur certains groupes marginaux et, de fait, sont généralement orientées vers les familles déplacées et réfugiées.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP-L&C: pas d'indication de la prise en compte des groupes marginaux (à approfondir) PDRM: pas d'indication de la prise en compte des groupes marginaux (à approfondir) CARBAP: pas d'indication de la prise en compte des groupes marginaux PSC: pas d'indication de la prise en compte des groupes marginaux
<i>Source</i>	
Maroc	L'évaluation pays recommandait que la programmation porte une attention particulière aux catégories sociales les plus affectées par les transformations de l'économie marocaine (ruraux poussés à l'exode, nouveaux urbains, jeunes chômeurs, femmes laissées à l'écart du développement, etc.). Pas de changements observés. Chefchaouen: la réalisation des Plan de Développement de Douars a concerné 176 douars sur les 200 prévus. Khenifra: 12 communes = 37 terroirs = 282 douars bénéficiaires (102000 hab); le Projet travaille prioritairement avec les douars et les terroirs des communes où le mode d'exploitation est fortement dépendant de la forêt, en terme d'usage. FDA: Les objectifs du projet sont la lutte contre la pauvreté et l'accroissement de la production agricole. Les subventions aux investissements agricoles ont bénéficié en majorité aux petits et moyens agriculteurs dans des zones défavorisées : 70% des exploitations subventionnées par le don UE ont moins de 10

	hectares; très faible bancarisation au crédit agricole des clients du FAD/UE. Les objectifs quantitatifs (10000 bénéficiaires de subventions à l'acquisition de petits matériels, quant aux subventions aux aménagements, 20000 exploitations bénéficiaires) ont été largement dépassés, d'environ 4 fois supérieurs aux objectifs du projet. Le FDA est le seul financement/don auquel un grand nombre de petits agriculteurs peut accéder.
<i>Source</i>	
Uganda	Les projets de développement rural intégré de type PRASAC ou ECOSORN offrent les mêmes services à tous; toutefois, les cahiers des charges de ces projets soulignent que ceux-ci doivent bénéficier autant aux femmes qu'aux hommes. Les ONG, qui élaborent leur propre cahier des charges en réponse à un appel à propositions, peuvent prévoir des interventions ciblées sur certains groupes marginaux et, de fait, sont généralement orientées vers les familles déplacées et réfugiées.
<i>Source</i>	
Mozambique	ILRP: communication between project and beneficiaries appears to be highly effective. Socio-cultural attitudes have been fully respected and considerable care has been taken to ensure that the project does not 'lead' decision making of beneficiary groups. The widely expressed opinion of all beneficiaries consulted, is that groups' activities will continue after project closure and there are increasing requests for project assistance in setting up new groups, which are in excess of current projects capacity to respond even with current training of outside facilitators. There has also been 'spontaneous' creation of new groups and spread of project-advocated techniques. Most CfP finance projects that are top down approach. Interventions do not target other marginal groups than the gender aspect (only sometimes) the CSP is not binding in this respect, in the rural areas almost everyone is seen as vulnerable anyways. It would be a great challenge for new projects to get ownership from the new Local development initiatives at district level.
<i>Source</i>	

	I.9.3b – Indication de la prise en compte des intérêts des groupes marginaux au sein des interventions
Bolivie	PASA: Choix des bénéficiaires se fait en fonction du degré de vulnérabilité des communautés (sont éligibles les communautés présentant le degré 4 ou 5 de vulnérabilité - degré maximum 5) PASA: Evolution de PASA I à PASA II : Meilleure prise en compte des plus vulnérables
<i>Source</i>	
Cambodia	Certains projets ONG, notamment le projet IRDEP mis en œuvre par le Lutheran World Service, en même temps qu'ils contribuent à l'établissement de VDCs et au développement de leurs capacités à élaborer et mettre en œuvre des plans de développement villageois, apportent une aide individualisée aux familles les plus pauvres des villages dans lesquels ils interviennent. A l'inverse, l'évaluation du projet Food Security for vulnerable populations in the Beantey Meanchey Province note que le projet a échoué à améliorer la situation des familles les plus pauvres car celles-ci ne sont pas admises dans les associations de crédit et organisations analogues (banques de bétail, banques d'intrants) en raison d'un risque élevé de non-remboursement des prêts.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP-L&C: création ou renforcement de groupements de femmes PDRM: le programme oublie de s'intéresser spécifiquement aux "exclus de fait", comme les musulmans et les animistes, les femmes, les enfants des familles les plus pauvres, etc. CARBAP: pas d'indication de la prise en compte des groupes marginaux PSC: pas d'indication de la prise en compte des groupes marginaux

<i>Source</i>	
Madagascar	PAICAL touchait 200 communes dispersées dans tout le pays ; de plus il n'affectait qu'un financement par commune : le saupoudrage géographique des projets a réduit la possibilité de générer des effets d'émulation et d'échanges d'expériences ; la limitation du nombre de financements par Commune a créé des sentiments de frustration. Rompant avec ce « saupoudrage » des interventions, les programmes du 9ème FED, ont concentrés leurs interventions sur les deux provinces les plus pauvres de Madagascar (ACORDS). Cette concentration provinciale et communale et les montants concernés à terme (€ M 60) sont de nature à promouvoir une croissance économiquement et socialement durable. ACORDS: le processus de sélection des communes (processus compétitif) induit une certaine marginalisation des communes « moins performantes »; 267 communes sélectionnées, soit 40 % des communes de la moitié sud du pays. Ce processus est en contradiction avec l'approche de réduction de la pauvreté car ce sont toujours les mêmes communes qui sont subventionnées (plus d'expérience, « bon élève »etc) CECAM: Facteurs d'exclusion: le montant élevé de la garantie et du taux d'i
<i>Source</i>	
Maroc	Cf I.9.3.a
<i>Source</i>	
Uganda	Certains projets ONG, notamment le projet IRDEP mis en œuvre par le Lutheran World Service, en même temps qu'ils contribuent à l'établissement de VDCs et au développement de leurs capacités à élaborer et mettre en oeuvre des plans de développement villageois, apportent une aide individualisée aux familles les plus pauvres des villages dans lesquels ils interviennent. A l'inverse, l'évaluation du projet Food Security for vulnerable populations in the Beantey Meanchey Province note que le projet a échoué à améliorer la situation des familles les plus pauvres car celles-ci ne sont pas admises dans les associations de crédit et organisations analogues (banques de bétail, banques d'inputs) en raison d'un risque élevé de non-remboursement des prêts.
<i>Source</i>	
Mozambique	Poverty reduction! Only
<i>Source</i>	

	C.9.4 – Les interventions de la CE prennent en compte l'égalité des chances
	I.9.4a – Référence explicite de l'égalité des chances à tous les stades de l'intervention
Bolivie	PRAEDAC: pas de stratégie systématique en faveur des femmes
<i>Source</i>	
Cambodia	Voir ci-dessus indicateur I.9.3a
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP-L&C: pas d'indication de la prise en compte de l'égalité des chances (à approfondir) PDRM: pas d'indication de la prise en compte de l'égalité des chances (à approfondir) CARBAP: pas d'indication de la prise en compte de l'égalité des chances PSC: pas d'indication de la prise en compte de l'égalité des chances
<i>Source</i>	
Madagascar	Les programmes de développement rural financés sur le 8ième et le 9ième FED comportent tous, en principe, un volet réservé aux aspects environnement et genre. Le volet genre comporte en particulier la participation des femmes, et l'amélioration des conditions de vie des femmes.

<i>Source</i>	
Maroc	<p>Projet arganier (projet correspondant à la priorité environnement) : appui à l'amélioration de la situation de l'emploi de la femme rurale et la gestion durable de l'arganeraie.</p> <p>L'intégration de la femme dans la vie économique n'est prise en compte que lentement, par l'insertion de la dimension genre dans les projets.</p> <p>Chefchaouen: 11 groupements cunicole composés de femmes reçoivent l'appui du projet et 13 autres sont en cours de formation pour la création d'organisation reconnue. Les femmes bénéficient principalement des actions AGR, sans que le projet développe une approche de genre spécifique, et l'intégration de la femme dans la prise décision n'a pas été abordé.</p> <p>Khenifra: un des 3 objectifs globaux du projet est la promotion du rôle de la femme rurale: un des axes d'interventions est l'amélioration de l'environnement socio éco des femmes (apiculture, aviculture, cuniculture, micro crédit). Cf 4.1.a (activités d'apiculture et aviculture)</p>
<i>Source</i>	
Uganda	Voir ci-dessus indicateur I.9.3a
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>PROAGRI: The gender action plan in the agricultural sector was produced by MADER and discussed with all MADER gender focal points from the central and provincial levels. Implementation of this plan is expected in 2004.</p> <p>Seems that in general the geographical concentration was valid. EC concentrated in the North and in the South of the country. By concentrating in these 2 areas aimed at promote production and marketing of food and secure food. There was not a clear target in terms of gender or other groups. But some projects addressed some gender issues. It is not clear how in general groups imbalances were affected.</p>
<i>Source</i>	

	I.9.4b - Indication de la prise en compte de l'égalité des chances au sein des interventions
Bolivie	L'évaluation de PASA I recommandait une meilleure prise en compte du genre dans les interventions; peu d'indication dans PASA II de cette prise en compte
<i>Source</i>	
Cambodia	Voir ci-dessus indicateur I.9.3b
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRP-L&C: création ou renforcement de groupements de femmes</p> <p>PDRM: pas d'indication de la prise en compte de l'égalité des chances (à approfondir)</p> <p>CARBAP: pas d'indication de la prise en compte de l'égalité des chances</p> <p>PSC: pas d'indication de la prise en compte de l'égalité des chances</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Les stratégies, programmes et projets sponsorisés et financés par la Commission, ainsi que les conditions et le contexte de ce financement, ont contribué à l'accès des femmes aux services offerts, ainsi qu'à l'égal accès aux membres des populations minoritaires ou défavorisées, particulièrement en matière de formation, d'appropriation et de sécurité alimentaire, contribuant à accroître la résilience des groupes cibles.</p> <p>PAICAL: Les thèmes transversaux (genre, pauvreté et environnement) ne semblent pas avoir reçu une attention directe particulièrement marquée et ils n'ont pas fait l'objet d'activités de promotion/information/ formation spécifiques. Dans la plupart des cas, on a tendance à les incorporer automatiquement dans la rose des bénéfices escomptés ou effectivement apportés aux populations. On a tendance par exemple à affirmer que les marchés apportent des bénéfices aux</p>

	femmes, sans fournir de preuves. Les effets négatifs sur des catégories très pauvres sont généralement ignorés dans le cas des investissements dont l'utilité générale est indéniable. CECAM: Le réseau CECAM touche toutes les catégories de ménages, mais groupes aisés et moyens plus fortement représentés; 27 % des crédits octroyés aux femmes.
<i>Source</i>	
Maroc	Haouz: l'avenant à la Convention du projet a prévu (sur base des recommandations de l'évaluation à mi parcours) la mise en œuvre d'action en faveur des femmes: un programme 98000 euros comprend des projets générateurs de revenus (installation de petits projets lucratifs identifiés par les bénéficiaires: 20 u. d'élevage de la cuniculture, 10 groupements d'élevage bovin, 4 groupements d'élevage caprin, 2 coopératives féminine apicole, 1 coopérative féminine artisanale), des projets socio éducatifs (2 jardins d'enfants et leur équipement en matériels divers, 2 centre de formation artisanale (machine à coudre et de tissage), et un appui aux actions de vulgarisation féminine (recrutement de 5 aides vulgarisatrices de la "promotion de la femme rurale").
<i>Source</i>	
Uganda	Voir ci-dessus indicateur I.9.3b
<i>Source</i>	
Mozambique	Magude: A high level of female participation was confirmed. Project management actively tries to cater to gender needs. NFSP: There is widespread satisfaction and enthusiasm; the overwhelming majority of participants (75%) are women, highly concerned with food security issues. The literacy training was concentrated and involved mostly farmers groups working with the project as special attention given to women. ILRP: The project covers major gender related issues arising from its household targets. The mid term evaluation, which concentrated on gender related issues was critical of project handling of these issues (rather harsh in the monitor's opinion) but as a result a clear gender strategy has been developed by the project. The project realised that awareness creation and sensitisation on gender issues was a prerequisite for increasing the positive impacts of project interventions for women. The gender strategy developed, had two main objectives: firstly to increase the capacity of project staff to be more gender sensitive when implementing project activities; secondly to increase the positive impact of interventions for female participants. The implementation of the gender strategy followed the valuable recommendations made by the mid term evaluation team. EC has been criticised to not be flexible enough in order to take into consideration regional differences. Its more expensive to support credit activities in Niassa than in Gaza. Different methods applied by projects operating in the same region lead to misunderstandings amongst beneficiaries (e.g. provision of credit for inputs, payment of project beneficiaries and communities for labor inputs and marketing). More resources needed in order to do training of people at all levels which may slow the process but can contribute to sustainability
<i>Source</i>	

Question 10 : Dans quelle mesure les bénéficiaires des interventions de développement rural sont-ils assurés après la fin du support externe ?

	C.10.1 – La durabilité/viabilité est prise en compte comme un facteur de succès essentiel
	I.10.1a – La durabilité est traitée dans la convention de financement
Bolivie	PASA: La convention de financement du PASA II traite des mesures de durabilité: appropriation des bénéficiaires; approche multi sectorielle; mesures de politiques nationales; renforcement des capacités de gestion et institutionnelles; complémentarité et coordination sectorielle entre donateur.
<i>Source</i>	
Cambodia	La cahier des charges de ECOSORN indique que le projet devra se préoccuper d'assurer la viabilité de toutes ses activités ("maintaining a clear focus on issues of sustainability for all project activities") mais ne précise pas davantage ce que cela implique.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: le FA ne traite pas la question de la durabilité des interventions PDRP L&C: FA à collecter CARBAP: le FA ne traite pas la question de la durabilité des interventions de façon détaillée PSC: FA à collecter
<i>Source</i>	
Madagascar	Dans le secteur du développement rural, la question de la viabilité a connu une évolution au niveau de l'aide CE à Madagascar et au niveau plus large de l'ensemble des bailleurs de fonds. A la fin des années 90, une succession d'évaluations finales et ex-post, financée notamment par la CE et la Banque Mondiale a clairement démontré la trop faible viabilité des interventions dans le secteur du développement rural. L'appropriation des résultats de ces évaluations s'est révélée suffisamment forte pour influencer les programmations ultérieures des interventions dans le secteur. Dès lors, dans les nouvelles programmations du début des années 2000, le facteur viabilité a commencé à bénéficier d'une attention particulière ex-ante. A partir des années 2000, la plupart des interventions dans le secteur (dont le programme ACORDS) ont commencé à faire l'objet d'analyse systématique ex ante de viabilité institutionnelle, environnementale et financière. La viabilité économique a été surtout envisagée par le biais du CDMT mais a été insuffisamment analysée dans le contexte international de globalisation (compétitivité des exportations et des productions substituant les importations). Néanmoins l'intégration systématique des interventions financées dans le CDMT sectoriel, garantit une certaine viabilité économique des investissements publics dans le secteur. PAICAL: risques en ce qui concerne la pérennisation sont liés à la dispersion géographique, au caractère peu soutenu de l'appui du gouvernement à la politique de décentralisation, et au manque de garanties que les élus ayant été formés seront reconduits aux prochaines élections.
<i>Source</i>	
Maroc	La conception des projets de DRI se base sur des principes de participation et de responsabilisation des acteurs, facteur de durabilité.
<i>Source</i>	
Uganda	La cahier des charges de ECOSORN indique que le projet devra se préoccuper d'assurer la viabilité de toutes ses activités ("maintaining a clear focus on issues of sustainability for all project activities") mais ne précise pas davantage ce que cela implique.
<i>Source</i>	

Mozambique	Magude: The Chassimbe Centre has a high potential for financing its operations as an economically viable farm.
	ILRP: There is clear evidence of potential financial sustainability in that savings groups' operations are expanding rapidly and agricultural groups are expressing appreciation of the 'baixa/alta' approach to mitigation of effects of drought.
	Support to NGO's can not be assessed in this way as they do not exist for that reason. Support to private sector only started recently although efficiency ratios are not very good as many resources are still used for capacitating institutions and individuals.
<i>Source</i>	

	I.10.1b – Existence d'une stratégie de désengagement
Bolivie	PASA II est dans la phase de "phasing out". PASA II sera mis en œuvre jusqu'à 2012. D'ici là, il reste du temps pour penser à une stratégie de désengagement. Mais son avenir reste très lié à la mise en œuvre du prochain CSP. Que deviendra la gerencia du PASA ? Le GoB pourra peut être couvrir ses charges bien qu'il n'y ait pas vraiment d'appropriation par gouvernement de la gerencia. PRAEDAC: Pas de stratégie de sortie explicite, mais un type d'intervention facilitant le désengagement (appui aux municipalités) puisque les institutions restent et qu'il est fort probable qu'elles reçoivent l'appui d'autres bailleurs de fonds. Quelques erreurs stratégiques toutefois, liées au temps trop bref du volet "développement productif" (trois ans). Ainsi les modules de traitement des déchets durables n'étaient pas opérationnels à la fin du projet, l'association de producteurs organiques n'a été soutenue que pendant un an alors qu'il faut au moins trois ans de certification continue pour pouvoir vendre sur le marché organique...
	<i>Source</i>
	Cameroun
<i>Source</i>	
Cambodia	

	"développement productif" (trois ans). Ainsi les modules de traitement des déchets durables n'étaient pas opératoires à la fin du projet, l'association de producteurs organiques n'a été soutenue que pendant un an alors qu'il faut au moins trois ans de certification continue pour pouvoir vendre sur le marché organique.
<i>Source</i>	
Madagascar	ACORDS: ACORDS a été conçu pour se désengager : la reconnaissance institutionnelle de la commune va favoriser le retrait du programme. CECAM: Réseau encore très fragile mais pas de prévision de financement sur 10ème FED, alors que le réseau en aurait besoin (problème de la non performances de 3 réseaux régionaux: autonomie financière encore incertaine) STABEX: pas de stratégie de désengagement: Plus de financement STABEX dans un an: pérennité du Centre Technique horticole de Tamatave incertaine: fonds propre du centre : contrôle qualité, certaine formation pour des formateurs, pas suffisant pour s'autofinancer; nécessité d'un financement externe. ONG: incompréhension de l'arrêt du fonds STABEX.
<i>Source</i>	
Maroc	pas de stratégie explicite, mais certaine anticipation de l'approche de la fin du projet: animateur de terrain pour sensibiliser les populations; faire en sorte que les associations (ex AGAT) fonctionne bien, que l'approche participative est bien appropriée.
<i>Source</i>	
Uganda	La plupart des ONG considèrent que la durée des projets financés par la CE n'est pas suffisante pour assurer la soutenabilité des interventions. Les plus sérieuses d'entre-elles s'efforcent donc de trouver des financements relais pour poursuivre leur activité. S'agissant des projets de type PRASAC ou ECOSORN, la durabilité est supposée être assurée par le transfert aux autorités locales (ou à des groupements villageois) de la gestion et de l'entretien des équipements mis en place.
<i>Source</i>	

	I.10.1c – Les résultats des interventions sont maintenus après la fin des interventions
Bolivie	Irrigation: les atajados ont besoin de travaux de remise en état 4-5 ans après leur construction (tout dépend de la qualité du matériel utilisé); PRAEDAC: Volet assainissement et titulation: durable si les institutions publiques jouent leur rôle (en Bolivie, chaque titre de propriété rural doit être signé par le Président de la République). Mais institutions publiques (comme l'INRA) très faibles. Volet infrastructure sociale et renforcement des municipalités: problème général en Bolivie: les budgets municipaux pour les opérations et entretiens sont très souvent nettement insuffisants si pas inexistant. Toutefois le PRAEDAC a fait des formations dans ce domaine et les municipalité prévoient un budget d'opération et entretien. Volet projets productifs: problèmes de durabilité liés aux subsides (pisciculture) et au modèle choisi (entreprises collectives comme la scierie ou la congélation du poisson), ou parfois à des erreurs ponctuelles (marché de fruits de Shinahota). La CE n'a pas de stratégie particulière à propos des subsides aux projets productifs et aux appuis aux entreprises associatives. Forte pression politique actuelle en faveur des subsides et en faveur des associations vs entreprises privées.
<i>Source</i>	

Cameroun	<p>PDRM: Education, Eau: les résultats des interventions sont maintenus Pistes: certaines des pistes réhabilitées sont en mauvais état. Plantation d'arbres: pas de suivi systématique ; résultats variables (de 46% après 2 ans à 0%) PDRP L&C: Périmètres irrigués: la poursuite des résultats dépend de la bonne exploitation des infrastructures, elle-même dépendant de la structure organisationnelle mise en place. Au terme du projet, cette structure reste fragile. Plantation d'arbres: pas de suivi systématique; peu ou pas de résultats probants CARBAP: les producteurs utilisent les nouvelles variétés de plantain. PSC: les fours sont utilisés après la fin des interventions. Cependant, la situation risque, par le manque d'entretien, de redevenir d'ici quelques années la même que ce qu'elle était avant le démarrage des activités si aucune action de pérennisation n'est entreprise.</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	<p>L'évaluation du programme PRASAC exprime de sérieux doutes quant à la durabilité de nombreux résultats du projet. Il relève notamment que:- Des agents de développement rural ont été formés, mais qu'il n'y a aucune assurance que leur activité sera à l'avenir financée par le budget de l'Etat, ni même que leurs compétences acquises seront bien utilisées ; de plus, l'achèvement du projet entraîne une brutale diminution de salaire pour les cadres de l'administration qui avaient été temporairement affectés au projet ; la tentation reste grande pour les agents formés de trouver un emploi hors de l'administration, au sein d'une structure privée (e.g. une ONG internationale) avec des taux de rémunération jusqu'à 10 fois supérieurs à ceux des administrations publiques ; - Les administrations publiques n'ont pas les moyens financiers d'assurer l'entretien des équipements qui leur ont été transférés en fin de projet ; - Le fonds d'entretien des routes rurales établi par le Ministère de Développement Rural ne couvre que 10% des besoins d'entretien périodique. S'agissant de l'entretien courant, certaines communes ont prévu un financement alors que d'autres comptent sur le travail volontaire des villageois ce qui est jugé insuffisant par les évaluateurs ; - L'entretien courant et périodique des grands réseaux d'irrigation (>200 ha) repose entièrement sur le Ministère de l'Eau ; les utilisateurs rechignent à contribuer financièrement. - Le maintien, et à plus forte raison l'élargissement du système de vulgarisation agricole de l'Etat suppose que d'autres bailleurs prennent le relais de la CE.- Les VDCs établis par PRASAC n'ont pas de réelle activité et sont voués à disparaître sauf s'il y a eu prise de relais par une ONG.- A la date de la mission d'évaluation la viabilité du système de micro-crédit n'était pas assurée. La viabilité des banques de village apparaissait très douteuse. § Les perspectives de durabilité des acquis de PRASAC sont jugées en revanche meilleures pour :- La fourniture d'eau potable : le coût d'entretien des pompes n'est pas très élevé et des comités de gestion ont été mis en place ; - Les besoins d'entretien courant des petits réseaux d'irrigation (<200 ha) seront couverts par les contributions des paysans gérés par des comités d'utilisateurs. Dans sa réponse au rapport de monorotage du projet LSSP de décembre 2005, la Délégation note que, considérant les contraintes budgétaires du Cambodge, certains résultats du projet, notamment les services de santé animale, cesseront d'être opérationnels après la fin du projet et demandent aux moniteurs de proposer une solution (!).</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Viabilité de la Stratégie de la CE: Selon les documents de stratégie du 8ème et du 9ème FED les principaux risques évoqués tiennent à la capacité du gouvernement à renforcer le rôle des communes, à désenclaver les régions pour promouvoir le développement rural et à relancer l'économie. Les interventions financées par l'aide la CE dans le secteur, ont clairement développés avec un certain succès des approches participatives, y compris dans les phases de programmation, gage d'une bonne viabilité et appropriation. PAICAL: appropriation locale des projets: Dans la plupart des projets visités, de réelles capacités d'auto organisation et d'auto cotisation s'étaient manifestées. Dans le cadre des écoles, surtout, ces capacités ont souvent permis le lancement d'initiatives spontanées pour combler l'incapacité de l'Etat central (ex.</p>

	recrutement d'enseignants supplémentaires, achat de mobilier). PAICAL: pour les projets sociaux: Dans la plupart des projets visités, les services gouvernementaux (central ou local) ont maintenu la promesse d'affecter les personnels (enseignants, médecins, infirmiers) envisagés dans les accords pris lors de l'instruction du projet. Dans de nombreux cas où ces apports ne suffisaient pas, surtout pour les écoles primaires, le Comité du projet a recruté le personnel supplémentaire éventuellement nécessaire et c'est l'Association des parents d'élèves (le FRAM) qui paie ces salaires. Pour les projets d'adduction d'eau, les comités d'usagers ont créé des fonds pour prendre en charge les coûts de gestion, y compris la rémunération des responsables directs. Les systèmes de gestion sont souvent fragiles du fait de leur jeune âge. Les projets bien gérés ont généreusement fourni les résultats initialement envisagés: dans de nombreux cas, ils les ont dépassés.
<i>Source</i>	
Maroc	Khenifra: La pérennité du projet dépendra de l'autonomisation et de la viabilité des AGAT. En 2005, l'option prise par le Projet d'accompagnement des AGAT comme pierre angulaire du développement local commence à porter ces fruits. En effet, aujourd'hui, certaines AGAT constituent le relais tangible des activités du Projet en prenant en charge différents aspects de la réalisation des activités comme l'opération de diffusion de plants fruitiers ou la gestion de centres d'approvisionnement en aliments du bétail, par exemple. Des recettes tirées de la gestion des différentes opérations, les AGAT peuvent préparer et mettre en œuvre leur propre programme d'activités avec l'appui du Projet. Plus encore, certaines AGAT commencent à monter des micro-projets et à rechercher des financements pour les mettre en œuvre. Aussi, on peut espérer que ces AGAT assurent la durabilité des actions et constituent un véritable moteur du développement dans la zone et ses alentours.
<i>Source</i>	
Uganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Outcomes of EC projects in support of the tea sector (completed in 2001) have been sustainable. Three main factors may explain this achievement: (i) the EC provided extensive support to this sector until competitiveness of tea growing and processing was achieved; (ii) further development has relied on the private sector; (iii) the institutional environment is favourable to private sector development. ▪ Similarly, achievements of the FRMCP Sawlog Production Grant Scheme are likely to be sustainable to the extent where it contributes to the establishment of profitable private forestry enterprises.
<i>Source</i>	

	C.10.2 – Lefiancement est assuré pour maintenir les résultats après la fin des interventions
	I.10.2a – Résultats financiers des entreprises et institutions soutenues par la CE
Bolivie	PRAEDAC: non existence d'une comptabilité claire pour des projets comme la scierie ou la congélation du poisson. Comptabilité en ordre pour la récolte du lait, mais imposée par l'entreprise (PIL) qui achète le lait. La comptabilité des municipalités est contrôlée par le gouvernement central.
<i>Source</i>	
Cambodia	La viabilité des résultats des projets de développement rural intégré de type PRASAC ou ECOSORN dépend essentiellement des capacités financières et techniques des administrations publiques, lesquelles sont très faibles.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: Greniers: les cotisations par sac autofinancent le petit fonctionnement et l'entretien des bâtiments. Pépiniéristes: pas de marché pour les graines produites par les pépiniéristes formés.

	<p>Pommes de terres: le compte d'exploitation montre que cette culture est rentable</p> <p>PDRP L&C: Périmètres rizicoles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation des périmètres permet aux paysans de générer un revenu leur permettant théoriquement de couvrir les charges d'entretien (équilibre fragile). - La capacité des groupements d'exploitants à renouveler les investissements consentis (motopompes) dans le cadre du projet restent hypothétiques. - Le CPS n'est pas autonome financièrement à la fin du programme. Son modèle le rend dépendant de financement externe. <p>PSC: les revenus des bénéficiaires devraient théoriquement permettre au bénéficiaires de réaliser les entretiens nécessaires et de mettre de côté pour investir en nouveaux matériaux, mais l'augmentation effective des prix n'a été que de 4% au lieu des 30% espérés.</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>CECAM: Taux d'intérêt sur le crédit relativement élevé mais cohérent avec les pratiques courantes de la micro finance confrontée à la difficulté de conjurer le financement du monde rural avec la nécessité d'atteindre l'autonomie financière. L'autonomie financière du réseau dépend de la performance des 3 réseaux régionaux actuellement déficitaire. Prévision : dans 3 ans autonomie du réseau. Déstabilisation de l'appui de la BM avec le PSDR: distribution direct de subvention de la BM – concurrence avec les réseaux CECAM ; durabilité compromise.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>FDA: L'impact des subventions FDA est plus fort dans le cas des petits agriculteurs que des gros qui auraient de toute façon procédé à des investissements même sans subvention. La rentabilité des subventions européennes et leur viabilité sont donc importante pour les petits agriculteurs.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<p>La viabilité des résultats des projets de développement rural intégré de type PRASAC ou ECOSORN dépend essentiellement des capacités financières et techniques des administrations publiques, lesquelles sont très faibles.</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Although not out of EC direct intervention, there is a great movement towards decentralisation, and a great challenge is put into the planning exercises of sectoral plans and its integration in the district horizontal plans.</p>
<i>Source</i>	

	I.10.2b – Sources de financement suffisantes pour maintenir les résultats après la fin des interventions (entretien courant et périodique) (par bénéficiaires, donateurs, Etat)
Bolivie	<p>Irrigation: l'augmentation de la production permettra théoriquement de faire des marges de rentabilité qui permettraient de couvrir les charges d'entretien. PASA II prévoit le financement d'autres projets de remise en état des atajados si problèmes d'infiltration.</p> <p>PRAEDAC: voir 1.10.1c</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	Voir ci-dessus indicateur I.10.2a
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM:</p> <p>Santé: le financement de l'entretien est assuré pour les centres de santé confessionnels (pas d'indication pour les non-confessionnels)</p> <p>Eau: pour les biefs nécessitant du ciment, les sources de financement ne sont pas assurées</p> <p>CARBAP: le financement de la CE est substantiel (~60%); son arrêt signifierait l'arrêt du centre, sauf apparition d'un chevalier blanc. Le financement de la CE</p>

	<p>est composé à 25% de fonds 9e FED et à 75% de fonds Stabex, qui ne sont par définition pas la source de financement idéale pour un centre amené à s'inscrire dans la durée.</p> <p>CARBAP: absence de stratégie de désengagement par rapport au financement par la CE. Pour les partenaires régionaux (peu fiables par rapport à leurs promesses), la mise en place du CA, prévue pour fin nov. 05 devrait être l'occasion de confirmer leur engagement et de préciser leur statut.</p> <p>PRGIE: il existe une stratégie de désengagement, mais celle-ci n'est pas (encore) effective: le programme ne pourrait pas encore survivre sans financement externe, les moyens financiers du Gouvernement sont épuisables, le renforcement des capacités nationales sur les niveaux différents demande encore du temps, les manuels traitant la cotisation des membres et la gestion des fonds ne sont pas encore mis en place et la communication et l'échange d'expériences à travers les frontières régionales ne fonctionnent pas encore réellement.</p> <p>Logone & Chari (Santé, Eau et Assainissement): l'autonomie financière est improbable, et impossible au début. Les plans gouvernementaux ne prévoient aucun bâtiment ou aucune réhabilitation de CS, et les besoins sont grands.</p> <p>PDRP L&C: pas trop d'incertitudes quant à la viabilité des infrastructures socio-économiques (écoles, puits, etc.), qui seront vraisemblablement prises en charge par les associations de parents, les municipalités et les autorités locales. Cependant, le CPS, nécessaire pour maintenir la productivité agricole, n'est pas capable de s'autofinancer à partir des cotisations des membres (moins de 10% de son budget annuel).</p> <p>ECOFAC: le Comité Régional garantit une vision stratégique uniforme et un contrôle de la gestion du programme. Le Gouvernement du Cameroun manifeste sa volonté de poursuivre selon les lignes du programme préalablement choisies. La viabilité du projet se heurte toutefois aux problèmes de repérage des fonds nécessaires et d'adaptation des effectifs. Remarquons qu'un effort a été fourni ces derniers temps pour repérer de nouvelles ressources à travers la mobilisation de certains fonds du programme STABEX. Bien que répondant à une exigence immédiate, cette solution ne résout toutefois pas pour autant le grave problème posé par la durabilité financière dans le moyen et long terme. Dans le moyen et long terme, la viabilité reste fort aléatoire.</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>En 1995, la Commune a été instituée en tant que l'unité de gouvernement local la plus petite. Dès leur création, les Communes ont souffert d'un manque chronique de ressources pour répondre à leurs responsabilités, en particulier en ce qui concerne la construction et le maintien des infrastructures économiques et sociales. Comme pour les programmes précédents de microréalisations, PAICAL a correctement mis en évidence que ceci constituait un problème et une limite pour le développement local.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Chefchaouen: viabilité des actions handicapée par l'insuffisance méthodologique de l'approche participative qui est restée à son premier niveau (limité à un diagnostic des besoins et une contribution aux coûts), ce qui entraîne un niveau d'appropriation faible compte tenu de la façon dont cette "participation" est conçue et menée. Le système de gestion du projet qui a engendré des retards d'exécution importants par rapport à la planification initiale des projets, et des problèmes de conflits internes (peu de coordination entre les acteurs) a également fait obstacle à l'approche participative. Cf aussi 3.4.a.</p> <p>Projet DRI GRN : début 2001, mais le régime de croisière n'a commencé qu'en 2004 ; suite à l'évaluation à mi parcours, recadrage du projet ; approche participative bien maîtrisée sur le terrain, résultat satisfaisant ; bonne capitalisation suite aux formations.</p> <p>Khenifra: le Projet Khenifra se base sur l'expérience acquise par le projet Oued Srou, financé par la GTZ, qui a mis en œuvre l'approche participative pendant plus de 10 ans. L'approche participative du projet Khenifra est globale: elle est basée sur 4 éléments stratégiques qui sont la participation (de la population à l'ensemble du processus de conception et de réalisation des activités), la décentralisation (l'élaboration de plans de développement acceptés de tous les bénéficiaires, services publics et partenaires), l'intégration (la mise en œuvre d'une démarche intégrée impliquant tous les acteurs) et la responsabilisation (la</p>

	population est considérée comme le principal acteur de son développement). Cette approche appliquée, au niveau de chaque douar et terroir, a donné de bons résultats, particulièrement dans le domaine agricole privé.
<i>Source</i>	
Uganda	The ASARECA project mainly relies on donor funding. There is no evidence that this project would be sustainable should donor support be suspended. Prospects are more positive for LVFO which is partly funded by the three host countries and partly by fish levies.
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Magude: Community members confirmed that project activities address their needs and good results are emerging. The project has adapted well to local practices and builds on them. Innovations are being well accepted. Relationships with the community are very good. The technologies being introduced are all appropriate. The use of local resources is very much encouraged. Well-organized communities provide labour resources. Many sound techniques for semi-arid agriculture are being implemented.</p> <p>NFSP: Different actors appear in the design: production and marketing groups, village authorities, district agriculture directions, associated local NGOs, and market actors.</p> <p>ILRP: Institutional sustainability is a debatable point. Local authorities and relevant provincial delegations are not directly involved in the project although there is consultation and coordination, joint work plans have been prepared and local administration personnel have been offered participation in strong in-project training for national personnel. However, there is no functioning GoM extension service, nor was this a planned project output. Some extension services, which are provided by the project, will cease at the end of the project unless other arrangements can be made.</p> <p>Mozambique moved a long way from a Centralised Planned economy to a more decentralised system due to the political will and the adherence to market forces. It is still a challenge to completely empower the local level institutions and so far most projects are still Top Down, but slowly the decisions are being shared at local level planning.</p> <p>NFSP: It is not completely clear how the project aims at building some sustainable network with post-project service delivery capacities, beyond the achievement of purely agronomic indicators. The project is well embedded in the public extension system both at provincial and district level. Farmer groups mostly stem from previously existing self-help organizations, and agricultural improvements respond to perceived needs and build on previous knowledge. The project still lacks a clear framework for institutional capacity building in order to capitalize its potential good results; the post-project role to be played by the local NGOs associated is not clear.</p> <p>Most projects were very short in duration to guarantee sustainability given that the introduction of new practices, institutional strengthening and capacity building require a longer time frame to become established within households or produces associations. Although beneficiaries indicated a good level of uptaking new practices, but with very weak access to agriculture inputs. There is a strong recommendation to increase projects to 5 year phase. Impacts of projects most important to provide lessons learnt for the future. Reference is made to EC-FSU Technical Papers. A disengaging strategy is still difficult to be operated when the life cycle of the project has not attained its maturity phase.</p>
<i>Source</i>	

	C.10.3 - L'entretien des infrastructures est assuré pour maintenir les résultats après la fin des interventions
	I.10.3a – Signe de mise en place de système de gestion et d'entretien des infrastructures et équipements financés par la CE (convention, accords, etc.)
Mozambique	Much is already done in terms of capacity building. The number of affected people is probably difficult to assess, but it is clear that on the job training and informal training in workshops has been implemented at all levels.
<i>Source</i>	<i>Magude MR</i>
Bolivie	Irrigation: Aucun projet ne peut être approuvé s'il ne présente pas de système de gestion post projet. Les municipalités prévoient une part de leur budget à cet égard. Cependant dans la pratique, les systèmes locaux ne garantissent pas forcément l'entretien des constructions et il n'y a pas de suivi systématique pour vérifier. PRAEDAC: surtout un problème pour l'eau potable. Dans au moins un des 17 projets financés, la municipalité met sur pied une entreprise chargée de l'entretien et surtout de la qualité de l'eau.
<i>Source</i>	
Cambodia	PRASAC II a mis en place des comités de gestion des équipements (réseaux d'irrigation, pistes rurales, points d'eau) que le projet a installé dans les villages. Les projets ONG s'appuient sur les VDCs.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: Tous domaines: mise en place de comités de gestion fonctionnels Eau: renforcement d'un dispositif d'appui-conseil local (GOIB), dont l'accroissement des compétences lui permet d'être autonome Pistes: pas de stratégie d'intervention concertée avec les Travaux Publics PDRP L&C: Périmètres rizicoles: le CPS assure la maintenance des motopompes fournies dans le cadre du programme.
<i>Source</i>	
Madagascar	PAICAL: Les informations et formations en matière de maintenance n'ont pas toujours dépassé le stade d'une déclaration de principe « faire les réparations ».
<i>Source</i>	
Maroc	Haouz: Les irrigants paient l'eau à un prix subventionné par l'Etat. L'office régionale du Haouz a mis en place une comptabilité analytique permettant d'apprécier le rapport entre la charge du service de l'eau et sa facturation afin d'assurer l'exploitation et l'entretien rationnel des aménagements.
<i>Source</i>	
Uganda	PRASAC II a mis en place des comités de gestion des équipements (réseaux d'irrigation, pistes rurales, points d'eau) que le projet a installé dans les villages. Les projets ONG s'appuient sur les VDCs.
<i>Source</i>	

	I.10.3b – Etat apparent d’entretien des infrastructures (faible, moyen, bon, très bon)
Bolivie	<p>Irrigation: L'atajado financé sur PASA I est en bon état mais PASA II va financer la construction de canaux pour éviter les pertes d'eau de l'atajado vers le champ. Les municipalités garantissent théoriquement la durabilité du projet; Il est probable que les atajados de Yamparaez financés sur PASA II présentent des problèmes d'infiltration en raison de la qualité incertaine du matériel de construction. Si cette situation se produit, une alternative est prévue pour mettre du plastique au fond des bassins : cela n'a pas été fait directement car l'indice coût du projet par famille aurait été trop élevé pour être présenté au Comité technique. Le maire de la municipalité très satisfait mais reste préoccupé par la forte migration des campagnes vers les villes du au problème de l'eau.</p> <p>PRAEDAC: bon état des infrastructures visitées qui, toutes, sont récentes (moins de 5 ans)</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	Pas d'observations sur ce point.
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM: Education: les salles de classe sont entretenues Eau: les biefs sont entretenus Pistes: les pistes réhabilitées sont souvent en mauvais état Moulins: il y a des pannes continues sur 2-3 mois dues au manque de pièces de rechange PDRP L&C: Périmètres rizicoles: bon Education: constats d'états variables d'entretien Santé: Le centre de santé d'Hillélé, repris comme 'fonctionnel', est pratiquement à l'abandon. Un autre centre visité est tout à fait opérationnel. CARBAP: le centre ainsi que le terrain d'expérimentation sont dans un état d'entretien impeccable. PSC: la durée de vie d'un four est de 3 à 10 ans en fonction de l'entretien. Pour les premières buses installées, c'est-à-dire il y a 5-7 ans, des états de dégradation très avancés ont été observés, dus au manque d'entretien par les planteurs.</p> <p>PACE: Le gouvernement a déjà inscrit une somme de 170 millions de Fcfa en guise de contribution au dernier devis programme. De plus, les coûts induits par le maintien du réseau d'épidémiologie semblent bien pouvoir être supportés en partie par la f</p>
<i>Source</i>	
Maroc	Les réalisations physiques visitées sont dans un bon état: canaux d'irrigation (Khénifra), pistes rurales (Khenifra et Haouz), point d'eau (Chefchaouen). Problème d'efficacité des canaux d'irrigation secondaires du projet Haouz (perte d'eau).
<i>Source</i>	
Uganda	Pas d'observations sur ce point.
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Staff is still difficult to retain in the highly skilled posts of the public system due to competitive offers from Donor institutions and the increasingly strengthened private and NGO sector.</p> <p>Private sector more sustainable in terms of continuity, the NGO is highly volatile, as at the end of funding they look to other opportunities.</p>
<i>Source</i>	

	C.10.4 – L'appropriation des interventions est assurée pour maintenir les résultats après la fin des interventions
	I.10.4a – Niveau d'intégration des interventions dans les politiques sectorielles nationales
Bolivie	PASA est une structure totalement bolivienne; mais financée à hauteur de 80% par la CE. PRAEDAC: pas d'intégration apparente (habitat, électrification, assistance technique, communications, droits de propriété, industrialisation, etc.) sauf pour ce qui est de la politique de développement alternatif.
<i>Source</i>	
Cambodia	Le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Eau, le Ministère du Développement Rural n'ont pas à proprement parler de stratégie et leurs moyens d'intervention sont très faibles. Les projets de type PRASAC ou ECOSORN sont en quelque sorte des substituts à une action publique défailante. Dans le cas du projet LSPP dont l'agence de mise en oeuvre est le Département de la production et de la santé animales du Ministère de l'Agriculture, le rapport de monitoring note que les documents de projet n'indiquent pas clairement comment le département est impliqué et ne proposent aucune stratégie pour assurer une répartition équilibrée des activités entre les services du ministère et le secteur privé ou les ONG. De fait, c'est sur cette question que le projet achoppe depuis plus d'un an.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: le projet est cohérent d'une manière globale avec le Programme National de Développement Participatif, même s'il en est resté autonome. Néanmoins, il n'y a pas de stratégie d'intervention concertée avec les Travaux Publics PSC: le projet s'inscrit dans la politique d'amélioration de la rentabilité des filières café-cacao
<i>Source</i>	
Madagascar	cf. I 10.1.c ACORDS: Intégration des approches sectorielles dans les domaines sociaux : les avants projets sommaires des communes ne pouvaient pas être validés sans l'approbation des services concernés ; tout s'est fait en coordination (plus facile pour domaine éducation).
<i>Source</i>	
Maroc	Cf.I.6.1.b
<i>Source</i>	
Uganda	PMA sustainability as a coherent modernisation plan for agriculture depends on the GoU commitment to pursue its implementation. Lack of ownership of the plan by the Ministry of Agriculture and by some farmers organisations, the short-lived attempt by the Ministry of Finance to promote a new rural development strategy, or still the reluctance of local governments to contribute to the financing of NAADS activities, are all potential elements of fragility in this regard. An active and continuous involvement of donors in the policy dialogue with the government is the best guarantee for donors that PMA implementation will be continued. However should the government fail to continue PMA implementation, achievements of the programme would remain. The principle of a market-led agriculture development has gained solid ground. NAADS is established by an act of parliament and is funded through the MTEF. The NARO reform and the WRS are also consolidated by acts of parliament. Many PMA compliant activities are funded by the budget and are likely to be continued.
<i>Source</i>	
Mozambique	Magude: AMRU (NGO partner) has almost no ownership of the project. Financially and managerially, all aspects of the project have been handled by IMVF (managing institute); only some of this may change with the MOU. It is not clear whether AMRU will be able to continue activities in the Centre without continued external support.

	It is not clear how PROAGRI has implemented the MOU regarding fleet management, at the projects (e.g. CARE) we observed that at the end of the program they passed some of the means to a local NGO, this can be seen as a good practice. It is worth to chk what the MOU say about project means...
<i>Source</i>	

	I.10.4b – Evolution de la nature des décisions prises sous contrôle local (importance stratégique des décisions)
Bolivie	PASA: tous les projets de l'axe territorial passe par le budget des municipalités et selon les mécanismes de la participation populaire; les projets sectoriels passent par les institutions publiques nationales, il n'y a pas de contrôle local. PRAEDAC: projet en bonne partie intégré aux municipalités: décisions prises (en théorie) selon les mécanismes de la participation populaire
<i>Source</i>	
Cambodia	Les cahiers des charges des projets PRASAC ou ECOSORN décrivent précisément ce que les projets doivent réaliser. Cela laisse peu de place à des décisions des autorités locales ou nationales.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: le projet ne s'est pas appuyé sur les communes rurales et n'a donc pas contribué à la décentralisation, même s'il a renforcé les capacités en faveur des maires et des élus locaux. PDRP L&C: Périmètres rizicoles: les groupements d'exploitants sont totalement responsables de la poursuite de l'intervention. Le projet ne s'est pas appuyé sur les communes rurales et n'a donc pas contribué à la décentralisation, même s'il a renforcé (à la fin du programme) les capacités en faveur des conseillers municipaux et des groupements féminins.
<i>Source</i>	
Uganda	Les cahiers des charges des projets PRASAC ou ECOSORN décrivent précisément ce que les projets doivent réaliser. Cela laisse peu de place à des décisions des autorités locales ou nationales.
<i>Source</i>	
Mozambique	Not enough data to form an opinion.
<i>Source</i>	

I.10.4c – Niveau de participation des bénéficiaires à la prise de décision des interventions	
Bolivie	<p>PNS: Participation de toute la famille (femmes et enfants); les familles individuelles décident librement de devenir des producteurs.</p> <p>Irrigation: l'ONG Atica a été embauché par PASA (composante pré investissement) pour aider les communautés à mieux identifier et formuler leur demande (demande qualifiée) de façon à augmenter leurs chances d'approbation au niveau de la municipalité; participation importante des communautés de la municipalité de Zudanez, Yamparaez et Tarabuco: bénéficiaires très contents car ils sont les "propriétaires du projet" durant toutes ses phases (formulation, exécution et entretien).</p> <p>PRAEDAC: idem que 1.10.4b: en théorie c'est le peuple qui décide!</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	Au niveau des villages, les VDCs élaborent des plans de développement villageois qui doivent être intégrés et priorisés dans les plans de développement communaux. Ces plans de développement villageois orientent les activités des projets ONG.
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM: Les bénéficiaires participent au projet (identification, cofinancement, responsabilités).</p> <p>PDRP L&C: Périmètres rizicoles: les groupements d'exploitants sont totalement responsables de la poursuite de l'intervention.</p> <p>PSC: les bénéficiaires étaient libres de s'engager dans le projet et devenaient de fait liés contractuellement.</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>cf. I.9.2.c</p> <p>ACORDS: volet communal: le choix des secteurs de financement s'est fait avec la participation de la population des communes.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Les projets de DRI se caractérisent par leurs approches participatives; les résultats sur le terrain diffèrent d'un projet à l'autre: résultats très positifs de cette approche dans le projet Khenifra. A chefchaouen plus de problème pour la mettre en œuvre: raisons évoquées: populations mal habituées à être consultées, auparavant approche très verticale et centralisme étatique, méfiance des populations, difficulté à diagnostiquer leurs besoins (besoin d'une réponse rapide, pas de réflexion sur le long terme), problème du déphasage entre le diagnostic et la mise en œuvre des activités ; participation au début pour la définition des besoins, et pour la contribution des coûts mais pas pour l'exécution des activités et l'entretien, c'est l'administration qui gère et contrôle.</p> <p>Approches participatives dans les projets de DRI:</p> <ul style="list-style-type: none"> - facteurs négatifs: habitude d'un système centralisé; lenteur et lourdeur du dispositif de mise en œuvre peu adapté à l'approche; définition peu claire de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets; divergence entre les objectifs identifiés par la DPA et les besoins exprimés par les populations - Facteurs positifs: succès de l'approche lorsque basée sur des structures traditionnelles (AGAT); importance du facteur humain
<i>Source</i>	
Uganda	Au niveau des villages, les VDCs élaborent des plans de développement villageois qui doivent être intégrés et priorisés dans les plans de développement communaux. Ces plans de développement villageois orientent les activités des projets ONG.
<i>Source</i>	

I.10.4d – Constats de répliquabilité des activités	
Bolivie	<p>Irrigation: répliquabilité des projets de construction d'atajados, de gaviones et de canaux d'irrigation.</p> <p>PRAEDAC: selon les municipalités, le mode d'intervention du PRAEDAC sert maintenant de modèle aux interventions d'autres bailleurs (coopération belge, par ex.). Pour le volet développement productif, extension spontanée et rapide de la pisciculture. Peu d'extension de la lombriculture. Extension probable de la production de lait (problème de prix).</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	<p>Irrigation: répliquabilité des projets de construction d'atajados, de gaviones et de canaux d'irrigation.</p> <p>PRAEDAC: selon les municipalités, le mode d'intervention du PRAEDAC sert maintenant de modèle aux interventions d'autres bailleurs (coopération belge, par ex.). Pour le volet développement productif, extension spontanée et rapide de la pisciculture. Peu d'extension de la lombriculture. Extension probable de la production de lait (problème de prix).</p>
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>Irrigation: répliquabilité des projets de construction d'atajados, de gaviones et de canaux d'irrigation.</p> <p>PRAEDAC: selon les municipalités, le mode d'intervention du PRAEDAC sert maintenant de modèle aux interventions d'autres bailleurs (coopération belge, par ex.). Pour le volet développement productif, extension spontanée et rapide de la pisciculture. Peu d'extension de la lombriculture. Extension probable de la production de lait (problème de prix).</p>
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Irrigation: répliquabilité des projets de construction d'atajados, de gaviones et de canaux d'irrigation.</p> <p>PRAEDAC: selon les municipalités, le mode d'intervention du PRAEDAC sert maintenant de modèle aux interventions d'autres bailleurs (coopération belge, par ex.). Pour le volet développement productif, extension spontanée et rapide de la pisciculture. Peu d'extension de la lombriculture. Extension probable de la production de lait (problème de prix).</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Irrigation: répliquabilité des projets de construction d'atajados, de gaviones et de canaux d'irrigation.</p> <p>PRAEDAC: selon les municipalités, le mode d'intervention du PRAEDAC sert maintenant de modèle aux interventions d'autres bailleurs (coopération belge, par ex.). Pour le volet développement productif, extension spontanée et rapide de la pisciculture. Peu d'extension de la lombriculture. Extension probable de la production de lait (problème de prix).</p>
<i>Source</i>	

Uganda	<p>Irrigation: réplique des projets de construction d'atajados, de gaviones et de canaux d'irrigation.</p> <p>PRAEDAC: selon les municipalités, le mode d'intervention du PRAEDAC sert maintenant de modèle aux interventions d'autres bailleurs (coopération belge, par ex.).</p> <p>Pour le volet développement productif, extension spontanée et rapide de la pisciculture. Peu d'extension de la lombriculture. Extension probable de la production de lait (problème de prix).</p>
<i>Source</i>	
I.10.4 e - Signes d'appropriation par les responsables	
Bolivie	<p>Irrigation: bénéficiaires très contents car ils sont les "propriétaires du projet" durant toutes ses phases (formulation, exécution et entretien): forte appropriation</p> <p>PNS: appropriation par les producteurs de semences des techniques de production et de vente</p> <p>PASA: Evolution de PASA I à PASA II : Meilleure prise en compte de la demande des beneficiaries</p> <p>PRAEDAC:</p> <p>Volet titulation: forte appropriation politique après 4 ans de lutte!</p> <p>Volet infrastructure: non relevant</p> <p>Volet projets productifs: appropriation fonction inverse du subsidie</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	<p>Le directeur du projet ECOSORN est un cadre de l'administration publique détaché et des fonctionnaires en exercice (notamment le directeur provincial de l'agriculture) sont employés à temps partiel et rémunérés par le projet. Selon le chargé d'affaires de la CE cela devrait assurer l'appropriation du projet par l'administration cambodgienne et assurer sa durabilité.</p>
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>PDRM:</p> <p>Education: appropriation variable dans l'entretien des installations</p> <p>Eau: initiatives nouvelles et autonomes des comités de gestion autour des puits (récurage, protection...)</p> <p>Pistes: peu d'appropriation par ceux des bénéficiaires qui ne se considèrent pas comme les principaux bénéficiaires</p> <p>PDRP L&C: périmètres rizicoles: un des groupements d'intérêt collectif a acheté une nouvelle motopompe sur ressources propres</p> <p>CARBAP: l'impression laissée par la visite du centre et des terrains d'expérimentation est celle d'un centre de pointe, dans un état impeccable, avec une direction et des laboratins/employés/ouvriers motivés et ressentant de la fierté pour leur centre. Ceci peut être vu comme un signe clair d'appropriation par la direction et le personnel.</p> <p>PSC: le projet se base sur l'amélioration des techniques traditionnelles, réalisée entièrement par le planteur à l'exception de l'achat d'une buse et d'une cheminée métallique, et la supervision périodique d'un technicien. L'appropriation devrait donc théoriquement être aisée, même si la visite n'a pas eu l'occasion de corroborer ceci.</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Chefchaouen, Khenifra: la visite de coopératives apicoles et d'u. d'élevage de la cuniculture, de caprin et de bovin a permis de constater une bonne appropriation par les bénéficiaires; de même bonne appropriation par les AGT et les animateurs des formations données par l'UGP.</p>
<i>Source</i>	

Uganda	Le directeur du projet ECOSORN est un cadre de l'administration publique détaché et des fonctionnaires en exercice (notamment le directeur provincial de l'agriculture) sont employés à temps partiel et rémunérés par le projet. Selon le chargé d'affaires de la CE cela devrait assurer l'appropriation du projet par l'administration cambodgienne et assurer sa durabilité.
<i>Source</i>	

	I.10.4f – Niveau de formation des membres/personnel des institutions
Bolivie	PASA: le niveau des formations du personnel des municipalités est faible PRAEDAC: en général très faible en comptabilité et gestion. Problème aigü dans les associations de producteurs qui ne sont pas capables de contrôler la direction qui à son tour n'est pas capable de contrôler l'administrateur ou le comptable.
<i>Source</i>	
Cambodia	Tant PRASAC que ECOSORN consacrent des moyens importants à la formation des personnes impliquées directement ou indirectement dans la mise en œuvre du projet. Le chef de projet (AT) d'ECOSORN, qui a occupé précédemment la même fonction dans PRASAC II, note que la plupart des cadres cambodgiens employés par PRASAC n'ont eu aucune difficulté à s'insérer sur le marché du travail à la fin du projet.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRM: Communes: formation en dernière année d'une trentaine de maires et d'élus locaux. Eau: GOIB et puisatiers bien formés Moulins: capacités techniques insuffisantes des bénéficiaires et absence d'un responsable technique formé Plantation d'arbres: pépiniéristes bien formés. Pommes de terres: formation suffisante pour la production mais pas pour la commercialisation PDRP L&C: Périmètres rizicoles: formation en dernière année de groupements féminins. Formation technique et organisationnelle cependant disparate, avec risque de désintégration de certains groupements d'exploitants. Communes: formation en dernière année de conseillers municipaux CARBAP: en 2004: diffusion de divers types de documents/matériel/périodiques, 21 stagiaires universitaires, 1 formation participative (54 participants), organisation d'un séminaire régional sur l'information bananière, exposition et séances d'information au salon international de l'agriculture et de l'élevage à Yaoundé ; formation de formateurs pour producteurs PSC: le projet a capitalisé les acquis, notamment sur CD-rom en documentant: le cycle de vie du projet, les bases de données, les outils de gestion, les outils de vulgarisation, etc. Le niveau de formation des intervenants post-projets n'a toutefois pas pu être vérifié
<i>Source</i>	
Maroc	cf.I.9.2.a
<i>Source</i>	
Uganda	Tant PRASAC que ECOSORN consacrent des moyens importants à la formation des personnes impliquées directement ou indirectement dans la mise en œuvre du projet. Le chef de projet (AT) d'ECOSORN, qui a occupé précédemment la même fonction dans PRASAC II, note que la plupart des cadres cambodgiens employés par PRASAC n'ont eu aucune difficulté à s'insérer sur le marché du travail à la fin du projet.
<i>Source</i>	

	I.10.4fg – Stabilité du personnel formé au sein des institutions compétentes
Bolivie	SINSAAT: un des problèmes a été l'instabilité du personnel au niveau national et regional PRAEDAC: les municipalités sont soumises à une forte politisation et donc instabilité, mais dans le Chapare hégémonie du MAS (parti d'Evo Morales actuellement au pouvoir et originaire du Chapare).
<i>Source</i>	
Cambodia	Comme noté plus haut, les personnels employés par PRASAC auraient subi une très sévère amputation de leur revenu s'ils choisissaient de travailler dans l'administration ou, pour les fonctionnaires détachés, de reprendre leur poste dans l'administration.
<i>Source</i>	
Cameroun	PDRP L&C: risque de perte de compétence due à l'avenir incertain du CPS et de ses conditions
<i>Source</i>	
Madagascar	PASA: instabilité du personnel formé dans le cadre du projet d'appui à la réforme institutionnelle: les meilleurs sont partis.
<i>Source</i>	
Uganda	Comme noté plus haut, les personnels employés par PRASAC auraient subi une très sévère amputation de leur revenu s'ils choisissaient de travailler dans l'administration ou, pour les fonctionnaires détachés, de reprendre leur poste dans l'administration.
<i>Source</i>	
	I.10.4h – Situation du budget des institutions compétentes à la fin du support externe
Bolivie	Que veut dire la question?
<i>Source</i>	
Cambodia	Les projets de type PRASAC ou ECOSORN n'ont aucune incidence sur le budget des administrations en charge d'assurer par la suite la durabilité des acquis du projet.
<i>Source</i>	
Madagascar	ACORDS: Au niveau intercommunale : problème de pérennisation des pistes ; initiatives de favoriser le marché pour augmenter les recettes de la communes (dans PAICAL : même objectif mais l'utilisation des recettes manquait de transparence, n'était pas utilisé comme instrument de lutte contre la pauvreté)
<i>Source</i>	
Uganda	Les projets de type PRASAC ou ECOSORN n'ont aucune incidence sur le budget des administrations en charge d'assurer par la suite la durabilité des acquis du projet.
<i>Source</i>	

Question 11 : Dans quelle mesure le niveau de coordination et de complémentarité avec les pays membres et les autres donateurs a-t-il été amélioré dans le domaine du développement rural entre 1995 et 2004 ?

	C.11.1 – Les démarches de coordination en matière de développement rural avec les pays membres et autres donateurs ont augmenté
	I.11.1a – Signe de démarches de coordination en matière de développement rural (fora de coordination, etc.) avec les pays membres et autres donateurs
Bolivie	Peu de coordination : les EM (surtout les pays nordiques) ne prennent pas vraiment en compte le consensus européen.
<i>Source</i>	
Cambodia	Le gouvernement cambodgien a créé 18 groupes techniques de travail gouvernement-bailleurs, dont un groupe agriculture-eau. Ce groupe est co-présidé par le ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Eau. Côté bailleurs, le leadership est assuré par l'agence australienne d'aide au développement AUSAID et par l'AFD. Le groupe technique a notamment à son ordre du jour l'élaboration d'une stratégie de développement agricole. La CE ne joue pas un rôle actif dans ce groupe de travail: la Délégation est à Bangkok; le bureau de représentation de la Commission à Phnom Penh n'a pour le moment qu'un seul cadre national, expert en sécurité alimentaire, pour suivre le secteur. En outre, le chargé d'affaires a une attitude réservée à l'endroit des groupes de travail, dont il juge qu'ils rassemblent, tant du côté du gouvernement que de celui des bailleurs, des personnes sans réelle capacité de décision. Hormis des réunions régulières au niveau des chefs de délégation/d'agence, il n'y a pas de structure de coordination des bailleurs au niveau sectoriel, mais seulement des réunions informelles à l'initiative de l'un ou l'autre.
<i>Source</i>	
Cameroun	Il n'y a actuellement pas de structure organisée de coordination entre la CE et les pays membres ou autres donateurs.
<i>Source</i>	
Madagascar	<p>Un Secrétariat Multi – Bailleurs (SMB) a efficacement fonctionné (et fonctionne toujours) dans le « secteur » (transversal) de l'environnement et a commencé à étendre ses activités au secteur du développement rural dans le courant de l'année 2000. De 2000 à la crise de 2002, le SMB a assuré une coordination forte des bailleurs finançant le secteur du développement rural, mettant en œuvre des instruments efficaces (site Internet) et des procédures efficaces (réunions régulières avec ordre du jour et objectifs clairement définis).</p> <p>La délégation a eu un rôle moteur dans ce processus de coordination. Il faut néanmoins constater qu'il s'agissait essentiellement de coordination des bailleurs de fonds entre eux, sans que le gouvernement en soit le coordinateur effectif. La crise de 2002 a ralenti cette dynamique historique. En 2005, l'Union Européenne a pris l'initiative de relancer le processus et d'essayer de le formaliser dans un partenariat effectif Gouvernement - bailleurs de fonds. Cette coordination effective des bailleurs de fonds par le gouvernement dans le secteur du DR est un préalable incontournable à la mise en place d'un futur éventuel programme d'appui à la politique sectorielle (PAPS). Malgré une volonté forte de coordination exprimée par l'ensemble des bailleurs, le niveau de cohérence de l'aide dans le secteur du développement rural est resté insuffisant. Ainsi, des externalités négatives, dues à des approches et signaux contradictoires, n'ont pu être évitées dans le sous-secteur de la micro - finance rurale (PSDR), de la structuration paysanne (PSDR), du développement local (FID), de l'approvisionnement en intrants (PSDR). Certaines incohérences constatées pourront avoir des impacts négatifs pendant de nombreuses années après les interventions (micro - finance, secteur privé,..).</p> <p>PAICAL: Diversité des approches des BdF et risque de duplication : l'incapacité de réduire les différences entre les procédures CE et celles des autres programmes ayant des approches semblables a provoqué des mécontentements et confusions parmi les partenaires et les bénéficiaires. Une des plaintes les plus</p>

	fréquentes concernait la forte différence de la contribution demandée aux bénéficiaires (25% vs 5-10%) ainsi que le manque d'harmonisation des procédures de PAICAL et de FID.
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Les Etats Membres ont été associés à l'élaboration de la stratégie 2002-2006 et du programme 2002-2004 dans le cadre d'une consultation poussée. Avec leur représentation diplomatique, une concertation permanente est organisée par la Commission en matière politique, économique, culturelle et de coopération, ainsi que dans le domaine de 'la justice et des affaires intérieures' (JAI). Elle trouve ses limites dans les intérêts particuliers des Etats Membres, mais ne révèle aucune divergence de fond.</p> <p>Même recentré, l'appui de la Commission aux changements conduits par les autorités marocaines n'aura qu'un impact limité et incertain en raison du poids financier relativement faible de son intervention (de l'ordre de 1% des dépenses inscrits au budget marocain). Or les finalités de l'aide de la Commission sont peu ou prou partagées par la majorité des bailleurs, dont le poids financier total est environ cinq fois plus élevé. La Commission est consciente de l'importance d'une coordination accrue des Etats Membres et des principaux autres bailleurs pour ce qui concerne les objectifs majeurs de sa stratégie et du rôle actif que le Gouvernement marocain devrait être amené à y jouer.</p> <p>La complémentarité avec les autres donateurs est recherchée: avec les Etats Membres (EM) et la Banque européenne d'Investissement (BEI), par un échange d'informations (plus ou moins réciproque) et, avec la Banque Mondiale (BM), par une concertation évoluant récemment en une vraie coopération.</p> <p>Existence de 5 groupes thématique dont le groupe de l'eau et de l'environnement. Cf.11.2.a</p> <p>La Coopération bilatérale prime; peu d'initiative du gouvernement pour améliorer la coordination</p>
<i>Source</i>	
Uganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The Uganda case suggests that the existence of a consistent agricultural development strategy designed by the government greatly favours coordination, and hence efficiency of donor interventions in the sector. ▪ Donor coordination sub-groups exist in various sectors. Their activity merely consists in organising exchange of information on donors' activity and discussions on policy developments. ▪ The PMA donor sub-group, which holds monthly meetings, managed to push donor coordination significantly further: <ul style="list-style-type: none"> - Donors participating in the sub-group are jointly committed to support the PMA and therefore to align their interventions with the government strategy; - The group manages to define common positions with respect to policy developments and PMA implementation and acts as the sole interlocutor of donors in their policy dialogue with the government; - Activities with common interest to the group are carried out by group members (i.e. evaluation of the PMA financed by Danida). ▪ In spite of these achievements, progress can still be made towards better coordination and alignment. Partly because of their mandates and of their rules of engagement, some donors are still lagging behind as regards the alignment of their interventions with the government strategy. ▪ Moreover, donors' coordination remains fragile for it is purely voluntarily. There is to date no MoU between PMA sub-group members and still less between the sub-group and GoU. ▪ Transaction costs are reported to be reduced, from both donors and GoU sides. However, harmonisation of donor procedures is work-in-progress and in many cases still represents a significant burden for interventions design and implementation. ▪ The strong level of donor coordination around the PMA has raised concerns from some ministries and civil society organisation who perceive the framework as too strongly influenced by donors.
<i>Source</i>	

Mozambique	<p>Les donateurs ont développé un dialogue intensif et constructif au niveau sectoriel avec MADER, au cours de divers forum. Le groupe de travail de PROAGRI se rencontre régulièrement (deux fois par mois), alors que d'autres réunions des donateurs se tiennent une fois par mois. Les réunions avec le ministre sont trimestriellement tenue dans un "forum de concertation". Les réunions communes annuelle entre le gouvernement et les donateurs, et les acteurs actifs dans le secteur (ONGs, associations de producteur, secteur privé, etc.), sont tenues semestriellement, respectivement en mai et novembre.</p> <p>"Regular meetings between donors and between them and MADER (PWG, Consultative Councils etc.) are vehicles for dialogue on development policies and the implementation of the Agriculture ASA (SWAp). However, there is a need for greater harmonisation between PWG donors in order to (i) reduce the "transaction costs" caused by an excessive number of meetings (especially micro management) and (ii) comply with the disbursements agreed in the timetable approved jointly with MADER."</p> <p>EC has not taken a lead role in the new Rural Development Policy in Mozambique shortly to be approved. The process is being led by MPD under the National directorate for Promotion of Rural Development. The initiative has the support of WB, UNDP...</p>
<i>Source</i>	

	C.11.2 – Les projets communs/cofinancés avec des pays membres et autres donateurs ont augmenté
	I.11.2a - Evolution du nombre de projets de développement rural exécutés en collaboration avec au moins un autre pays membre ou donateur
Bolivie	<p>PNS: cofinancés avec les coopérations suisses et Danoises, CE Microfinances (fondées) : GTZ, Cosude (suisse), Danida, CE PASA territorial: co financement avec des ONGs européennes</p>
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Magude: Some results have been made possible through small additional cash and in-kind grants: from the Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO) for poultry development; from the Swiss aid agency Helvetas for the tree nursery; from the World Food Programme (WFP) for 'food for work' commodities used in fencing the compound and in developing the agriculture demonstration plots; and from the International Center for Research in Agroforestry (ICRAF) for seeds of forage trees.</p> <p>ILRP: The project is financed by the EC with complementary funds provided for by CARE Deutschland, AusAID, Africa Fund and Le Brun Foundation.</p> <p>number of implemented projects - 1998 - 11; 1999- 21; 2001- 23; 2002- 30</p>
<i>Source</i>	
Cambodia	Pas de projets co-financés par la Commission et d'autres bailleurs dans le domaine du développement rural.
<i>Source</i>	
Cameroun	<p>Actuellement, il n'y a pas de projet cofinancé par la CE avec d'autres donateurs. Il existe par contre des projets cofinancés entre d'autres donateurs, p.e. le PNDR (BM, Coopération française...) et un projet en Environnement (basket fund de différents bailleurs).</p> <p>Dans le passé, deux projets de développement rural étaient co-financés par un autre bailleur de fonds: 1/ Développement rural de la région de Mamfé (Stabex 91), avec le SNV, 2/ Crédit rural décentralisé (Stabex 91), avec l'AFD.</p> <p>CARBAP: le centre est financé essentiellement par la CE (~60%), mais également par d'autres sources, dont la France (MAE et CIRAD, max. 17%) et la Belgique (VVOB, ~2%)</p>

<i>Source</i>	
Madagascar	<p>La complémentarité des interventions en termes d'intégration régionale et sous - sectorielles s'est par contre améliorée au fil du temps avec les interventions du principal état membre présent à Madagascar (la France) dont il faut souligner l'excellente complémentarité avec les interventions de la Commission et en termes d'intégration régionale, avec les interventions financées par la Banque Mondiale.</p> <p>Projet de micro finance rural cofinancé avec l'AFD (Financement CE et AFD par prêts, que CECAM refinance auprès des banques (part apporté par CE environ 50%).</p>
<i>Source</i>	
Maroc	<p>Le Groupe thématique environnement et ressources naturelles (GTE) était initialement créé en 2002 dans le but d'appliquer les lignes directrices de la CE en matière de coordination dans la région MEDA, notamment « d'encourager une approche coordonnée de la CE et des EM de l'UE en faveur des politiques sectorielles adoptées par le pays partenaire et, le cas échéant, de mettre au point une contribution cohérente à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes sectoriels, avec la participation d'autres donateurs et sous la responsabilité du pays partenaire ». Au sein du groupe, les EM de l'UE et la CE proposent de fournir leur soutien à toute initiative qui permette de définir de manière plus claire les objectifs recherchés en faveur de la protection de l'environnement et des ressources naturelles ainsi que les contributions attendues des différents acteurs. Et cela dans le but de construire des programmes d'appui sectoriels mobilisant et coordonnant les acteurs concernés.</p> <p>Le groupe, animé par l'Ambassade d'Allemagne et la Coopération technique allemande GTZ a rédigé un document qui analyse la situation environnementale au Maroc, décrit la politique du Gouvernement marocain, fait un bilan des interventions des EM, et décrit la stratégie de l'UE dans le domaine de l'Environnement et des ressources naturelles. Il a été conçu comme un moyen de renforcer le dialogue avec le Gouvernement marocain sur la coordination et harmonisation des interventions des bailleurs de fonds dans le secteur de l'environnement et des ressources naturelles au Maroc. Des évolutions positives ont été notées concernant des avancées législatives, le développement du cadre organisationnel et la stabilité institutionnelle.</p> <p>En 2006, important programme d'assainissement financé par la CE et BEI.</p>
<i>Source</i>	
Uganda	Pas de projets co-financés par la Commission et d'autres bailleurs dans le domaine du développement rural.
<i>Source</i>	
Mozambique	<p>Magude: Some results have been made possible through small additional cash and in-kind grants: from the Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO) for poultry development; from the Swiss aid agency Helvetas for the tree nursery; from the World Food Programme (WFP) for 'food for work' commodities used in fencing the compound and in developing the agriculture demonstration plots; and from the International Center for Research in Agroforestry (ICRAF) for seeds of forage trees.</p> <p>ILRP: The project is financed by the EC with complementary funds provided for by CARE Deutschland, AusAID, Africa Fund and Le Brun Foundation.</p> <p>number of implemented projects - 1998 - 11; 1999- 21; 2001- 23; 2002- 30</p>
<i>Source</i>	

	C.11.3 - L'analyse partagée entre pays membres/donateurs est plus systématique
	I.11.3a – Signe d'utilisation par la CE d'analyses (études, missions d'identification ou d'instruction..) effectuées par d'autres bailleurs
Bolivie	Il y a beaucoup d'analyse partagée entre pays membres/donateurs de manière formelle ou informelle et beaucoup de transparence.
<i>Source</i>	
Cambodiae	Ce pourrait être le cas si la CE était activement impliquée dans le groupe technique agriculture-eau, ce qui n'est pas le cas.
<i>Source</i>	
Cameroun	Il n'y a actuellement pas de structure organisée de coordination entre la CE et les pays membres ou autres donateurs.
<i>Source</i>	
Uganda	Ce pourrait être le cas si la CE était activement impliquée dans le groupe technique agriculture-eau, ce qui n'est pas le cas.
<i>Source</i>	

	C.11.4 – Une stratégie opérationnelle claire existe au niveau du gouvernement ou d'un des bailleurs, et oriente l'action d'autres bailleurs
	I.11.4a – Signes, au niveau de la CE, d'inscription dans les orientations stratégiques d'autres bailleurs, ou inversement, signes de leadership de la CE dans certains domaines
Bolivie	Le leadership de la CE dans le domaine de développement alternatif. Dans l'irrigation : GTZ, Hollande Foncier : Danida (titulation des terres, planification territorial) Education : Hollande Santé : les grosse ONGs Gestion des bassins versants : Holland
<i>Source</i>	
Cambodia	L'absence de structure de coordination entre les bailleurs engagés dans l'appui au développement agricole et rural a pour conséquence que chaque bailleur met en œuvre sa stratégie propre.
<i>Source</i>	
Cameroun	Un document de stratégie de développement du secteur rural (DSDSR) a été présenté par le Gouvernement aux bailleurs de fonds début 2006, comprenant des objectifs stratégiques et un cadre opérationnel de mise en œuvre. Il n'est pas clair quelle est la position de la CE dans ce domaine, notamment par rapport aux orientations pour le 10e FED et à la participation de la CE à un SWAp.
<i>Source</i>	
Madagascar	Il faut souligner le réel avantage comparatif de l'aide de la CE dans ses appuis aux filières d'exportation (Vanille, produits halieutiques, Litchis,..).compte tenu de ses politiques communautaires (DG TRADE, SANCO et FISH) et des négociations APE. De plus, la CE est leader dans domaine de la réforme institutionnelle et du développement local.
<i>Source</i>	
Uganda	L'absence de structure de coordination entre les bailleurs engagés dans l'appui au développement agricole et rural a pour conséquence que chaque bailleur met en œuvre sa stratégie propre.

<i>Source</i>	
Mozambique	<p>"the capacity of the Food Security Unit has been instrumental in making the EC a strong lead donor. Progress has been made in establishing a donor fund with common procedures." (CSE, p. v)</p> <p>Entre mai 2000 et mai 2001, la CE a coordonné le groupe de travail des donateurs sur le PROAGRI. La CE a à nouveau été nommée coordinatrice du groupe de janvier à juin 2004.</p> <p>Leadership position in PROAGRI coordination and the FSP</p>
<i>Source</i>	

Question 12 : Dans quelle mesure la politique de développement rural est-elle cohérente avec les autres politiques internes de l'UE (PAC, Commerce, Pêche, Environnement, etc.) ?

	C.12.3 - Les conflits entre la politique de développement rural et les autres politiques internes de la UE (PAC, commerce, pêche, environnement, etc.) sont réduits
	I.12.3a - Identification de préjudices causés par les politiques internes de la UE (PAC, Pêche, etc.) aux bénéficiaires de l'aide au développement rural
Bolivie	Pas de préjudices identifiées mais de fortes barrières non tarifaires aux exportations: règles phyto-sanitaires.
<i>Source</i>	<i>CSP p. 23</i>
Cambodia	La mission n'a identifié aucun sujet de conflit entr les politiques européennes et la politique d'aide au Cambodge.
<i>Source</i>	
Cameroun	Les politiques de protection sanitaires de la CE posent des problèmes aux exportations de cacao et empêchent la reprise des exportations d'ananas. Les subventions accordées par la CE aux producteurs européens dans le cadre de la PAC créent une concurrence déloyale au coton produit sans subvention en Afrique.
<i>Source</i>	
Madagascar	La durabilité économique de la croissance sectorielle reste fragile aussi bien au niveau des productions destinées à l'exportation (marché internationaux cycliques, oligopolistiques, barrières sanitaires et non tarifaires, qualité,..) qu'au niveau des productions de substitution à l'importation (fiscalité mouvante, protection tarifaire pas toujours cohérente, distorsion des marchés agricoles, insécurité,..). Menaces à l'extérieur: - Renforcement des exigences réglementaires (règlement CE n°178/2002 (normes phytosanitaires); CE n°882/2004; NIMP n°15; etc.)(emballage) - Exigences de qualité de plus en plus strictes de la part des importateurs (EurepGAP, etc.). - Concurrence accrue sur les marchés où l'offre malgache est représentée. - Exigence de traçabilité ONG: Inquiétude par rapport aux APE (réciprocité, des normes phytosanitaires (barrières non tarifaires) ; peu d'implication des OSC dans APE
<i>Source</i>	<i>Evaluation Trade</i>
Maroc	La cohérence est problématique à l'heure actuelle avec la politique agricole commune (PAC). La réforme du secteur agricole s'avère non seulement essentielle en soi, mais elle sera incontournable quand la libéralisation agricole préconisée par l'Accord d'association aura lieu. Or les approches CE pour préparer la pays à l'entrée dans la ZLE ignorent l'agriculture (secteur le plus sensible à la libéralisation des échanges) : Problème de l'absence d'appui au secteur agricole (en tant qu'activité économique) : secteur important en termes d'emplois. Mais ds CSP 2007-2013, le secteur de la réforme agricole a une place importante. Ex de la Tomate: La filière tomate industrielle est confrontée sur le marché international à la concurrence des pays européens et asiatiques notamment. Pour le concentré de tomate, en particulier, la compétitivité dépend des politiques de subventions européennes à la production et aux exportations et des politiques tarifaires. Les exportations de concentré de tomate qui représentent 90% des exportations de conserves sont devenues très faibles en raison notamment des subventions européennes rendant le concentré marocain non compétitif sur ce marché. Le concentré est désormais exporté de façon conjoncturelle vers les pays d'Afrique

	<p>subsaharienne en particulier vers le Sénégal. Le concentré de tomate avait été exclu dans l'Accord d'association alors qu'il bénéficiait d'un contingent de 4500 tonnes avec la France. Ces concessions tarifaires demeurent sans grande utilité tant que les subventions européennes rendent le produit marocain non compétitif sur le marché européen.</p> <p>La filière du concentré de tomate est confrontée à un double problème de débouchés sur le marché local et sur le marché extérieur. En raison de ces manques de débouchés les capacités de production sont actuellement sous-utilisées avec un taux de l'ordre de 50%. Le marché intérieur marocain des conserves de tomate reste fortement protégé avec des droits de douane de 50% pour les dérivés transformés de la tomate (purées, concentrés et autres conserves) excepté les tomates simplement cuites et congelées dont le taux est de 40%. Ces produits ne font pas l'objet de démantèlement tarifaire dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union Européenne et la protection devrait donc être maintenue jusqu'à 2012. Dans l'accord de libre échange avec les USA, les produits dérivés de la tomate ne seront libéralisés complètement qu'après 10 ans, ces produits étant classés dans la catégorie G.</p> <p>Industrie de conserve de sardine se plaint des barrières non tarifaires.</p> <p>Problème du lait et des olives pour la libéralisation des échanges.</p>
<i>Source</i>	<i>CSP p. 25; CSE p. 40, 42</i>
Uganda	There is no evidence that EC policies adversely affect in a specific way the agricultural sector in Uganda. La mission n'a identifié aucun sujet de conflit entre les politiques européennes et la politique d'aide en Ouganda.
<i>Source</i>	
Mozambique	improving funding mechanisms would increase impact.
<i>Source</i>	

Annexe 4 - Liste des personnes rencontrées

Liste des personnes du groupe de référence de l'évaluation développement rural et agricole

- T. Fournier-Vinay **Aidco** (B/2)
- B. Guillon **Aidco** (C/4)
- A. Portier **Aidco** (E/06)
- L. Garagnani **DEV** (B/04)
- S. Moutaftchieff **Aidco**(E/6)
- A. Serres **Aidco** (C/4)
- C.Hermansson **Aidco** (C/4)
- Manfred Brandt **Aidco** (D/2)
- Ph.Jacques **Aidco**(E/6)
- Enrique Garcia Martin Romo **Budget** (B/5)
- Orlando Henao-Triana **Unité Evaluation**
- J.L Bolly **Unité Evaluation**

Listes des personnes rencontrées à Bruxelles

- Orlando Henao-Triana **Unité Evaluation**
- Philippe Mikos **DEV** (B/04)
- Marc Dubois **DEV** (B/04)
- Y. Gillet **Aidco** (E/6)
- A. Joseph **Aidco** (E/6)
- B. Michel **Aidco**
- Peter Stuesson **Aidco**

Annexe 5 - Notes de fin de mission pays

Note de fin de mission – Bolivie
Note de fin de mission – Cambodge
Note de fin de mission – Cameroun
Note de fin de mission – Madagascar
Note de fin de mission – Maroc
Note de fin de mission – Mozambique
Note de fin de mission – Ouganda

Les 7 notes de fin de mission pays sont structurées de la manière suivante :

- 1. CONSTATS PRINCIPAUX**
 - 1.1 SYNTHÈSE DES CONSTATS PRINCIPAUX DE LA MISSION
 - 1.2 CONSTATS PAR QUESTION D'ÉVALUATION
- 2. SOURCES D'INFORMATION**
 - 2.1 SOURCE ET QUALITÉ DE L'INFORMATION
 - 2.2 DÉROULEMENT DE LA MISSION
- 3. CARTOGRAPHIE DES PROJETS VISITÉS**

Note de fin de mission – Bolivie

1. Constats Principaux

1.1 Synthèse des constats principaux de la mission

L'aide au développement rural en Bolivie

Au cours des 50 dernières années, le niveau de pauvreté des régions de l'Altiplano qui traditionnellement concentrent les populations les plus pauvres n'a pas varié, et ce, malgré une aide internationale très importante. Les inégalités entre pauvres et riches mais surtout entre régions pauvres et régions riches se sont accrues. Dans les régions les plus riches comme celle de Santa Cruz, le développement rural s'est fait principalement au bénéfice des grands propriétaires (producteurs de soya, canne à sucre, maïs, élevage, etc.). Les raisons de ce constat sont multiples, mais on remarque qu'au cours de ces 50 dernières années le revenu par tête n'a pas augmenté tandis que sa répartition a empiré.

Si on exclut les différentes interventions de développement alternatif, l'aide de la CE dans le domaine du DR a diminué entre 1995 et 2006, en partie suite à l'abandon des projets intégrés de DR (PAC). A partir de 2002, seul le PASA finance du DR.

La lutte contre la pauvreté et décentralisation

En Bolivie, la décentralisation a eu un impact important et positif dans la lutte contre la pauvreté : elle a permis d'améliorer significativement les indicateurs sociaux, augmenter l'exercice de la citoyenneté, d'accroître les capacités à gouverner, de canaliser des ressources vers les pauvres (principe de subsidiarité) (la décentralisation distribue aux 340 municipalités 20% du budget de l'Etat central, soit environ 40 \$US par personne et par an). La CE appuie la décentralisation à travers le renforcement des municipalités rurales. Toutefois, son impact sur les revenus et la consommation des plus pauvres est de plus en plus limité. La décentralisation, même effective et relativement réussie, n'est pas la panacée de la lutte contre la pauvreté.

PASA

Le PASA a financé à hauteur de 1,5 Millions € le Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y de Alerta Temprana (SINSAAT). Néanmoins, il semble que le SINSAAT n'ait pas atteint ses objectifs en raison d'un manque d'orientation stratégique et d'une gestion déficiente. Par contre le SINSAAT a contribué à la génération d'information sur les caractéristiques de l'insécurité alimentaire en Bolivie.

La construction de systèmes d'irrigation a permis de réduire la volatilité et le risque liés à la production, garantissant une récolte en été et une autre en hiver et permettant la diversification des cultures. Néanmoins, il semble que l'impact de ces infrastructures sur la sécurité alimentaire soit limité. En ce sens, on n'a pas relevé d'améliorations en termes d'offres agricoles, d'orientation des marchés ou de croissance des revenus.

Le PASA a évolué d'une vision exclusivement agricole de l'insécurité alimentaire à une autre envisageant une réponse via une augmentation des revenus issus des activités

agricoles et non agricoles tout en améliorant l'identification des communautés les plus vulnérables, répondant ainsi directement aux besoins des plus pauvres.

Développement alternatif

Par des interventions basées sur une forte participation des bénéficiaires, la CE aurait gagné un leadership reconnu dans le domaine du développement alternatif et compte maintenant étendre ses interventions aux Yungas (partie nord et tropicale du département de La Paz où les superficies plantées en coca ont augmenté) et les reprendre dans le Chapare.

Les interventions du projet PRAEDAC ont amélioré l'accès des populations aux services d'éducation et de santé, mais n'ont généralement pas amélioré la qualité de ces services. La cohésion sociale, la gouvernabilité et la sécurité se sont améliorées dans les zones de production de coca du Chapare, mais il n'est difficile de dire dans quelle mesure ce résultat est attribuable au PRAEDAC. L'impact de l'intervention sur la diversification de l'emploi est marginal.

Dans le cas du PASA, on n'a pas observé de stratégie de désengagement qui définisse la future gestion du programme qui, bien qu'étant une institution bolivienne, n'est pas incluse dans le budget national. Actuellement, 10 millions d'Euros lui sont alloués via l'instrument d'appui budgétaire, ce qui devrait inciter à l'appropriation du programme par l'Etat bolivien.

Durabilité

Dans le cas du PRAEDAC, la durabilité dépend de la politique du gouvernement pour la composante « assainissement des terres » ; elle est bonne pour la composante d' « appui aux municipalités » ; elle est mauvaise pour la composante « développement productif ». En général le projet a également souffert d'un manque de stratégie rigoureuse de désengagement, ainsi que d'indéfinition dans la politique de subsides aux entreprises et dans les types d'entreprises qu'il voulait soutenir.

PASA et PRAEDAC sont caractérisés par la forte participation des bénéficiaires dans toutes les phases du projet et s'inscrivent de ce fait dans la même lignée que la Loi bolivienne de Participation Populaire. Dans la plupart des cas, les bénéficiaires ont pris part directement à l'identification de la demande et dans une moindre mesure à la préparation et l'exécution des projets d'infrastructures. Dans le cas du PASA, afin d'être approuvés, les projets doivent présenter un système de gestion post-projet (incluant l'entretien des infrastructures construites), auquel les municipalités consacrent une partie de leur budget. Néanmoins, il semble que, dans la pratique, les systèmes locaux ne garantissent pas l'entretien des installations et il n'existe pas un système de suivi assurant leur réalisation.

1.2 Constats par question d'évaluation

La mission a permis de tester, d'infirmer/confirmer, et de compléter les constats préliminaires et les problématiques spécifiques pour les questions d'évaluations, telles que définies dans la phase documentaire.

Les constats de la mission de terrain en Bolivie par rapport aux questions d'évaluation sont détaillés ci-dessous.

Q 1	Objectif de réduction de la pauvreté rurale
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Si on exclut l'appui au développement alternatif, les interventions de DR en Bolivie ont diminué suite à l'abandon des PAC ; à partir de 2002, seul PASA finance du DR ▪ La réduction de la pauvreté rurale reste une priorité. Dans le cadre du prochain CSP, le développement alternatif/intégral sera un des 3 axes stratégiques et intégrera la sécurité alimentaire. ▪ La stratégie de développement alternatif se base sur les hypothèses suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'amélioration de l'accès aux services de base et aux titres de propriété foncière augmente le sentiment de citoyenneté et décourage la production de coca ; ➤ à travers des investissements en services de base et projets productifs dans les zones d'expulsion, les migrations temporaires vers le Tropicque de Cochabamba pour la culture de la coca peuvent diminuer. ▪ Ces deux hypothèses peuvent être critiquées, la première au nom de la rationalité économique (un agriculteur rationnel continuerait à produire de la coca tant que cette culture est relativement plus rentable que d'autres), et la seconde parce qu'il est peu réaliste de vouloir à la fois augmenter les migrations (condition essentielle de la lutte contre la pauvreté) et réduire celles qui se dirigent vers les plantations de coca. ▪ Le PASA territorial identifie la sécurité alimentaire comme le développement des secteurs productifs et des infrastructures. ▪ La stratégie d'intervention de la CE en DR est passée progressivement d'une aide programme à un appui budgétaire (PASA et FONADAL dans le prochain CSP).

Q 2	Stratégies du pays partenaire et besoins essentiels des bénéficiaires
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Avec le nouveau gouvernement d'Evo Morales, la stratégie publique est en ligne avec celle de la CE de donner la priorité aux actions en faveur des plus pauvres. ▪ La stratégie de DR était jusqu'à maintenant orientée vers le marché. Les orientations stratégiques du gouvernement actuel sont très différentes (basées sur les communautés et l'autosuffisance) et vont peut-être entraîner des changements importants (PNS, projets productifs, etc.). ▪ Il y a une forte relation entre la politique de DR et la décentralisation. La coopération de la CE s'est entièrement intégrée dans ce processus à travers son appui aux municipalités.

Q 3	Croissance de l'économie rurale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PASA : pas d'amélioration en termes d'offre agricole, d'orientations des marchés ou de revenus (évaluation à mi-parcours) ▪ PRAEDAC a eu des impacts limités sur la production et les revenus des habitants du Tropique de Cochabamba. ▪ Jusqu'à maintenant, les interventions de DR (PRAEDAC et PASA) ont eu peu d'impact sur la création d'emploi non agricole. Cette dimension n'a pas été suffisamment intégrée dans la stratégie de la CE. ▪ Dans le cadre de PRAEDAC et du PNS (Programme National de Semences), des efforts systématiques ont été réalisés pour informer les producteurs et/ou industriels sur les marchés locaux, régionaux et internationaux. ▪ Il y a des évidences d'augmentation de l'efficacité des marchés dans les zones d'interventions du PASA (construction de pistes rurales).

Q 4	Moyens de production et services économiques
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PRAEDAC a amélioré significativement la sécurité de la propriété foncière et le sentiment de citoyenneté dans le Tropique de Cochabamba (13400 titres de propriété et 3783 cartes d'identité). ▪ Les projets d'irrigation financés sur le PASA ont amélioré l'accès à l'eau dans les communautés bénéficiaires. ▪ Le fonds de crédit du PRAEDAC a eu des impacts assez limités sur l'accès au crédit. ▪ Les perspectives d'interventions en micro finances sont de mettre plus l'accent sur la création d'emploi non agricole. La CE continue de financer des programmes de micro finances mais via une institution publique (FONDESIF) chargée d'allouer des ressources de la coopération à des institutions privées de micro finances reconnues par l'Etat. ▪ Il y a peu de perspectives d'intervention dans le domaine foncier, sauf dans le prochain programme de développement alternatif. L'expérience du PRAEDAC a montré que l'impact de ces investissements (très chers) est limité par la faiblesse de l'institution bolivienne responsable du foncier rural (INRA). ▪ Le PNS est un succès pour ce qui est de la diffusion des semences certifiées et l'assistance technique aux producteurs.

Q 5	Services sociaux
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La stratégie de développement alternatif (PRAEDAC) basée sur la construction d'infrastructures de base par l'appui direct au budget des municipalités, est un succès en terme de pertinence, quantité et efficacité. ▪ Mais la stratégie suivie qui consiste à transférer des ressources en bloc et sans conditionnalité aux municipalités, encourage ce type de construction mais n'entraîne pas l'offre durable de services de qualité et ne vise pas l'obtention de résultats concrets dans les services de santé et d'éducation. ▪ Les secteurs sociaux ne sont pas intégrés dans la mise en œuvre du PASA.

Q 6	Gestion durable des ressources naturelles
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu d'orientations spécifiques dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles (PASA). Il y a une petite évolution de PASA I à PASA II avec l'intégration du thème de l'environnement dans certaines interventions (projet de reboisement dans la région de Tarija). ▪ PRAEDAC a réalisé un grand nombre d'actions environnementales mais (et ce n'était pas là son objectif) n'a pas pu faire face aux problèmes essentiels de la zone, qui sont liés à l'utilisation de précurseurs chimiques et à la déforestation.

Q 7	Sécurité alimentaire
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le SINSAAT (système d'alerte précoce) a eu un impact positif sur la sécurité alimentaire : <ul style="list-style-type: none"> ➤ il a établi une carte de vulnérabilité et a permis de généraliser son utilisation ; ➤ c'est la première institution à appuyer une vision intégrale de la sécurité alimentaire, à réaliser des enquêtes et à analyser les informations de sécurité alimentaire. ▪ Malgré cela, le volet SAP a été un échec en raison de son manque de pertinence dans le cas de la Bolivie : les bénéfices qu'il pouvait apporter par rapport aux coûts étaient minimes. ▪ Les projets d'irrigation ont contribué à la sécurité alimentaire à travers la réduction des risques dans les communautés bénéficiaires. ▪ Le PNS a permis de diversifier les sources de revenus des bénéficiaires, et par conséquence d'améliorer la sécurité alimentaire.

Q 8	Intégration politique et sociale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La CE appuie la décentralisation à travers le renforcement des municipalités rurales : financement de constructions via le budget municipal, capacitation du personnel des municipalités et équipement des municipalités. ▪ Le PRAEDAC a eu un impact sur l'ouverture, la cohésion sociale et la capacité de dialogue des municipalités du Chapare. ▪ Le PASA territorial focalise ses interventions sur les communautés les plus pauvres, de degré 4 et 5 dans l'échelle de vulnérabilité. ▪ L'objectif du PRAEDAC n'était pas orienté vers les plus pauvres du Tropic de Cochabamba : les municipalités n'ont pas de politiques spécifiques en faveur des plus pauvres. ▪ Il y a peu de prise en considération du thème genre dans les interventions (PASA et PRAEDAC).

Q 9	Modalités de mise en œuvre (efficience)
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PASA est un exemple réussi d'appui budgétaire avec contrôle européen et sans intégration à l'Etat Bolivien. ▪ PRAEDAC n'aurait pas eu les mêmes résultats s'il avait été financé à travers un appui budgétaire en raison des conflits existants à l'époque du projet : les modalités de mise en œuvre ont été adaptées au contexte. ▪ L'impact de la déconcentration de la CE a été important au niveau de la gestion et de l'administration ainsi qu'au niveau de l'appui aux ONGs. ▪ L'efficacité de l'exécution budgétaire du PASA s'est améliorée grâce à la pression de la CE pour accélérer les rythmes de déboursement et d'exécution. Durant ces dernières années, les niveaux de déboursement et d'exécution du PRAEDAC ont été satisfaisants. ▪ Des efforts ont été réalisés pour améliorer la coordination entre les axes territorial et sectoriel du PASA mais ils restent insuffisants. ▪ Bien qu'il existe des exceptions (PRAEDAC), les recommandations du système de monitoring sont généralement considérées comme très utiles.

Q 10	Durabilité des résultats
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PASA territorial est caractérisé par la forte participation des bénéficiaires dans toutes les phases du projet (utilisation de l'ONG ATICA pour aider les communautés à identifier et à formuler leur demande). ▪ Au niveau du PRAEDAC, il y a également eu une bonne participation des bénéficiaires dans les décisions prises. ▪ La stratégie d'intervention à travers les municipalités (Ley de Participación Popular) a garanti l'appropriation des actions entreprises par ces dernières (PASA et PRAEDAC). ▪ Les municipalités des zones d'intervention disposent, en théorie, d'une part budgétaire suffisante pour assurer l'entretien des constructions. ▪ Dans le cas du PRAEDAC, la durabilité n'est pas assurée pour le volet développement productif en raison de problèmes liés aux subventions, au modèle d'entreprise appuyé (associations de producteurs) et à des erreurs ponctuelles. ▪ Bien que la pérennité du PASA comme institution soit incertaine, certains de ses programmes (PNS) le sont. ▪ Il n'y a pas eu de stratégie de désengagement explicite dans le PRAEDAC, ce qui a posé quelques problèmes, mais limités aux interventions de crédit et de développement productif.
Q 11	Coordination et Complémentarité des bailleurs de fonds
Coordination & complémentarité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Depuis la Déclaration de Paris (2005), des améliorations lentes mais positives de la coordination et de la complémentarité entre bailleurs de fonds ont été constatées. ▪ Des échanges systématiques d'information et d'analyse ainsi que deux programmes cofinancés avec d'autres donateurs existent. ▪ Le facteur déterminant de la coordination est le facteur humain. ▪ En ce qui concerne la complémentarité entre bailleurs de fonds, la CE a diminué son aide dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans la mise en œuvre du CSP 2002-2006, car ils sont fort couverts par d'autres bailleurs. ▪ Le leadership de la CE dans le domaine du développement alternatif est reconnu par tous les bailleurs de fonds en Bolivie.

Q 12	Cohérence avec les autres politiques de la CE
Cohérence	<ul style="list-style-type: none">▪ Pas de préjudices manifestes observés causés par les politiques de l'UE, mais existence de barrières non tarifaires (normes phytosanitaires) aux exportations boliviennes : cas de la noix de cajou.▪ Bien que les relations commerciales entre la Bolivie et l'UE soient peu significatives, la Bolivie est un exportateur important de main d'œuvre vers l'Espagne. L'obligation d'un visa d'entrée constituerait une barrière à l'entrée des immigrants pauvres.

2. Sources d'information

2.1 Sources et qualité de l'information

Le soutien de la délégation de la CE à La Paz, et en particuliers de Mr César Moreno qui a organisé la plupart des rencontres avec les intervenants (Ministère de l'agriculture, société civile, autres donateurs, gestionnaires de projets et bénéficiaires) a largement contribué au bon déroulement de la mission. La délégation s'est montrée très accueillante, intéressée et disponible ce qui a permis de collecter toute l'information nécessaire et de réaliser la mission dans des conditions optimales.

La mission a permis la visite de 5 projets (le PNS, SINSAAT, Projets d'irrigation de PASA I et PASA II, et PRAEDAC), dont 2 projets terminés (PRAEDAC et PASA I). Les responsables anciens et actuels des projets ont accompagné toutes les visites de terrain ce qui a permis d'approfondir les problématiques des projets et de faciliter la rencontre d'acteurs de terrain à différents niveaux : bénéficiaires, responsables techniques, responsables et cellules d'appui post-projet, interlocuteurs de projet (ONG), autorités locales.

La mission a par ailleurs permis de rencontrer d'autres bailleurs et interlocuteurs tels que la Banque Mondiale (BM), CTB, DANIDA, GTZ, le Ministère du Développement Rural (DRAMA) et la société civile (AIPE et CICDA).

A travers ces différentes rencontres, l'équipe d'évaluation a pu collecter de l'information afin de mieux comprendre les enjeux du développement rural en Bolivie et la coopération de la CE dans ce domaine.

En ce qui concerne la qualité de l'information collectée, l'équipe la considère globalement de bonne qualité. Toutefois, l'information concernant le PRAEDAC était limitée puisque il n'était pas possible d'avoir accès aux archives du programme.

2.2 Déroutement de la mission

Jour	am/pm	Activités/Fonction	Personnes rencontrées
Jeudi 27 juillet	am	Briefing CE	César Moreno Paolo Toselli Manfred Fernholz Angel Gutierrez Mónica Rodríguez Sara Sotillo Mirko Puig Nicolaus Hansmann
	pm	DANIDA	Karsten Nielsen
		GTZ	Andrea Kuhlmann Humberto Gandarillas
		CE Ex PRAEDAC	Angel Gutierrez Rüdiger Gumz
Vendredi 28 juillet	am	VIPFE	Flavio Bolívar Javier Martínez
		CICDA	Oscar Bazoberry
		CE	César Moreno Mónica Rodríguez
	pm	Ex viceministro VIPFE	Rodrigo Castro
Samedi 29 juillet	pm	Ex BCR	Juan Antonio Morales
		CTB	Jean Jacques Bouché
Dimanche 30 juillet	pm	Banco Mundial	David Tuchschnieder
Lundi 31 juillet	am	Viceministro DRAMA	Freddy Condo
		ONG AIPE	Vladimir Sánchez (Directeur)
	pm	CE	Andrew Standley (Délégué)
		FONADAL	Carlos Hoffmann
		Programa Nacional de Semillas (PNS) PASA	Luis Noda Guido Arcani Ximena Rodríguez Paolo Toselli Manfred Fernholz
Mardi 1 ^{er} Août	am	Départ de La Paz vers Santa Cruz, voiture vers le Chapare	Accompagné de Rüdiger Gumz (ex co-directeur du PRAEDAC)
	pm	Municipalité de Shinaota	Rimmer Agreda (Alcalde)
		PDEAR (Proyecto de Desarrollo Alternativo Regional)	Roberto Camargo (Directeur)
Mercredi 2 Août	am	Inteviu de l'ex responsable du volet « Saneamiento y Titulación » du PRAEDAC	Ramiro Solis
		Visite au « sindicato » Senda Baher : responsables du syndicat et de l'association des producteurs de palmiers	Ramón Revollo (Président de l'association) et autres producteurs

		Hopital de Villa Tunari	Directeur: Dr Vargas Dr Ramiro Boero Médecin Cubain
	pm	Marché de fruits de Shinaota	Vendeuses et responsables de l'association
		Collège German Busch à Shinaota	Professeurs
		Scierie de l'association UNAFOR (Unión de Agrupaciones Forestales) et siège à Chimoré	Angel Villarroel, Gérant
		Local et centre de rencontres de la "Unión de Federaciones de Cocaleros del Trópico de Cochabamba" à Lauca Ñ.	Portier
Jeudi Août	3 am	Atelier artisanal de fabrication de meubles « Uña de Gato »	Modesta Arnesta
		Fabrique de humus de vers de terre	2 ouvriers
		Municipalité de Ivirgarzama	Félix Acosta (Alcalde)
	pm	Pisciculture (élevage de Tambaquis)	Deux pisciculteurs dont Lucio Paredes
		A Puerto Villarroel : Comité Civique	Jorge Yale (Président)
		A Ivirgarzama: Unión de Federaciones de Cocaleros del Trópico de Cochabamba	Severo Huanca, Vice-président (le Président est Evo Morales)
		Président de la Asociación de Piscicultores Tambaqui	Pedro Montaña
		Interview de l'ex responsable du volet « Desarrollo Productivo » du PRAEDAC et visite de l'usine de transformation de fruits	Yuri Maldonado
Vendredi Août	4 am	Municipalité de Chimoré	Emilio Zurita (Alcalde)
		Municipalité de Entre Ríos	Rolando Viruez (Oficial Mayor)
		A Entre Ríos : Centre de récolte et refroidissement de lait	Román Mamani (responsable)
	pm	Président de la AGAPLE (Asociación de Ganaderos)	Rufino Villarroel
		Retour vers Santa Cruz - Cochabamba	
Samedi Août	5 am	Directeur SAXgr	Juan Carlos Aguilar
	pm	Retour vers La Paz	
Mardi Août	1 ^{er} am	Départ de La Paz vers Sucre (Région de Chuquisaca)	
	pm	Visite du Projet PASA II de construction d'atajados dans la municipalité de Yamparaez	Alvaro Molina (Oficina Regional del PASA) Atiliano Arancibia (Maire de la municipalité de Yamparaez)
Mercredi Août	2 am	Visite du Projet PASA II d'irrigation et de construction de gaviones dans la municipalité de Tarabuco	Alvaro Molina (Oficina Regional del PASA) Eliseo Sesgo (Maire de la municipalité de Tarabuco)

		pm	Visite de 3 producteurs de semences certifiées dans la municipalité de Tarabuco	José Luis Dominguez (Oficina Regional de Semillas)
Jeudi Août	3	am	Visite du Projet PASA II d'irrigation et de construction de gaviones dans la municipalité de Zudanez	Alvaro Molina (Oficina Regional del PASA) Silverio Cuellar (Maire de la municipalité de Zudanez)
		pm	Visite du Projet PASA I de construction d'atajados (bassins de retenue d'eau) dans la municipalité de Zudañez	Alvaro Molina (Oficina Regional del PASA)
Vendredi Août	4	am	Visite de l'Office Régional des Semences de Chuquisaca	Carlos Escobar (Director general)
		pm	Départ de Sucre vers La Paz	
		pm	SINSAAT	Maria Eugenia Jimenez
Dimanche 6 Août			Préparation débriefing	
Lundi Août	7		Préparation débriefing	
Mardi Août	8	am	CE	Patrick Gallard César Moreno Nicolaus Hansmann
		pm	FONADAL	Carlos Hoffmann
Mercredi Août	9	am	Débriefing CE	

3. Cartographie des projets visités



- PRAEDAC
- SINSAAAT (PASA II)
- PNS (PASA II)
- Irrigation (PASA I et II)

Note de fin de mission - Cambodge

1. Constats principaux

1.1 Synthèse des constats principaux de la mission

Stratégie et financement

La Cambodge a évolué rapidement depuis la fin de la guerre civile, en 1999, d'une situation où prédominaient les besoins d'interventions d'urgence à une phase de réhabilitation. Le pays entre actuellement dans une phase de développement. Le développement des zones rurales, qui concentrent 85% de la population et où prévalent des situations d'extrême pauvreté, est une priorité de la stratégie du gouvernement. Il n'existe toutefois pas à ce jour de stratégie de développement agricole ou rural et la coordination entre les ministères impliqués est défailante.

La Commission Européenne (CE) a fait du Développement Rural un des secteurs de concentration de sa stratégie de coopération. Faute de stratégie sectorielle gouvernementale claire (en cours d'élaboration), la CE n'a cependant pas adopté d'approche sectorielle en la matière. Ses interventions ont consisté (PRASAC I et II) et consistent encore aujourd'hui (ECOSORN) dans la mise en œuvre de vastes projets de développement rural intégré (PDRI) opérant à l'échelle de plusieurs provinces et gérés par des unités de gestion de projet. Les projets de développement rural intégré sont complétés par des projets de développement villageois mis en œuvre par des ONG internationales et financés sur lignes budgétaires.

Efficacité et Impact

Les PDRI et les projets de développement villageois ont amélioré l'accès des ruraux aux facteurs de production (irrigation, crédit, vulgarisation agricole), aidé à la création d'institutions de développement local (conseils de développement villageois) et développé les infrastructures (eau potable, pistes rurales). Ils ont eu un impact réel tant sur la production agricole (augmentation des rendements, diversification des productions) que sur les conditions de vie des ruraux et ont contribué à faire reculer l'insécurité alimentaire. Ces effets sont toutefois restreints aux zones couvertes par ces projets. A l'échelle nationale, l'impact reste limité. Par ailleurs, la Commission ne participe que très marginalement aux actions entreprises pour sécuriser le foncier.

Durabilité

La durabilité des réalisations des PDRI est très incertaine. C'est notamment le cas des infrastructures lourdes (réseaux d'irrigation, réseaux d'eau potable et d'assainissement, pistes rurales) construites ou réhabilitées par ces projets. Ce l'est également des équipements lourds (matériels de travaux publics) et de certains services (vulgarisation agricole). Les ministères supposés assurer la maintenance des infrastructures et équipements et la fourniture des services n'ont pas les capacités financières, ni parfois techniques, que cela exige.

Les résultats des interventions au niveau des villages (conseils de développement villageois et activités initiées et gérées par ceux-ci) sont mieux à même de durer. Toutefois, les ONG

engagées dans ces activités soulignent que la durabilité de ces institutions n'est atteinte qu'après six à huit ans. Les financements de la Commission portent sur des durées beaucoup plus courtes.

Modalités de mise en œuvre

Les PDRI et les projets de développement villageois ont été menés à bien dans les délais prévus et leurs réalisations ont fréquemment dépassé ce que prévoyaient les cahiers de charges. Cela tient pour partie à des effets de change, qui ont augmenté leur budget en monnaie nationale, mais également à une gestion rigoureuse par les contractants.

A l'opposé, le projet d'appui au secteur de l'élevage (SLPP) est bloqué depuis plus d'un an par un désaccord sur les procédures à utiliser pour mener à bien les activités prévues.

Intégration politique et sociale

Le gouvernement du Cambodge s'est engagé dans un processus de déconcentration - décentralisation, qui bénéficie de l'appui de nombreux bailleurs. La Commission est restée à l'écart de ce processus.

Les PDRI et plus encore les projets de développement villageois ont contribué à la création de conseils de développement villageois et au renforcement de leurs capacités. Mais les PDRI restent gérés par des structures extérieures aux administrations décentralisées auxquelles elles tendent à se substituer pour la construction/réhabilitation des infrastructures publiques et la fourniture de services.

Coordination des bailleurs

A côté des réunions périodiques entre les chefs d'agence de coopération, il existe une structure de coordination des activités sectorielles des bailleurs.

Des Groupes de Travail Techniques, dont un groupe Agriculture et Eau, doivent assurer la concertation entre le gouvernement et les bailleurs. La Commission, par manque de moyens en personnel, mais aussi parce qu'elle doute de la capacité de décision de ces instances, n'y participe pas ou peu et, ce faisant, ne participe que peu au dialogue politique encadrant la mise en place d'une stratégie sectorielle.

Contexte particulier

Le Cambodge est encore un pays en transition post-conflit. Cependant certains signes permettent de considérer que le pays entre actuellement dans une phase de développement (structures décentralisées mise en place, politique de développement élaborées). Des besoins de réhabilitation (accès à la terre, sécurité alimentaire, santé mentale) demeurent localement, principalement dans les régions les plus sévèrement affectées par la guerre civile.

Dans ce contexte, il est nécessaire de renforcer des administrations déconcentrées (administrations provinciales), les structures politiques et administratives locales élues (communes, VDCs), et d'augmentation des ressources financières à leur disposition.

La Commission continue de mettre en œuvre des projets visant à traiter les problèmes de réhabilitation. Ses appuis sont apportés à travers des structures de gestion extérieure aux institutions mises en place par le gouvernement. Si les ONG sont des agents efficaces de changement au niveau villageois bien qu'elles nécessitent de plus de support, il y a un besoin urgent de renfort des institutions intermédiaires élues (communes) ou nommées (administrations provinciales). D'autre part, la CE doit renforcer considérablement son dialogue politique concernant la stratégie de développement agricole et rural en devenir.

1.2 Constats par question d'évaluation

La mission a permis de tester, d'infirmer/confirmer, et de compléter les constats préliminaires et les problématiques spécifiques pour les questions d'évaluations, telles que définies dans la phase documentaire.

Les constats de la mission de terrain au Cambodge par rapport aux questions d'évaluation sont détaillés ci-dessous.

La Question Q 12 « Cohérence avec les autres politiques de la CE » est sans objet dans le cas du Cambodge.

Q 1	Objectif de réduction de la pauvreté rurale
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le CSP 2000-2003 souligne l'importance de la population rurale (85% de la population totale) et la prévalence de la pauvreté en zone rurale. ▪ Le développement rural (DR) est un secteur focal du CSP 2000-2003. Le CSP 2004-2006 (pas encore entré en application) met l'accent quant à lui sur le développement des PME en zone rurale. ▪ Stratégie de DR: <ul style="list-style-type: none"> - Pas de référence à la COM 429 - Absence d'approche sectorielle. Une approche territoriale est privilégiée à travers des projets de développement rural intégré (PDRI) opérant à l'échelle de plusieurs provinces (PRASAC I et II, ECOSORN) et des projets au niveau des villages mis en oeuvre par des ONG. - Difficulté de la Commission à ajuster ses interventions à la transition urgence – réhabilitation – développement du fait notamment du délai entre l'identification des projets et leur mise en œuvre. ▪ Les actions de développement rural ont été financées par le PIN et les lignes budgétaires Sécurité Alimentaire et ONG, ces dernières prenant la suite d'interventions d'urgence financées par ECHO. <ul style="list-style-type: none"> - PIN: PRASAC I & II, ECOSORN, SLPP - Lignes budgétaires : IRDEP (LWS), Community Reintegration and Development Project (ZOA), Cambodia Farmer Food Security Project (Care), Rural Development for vulnerable displaced persons in the two north-west provinces of Cambodia (Ockenden) <ul style="list-style-type: none"> ▫ Pas de support de la Commission aux programmes SEILA (appui à la décentralisation) et LMAP (sécurisation des droits sur le foncier) ▫ Un programme d'appui au secteur de l'élevage (SLPP) ▫ La Délégation tient un discours manquant de clarté sur la possibilité pour la Commission de s'associer à l'avenir à un programme Banque Mondiale d'appui budgétaire à la stratégie de réduction de la pauvreté (PRSO)

Q 2	Stratégies du pays partenaire et besoins essentiels des bénéficiaires
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le développement rural était une des priorités de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté 2003-2005 (NSRP). Pour sa part, le Plan Stratégique National de Développement 2006-2010 (NSDP) retient le développement agricole comme une de ses quatre priorités et fait (curieusement) du développement rural un élément du développement agricole. Enfin, le cadre global de développement national, la stratégie rectangulaire, présente le renforcement de la productivité, de la diversification et de la compétitivité du secteur agricole comme l'un de ses piliers. ▪ Le Ministère du Développement Rural a peu de poids politique (ministre Funcinpec alors que le parti dominant est le CPP), peu de moyens, et un champ d'activité qui se limite en fait aux seules pistes rurales. ▪ Pas de stratégie gouvernementale de développement rural. ▪ Pas davantage de stratégie de développement agricole. Sous la pression des bailleurs, le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Eau (en charge de l'irrigation) ont entrepris (avec réticence) de collaborer à l'élaboration d'une stratégie commune. Cette stratégie est en cours d'élaboration. ▪ En pratique, les actions de développement rural sont étroitement liées au processus de décentralisation: <ul style="list-style-type: none"> - Déconcentration des ministères aux niveaux des provinces et des districts et mise en place en 2002 de conseils communaux élus - Au niveau des villages mise en place de Conseils de Développement de Villages (VDCs) - L'approche se veut ascendante : les plans de développement élaborés par les VDCs sont la base des plans de développement communaux, qui sont eux-mêmes agrégés pour élaborer les plans de développement provinciaux. - SEILA : programme de financement des collectivités territoriales et de renforcement de leurs capacités de programmation et de réalisation initié dès 1991 par UNDP (programme CARERE I) et qui s'est poursuivi et étendu depuis avec le soutien de plusieurs bailleurs (DFID, SIDA, UNDP), la Banque Mondiale, GTZ, Danida, AusAID, UNICEF, IFAD, WFP) au travers d'un programme de Partnership for Local Governance (PLG) - Une Loi organique est en cours d'élaboration - La CE est restée à l'écart du processus de déconcentration-décentralisation. ▪ Le CSP 2000-2003 a été élaboré avant que le gouvernement ne publie son document stratégique de lutte contre la pauvreté. Le CSP 2004-2006 fait quant à lui référence à la NSRP dans son analyse du contexte cambodgien mais n'inscrit pas explicitement la stratégie de la Commission dans le cadre de la stratégie du gouvernement.

Q 3	Croissance de l'économie rurale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Depuis la fin de la guerre civile (1999) le Cambodge est engagé dans un processus de transition : Urgence – Réhabilitation – Développement (LLRD) ▪ L'agriculture est peu diversifiée et ses performances faibles : <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture de subsistance fondée sur la culture du riz pluvial ou de submersion ; - Petite taille des exploitations agricoles ; - Faible maîtrise de l'eau ; - Rendements faibles en comparaison des pays voisins. ▪ L'agriculture fonctionne comme un filet de sécurité : <ul style="list-style-type: none"> - Installation des réfugiés et IDPs sur des terres marginales obtenues par défrichage des forêts ; - Incapacité des autres secteurs de l'économie d'absorber les 250.000 jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail. ▪ Les interventions de la CE ont eu un effet positif sur la production : <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des systèmes d'irrigation (PRASAC I & II) permettant une meilleure maîtrise de l'eau ; mais la rentabilité économique des grands réseaux d'irrigation (>200 ha) est faible et leur entretien mal assuré ; - Vulgarisation agricole (PRASAC, projets ONG) : amélioration des pratiques culturales, lutte intégrée contre les maladies des cultures ; semences sélectionnées ; engrais ; - Diversification des productions : légumes et fruits à petite échelle ; manioc ; élevage de volailles et de porc ; élevage de poissons ; - Amélioration possible de la santé animale et du rendement des productions animales lorsque le SLPP aura démarré ses activités. ▪ Ces impacts sont toutefois limités aux zones couvertes par les projets et ne semble pas suffisant pour générer une véritable croissance économique. Au niveau national, la production de riz n'a enregistré aucune augmentation depuis 1999. ▪ L'agriculture cambodgienne ne dispose d'aucun avantage compétitif au niveau régional. Au contraire, l'approvisionnement alimentaire des zones urbaines repose largement sur les importations en provenance de Thaïlande et du Vietnam. ▪ Difficulté de générer de l'activité non-agricole en milieu rural (réhabilitation) et donc d'alléger la pression démographique sur les terres.

Q 4	Moyens de production et services économiques
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Irrigation <ul style="list-style-type: none"> - Larges réseaux d'irrigation (PRASAC I). Leur rentabilité économique est douteuse et plus encore leur rentabilité financière (les usagers ne payent pas l'eau) ; défaut d'entretien par le Ministère de l'Eau ; - Petite irrigation efficace et appropriée par les usagers (projets ONG et PRASAC) ▪ Transport <ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure de transport rural sous la responsabilité du Ministère du Développement Rural. Budget alloué à l'entretien très inférieur aux besoins. - Routes rurales intégrées aux PDRI (PRASAC). ▪ Foncier <ul style="list-style-type: none"> - Contrainte fondamentale et levier de développement important (garantie de crédit, base de taxation). - Mais insécurité du foncier : très peu d'exploitants agricoles ont un titre de propriété. De plus certaines régions sont encore largement minées. - Programme multi-bailleurs (LMAP) qui devient une approche sectorielle (LMADP). - L'Etat alloue des terres de son patrimoine, notamment forestier, en concessions, les unes de caractère économique (exploitation commerciale de la forêt), les autres de caractère social (installation des familles réfugiées et déplacées) ; zone de conflit entre l'Etat et les paysans pour qui l'exploitation de la forêt est un mécanisme de survie. - Pas d'engagement de la CE dans ce domaine. ▪ Micro-finance <ul style="list-style-type: none"> - Programme de micro-finance efficace dans les projets de développement rural intégré (PRASAC) et les projets ONG. ▪ Vulgarisation et formation agricoles <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie gouvernementale : service public. Pas d'engagement du secteur privé. - Soutien de la CE à la stratégie gouvernementale (SLPP). ▪ Recherche agricole <ul style="list-style-type: none"> - Pas d'indication de soutien de la CE . - Pas d'indication d'intégration régionale.

Q 5	Services sociaux
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui budgétaire de la CE à un SWAP en Education ▪ Projet/programme: <ul style="list-style-type: none"> - PDRI (PRASAC, ECOSORN), projets ONG <ul style="list-style-type: none"> ▪ Services sociaux : composante importante, particulièrement l'accès à l'eau, l'assainissement, les pistes rurales. ▪ Impact réel mais limité aux zones d'intervention. ▪ Education et santé ne sont pas incluses dans le champ d'activité des PDRI.
Q 6	Ressources naturelles
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'exploitation des ressources naturelles (forêts) est un mécanisme de survie des plus pauvres. ▪ Problème de déminage dans certaines régions. ▪ Dimension GRN intégrée dans les PDRI. ▪ GRN dans les projets ONG : réhabilitation et gestion collective des forêts villageoise. ▪ Pas d'indication de projets spécifiques financés par la CE.
Q 7	Sécurité alimentaire
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Deux populations sont confrontées au Cambodge à l'insécurité alimentaire : <ul style="list-style-type: none"> - Les réfugiés et personnes déplacées. - Les paysans pauvres, parmi lesquels nombreux sont dans certaines régions les personnes déplacées réinstallées sur un lopin de terre obtenu par défrichement de la forêt ; exploitations trop petites et rendements agricoles trop faibles pour assurer la subsistance de la famille en année normale et à plus forte raison les années où la pluviométrie est faible. ▪ La CE a apporté une aide humanitaire (ECHO). Celle-ci est financée sur la ligne budgétaire Sécurité Alimentaire et la ligne budgétaire ONG des actions au niveau des villages visant à améliorer les revenus paysans par des actions de vulgarisation agricole, la fourniture de bétail (banques de bétail), l'aménagement d'équipements collectifs (eau potable, assainissement, réservoirs de stockage d'eau pour l'irrigation), le développement d'activités non-agricoles, la création d'institutions de micro-crédit.

Q 8	Intégration politique et sociale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un processus de déconcentration-décentralisation est en cours. ▪ Provinces et districts sont gérés par un gouverneur nommé par le gouvernement central. Les ministères sectoriels, notamment les ministères de l'agriculture, de l'eau, du développement rural, des travaux publics, etc., ont des services déconcentrés à ce niveau. ▪ Les communes sont depuis 2002 gérées par un conseil élu. ▪ Les capacités techniques et financières des administrations déconcentrées restent faibles. Il en est de même pour les communes. ▪ Au niveau village, il y a un chef de village ("village leader") initialement nommé par le gouverneur de district et aujourd'hui nommé par le conseil de district élu. Le ministère du développement rural prévoit également des conseils de développement villageois (VDCs) mais sa capacité à susciter la création de ces conseils et à aider à leur développement est très faible. Les conseils de village n'existent et n'ont de réelle activité que là où un PDRI (PRASAC) ou une ONG s'est chargé de les mettre en place. ▪ A travers le programme SEILA des ressources financières sont apportées aux collectivités territoriales (provinces et districts). Le programme Partnership for Local Government (PLG) fournit de l'assistance technique (SIDA, DFID, UNDP) à la mise en œuvre de SEILA. Les districts à leur tour peuvent allouer des fonds aux conseils de développement villageois pour financer leurs plans de développement. ▪ Le Programme SEILA se veut un programme du gouvernement auquel sont étroitement associés sept ministères. Mais les financements SEILA passent par un circuit parallèle à celui du gouvernement. Le programme se termine fin 2006. Une question essentielle, encore en suspens, est de savoir si par la suite l'aide à la décentralisation et au développement des collectivités transitera par le circuit de financement public et sera alimenté soit par un pool de ressources (basket funding) soit par un appui budgétaire (comme le souhaite DFID), ou restera un circuit parallèle. ▪ La CE n'est pas impliquée dans le processus de décentralisation, pourtant crucial au développement du pays. Ses PDRI ont été conçus et mis en œuvre hors du cadre du programme SEILA, et s'appuient donc sur des structures de gestion parallèles aux institutions gouvernementales pourtant existantes. ▪ Les femmes ont un rôle important dans les conseils de développement villageois et les structures que créent ceux-ci (par exemple : banque de village) mais il est possible que cela reflète l'influence des ONG. ▪ Les ONG ont un rôle central dans le développement et le renforcement de la société civile. Elles sont organisées dans un Forum d'ONG qui est un agent de plaidoyer important. Certaines ONG forment les structures villageoises et communales à faire valoir leurs droits auprès des instances gouvernementales. ▪ Il se dessine dans certains cas un passage de responsabilités de la gestion des ONG internationales à des nationales. ▪ Il y a au Cambodge des minorités ethniques géographiquement localisées. Le Ministère de Développement Rural a la responsabilité de l'action publique à leur endroit mais ses moyens sont extrêmement limités.

Q 9	Modalités de mise en œuvre (efficience)
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le projet SLPP d'appui à l'élevage prévoit que les activités (par exemple, la formation des assistants vétérinaires destinés à fournir des conseils aux paysans) seront menées sur la base de contrats passés avec des opérateurs privés. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage considère qu'il n'y a pas d'opérateurs capables de fournir ces prestations, que seuls les services du ministère pourraient apporter. Résultat : blocage du projet et une unité de gestion de projet inactive (mais payée) depuis 18 mois. ▪ A noter encore que sur un budget total du SLPP de EUR 5,0 million, les coûts de l'unité de gestion de projet (AT) représentent EUR 2,25 millions (45%). ▪ A l'opposé, les réalisations de PRASAC II et des projets mis en œuvre par des ONG ont été fréquemment supérieures à ce que prévoyaient les cahiers de charges. Dans certains cas, ces projets ont bénéficié d'un effet de change favorable (dépréciation du US Dollar par rapport à l'Euro) qui a permis une extension de leurs activités sans budget additionnel. ▪ Les lignes budgétaires Sécurité Alimentaire et ONG s'avèrent flexibles et bien adaptées aux besoins des actions au niveau des villages. Il y a appel à projets ; les ONG Internationales formulent des propositions ; les projets financés sont exécutés par les ONG Internationales, ou sous-traités à des ONG nationales, avec possibilité, en fonction des changements dans le contexte, de modifier les activités. La procédure de sélection des offres reste néanmoins lourde et longue, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur les projets proposés qui deviennent dans certains cas obsolètes, en raison du contexte national dynamique. ▪ L'absence de stratégie sectorielle et des inquiétudes quant à la qualité de la gestion des finances publiques justifient que la Commission ne recoure pas à l'appui budgétaire.

Q 10	Durabilité des résultats
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'agissant des projets mis en œuvre par des ONG (établissement de conseils de développement villageois, élaboration de plans de développement, mise en œuvre de ces plans, institution d'un système de suivi-évaluation), la Lutheran World Federation (LWF) considère que la durabilité des institutions n'est atteinte qu'après 6 à 8 ans. Les financements de la CE sont nettement plus courts : 1 à 3 ans. D'où la nécessité pour les ONG engagées dans ces actions et ayant le souci de la durabilité (ce qui ne semble pas être le cas de toutes) de trouver des financements relais. ▪ Le rapport d'évaluation du programme PRASAC exprime de sérieux doutes quant à la durabilité de nombreux résultats du projet. Il relève notamment que: <ul style="list-style-type: none"> - Des agents de développement rural ont été formés, mais qu'il n'y a aucune assurance que leur activité sera à l'avenir financée par le budget de l'Etat, ni que leurs compétences acquises seront bien utilisées ; de plus, l'achèvement du projet entraîne une brutale diminution de salaire pour les cadres de l'administration qui avaient été temporairement affectés au projet ; la tentation est grande pour les agents formés de trouver un emploi hors de l'administration, au sein d'une structure privée (e.g. une ONG internationale) avec des taux de rémunération jusqu'à 10 fois supérieurs à ceux des administrations publiques. - Les administrations publiques n'ont pas les moyens financiers d'assurer l'entretien des équipements qui leur ont été transférés en fin de projet. - Le fonds d'entretien des routes rurales établi par le Ministère de Développement Rural ne couvre que 10% des besoins d'entretien périodique. S'agissant de l'entretien courant, certaines communes ont prévu un financement alors que d'autres comptent sur le travail volontaire des villageois ce qui est jugé insuffisant par les évaluateurs. - L'entretien courant et périodique des grands réseaux d'irrigation (>200 ha) repose entièrement sur le Ministère de l'Eau ; il n'y a pas de paiement de l'eau par les utilisateurs. - Le maintien, et à plus forte raison l'élargissement du système de vulgarisation agricole de l'Etat suppose que d'autres bailleurs prennent le relais de la CE. - Les Comités de Développement Villageois établis par PRASAC n'ont pas de réelle activité et sont voués à disparaître sauf s'il y a eu prise de relais par une ONG. - A la date de la mission d'évaluation la viabilité du système de micro-crédit n'était pas assurée – le rapport d'évaluation a formulé des recommandations. Il semble que depuis une solution a été trouvée et que l'institution de micro-crédit se soit largement développée. La viabilité des banques de village apparaissait très douteuse. ▪ Les perspectives de durabilité des acquis de PRASAC sont jugées en revanche meilleures pour : <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture d'eau potable : le coût d'entretien des pompes n'est pas très élevé et des comités de gestion ont été mis en place. - Les besoins d'entretien courant des petits réseaux d'irrigation (<200 ha) seront couverts par les contributions des paysans gérés par des comités d'utilisateurs. ▪ La Délégation conteste que ECOSORN soit conçu sur le même modèle que PRASAC, et donc sujet au même défaut de durabilité de ses résultats. Elle met en avant (i) que les administrations déconcentrées sont étroitement associées au projet à travers le Groupe de Suivi et par l'implication directe (et rémunérée) de certains fonctionnaires (par exemple le directeur provincial de l'agriculture) dans l'unité de gestion du projet et (ii) que les activités d'ECOSORN sont contractées à des entreprises privées, des ONG ou des services de l'administration alors que PRASAC réalisait ses activités avec les moyens propres du projet. .

Q 11	Coordination et Complémentarité des bailleurs de fonds
Coordination & complémentarité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il y a une structure de coordination entre les bailleurs au niveau des chefs de Délégation/responsables d'agence. ▪ Les différents bailleurs ont pour interlocuteur des ministères différents (pour la Commission, le Ministère des Affaires Etrangères), ce qui ne favorise pas la concertation entre le gouvernement et la communauté des bailleurs. ▪ 18 Groupes de Travail Techniques (TWG) rassemblant des représentants du gouvernement et des bailleurs ont été établis et se réunissent régulièrement. Il y a notamment un Groupe en charge du développement agricole dont la présidence est assurée conjointement par le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Eau (website du groupe : www.twgaw.org). Par contre, il n'y a pas de structure de coordination propre aux bailleurs actifs dans le secteur du développement rural. ▪ Outre le Groupe Technique sur l'agriculture et l'eau, il y a des groupes techniques sur la question foncière, sur la pêche, sur la forêt et l'environnement, sur la sécurité alimentaire. ▪ Depuis le départ du chargé de programme agriculture, la Délégation ne participe plus aux réunions de groupe de travail agriculture, ni à aucun des autres groupes de travail en relation avec le développement agricole et rural. ▪ Le chargé d'affaires de la CE est réservé à l'endroit des TWG. Il juge que leur mandat est peu clair et que les personnes qui y participent, tant du côté du gouvernement que des bailleurs, n'ont pas de pouvoir décisionnel. ▪ Comme noté plus haut, la CE est restée à l'écart du programme SEILA, soutenu par de nombreux bailleurs, et dont les objectifs étaient pourtant en ligne avec la volonté de la Commission de contribuer au développement de zones rurales.

2. Sources d'information

2.1 Sources et qualités de l'information

Bien qu'elle ait été préparée de manière quelque peu hâtive en remplacement d'une mission initialement envisagée au Vietnam, la mission au Cambodge a permis aux évaluateurs de prendre connaissance des principales interventions de la Commission dans le secteur du développement agricole et rural et de recueillir les informations nécessaires pour replacer ces interventions dans leur contexte.

Les évaluateurs ont eu des contacts directs avec les responsables des deux principaux projets de développement agricole et rural actuellement mis en œuvre par la Commission Européenne sur financement du programme indicatif national : ECOSORN et SLPP. Ils ont par ailleurs visité deux projets de développement villageois mis en œuvre dans les provinces de Kampong Speu et de Otdar Meanchey sur financement de lignes budgétaires (Sécurité Alimentaire et ONG). Ces rencontres ont permis aux évaluateurs d'apprécier le degré d'efficacité et de durabilité des actions supportées par la CE.

Les évaluateurs ont en outre pu recueillir des informations (rapports d'activité et rapports d'évaluation) sur un large programme de développement rural intégré (PRASAC II) aujourd'hui terminé, ainsi que sur des projets de développement villageois autres que les deux projets de ce type qu'ils ont visités.

Outre des entretiens approfondis avec le personnel de la Délégation en début et fin de mission, des rencontres ont eu lieu avec d'autres bailleurs de fonds : les coopérations allemande, britannique et française. La rencontre souhaitée avec les représentants de la Banque Mondiale n'a pu avoir lieu, ceux-ci étant en congé. Les rencontres avec ces différents bailleurs de fonds ont apportées un éclairage particulier sur la dynamique du développement du pays et sur les enjeux cruciaux qui s'y réfèrent, ainsi que sur le degré d'efficacité des mécanismes de coordination et dialogue inter-bailleurs.

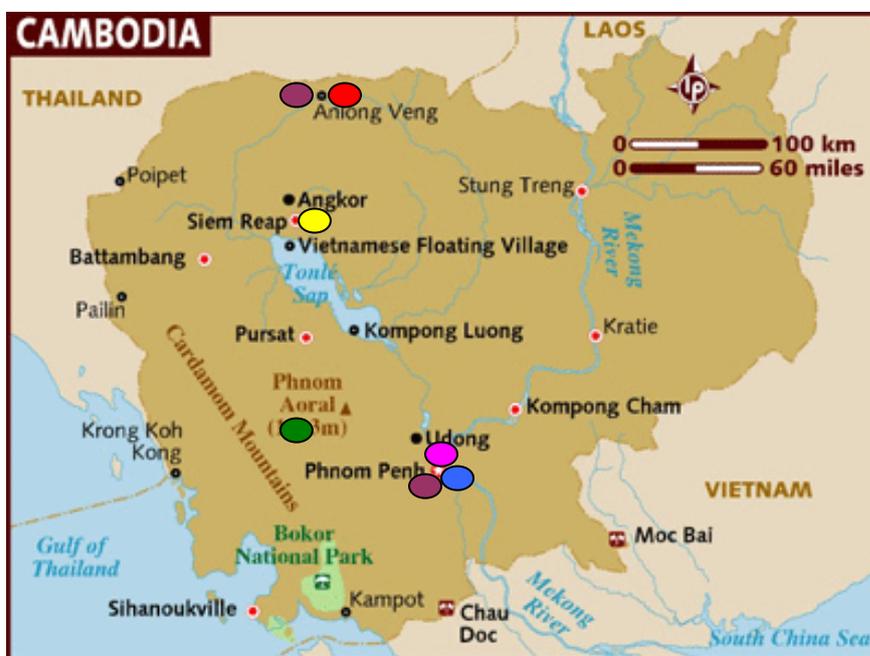
S'agissant des autorités cambodgiennes, les évaluateurs ont eu des entretiens à niveau élevé dans les trois ministères les plus directement impliqués dans le développement agricole et rural - Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Ministère du Développement Rural, Ministère de l'Eau et de la Météorologie - ; ainsi qu'avec des représentants des deux premiers de ces ministères au niveau de la province de Siem Reap. De plus, les évaluateurs ont bénéficié d'un entretien avec l'organe de coordination des relations du Gouvernement Cambodgien avec les bailleurs de fonds, le Conseil pour le Développement du Cambodge. Outre la collecte de documents stratégiques, ces entretiens ont permis à l'équipe de mieux comprendre l'approche adoptée par le Gouvernement vis-à-vis du secteur étudié ainsi que les mécanismes de coordination interministérielle et de dialogue avec les bailleurs de fonds et les moyens affecté à la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

2.2 Déroutement de la mission

Jour	Date	Lieu	Activité	Contacts
Dimanche	20/08	Bruxelles	Départ Bruxelles	
Lundi	21/08	Phnom Penh	Arrivée Phnom Penh	
Mardi	22/08	Phnom Penh	Prise de contact – Delegation	Kiet Vann
		Phnom Penh	GTZ Office	Thomas Engelhardt
		Phnom Penh	Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries	Lord Reasmey, Mak Soeun
		Phnom Penh	Briefing Delegation	Winston McColgan, Jolanda Jonckhart, Kiet Vann
Mercredi	23/08	Phnom Penh	ZAO Office	Paul Roelofsen
	23/08	Phnom Penh	Ministry of Rural Development	Chan Darong
	23/08	Phnom Penh	Ockenden International Office	John Lowrie
	23/08	Phnom Penh	Ministry of Water Resources and Meteorology	Veng Sakhon
	23/08	Phnom Penh	Council for the Development of Cambodia	Rith Vuthy
	23/08	Phnom Penh	Centre d'Etude et de Développement Agricole Cambodgien	Suon Seng
Jeudi	24/08	Phnom Penh	DFID Office	Chris Price
		Phnom Penh	SLPP Task Force	Tith Samon, Nou Vonika, Jozef Embrechts, Um Bunna, Than Sovyra
		Phnom Penh	CARE Cambodia Office	Brian Agland, Joseph Kodamanchaly
		Phnom Penh	AFD Office	Luc Hieu
Vendredi	25/08	Thpong District, Kampong Speu Province	Visite du projet IRDEP (LWS)	David Mueller, Albert Weinmann, Inn
Samedi	26/08	Siem Reap	Visite du site de Angkor Wat	
Dimanche	27/08	Siem Reap	Rédaction du rapport	
Lundi	28/08	Siem Reap	Visite du projet ECOSORN	Saruth Chan, Manfred Staab, Un Kanika, Vannak Mam, Heng Sokhena

Jour	Date	Lieu	Activité	Contacts
		Siem Reap	Visite du Provincial Rural Development Committee (PRDC)	Ros Sar
Mardi	29/08	Samrong District, Oddar Meanchey Province	Visite du projet Rural Development for vulnerable displaced populations in two North-west provinces of Cambodia (Ockenden)	Nhov Nharn
Mercredi	30/08	Samrong District, Oddar Meanchey Province	Visite au bureau local de ZOA	Roelof van Till
	30/08	Siem Reap	Retour sur Phnom Penh	
Jeudi	31/08	Phnom Penh	Debriefing Delegation	Winston McColgan, Kiet Vann
	31/08	Phnom Penh	Départ Phnom Penh	
Vendredi	01/09	Bruxelles	Arrivée Bruxelles	

3. Cartographie des projets visités



- Smallholder Livestock Production Programme (SLPP)
- Samraong/Ampil Community Reintegration and Development (SACRD)
- Rural Development for vulnerable displaced populations in two North-west provinces of Cambodia
- Economic and Social Relaunch of Northern Province (ECOSORN)
- Integrated Rural Development through Empowerment Project, Thpong I & II (IRDEP)
- Cambodia Farmer Food Security Project

Note de fin de mission - Cameroun

1. Constats principaux

1.1 Synthèse des constats principaux de la mission

Stratégies et financement

Il a fallu attendre 2006 pour que le gouvernement ait une politique sectorielle opérationnelle en développement rural (DR). La CE n'a par ailleurs pas non plus développé de stratégie explicite en matière de DR. De plus, il n'y a pas de structure organisée de coordination ni de cofinancement de projet en DR entre la CE et les pays membres.

Différents programmes de développement rural ont cependant été réalisés au cours de la période d'évaluation 1996-2006, y compris ces dernières années. Ces programmes se sont appuyés sur différentes sources de financement : FED (7e, 8e, 9e), PIR, ligne budgétaire banane, fonds Stabex.

Stabex

Tous les projets visités ont bénéficié des fonds Stabex. La souplesse de ceux-ci est bien adaptée pour les réformes de filières, mais pâtit de la même rigidité que d'autres types de financement pour le financement de projets/programmes.

Durabilité

La durabilité est une pierre d'achoppement des programmes de DR de la CE au Cameroun. Les visites de projets terminés ont généralement permis de constater la maintenance des résultats et un bon état d'entretien, mais la viabilité reste aléatoire.

La durabilité/viabilité a rarement été reconnue comme facteur de succès essentiel et les stratégies de désengagement étaient incomplètes et/ou tardives pour tous les projets visités.

Le financement est de plus insuffisamment assuré pour maintenir les résultats après la fin des interventions, qu'il soit généré par de l'activité économique ou, plus souvent, externe.

D'un autre côté, l'appropriation des interventions, à la base des projets participatifs, est plutôt bonne, même si elle reste variable.

Impact

Les programmes de développement rural participatif (agricole et intégré) ont tous eu un impact positif pour les bénéficiaires, mais cet impact reste limité à une partie de la population et de surcroît aux zones d'intervention. L'impact total au niveau du pays reste donc faible.

Le centre de recherches a quant à lui un impact plus large et général, avec un potentiel régional.

Modalités de mise en œuvre :

Des retards et/ou prolongations dans la mise en œuvre ont été constatés pour la plupart des projets terminés. De plus, sur cinq projets visités, trois ont connu des

dépassements/réorientation par rapport aux prévisions financières initiales. Enfin, les frais généraux et d'assistance technique restent élevés pour tous les projets (>30%).

Les projets sont toutefois bien suivis et documentés (évaluations, rapports, comités de pilotage), malgré une disponibilité difficile (peu de documents électroniques, pas de référencement dans CRIS).

Aspects économiques

Tous les projets génèrent une croissance de la productivité et des revenus agricoles, mais d'intensité variable et limitée au nombre de bénéficiaires et aux zones d'intervention.

L'accès aux moyens de production n'a été réellement amélioré que dans 1 projet ; ceci ne constituait cependant pas un objectif des autres projets. Le taux d'adoption de nouvelle méthode agricole est également resté limité.

Quant à l'accès aux services économiques, ceci se limite essentiellement à des facilités de crédit sur un projet et de la vulgarisation agricole sur un nombre d'autres.

Filières

Café/cacao : La CE a accompagné le processus de réforme qui a conduit à la libéralisation des filières et à une nouvelle organisation. Ceci a amélioré le prix FOB obtenu par les planteurs organisés, même si un effet négatif a été observé sur la qualité.

Banane : La CE a assisté des sociétés bananières privées et a renforcé un centre de recherche sur bananes et plantains. Ceci a relancé et renforcé la production de bananes dessert, permis la lutte contre les maladies et la diffusion de variétés de plantain améliorées, l'amélioration du rendement et la dissémination d'études scientifiques.

Cohérence

Le pays souffre d'une concurrence déloyale de produits subventionnés par la CE sur les marchés internationaux (coton) et sur le marché camerounais (poulet congelé).

De plus, tous les produits d'exportation camerounais vers l'UE sont concernés par les barrières non-tarifaires (normes phytosanitaires) de celle-ci. La société civile exprime de plus beaucoup d'inquiétude sur les conséquences sur les productions agricoles camerounaises de l'Accord de Partenariat Economique à venir.

Foncier

Le problème du foncier reste une contrainte fondamentale (bananes dessert, cacao, périmètres rizicoles).

1.2 Constats par question d'évaluation

La mission a permis de tester, d'infirmer/confirmer, et de compléter les constats préliminaires et les problématiques spécifiques pour les questions d'évaluations, telles que définies dans la phase documentaire. Les questions d'évaluation 6 sur la gestion durable des ressources naturelles et 7 sur la sécurité alimentaire n'ont pas été traitées lors de cette mission car elles se sont révélées sans objet dans le cas du Cameroun.

Les constats de la mission de terrain au Cameroun par rapport aux questions d'évaluation sont détaillés ci-dessous.

Q 1	Objectif de réduction de la pauvreté rurale
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement rural (DR) pas repris dans 9e FED, mais autres financements: STABEX (250 MEUR) (tous les projets visités) ; Ligne de financement Banane: filière banane ; PIR: CARBAP ▪ STABEX : un instrument adapté aux objectifs poursuivis : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les fonds Stabex, générés par les pertes des recettes d'exportation, sont non récurrents et non prévisibles par définition. Ils ne peuvent donc pas être programmés ex ante. ➤ L'utilisation des fonds est régie pas des cadres d'obligations mutuelles (COM) qui sont relativement souples. Ils ont progressivement été utilisés pour trois types d'intervention: réformes des filières café/cacao (prise en charge de dettes, de programmes de réforme, etc.) ; amélioration de la rentabilité des filières café/cacao, notamment au travers du PSC et d'entretien des pistes rurales ; financement des programmes de développement au même titre que les fonds FED (p.e. PDRP-LC). ➤ La souplesse des fonds Stabex était bien adaptés pour les réformes des filières, par contre pour les 2 autres cas, il n'y avait pas de différence avec d'autres types de financement et globalement les difficultés dans la mise en œuvre des programmes (délais, appels d'offre, etc.) ne sont pas différents que pour des financements FED. ▪ Stratégies de DR: <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'approche sectorielle avant le DSDSR (2006). - Approche territoriale privilégiée (PDRM, PDRP L&C, PPDR, PSC). - Focus équilibré sur développement agricole et développement rural intégré. ▪ Raison de l'absence d'approche sectorielle en DR alors que sont développées de nombreuses interventions variées dans ce secteur : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Gouvernement: le délai mis par le gouvernement pour présenter une politique sectorielle opérationnelle en DR explique sans doute l'absence d'approche sectorielle en matière de DR. ➤ CE: bien qu'ayant mené un grand nombre d'interventions de DR, la CE n'a pas développé de stratégie explicite de DR ; le DR n'était pas un secteur de concentration du 9e FED; la diversité des modes de financement (Stabex, 7e et 8e FED, ligne budgétaire bananes) ne facilite pas la vision d'un cadre global d'intervention. ➤ Autres bailleurs: il n'y a pas de structure de coordination et il y a peu de cofinancement de projets. ▪ COM 429: pas de référence pour la programmation 10e FED.

Q 2	Stratégies du pays partenaire et besoins essentiels des bénéficiaires
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence d'approche sectorielle avant 2006 – processus: <ul style="list-style-type: none"> - 90' : politiques d'ajustement structurel: privatisations / libéralisation, responsabilisation des producteurs. - 2000: DR inclus comme élément du DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté). - 2003: DSDDR (Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural), mais un cadre opérationnel manque encore. - 2006: DSDDR incluant cadre opérationnel présenté aux bailleurs ; DSDDR intégré dans CDMT. - En cours: discussion sur participation des bailleurs au financement au DSDDR. ▪ Décentralisation: lien étroit DSRP avec le processus de décentralisation, même avant la loi d'orientation de la décentralisation de 2004. ▪ Liens entre CSP et DSRP: pas de lien explicite.

Q 3	Croissance de l'économie rurale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les projets participatifs PPDR et PDRP ont un impact réel sur l'économie rurale, mais limité compte tenu du nombre de bénéficiaires. <ul style="list-style-type: none"> ➤ PDRP L&C : <u>Superficie</u>: 481h cultivés sur un total de [surface rizicole au Cameroun], pour 2000 producteurs. Près de 200 hectares de périmètres privés ont également été réhabilités ; <u>Rendements agricoles</u>: satisfaisants. Dans des conditions normales, les rendements obtenus sont généralement supérieurs à 4.3 t/ha. Rendements fortement dépendants de la mise en place des intrants (engrais, fuel). Coefficient d'intensification cultural de 1.2. ; <u>Productivité du travail agricole</u>: reste faible, les travaux restant manuels (technique du labour mécanisé a été abandonnée) : <u>Revenus</u>: Augmentation du revenu pour les bénéficiaires – cependant insuffisant pour assurer durablement la survie d'une famille moyenne de sept personnes. La superficie moyenne des parcelles rizicoles reste très faible (0,25 ha) ce qui induit un bénéfice annuel d'approximativement 160 000 Fcfa par paysan. ➤ PPDR : <u>Plantation de</u>: 3,700ha de cacao créés ou densifiés, ~320ha de palmiers à huile, ~32ha de plantains ; Augmentation de rendement pour la bananeraie ; Organisation de la commercialisation cacao: ~700 GIC ; <u>Revenus</u>: augmentation des revenus des producteurs groupés de ~60 FCFA/kg de cacao ; <u>Rendements</u>: augmentation des rendements de bananiers plantain de ~10 à 20T/ha. ▪ Croissance des revenus: difficile à apprécier, globalement positive mais limitée aux zones d'intervention : <u>Impact positif</u>: PDRM (pomme de terre), PDRP L&C (riz), CARBAP (plantain), PPDR (plantain, cacao), filière banane ; <u>Impact neutre</u>: PSC (cacao). ▪ Croissance de la productivité agricole: globalement positive mais limitée aux zones d'intervention: <u>Pommes de terre</u>: variétés de l'Ouest Cameroun introduites dans l'Extrême-Nord ; <u>Cacao</u>: augmentation de la capacité de séchage dans les zones d'intervention ; <u>Bananes et Plantains</u>: rendement plus que doublé (de 5-8T/ha à 25-40T/ha) grâce à nouvelles variétés et itinéraires techniques ; impact potentiel plus large dû à innovations génétiques répliquables. ▪ Impact des interventions de la CE dans la réforme des filières d'exportation café/cacao et d'appui à la recherche : <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Réforme des filières café / cacao</u>: la CE a accompagné le processus de réforme qui a conduit à la libéralisation des filières et à une nouvelle organisation : prise en charge des frais de restructuration (licenciements arriérés planteurs) ; mise en place d'une interprofession ; financement d'un système d'information au planteur ; participation aux discussions sur les réformes. <ul style="list-style-type: none"> ○ Impact: amélioration du pourcentage du prix FOB obtenu par le planteur organisé (PPDR) (80-85%) ; effet négatif sur la qualité. ➤ <u>Appui à la recherche</u>: la CE a renforcé un centre de recherche sur bananes et plantains. <ul style="list-style-type: none"> ○ Impact: création d'un centre de compétence régional ; diffusion de variétés améliorées, amélioration du rendement et lutte contre les maladies ; dissémination d'études scientifiques. ▪ Création d'emplois non-agricoles: impact limité.

Q 4	Moyens de production et services économiques
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de l'accès aux facteurs de production : <ul style="list-style-type: none"> - Accès amélioré à l'eau et au crédit dans le PDRP L&C. - Peu ou pas d'amélioration (eau, transport, foncier, crédit) dans les autres projets visités. - Le foncier reste une contrainte fondamentale (bananes dessert, cacao, périmètres rizicoles). ▪ Microfinance: peu de soutien à des programmes de microfinance en milieu rural : ▪ Vulgarisation et formations agricoles : <ul style="list-style-type: none"> - L'approche participative, à la base de 4 des 5 projets visités, permet à la vulgarisation/formation de s'appuyer sur les besoins exprimés par les bénéficiaires. ▪ Recherche agricole: les réalisations majeures du centre régional CARBAP répondent adéquatement aux enjeux nationaux et régionaux d'une culture importante pour la sous-région.

Q 5	Services sociaux
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui budgétaire: les sous-secteurs suivants sont ciblés: <ul style="list-style-type: none"> - (à déterminer). ▪ Projet/programme: Prise en compte variable des secteurs sociaux <ul style="list-style-type: none"> - Projets participatifs (PDRM, PDRP L&C, PPDR): <ul style="list-style-type: none"> ▪ Services sociaux : composante importante, particulièrement l'accès à l'eau et l'éducation. ▪ Impact réel mais limité sur les taux de couverture des zones d'intervention.

Q 8	Intégration politique et sociale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décentralisation: <ul style="list-style-type: none"> - Loi d'orientation de la décentralisation (22 juillet 2004); Degré d'avancement à déterminer. - Communes relativement peu impliquées dans les projets de la CE, à l'exception de quelques programmes de formation/sensibilisation. ▪ Capacité des différents acteurs (publics, privés, civils) <ul style="list-style-type: none"> - Création et renforcement de groupements de producteurs au cœur de plusieurs projets (PDRM, PDRP L&C, PPDR), ce qui n'a pas été fait pour le PSC. - Formations/sensibilisation autour des services sociaux et économiques. ▪ Société civile: <ul style="list-style-type: none"> - s'implique de plus en plus dans le suivi des projets de développement (p.e. séminaire de Ombé sur DSRP en 2005). - reste peu impliquée au niveau de décision stratégique des interventions et a l'impression d'être un alibi dans nombre de discussions. ▪ Groupes marginaux: <ul style="list-style-type: none"> - Peu d'indication de ciblage des interventions vis-à-vis des groupes marginaux. - Cas de non prise en compte des problématiques des groupes marginaux (PDRM). ▪ Genre et égalité des chances: <ul style="list-style-type: none"> - Appui de groupements féminins dans trois projets (PDRP L&C, CARBAP, PPDR). - Peu d'implication de femmes observée dans la mise en œuvre de projets.

Q 9	Modalités de mise en œuvre (efficience)
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépassement par rapport aux prévisions financières initiales : dépassement constaté dans 2 projets (PSC, PDRP L&C: a entraîné réduction des objectifs) et réorientation dans 1 projet (PDRM: abandon de la construction de barrages). ▪ Coûts: Frais généraux et d'AT élevés (PDRM: 35%, PDRP L&C: 37%, PPDR: 50%). ▪ Retards et/ou prolongations dans la mise en œuvre: constatés pour la plupart des projets terminés (PDRP L&C, PPDR: prolongation d'un projet initié en 1990, PDRM: 2 ans, PSC: 6 ans). ▪ Définitions: interventions souvent partiellement définies ex ante (objectifs, indicateurs, durabilité...). ▪ Système de suivi : projets et suivis bien documentés (évaluation, rapports, comité de pilotage); disponibilité toutefois difficile (peu de documents électroniques, pas de référencement dans CRIS). Utilité des MR? ▪ Souplesse des instruments: souplesse des fonds Stabex bien adaptée pour les réformes de filières, mais même rigidité que d'autres types de financement pour le financement de projets/programmes.

Q 10	Durabilité des résultats
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Constat des visites : les résultats sont généralement maintenus et l'état entretien est généralement bon lors des visites réalisées peu après la fin des interventions, mais la viabilité reste aléatoire: <ul style="list-style-type: none"> - Peu de reconnaissance de la durabilité/viabilité comme facteur de succès essentiel. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Durabilité non mentionnée dans les conventions de financement des projets visités. ▪ Stratégies de désengagement incomplètes et/ou tardives pour tous les projets visités. - Le financement est insuffisamment assuré pour maintenir les résultats après la fin des interventions : <ul style="list-style-type: none"> ▪ La plupart des activités/projets nécessitent du financement externe pour supporter les charges récurrentes, et n'ont pas de sources de financement futur assurées/budgétisées (CARBAP, CSP du PDRP L&C, suivi de projet PSC). ▪ Les activités se basant sur l'autofinancement ont un équilibre souvent fragile (riziculture PDRP L&C). - L'entretien des infrastructures n'est pas garanti de façon solide: <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les petites infrastructures (puits, écoles), l'entretien est sous la responsabilité des bénéficiaires. ▪ Pour les autres infrastructures, la situation est variable: <ul style="list-style-type: none"> - cas où pas de système de gestion et d'entretien est prévu (PSC, PDRM). - cas où un tel système est prévu mais reste fragile (CSP au PDRP L&C, infrastructures reprises par l'Etat). - L'appropriation des interventions est à la base des projets participatifs (PDRM, PDRP L&C, PSC, PPDR) mais reste variable. ▪ L'appropriation est satisfaisante au niveau des projets PDRM, PSC, PPDR (groupements cacao); la responsabilisation des bénéficiaires est en cours mais pas encore acquise au niveau du PDRP L&C. ▪ Cas de plusieurs activités qui ont été répliquées sans support externe (achat motopompe dans L&C, hangar de stockage dans PPDR, construction de biefs dans PDRM).

Q 11	Coordination et Complémentarité des bailleurs de fonds
Coordination & complémentarité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de structure organisée de coordination en DR entre la CE et les pays membres ou autres donateurs. ▪ Pas de projet cofinancé par la CE avec d'autres donateurs : <ul style="list-style-type: none"> - des projets sont par contre cofinancés entre d'autres donateurs, p.e. le PNDP (BM, Coopération française...) et un projet en Environnement (basket fund de différents bailleurs). ▪ Absence de stratégie de DR opérationnelle du gouvernement jusqu'en 2006 explique sans doute la faiblesse de coordination constatée.

Q 12	Cohérence avec les autres politiques de la CE
Cohérence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cohérence avec la PAC. ▪ Concurrence déloyale de produits subventionnés par la CE sur les marchés internationaux (coton) ou sur le marché camerounais (poulet congelé). ▪ Développement d'une filière avicole prospère suite à l'interdiction d'importation de poulet congelé sur décision gouvernementale camerounaise. ▪ Cohérence avec la politique commerciale de la CE. ▪ Barrières non-tarifaires (normes phytosanitaires): tous les produits d'exportation camerounais vers l'UE sont concernés. ▪ Laboratoires de référence: manque au Cameroun pour répondre aux normes sanitaires. ▪ EPA: beaucoup d'inquiétude exprimée par la société civile sur les conséquences sur les productions agricoles camerounaises.

2. Sources d'information

2.1 Source et qualité de l'information

L'information collectée en mission est appréciée comme étant globalement de bonne qualité et a même dépassé les espérances initiales dans la mesure où un projet supplémentaire a pu être visité et non des moindres : le PDRM.

La mission a donc permis la visite de 5 projets, dont 4 projets terminés (PDRP L&C, PDRM, PSC, PPDR) et un centre de recherche (CARBAP), et des rencontres avec des intervenants de la Filière Bananes et du Conseil Interprofessionnel du Café et du Cacao (CICC).

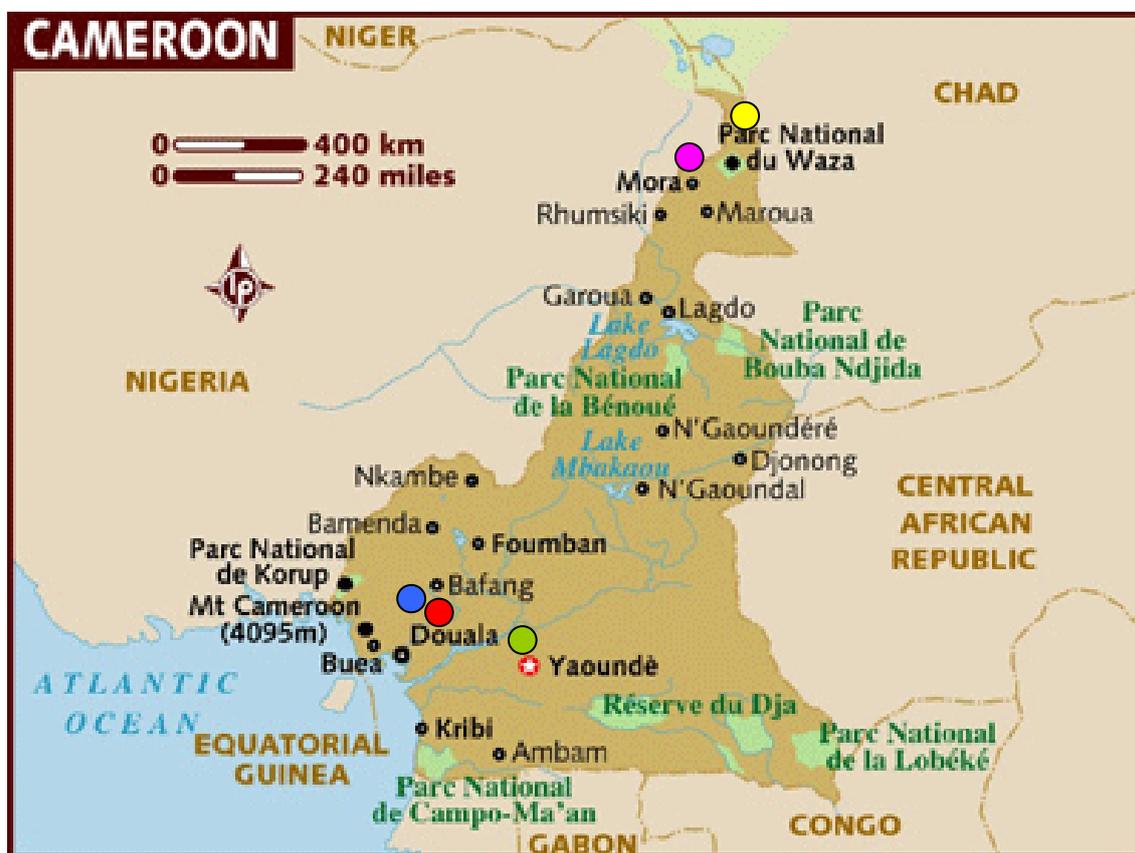
Des responsables anciens ou actuels des projets ont accompagné toutes les visites de terrain, ce qui a permis d'approfondir les problématiques des projets visités et a donné lieu à de riches échanges. Outre les responsables de projet, les visites ont permis de rencontrer des acteurs de terrain à différents niveaux : bénéficiaires, responsables techniques, responsables et cellules d'appui post-projet, interlocuteurs de projet (ONG), autorités locales.

La mission a par ailleurs permis de rencontrer d'autres bailleurs tels que la Banque Mondiale (BM) et l'Agence Française de Développement (AFD), la Délégation de la CE (DCE), la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National (CAON) et le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Un échange instructif a par ailleurs eu lieu avec la société civile, sous forme de focus group.

2.2 Déroutement de la mission

Jour	Date	Ville	Evaluateur	Activités	Responsables
lundi	24/07/2006	Bruxelles	JMW, VC	Départ de Bxl vers Yaoundé	-
		Yaoundé	JMW, VC	Arrivée à Yaoundé	-
		Yaoundé	JMW, VC	Rencontre MM. Takougue et Togem	Takougue, Togem
mardi	25/07/2006	Yaoundé	JMW, VC	Briefing Délégation	Schleiffer, Kwongang, Nougarede, Courtin, Gwed
		Yaoundé	JMW, VC	Rencontre Filière Exportation Banane et ASSOACAM	Gayot, Owona Kono
		Yaoundé	JMW, VC	Rencontre AFD	Bedu
mercredi	26/07/2006		JMW, VC	Départ vers Garoua	-
			JMW, VC	Trajet de Garoua vers Maroua	-
jeudi	27/07/2006	Maroua	JMW, VC	Visite du projet Monts Mandara	Takougue
		Maroua	JMW, VC	Rencontre de parties prenantes au PDRM	
vendredi	28/07/2006		JMW, VC	Départ vers Kousséri	
		Kousseri (Logone)	JMW, VC	Visite du PDRP Logone & Chari	Tchouplaou
samedi	29/07/2006	Kousseri (Chari)	JMW, VC	Visite du PDRP Logone & Chari	Tchouplaou
		Kousseri	JMW, VC	Rencontre de parties prenantes au PDRP L&C	Tchouplaou
dimanche	30/07/2006		JMW, VC	Départ vers Garoua	
lundi	31/07/2006	Garoua	JMW, VC	Départ annulé vers Douala	
mardi	01/08/2006	Garoua	JMW, VC	Travail d'analyse à Garoua	
mercredi	02/08/2006		JMW, VC	Départ de Garoua via Ngaoundere vers Yaoundé et Douala	
jeudi	03/08/2006		JMW	Arrivée à Yaoundé	
		Yaoundé	JMW	Rencontre MINADER	Tchokam
			VC	Arrivée à Douala	
vendredi	04/08/2006	Yaoundé	JMW	Rencontre Société Civile: Jeudis de Cotonou, La Voix du Paysan, SAIDL, ACDIC	Ntep, Andela, Njonga, Nana, Kotcho
		Yaoundé	JMW	Rencontre Conseil Interprofessionnel du Café et du Cacao - CICC	Lema
		Yaoundé	JMW	Rencontre MINPLAPDAT	Olinga Ondoa
		Douala (Njombé)	VC	Visite du CARBAP	Tomekpe
		Douala (Kumba)	VC	Visite du Projet Séchoirs à Cacao	Kamgwa
samedi	05/08/2006	Yaoundé (Sa'a)	JMW	Visite du projet PPDR à Sa'a	Schleiffer
			VC	Départ de Douala vers Yaoundé	
dimanche	06/08/2006	Yaoundé	JMW, VC	Ecriture du débriefing à la délégation	
lundi	07/08/2006	Yaoundé	JMW, VC	Débriefing à la délégation	Schleiffer, Kwongang, Nougarede, Dieye, Bayero
		Yaoundé	JMW, VC	Rencontre Banque Mondiale	Ngomba
		Yaoundé	JMW, VC	Rencontre DCE	Nougarede, Forcellini, Dieye
			JMW, VC	Départ de Yaoundé vers Bxl	-
mardi	08/08/2006	Bruxelles	JMW, VC	Arrivée à Bruxelles	-

3 Cartographie des projets visités



- PDRP L&C : *Projet de Développement Rural Participatif - Logone & Chari*
- PDRM : *Projet de Développement Rural des Monts Mandara*
- PSC : *Projet Séchoirs à Cacao*
- CARBAP : *Centre Africain de Recherches sur Bananes et Plantains*
- PPDR : *Projet de Pôles de Développement Participatif (visite à Sa'a)*

Note de fin de mission - Madagascar

1. Constats principaux

1.1 Synthèse des constats principaux de la mission

Stratégies: Développement rural orienté vers une économie de marché

Le PRSP révisé de 2005, a été remplacé par le MAP (« Madagascar Action Plan ») dont l'orientation est basée davantage sur la croissance et le marché. Le PNDR s'inscrit dans ce programme global. Il remplace la politique sectorielle de DR, le PADR, lancé en 1997. Le PNDR est plus explicite sur la conservation environnementale, mais il omet la dimension de l'accès aux services sociaux. Les différences avec le PADR, outre les ajustements portant sur les réformes ministérielles, résident dans l'importance donnée à une orientation vers le marché, au crédit rural et à l'enseignement agricole. Cette stratégie reste difficile à traduire en programmes opérationnels de dépenses publiques.

Les différents programmes de développement rural réalisés au cours de la période d'évaluation 1996-2006 se sont appuyés sur différentes sources de financement : FED (7e, 8e, 9e), ligne budgétaire, et fonds Stabex. Le niveau d'intervention initialement insuffisamment concentré (« saupoudrage » initial des interventions) est devenu significativement plus ciblé dans le 9^{ème} FED (concentration régionale et sous-sectorielle).

Efficacité et impact des interventions de DR

La pauvreté à Madagascar est essentiellement un phénomène rural, et l'agriculture reste le premier employeur de l'économie. Les rendements agricoles restent faibles, alors que la population a crû, avec pour conséquences : une réduction de la productivité agricole, une insécurité alimentaire croissante. Par ailleurs, l'accès aux services de base comme l'accès au foncier, aux infrastructures, aux intrants, aux techniques (échecs de la vulgarisation) et aux marchés (du fait notamment de l'enclavement) souffrent de graves insuffisances.

Si les interventions de la CE dans le secteur développement rural ont été globalement efficaces dans les programmes/projets d'appui aux infrastructures rurales (routes, périmètres irrigués), d'appui aux filières (Vanille, Pêche, Litchis, etc), de micro - finance et de structuration paysanne, leur impact sur la réduction de la pauvreté rurale n'a pu être démontré car la pauvreté rurale a globalement augmenté dans toutes les zones d'intervention de l'aide Européenne : la pauvreté est passée de 70% en 1993 à 74,1% en 1994. L'exception de la filière vanille est à souligner car l'appui à cette filière paraît avoir eu un impact significatif sur la réduction de la pauvreté dans la zone de production de la Vanille. Le succès du programme ACORDS qui constitue la suite logique des expériences acquises en DR dans le passé, mais marquée par la recherche d'une forte responsabilisation des différents acteurs dépendra de la reconnaissance institutionnelle des communes.

Néanmoins, les programmes de la CE ont contribué à améliorer l'accès des pauvres ruraux aux services essentiels et pour ce qui concerne l'appui aux filières, à réduire la pauvreté monétaire rurale. L'intégration des filières d'exportation dans l'économie mondiale n'a pas été une préoccupation première des interventions de la CE qui s'est concentré davantage sur les aspects de production.

Efficience

L'aide au DR s'est appuyée sur 4 piliers complémentaires: FED, STABEX, Lignes budgétaires dont la ligne budgétaire « Sécurité alimentaire ». Les stratégies mise en œuvre ont utilisés et combinés de manière cohérente et efficiente ces instruments financiers programmables et non programmables. La souplesse de ces derniers a par ailleurs été clairement soulignée.

Durabilité

A partir des années 2000, la plupart des interventions dans le secteur DR ont commencé à faire l'objet d'analyse ex ante de viabilité institutionnelle, environnementale et financière. Les approches participatives des projets ont généralement été un succès. Cependant, les stratégies de désengagement ne sont pas explicites et systématiques pour tous les projets visités et le financement est de plus insuffisamment assuré pour maintenir les résultats après la fin des interventions, qu'il soit généré par de l'activité économique ou, plus souvent, externe.

La coordination des bailleurs de fonds

Il existe une structure organisée de coordination (SMB) des bailleurs entre eux dans le domaine du DR sans intervention du gouvernement. Les documents de politique de développement rural (PADR puis PNDR) n'ont pas été traduits dans les faits par un programme d'interventions coordonnés par les bailleurs de fonds impliqués dans le développement rural, en raison de nombreuses incohérences et externalités négatives. L'absence de consensus sur le DR au niveau des bailleurs et du gouvernement et le manque d'arbitrage au sein du gouvernement malgache en sont en partie responsables.

Ceci étant, sur l'un ou l'autre dossier concret (le foncier par exemple) pour lesquels il existe une stratégie et un programme d'action partagé par le Gouvernement et les bailleurs de fonds, la coordination est effective et se traduit par le financement d'actions en commun.

1.2 Constats par question d'évaluation

La mission a permis de tester, d'infirmer/confirmer, et de compléter les constats préliminaires et les problématiques spécifiques pour les questions d'évaluations, telles que définies dans la phase documentaire.

Les constats de la mission de terrain à Madagascar par rapport aux questions d'évaluation sont détaillés ci-dessous.

Q 1	Objectif de réduction de la pauvreté rurale
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DR : second secteur de concentration de l'aide CE du 6^{ème} FED au 10^{ème} FED ; 25% en moyenne du budget FED ▪ Stratégie de DR caractérisée par : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la responsabilisation des différents acteurs État central, structures déconcentrées, communes et autres acteurs non étatiques; ➤ et la complémentarité explicite entre les différents instruments (2002-2007) : PIN, ligne budgétaire sécurité alimentaire et STABEX : <ul style="list-style-type: none"> - PIN : infrastructures publiques, appui au secteur privé agricole et amélioration des services publics dans les 2 provinces les plus pauvres. - PASA : formation, restructuration du monde rural et amélioration institutionnelle. - STABEX : appui aux filières d'exportation, gestion des ressources halieutiques, développement de l'élevage. ▪ Deux 2 approches : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Approche verticale – filière (STABEX) : développement agricole dont l'objectif est la croissance économique et les bénéficiaires, les producteurs. ➤ Approche horizontale - territoriale (ACORDS) : développement local dont l'objectif est la couverture sociale et les bénéficiaires, les ménages ruraux.

Q 2	Stratégies du pays partenaire et besoins essentiels des bénéficiaires
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Évolution : <ul style="list-style-type: none"> - du PRSP au MAP (« Madagascar Action Plan »): orientation basée davantage sur la croissance et le marché. - du PADR au PNDR: importance donnée au marché, au crédit rural et à l'enseignement agricole; plus d'accent sur la conservation environnementale; et exclusion des secteurs sociaux. ▪ Rôle de la CE dans le PADR : cofinancement avec la BM de l'élaboration du document, financement des GTDR du sud et de l'EPP. ▪ Existence d'une politique sectorielle de DR, le PNDR : <ul style="list-style-type: none"> - document consensuel d'orientation stratégique. - mais pas d'appropriation des ministères concernés; pas de traduction en stratégie opérationnelle financée sur le budget de l'État. ▪ Contexte peu favorable à un appui budgétaire ▪ Raisons évoquées pour expliquer l'absence d'une stratégie opérationnelle : <ul style="list-style-type: none"> - Caractère multisectoriel du DR. - Absence de consensus sur le DR au niveau des bailleurs et du gouvernement. - Manque d'arbitrage au sein du gouvernement malgache. ▪ Concordance entre stratégie CE (COM 429) et celle du gouvernement malgache en matière de DR (DSRP 2005). ▪ Lien entre le PRSP et la décentralisation est effectif mais en pratique les communes manquent de ressources humaines et financières.

Q 3	Croissance de l'économie rurale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui aux filières d'exportation (STABEX) : <ul style="list-style-type: none"> - Impact positif en termes de volumes de production et de revenus mais les effets sont fragiles et déterminés par les cours internationaux. - La volatilité des cours induit une stratégie de réduction des risques: diversification et investissements très réduits et à court terme. - Pas (peu) d'amélioration de la productivité du travail agricole base d'une amélioration de la compétitivité et des revenus. - Perspectives intéressantes mais limitées dans une meilleure intégration des marchés: qualités différenciées, produits spécifiques. - Menaces d'inadaptation des filières aux exigences des marchés en termes de qualité. ▪ Programme d'appui à la micro finance rurale : <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la production agricole, de la sécurité alimentaire, et des investissements. - Impact positif des revenus pour les utilisateurs du dispositif CECAM. - Impact positif sur le marché de l'emploi agricole.

Q 4	Moyens de production et services économiques
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Objectifs d'amélioration de l'accès aux moyens de production et aux services économiques largement couverts par les interventions de la CE <ul style="list-style-type: none"> - Irrigation et transport au niveau communal et intercommunal (ACORDS) et crédit rural (appui aux micros finances rurales). - Processus de sécurisation foncière (PNF) en cours et dans lequel interviendront plusieurs bailleurs de fonds. - Appui à la déconcentration du ministère et soutien à la mise en place des CSA (centres de service agricole) (PASA). ▪ Impacts : <ul style="list-style-type: none"> - Impact positif des projets socio économiques (agricole, routiers) de PAICAL mais nécessité d'un accompagnement plus serré à cause d'enjeux divergents. - Impact positif (mais relativement limité: taux de couverture 5%) du Programme d'appui aux micros finances rurales. - Impact des autres interventions ne pourront être appréciées qu'à long terme (CSA, ACORDS).

Q 5	Services sociaux
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui budgétaire : indicateurs en termes d'éducation de base et de santé. ▪ Approche sectorielle de DR: le PNDR exclut la dimension de l'accès aux services sociaux. ▪ Approche projet/programme : l'accessibilité aux services sociaux largement prise en compte dans les programmes de développement local : <ul style="list-style-type: none"> - <i>Enjeux</i>: approche sectorielle versus approche territoriale. <ul style="list-style-type: none"> ➤ accent mis sur approche territoriale et implication des ministères sectoriels (ACORDS). - <i>Enjeux</i> : approche communale versus approche communautaire: <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nécessité de trouver un bon équilibre entre les 2 approches. - <i>Enjeux</i>: capacités humaines et financières (entretien) des communes/communautés. <ul style="list-style-type: none"> ➤ enjeux intégrés dans ACORDS. ▪ PAICAL et ACORDS finance des interventions dans les domaines sociaux (santé, éducation, et eau potable) au niveau des communes. <ul style="list-style-type: none"> - PAICAL : impact positif des projets sociaux (santé, éducation, adduction d'eau potable) ; appropriation locale forte ; forte concertation entre SC et services décentralisés. - ACORDS : trop tôt pour évaluer l'impact. ▪ Pas de couverture globale : <ul style="list-style-type: none"> - PAICAL : 200 communes dispersées dans tout le pays. - ACORDS : 9 régions (sur 22) et 267 communes (sur 623).

Q 6	Gestion durable des ressources naturelles
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La gestion des ressources naturelles et l'environnement ne sont pas des domaines prioritaires du gouvernement et de la CE. <ul style="list-style-type: none"> - Faible implication de la CE dans ces domaines car d'autres bailleurs déjà présents (USAID, BM, GTZ, AFD). ▪ Un seul projet de gestion durable des ressources naturelles : <ul style="list-style-type: none"> - projet Bemahara : objectif améliorer les revenus économiques de la population concernée par des méthodes d'exploitation alternatives rentables non destructrices des ressources naturelles. ▪ Les programmes de DR financés sur le 8^{ème} et le 9^{ème} FED comportent tous, en principe, un volet réservé aux aspects environnementaux (préservation de la biodiversité, lutte contre la déforestation, érosion et les modifications des bassins versants qui en découlent). En pratique, les projets font juste l'objet d'une étude d'impact environnementale.

Q 7	Sécurité alimentaire
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sur l'ensemble de période, la situation de la sécurité alimentaire s'est dégradée: disponibilité et stabilité des approvisionnements, accessibilité, qualité et niveau de vulnérabilité des populations. ▪ PASA (98, 99 et 2003) s'est concentré sur le système d'information rural et de SA, le renforcement des capacités des acteurs ruraux, et les réformes institutionnelles au sein du MAEP : objectif de sécurité alimentaire indirect. ▪ Impact du PASA: désengagement des l'État des fonctions d'exécution, réduction du personnel et renforcement des structures déconcentrées. ▪ Évolution du système d'information: du SAP au SIRSA: <ul style="list-style-type: none"> - le système fonctionne (information régulière et viable) et va être étendu à l'ensemble du pays. - Pas de stratégie de désengagement car volonté de garder l'indépendance du pouvoir d'exécution. - Enjeux : absence de perspective pérenne du SIRSA : non liée à son manque d'efficacité ou d'opérationnalité, mais bien à un aspect institutionnel / organisationnel.

Q 8	Intégration politique et sociale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décentralisation: <ul style="list-style-type: none"> - degré d'avancement peu avancé : manque de capacité humaines et financières des communes. - impact significatif des interventions CE sur l'amélioration de la bonne gouvernance au niveau local, régional et national. - appui à la décentralisation : communes : point focal des interventions de DR (ACORDS). ▪ Capacité des différents acteurs (publics, privés, civils) : <ul style="list-style-type: none"> - Approche communale : ACORDS appuie le renforcement institutionnel des communes, contrairement à d'autres programmes (BM : PSDR, FID) qui s'appuient sur les organisations communautaires. - Les différences d'approche entre bailleurs risquent d'affecter les résultats du programme ACORDS. - PASA appuie la déconcentration à travers le renforcement des capacités des acteurs déconcentrés. ▪ Société civile: <ul style="list-style-type: none"> - pas d'implication dans la revue à mi parcours du 9eme FED ; prévue dans la programmation 10ème FED. ▪ Groupes marginaux et égalité des femmes: <ul style="list-style-type: none"> - En matière de formation, d'appropriation et de sécurité alimentaire, les programmes ont contribué à l'accès des femmes aux services offerts, ainsi qu'à l'égal accès aux membres des populations minoritaires ou défavorisées. - Les effets négatifs sur des catégories très pauvres sont généralement ignorés dans le cas des investissements dont l'utilité générale est indéniable. - ACORDS : le processus de sélection des communes (processus compétitif) induit une certaine marginalisation des communes « moins performantes ». - CECAM: le réseau touche toutes les catégories de ménages, mais groupes aisés et moyens plus fortement représentés ; 28 % des membres sont des femmes. - Pas d'exemple spécifique de discrimination positive en faveur des femmes ; mais implication de femmes observée dans la mise en œuvre de projets.

Q 9	Modalités de mise en œuvre (efficience)
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Complémentarité entre les différents instruments : PIN, lignes budgétaires, accords Pêche et STABEX. ▪ La bonne articulation entre les 3 fonds PIN-STABEX-PASA a permis une efficience accrue des interventions. ▪ Disponibilité et souplesse des instruments ligne budgétaire « Sécurité Alimentaire » et du fonds STABEX, bien adaptée pour les réformes de filières. ▪ Facteur externe de retard dans la mise en œuvre de certaines interventions en raison de la crise de 2002 (gel des activités économiques, blocage des institutions). ▪ Rythme d'exécution des programmes de DR nettement amélioré avec la déconcentration. ▪ PAICAL: <ul style="list-style-type: none"> - La rigidité des instruments a représenté un obstacle à la réalisation des objectifs fixés. - Efficience de la mise en œuvre satisfaisante malgré les obstacles bureaucratiques. - Certaine rigidité à l'égard des limites de financement établies par type de projet : un certain nombre de situations paradoxales où, pour respecter les limites du budget, des composantes importantes du projet ont été éliminées. ▪ Globalement, les interventions de DR n'ont pas pu s'appuyer des réseaux pertinents de suivi, permettant de mesurer l'impact des interventions sur la réduction de la pauvreté rurale. <ul style="list-style-type: none"> - manque de représentativité statistique des indicateurs d'impact disponibles ou mis en place.

Q 10	Durabilité des résultats
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Facteur de viabilité reconnues depuis 2000 : la plupart des interventions de DR (dont ACORDS) ont commencé à faire l'objet d'analyse systématique ex ante de viabilité institutionnelle, environnementale et financière. ▪ Les principaux risques concernant la viabilité des interventions tiennent à la capacité du gouvernement. <ul style="list-style-type: none"> - à renforcer le rôle des communes. - à désenclaver les régions pour promouvoir le développement rural. - et à relancer l'économie. ▪ Pas de stratégie de désengagement explicite observée. ▪ Succès des approches participatives (PAICAL, ACORDS). ▪ Amélioration en ce qui concerne la capitalisation des leçons acquises lors des programmes antérieurs. ▪ Bonne coordination entre interventions sectorielles et régionales : <ul style="list-style-type: none"> - PAICAL : pour les projets sociaux, les services gouvernementaux (central ou local) ont maintenu leurs engagements d'affecter les personnels (enseignants, médecins, infirmiers) envisagés dans les accords pris lors de l'instruction du projet. - ACORDS : pas de validation des APS sans d'approbation des services concernés. ▪ L'entretien des infrastructures économiques et sociales n'est pas assuré tant au niveau communal qu'au niveau des Ministères sectoriels concernés

Q 11	Coordination et Complémentarité des bailleurs de fonds
Coordination & complémentarité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bonne coordination des Bailleurs entre eux mais sans que le gouvernement en soit le coordinateur effectif. ▪ Secrétariat multi bailleurs - SMB : structure organisée de coordination entre Bailleurs créée initialement pour l'environnement et étendue par la suite au DR. ▪ Au stade actuel, le SMB ne cherche pas une harmonisation de la politique sectoriel et travaille sur des thèmes spécifiques dans lesquels les conditions sont réunies pour assurer le succès de la coordination: <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine foncier, il existe une stratégie partagée, une volonté politique et un programme de travail clair (le Programme national foncier). - Dans certains domaines, il reste beaucoup à faire en matière de coordination et harmonisation des interventions: ex du domaine de la décentralisation, il n'y a pas de consensus sur les stratégies à mener, les actions sont dispersées: ▪ Impacts négatifs des incohérences constatées dues à des approches contradictoires dans les secteurs : <ul style="list-style-type: none"> - de la micro - finance rurale (PSDR). - de la structuration paysanne (PSDR). - du développement local (FID). ▪ Existence de projet cofinancé par la CE et AFD (programme d'appui aux micros finances rurales).

Q 12	Cohérence avec les autres politiques de la CE
Cohérence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La durabilité économique de la croissance du DR fragile au niveau : <ul style="list-style-type: none"> - des productions destinées à l'exportation (marché internationaux cycliques, oligopolistiques, barrières sanitaires et non tarifaires, qualité). - des productions de substitution à l'importation (fiscalité mouvante, protection tarifaire pas toujours cohérente, distorsion des marchés agricoles, insécurité). ▪ Menaces à l'extérieur: <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des exigences réglementaires (règlement CE n°178/2002 ; CE n°882/2004; NIMP n°15; etc.). - Exigences de qualité de plus en plus strictes de la part des importateurs (EurepGAP, etc.). - Concurrence accrue sur les marchés où l'offre malgache est représentée. ▪ EPA: beaucoup d'inquiétude exprimée par la société civile sur les conséquences sur les productions agricoles malgaches.

2. Sources d'information

2.1 Sources et qualité de l'information

En règle générale, l'information collectée en mission est appréciée comme étant globalement de bonne qualité. Le personnel de la délégation s'est montré très accueillant, intéressé et disponible ce qui a permis de collecter toute l'information nécessaire et de réaliser la mission dans des conditions optimales.

La mission a permis la visite de 4 projets, chacun à des stades d'avancement différents :

- ACORDS.
- Projet d'appui à la réforme institutionnelle du MAEP.
- Programme d'appui aux microfinances rurales.
- Programme d'appui à la filière d'exportation Vanille.

Avant le départ en mission, les gestionnaires de projet à la délégation de la CE à Madagascar ont envoyé à l'équipe d'évaluation toute la documentation disponible sur les projets à visiter : convention de financement, note méthodologique, fiche résumé, rapport de suivi, rapport d'audit, Etats des lieux d'avancement, cadre logique, présentation PowerPoint de projet, etc.

Toutefois, toutes les évaluations (à mi parcours, finales ou ex-post) n'ont été disponibles qu'une fois sur place : évaluation à mi parcours du projet « Système d'Information Rural et de Sécurité Alimentaire (SIRSA) », évaluation à mi parcours de PAICAL (prédécesseur de ACORDS), évaluation du projet d'appui aux micros finances rurales, et évaluation Stratégie Pays Madagascar.

Aucun projet terminé n'ayant fait l'objet de visite de terrain, le critère de durabilité a été évalué à partir des évaluations finales disponibles et sur base des facteurs de durabilité, à savoir, la participation et l'appropriation des bénéficiaires, les stratégies de désengagement, le renforcement des capacités des différents acteurs, et la mise en place de système de gestion et d'entretien des infrastructures.

Les responsables des projets ont accompagné toutes les visites de terrain (ACORDS et appui à la filière vanille), ce qui a permis d'approfondir les problématiques des projets visités et a donné lieu à des échanges très instructifs. Outre les responsables de projet, les visites ont permis de rencontrer des acteurs de terrain à différents niveaux : bénéficiaires, responsables techniques (UADEL), interlocuteurs de projet (ONG), autorités locales (maires de communes et DRDR).

La mission a par ailleurs permis de rencontrer d'autres institutions tels que la Banque Mondiale (BM) et l'Agence Française de Développement (AFD), le Bureau d'Appui à l'Ordonnateur National (BAON) et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, le Secrétariat Multi Bailleurs. Les membres de ce dernier étaient par ailleurs présents lors de la réunion de débriefing à la délégation de la CE.

2.2 Déroutement de la mission

Jour	Date	Heure	Ville	Activités	Noms
lundi	04.09.2006	07h52	Bruxelles	Départ de Bxl vers Antananarivo	-
		21H55	Antananarivo	Arrivée à Antananarivo	-
mardi	05.09.2006	9h00	Antananarivo	Briefing Délégation	Mme UWAMWIZA, Mr Rey, Mr RANDRIAMIHARISOA, Mr Rivol, Mr Reiss, Mr Dromard, Mlle Rakotomavo
		12h00		Directeur Générale du Développement Rural (MAEP)	M. Philibert Rakotoson
		15h00		Bureau d'Appui à l'Ordonnateur National du FED	Mme Mariette Andriambelo (Directeur) Mme Razafindrainibe Honorine
		17h00		Responsable Société Civile à la DCE	Mr Meeuwis Van Rijswijk
mercredi	06.09.2006	8h00		ACORDS (Délégation de la CE)	Mr Thierry Rivol
		10h00		ACORDS (Unité de Gestion du Programme)	Mr Claude Rakotoharisoa Mr Jorge Rodriguez (AT)
		11h30		AFD co-financeur du projet Appui aux micro finances rurales	Mr Emmanuel Haye (Chargé de mission)
		14h00		MAEP/EPP-PADR	Mme Bertine
		16h00		Banque Mondiale Secrétariat Multi Bailleurs (SMB)	Mme Sofia Bettencourt Olivier Jenn-Treyer
jeudi	07.09.2006	7h00		Départ vers Fianarantsoa	
		14h00		ONG AIM (UADEL de Matsiatra Ambony-ACORDS)	Mr Charles Rabearinala
				Maire de la Commune Mahatsinjony	Mme Isabelle Razanarisoa
vendredi	08.09.2006	8h30		Direction Régionale du DR (DRDR)	Mme Samueline Ranaivoson
		11h00		Départ vers Ihosy	
		14h00		UADEL de Ihorombe - ACORDS Visite de la commune Analaliry	Nirina Rafenomanantsoa
		18h00		Retour sur Fianarantsoa	
samedi	09.09.2006	7h00		Retour sur Antananarivo	
				Préparation du débriefing	
dimanche	10.09.2006			Départ vers Tamatave	
lundi	11.09.2006			Visite du projet Appui aux filières agricoles d'exportation (vanille) : Centre Technique Horticole-CTHT	M. Michel JAHIEL M. Christophe ANDREAS
mardi	12.09.2006	am		Retour sur Antananarivo	
		9h00		Réseau CECAM (projet Appui aux micro finances rurales)	Mme Gisèle Rakotondramanana
		12h00		Délégation de la CE	Mr Rey, Mr Reiss, Mme Uwamwiza, Mr Dromard Mr Detry (SIRSA) Mr Randriamhiharisoa
mercredi	13.09.2006	10h30		Débriefing à la délégation	Mme UWAMWIZA, Mr Rey, Mr Randriamhiharisoa, Mr Rivol, Mr Reiss, Mr Dromard, Mlle Rakotomavo, Mr. Meeuwis Van Rijswijk + représentants du SMB
		14h00		CPM (Coalition Paysanne de Madagascar)	Mr Rabefeno, Mr Malazarivo
		pm		Retour vers Bruxelles	

3 Cartographie des projets visités



- Projet d'appui aux microfinances rurales
- ACORDS : Programme d'appui aux Communes et Organisation Rurales pour le développement du Sud
- Programme d'appui à la réforme institutionnelle du MAEP
- Programme d'appui à la filière d'exportation vanille

Note de fin de mission - Maroc

1. Constats principaux

1.1 Synthèse des constats principaux de la mission

La pauvreté au Maroc demeure essentiellement un phénomène rural : bien que la population rurale ne représente que 46% de la population totale, les campagnes abritent 66% des pauvres. Le premier problème qui se pose est celui des sources de la croissance économique, trop dépendantes du secteur agricole et de son instabilité (fluctuations climatiques et libéralisation progressive des marchés).

Stratégie de la CE : réduction de l'importance du DR

La part de l'aide au DR au Maroc qui représentait 46% du budget des protocoles financiers (1977-1996) est passée depuis lors à 11% dans le cadre des programmes MEDA I et MEDA II. La stratégie qui prévalait alors était celle du développement agricole axé sur la production intensive et l'appui-subvention au petit paysannat : Fonds de développement agricole (FDA), aménagement agricole du Haouz. La problématique a ensuite évolué vers un développement territorial, caractérisé par une approche intégrée et participative : projets de DR actuels (Chefchaouen, Khenifra, DRI GRN, Sidi Driss). Ce type de projet ne sera toutefois pas reconduit dans le cadre de la prochaine programmation. Les raisons évoquées sont la lenteur des déboursements, la lourdeur des procédures et les impacts peu visibles.

Stratégie du Maroc

Le Maroc distingue clairement le développement agricole du développement rural, ce dernier étant considéré exclusivement sous l'angle territorial. La stratégie de DR du Maroc est définie dans la « Stratégie 2020 de développement rural » de 1999. Ce document décrit une approche participative, territoriale et intégrée du DR. Cette stratégie cohérente n'a toutefois pas été traduite en plan d'action, principalement en raison de l'absence de coordination entre les ministères concernés par le DR, mais aussi des contraintes de fond sur le foncier (grands propriétaires terriens). L'INDH (2005) vient opérationnaliser la stratégie 2020 en mettant l'accent sur le développement économique et social. La CE va tendre vers un appui aux communes à travers l'INDH qui renforce la décentralisation. La stratégie marocaine de développement du secteur agricole est en cours de préparation.

Efficacité et impact des interventions de DR

La conception des projets de DRI répond à des préoccupations premières de protection et de gestion des ressources naturelles auxquelles ont été ajoutés des objectifs d'amélioration des conditions de vie et du niveau des revenus par le développement d'activités productives et sociales. La stratégie de ces projets est marquée par une évolution récente vers une approche participative qui intègre la population à l'ensemble du processus de conception et de réalisation des activités. Cette approche s'est traduite en résultats assez contrastés sur le terrain. A côté des problèmes de capacités des communes, les difficultés de montage institutionnel et opérationnel ont souvent été un frein à la mise en œuvre de l'approche qui s'est alors limitée à une définition des besoins et à une contribution aux coûts. L'approche s'est appliquée avec succès lorsque celle-ci s'est basée sur des structures traditionnelles. Les projets présentent alors de bons résultats sur le terrain (Khenifra, DRI GRN).

Certaines actions des projets de DR sont destinées spécifiquement aux femmes, notamment les AGR telles que la cuniculture, apiculture ; il n'existe toutefois pas d'approche genre spécifique et la femme n'est pas intégrée dans les processus décisionnels.

En règle générale, les projets actuels de DR présentent des résultats positifs en terme d'amélioration de l'accès aux moyens de production et services économiques (pistes rurales et canaux d'irrigation) mais relativement ponctuels et limités. L'impact en terme de développement économique et social ne sera visible que sur le moyen/long terme. L'objectif de gestion durable des ressources naturelles reste toutefois limité par la dépendance de la population vis-à-vis des ressources forestières et le développement de la culture de cannabis (Chefchaouen).

Efficiences

L'ensemble des procédures des projets de DR, en particuliers la superposition des procédures marocaines et communautaires, est apparu inadapté à la gestion de projets comportant de multiples micro-activités à réaliser rapidement et de façon souple avec de multiples acteurs. Ce système de gestion a engendré des retards d'exécution par rapport à la planification initiale des projets et a constitué un frein à l'application de l'approche communautaire et participative. Les coûts de mise en œuvre des programmes de DRI sont élevés : les coûts de l'assistance technique et de la cellule du projet/programme représente entre 30 et 50% des coûts.

Durabilité

Bien qu'il n'y ait pas de stratégie de désengagement explicite, on observe une certaine anticipation de l'approche de la fin du projet, en particuliers par des efforts de sensibilisations des populations par les animateurs de terrain, et par l'accent mis sur le renforcement des associations paysannes (formations), moteur du développement local.

La conception des projets de DRI se base sur des principes de participation et de responsabilisation des acteurs, facteurs essentiels de durabilité. Là où ces principes ont eu des difficultés à être mis en œuvre, la viabilité des actions est mise en doute en raison de la faible appropriation par les bénéficiaires des actions du projet, et/ou de l'absence d'alternative à la cannabis culture (Chefchaouen). A contrario, là où l'approche participative a été appliquée avec succès, la pérennité du projet dépend surtout de l'autonomisation et de la viabilité des structures associatives créées dans le cadre du projet (Khenifra). Certaines associations constituent déjà le relais des activités des projets en prenant en charge différents aspects de la réalisation des activités, grâce aux recettes tirées de la gestion des opérations.

La coordination des bailleurs de fonds

La coordination au Maroc s'est améliorée : 4 groupes thématiques regroupant tous les Bailleurs ont été créés sur initiative de la CE en 2002, dont le groupe de l'eau et celui de l'environnement. L'environnement étant pour la plupart des Bailleurs au Maroc un secteur prioritaire d'intervention, ces derniers ont élaboré un document stratégique conçu comme un moyen d'améliorer le dialogue avec le Gouvernement sur la coordination et harmonisation des interventions dans le secteur. Néanmoins, il y a en règle générale peu d'initiative de la part du gouvernement pour favoriser la coordination multilatérale, celui-ci privilégie la coopération bilatérale.

1.2 Constats par question d'évaluation

La mission a permis de tester, d'infirmer/confirmé, et de compléter les constats préliminaires et les problématiques spécifiques pour les questions d'évaluations, telles que définies dans la phase documentaire. La question d'évaluation 7 sur la sécurité alimentaire n'a pas été traitée lors de cette mission car elle s'est révélée sans objet dans le cas du Maroc. Les constats de la mission de terrain au Maroc par rapport aux questions d'évaluation sont détaillés ci-dessous.

Q 1	Objectif de réduction de la pauvreté rurale
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Protocoles financiers (77-96), le DR : 46% de l'aide ; MEDA I et II, DR : 11%. ▪ Évolution : <ul style="list-style-type: none"> - d'une approche verticale et sectorielle: développement agricole (FDA, irrigation Haouz). - à une approche intégrée et participative : développement territorial prenant en compte les besoins des populations rurales. ▪ FDA : bien adapté à la situation de sécheresse des années 90 pour répondre aux besoins des paysans ; appui non renouvelé dû à la pertinence discutable de subventionner les investissements agricoles. ▪ Projet d'aménagement agricole du Haouz : problème de pertinence en raison des problèmes de disponibilité en eau ; arrêt des projets d'aménagement hydro agricole. ▪ Caractéristique des projets de DRI actuels (Chefchaouen, Khenifra, DRI GRN, Sidi Driss): <ul style="list-style-type: none"> - approche multidimensionnelle sur des territoires limités : infrastructures de base, infrastructures économiques, AGR, GDRN. - importance de l'approche participative mais résultats contrastés sur le terrain. - objectif final des projets : gestion durable des ressources naturelles. - pas de composante sociale santé et éducation dû au manque de coordination avec les politiques sectorielles. ▪ Réduction de l'importance du DR dans le prochain CSP : déboursement lent ; programmes complexes à plusieurs composantes ; résultats ponctuels, impact visible que sur le moyen/long terme ; difficulté de mise en œuvre des approches participatives ; règle n+ 3 inadaptée. ▪ Raison de la priorité des interventions dans le Nord du pays: région de montagne caractérisée par la dégradation des forêts et un phénomène d'érosion accentué ; enjeux principaux : canna biculture et immigration. ▪ Objectif affirmé de la CE au Maroc de conservation et GDRN.

Q 2	Stratégies du pays partenaire et besoins essentiels des bénéficiaires
Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PDES distingue : <ul style="list-style-type: none"> - le développement agricole avec l'objectif de stimuler la production agricole pour accroître la sécurité alimentaires et les exportations. - le développement spatial centré sur le développement territorial : DR et réduction des disparités régionales. ▪ Évolution récente vers une approche participative. ▪ Une multitude de plans et stratégies (Programme national d'irrigation, forestier, de construction de routes rurales, d'électrification rurale, d'alimentation en eau potable du monde rural, etc) plus ou moins articulés mais pas de vision d'ensemble et de pilotage. ▪ Existence d'une stratégie sectorielle de DR « Stratégie 2020 du développement rural » (1999) avec une approche participative, territoriale et intégrée ; mais pas traduite en plan d'actions: <ul style="list-style-type: none"> - document perçu comme une stratégie spécifique du ministère de l'agriculture et du développement rural. - pas d'appropriation par les autres ministères, pas d'intégration des politiques sectorielles. - difficulté à mettre en place des mécanismes de financement pour mettre en oeuvre cette stratégie. ▪ INDH concrétise la Stratégie 2020. ▪ Processus de décentralisation encore à un stade peu avancé: financement limité des communes, mais l'INDH les place au centre du débat. ▪ Au niveau agricole, un « plan de mise à niveau du secteur agricole » toujours en cours d'élaboration : 4 piliers : reconversion et diversification, problématique foncière, qualité des produits et disponibilité en eau.

Q 3	Croissance de l'économie rurale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Impact important des projets d'aménagement agricole du Haouz et du FDA, notamment sur les petits et moyens agriculteurs. ▪ Composante « agricole » des projets de DRI : « amélioration des systèmes de production en zone péreforestière » (Chefchaouen) et « mise en valeur agricole » (Khenifra) : aménagement foncier, protection et conservation des sols, aménagement PMH, appui technique aux agriculteurs (équipements, intrants), développement de l'élevage, promotion de l'arboriculture, développement de l'élevage, AGR (aviculture, apiculture et cuniculture). <ul style="list-style-type: none"> ➤ Impact sur la pauvreté rurale pas encore mesurable (2008). ▪ Dans le CSP 2002-2006 : pas d'appui à la réforme du secteur agricole pour répondre à la libéralisation agricole.

Q 4	Moyens de production et services économiques
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès aux moyens de production: <ul style="list-style-type: none"> - Priorités des populations: pistes rurales, point d'eau et AGR. - Impact visible et immédiat des pistes rurales de désenclavement : coûts de transport réduits et amélioration de la qualité de vie. - Impact positif des aménagements hydro agricoles: <ul style="list-style-type: none"> ➤ FDA, Khenifra : modernisation des canaux d'irrigation. ➤ Haouz : contribution positive du projet dans la zone mais impression d'un projet inachevé car aménagements partiels (problème d'efficience à cause des pertes par infiltration dans les canaux secondaires en terre) ; problème de fond sur la disponibilité en eau (50%). ➤ Plus de soutien aux grands périmètres irrigués car il bénéficie principalement aux grands propriétaires. - Dynamisme des initiatives de micro finances; projet pilote d'appui au micro crédit abandonné mais repris par la BEI; Khenifra: impact positif de l'appui au renforcement des capacités de gestion d'une association de micro crédit. - Peu d'intervention dans le domaine foncier: interventions à travers la délimitation des massifs forestiers : peu de résultats car pas respectée. ▪ Accès aux services économiques: <ul style="list-style-type: none"> - La vulgarisation est une composante importante des projets de DRI. - Recherche agricole dans le projet Arganier; manque d'articulation entre programmes de recherche régionaux et au niveau de la DCE.

Q 5	Services sociaux
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le domaine de la santé et l'éducation: <ul style="list-style-type: none"> - Dans les projets de DRI : la construction d'infrastructures sociales largement souhaitée par les populations rurales mais pas retenue dans les objectifs des projets car pas de garantie des ministères concernés d'affectation du personnel. <ul style="list-style-type: none"> ➤ manque de coordination entre les approches sectorielles et territoriales. ▪ Les actions de DR de la CE sont en grande majorité orientée vers la satisfaction des besoins en eau. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Composante importante des projets de DRI: alimentation en eau potable (Chefchaouen, Khenifra). ▪ Une des priorités du CSP 2007-2013 : secteur de l'eau et l'assainissement

Q 6	Gestion durable des ressources naturelles
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeux environnementaux peu pris en compte dans la politique économique marocaine : ex stratégie touristique. ▪ Depuis 92 (Rio), l'environnement est devenu un axe important d'intervention pour de nombreux Bailleurs de Fonds (CE, PNUD, AFD, BM, GTZ). ▪ Existence d'un groupe thématique de l'environnement et des RN, créé en 2002, regroupant tous les Bailleurs de Fonds dont les objectifs sont (Note d'accompagnement du groupe thématique, sept. 2006): <ul style="list-style-type: none"> - une clarification de la stratégie Marocaine. - une mise en application effective d'une politique réglementaire de contrôle et de suivi. - et un renforcement du dialogue avec le Gouvernement marocain sur la coordination et harmonisation des interventions des Bailleurs de fonds dans le secteur. ▪ Forte composante environnementale des projets de DRI: lutte contre la déforestation, gestion participative des ressources naturelles, gestion durable des ressources naturelles, lutte contre l'érosion et les effets de la sécheresse. ▪ L'efficacité des projets DRI dans leur stratégie de protection des RN par le développement socio économiques de la région ; <ul style="list-style-type: none"> - n'est mesurable qu'à moyen et long terme. - est limitée par la dépendance de la population vis-à-vis des ressources forestières et le développement de la culture de cannabis (Chefchaouen). ▪ Khenifra et Chfchaouen : efforts de sensibilisation et de vulgarisation sur la GDRN et la lutte contre l'érosion. ▪ Renforcement des capacités des institutions forestières (Chefchaouen). ▪ En 2006, important programme financé par la CE et BEI dans le domaine de l'assainissement.

Q 8	Intégration politique et sociale
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décentralisation : <ul style="list-style-type: none"> - processus de décentralisation engagé depuis 1976 avec la Charte Communale (revue en 2002) qui reconnaît le rôle essentiel des communes dans le DR ; mais budget communal encore très limité. - Pas d'appui direct au processus de décentralisation mais intervention envisagée dans le cadre de l'INDH. ▪ Capacité des différents acteurs (publics, privés, civils) : <ul style="list-style-type: none"> - Emergence du milieu associatif depuis les années 90 en direction des populations vulnérables (40000 enregistrées) mais peu de capacités. - Pas d'appui direct au renforcement des capacités de la SC ; appui à travers des ONG internationales en partenariat avec des ONG locales. - renforcement des capacités des associations nationales des ovins et des caprins (Khenifra, Chefchaouen). - création et structuration d'associations : AGAT et associations des usagers de l'eau (Khenifra, Chefchaouen, Haouz). - et renforcement des associations de développement par leur implication dans la mise en œuvre des projets. - Dynamisation de plusieurs associations de développement locales grâce aux AGR (Khenifra, Chefchaouen). ▪ Approches participatives dans les projets de DRI: <ul style="list-style-type: none"> - facteurs négatifs: habitude d'un système centralisé et d'une approche verticale; lenteur et lourdeur du dispositif de mise en œuvre peu adapté à l'approche; définition peu claire de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets; divergence entre les objectifs identifiée par la DPA et les besoins exprimés par les populations. - facteurs positifs: succès de l'approche lorsque basée sur des structures traditionnelles (AGAT); importance du facteur humain. ▪ Groupes marginaux et égalité des femmes: <ul style="list-style-type: none"> - Subventions du FDA ont bénéficié en grande majorité aux petits et moyens agriculteurs dans des zones défavorisées ; pour Khenifra, Chefchaouen, sélection des douars des communes où le mode d'exploitation fortement dépendant de la forêt, en terme d'usage. - Intégration de la dimension genre dans la théorie et observées dans la mise en œuvre des projets, principalement dans les AGR (cuniculture, apiculture); mais pas d'approche genre spécifique: pas intégration de la femme dans la définition des besoins et la prise de décisions.

Q 9	Modalités de mise en œuvre (efficience)
Efficience	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Problème d'efficience des programmes de DRI: <ul style="list-style-type: none"> - Déboursement lent. - Procédures lourdes (conjonction des procédures marocaines et UE) et inadaptées aux réalités : projets comportant de multiples micro activités à réaliser en peu de temps et de façon souple avec plusieurs acteurs. - retards d'exécution: prolongation consenties des projets de DRI, Haouz et FDA. - de manière générale pas de coût additionnel mais des objectifs revus à la baisse (Chefchaouen). ▪ Instruments financiers inadaptés à l'approche participative ; manque de souplesse ; règle n+3 va accentuer le problème. ▪ Effet positif de la déconcentration en matière de suivi et évaluation. ▪ Utilité moindre des rapports ROM pour la délégation depuis la déconcentration ; cela reste davantage un outil pour Bruxelles. ▪ Pas d'approche sectorielle; appui envisagé à l'INDH.

Q 10	Durabilité des résultats
Durabilité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de stratégie de désengagement explicite mais une certaine anticipation de l'approche de la fin du projet: animateur de terrain pour sensibiliser les populations. ▪ La conception des projets de DRI se base sur des principes de participation et de responsabilisation des acteurs. ▪ Importance de l'approche participative mais résultats contrastés selon les projets. <ul style="list-style-type: none"> - Khenifra : Approche participative globale (de la population à l'ensemble du processus de conception et de réalisation des activités) : appropriation effective par les bénéficiaires : composante AGR, pistes, seguias. - Chefchaouen : viabilité handicapée en grande partie par l'insuffisance méthodologique de l'approche participative (limité à un diagnostic des besoins et une contribution aux coûts) : faible appropriation. ▪ La pérennité du projet Khenifra dépendra de l'autonomisation et de la viabilité des AGAT. ▪ L'entretien des infrastructures dépendra des ressources mobilisées par les bénéficiaires: rentabilité des opérations des AGR pour les AGAT, facturation de l'eau de l'Office du Haouz. ▪ Capitalisation : <ul style="list-style-type: none"> - projet Khénifra basé sur l'expérience acquise par le projet Oued Srou, financé par la GTZ, qui a mis en œuvre l'approche participative pendant plus de 10. - capitalisation des résultats du projet: un certain nombre d'actions repris dans d'autres projets : ex projet MCA prendra la relais de Chefchaouen en appliquant les mêmes approches participative et intégrée.

Q 11	Coordination et Complémentarité des bailleurs de fonds
Coordination & complémentarité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Progrès en matière de coordination. ▪ Pour les projets de DR, coordination traduite dans un partage géographique des interventions. ▪ Existence de groupes thématiques dans le domaine de l'eau et de l'environnement mais pas dans le domaine du DR: le groupe environnement a permis un échange d'information des différentes stratégies des BdF et propose d'approfondir le dialogue sur la stratégie et sa mise en oeuvre avec le ministère de l'environnement. ▪ Peu d'initiative du gouvernement pour améliorer la coordination : la coopération bilatérale prévaut. ▪ Multiplicité des approches des BdF.

Q 12	Cohérence avec les autres politiques de la CE
Cohérence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La libéralisation des échanges Maroc-UE met en lumière les intérêts divergents entre les politiques commerciales et la politique de développement de l'UE. ▪ L'Accord d'association avec l'UE augmente la concurrence entre les produits des pays de la région : problème du lait et des olives. ▪ Exemple de la tomate marocaine: les subventions européennes rendent le produit marocain non compétitif sur le marché européen. ▪ Barrières non tarifaires font obstacles à l'industrie des conserves de sardine. ▪ La mise à niveau du secteur agricole constitue une priorité du gouvernement : <ul style="list-style-type: none"> - pas d'appui de la CE pour préparer le pays à l'entrée dans la ZLE. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Problème de l'absence d'appui au secteur agricole, secteur le plus sensible à la libéralisation des échanges, dans le CSP 2002-2006.

2. Sources d'information

2.1 Sources et qualité de l'information

En règle générale, l'information collectée en mission est appréciée comme étant globalement de bonne qualité. Le personnel de la délégation s'est montré très accueillant, intéressé et disponible ce qui a permis de collecter toute l'information nécessaire et de réaliser la mission dans des conditions optimales.

La mission a permis la visite sur le terrain de 3 projets, dont un terminé :

- Développement rural participatif dans le Moyen Atlas (Projet Khenifra).
- Développement rural intégré des zones forestières et péri forestières de Chefchaouen.
- Projet d'aménagement hydro agricole Haouz.

Avant le départ en mission, les gestionnaires de projet à la délégation de la CE au Maroc ont envoyé à l'équipe d'évaluation toute la documentation disponible sur les projets à visiter : convention de financement, note méthodologique, fiche résumé, rapport de suivi, rapport d'audit, Etats des lieux d'avancement, cadre logique, présentation PowerPoint de projet, évaluation à mi parcours etc.

Le projet terminé visité « Projet d'aménagement hydro agricole Haouz » ne disposant pas d'évaluation finale, l'équipe d'évaluation s'est donc basée sur l'évaluation à mi-parcours et les rapports annuels d'activités pour analyser l'impact et la durabilité du projet. Ces critères ont par ailleurs été évalués à partir des évaluations disponibles et sur base des facteurs de durabilité, à savoir, la participation et l'appropriation des bénéficiaires, les stratégies de désengagement, le renforcement des capacités des différents acteurs, et la mise en place de système de gestion et d'entretien des infrastructures. L'équipe d'évaluation a utilisé l'évaluation du projet FDA, projet terminé en 2004, afin de pouvoir analyser l'aide de la CE dans le secteur agricole.

Les visites de projet ont permis de rencontrer les responsables de projet au sein des UGP et sur le terrain (AGAT), les Directeurs des Directions Provinciales, les maires de communes ainsi que les bénéficiaires. L'équipe d'évaluation a par ailleurs tenu des entretiens avec les institutions publiques marocaines, l'ON, certaines ONGs (TARGA, AMSED) et Bailleurs de fonds bien impliqués dans le domaine du DR (BM, AFD, GTZ, coopération française, PNUD).

2.1 Déroulement de la mission

Jour	Date	Heure	Ville	Activités	Noms
lundi	02.10.2006			Arrivée Rabat	
		15h	Rabat	AFD	Jean-Noël ROULLEAU (Chargé de mission)
mardi	03.10.2006	8h	Rabat	Association TARGA-Aide	Mr Dahman Abdeslam (Directeur)
		9h30	Rabat	GTZ	M. Hermann FICKINGER (conseiller technique principal - Protection de la Nature et Lutte contre la désertification) Mme Ostermann (équipe technique du projet PRONA-LCD)
		15h	Rabat	Briefing à la DCE	Mr Stefano CORRADO (Khénifra), Mme Stéphanie DRUGUET (Chefchaouen), José Roman LEON LORA, Chef de la section "Secteurs sociaux et développement rural", Mr Noureddine BOUTAYEB, gestionnaire du projet "Haouz" à la Section "Infrastructures, société civile et projets JAI"
mercredi	04.10.2006	8h30	Rabat	Service de coopération et d'Action Culturelle (SCAC) - Ambassade de France	M. Claude TORRE (Attaché de coopération)
		10h	Rabat	Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification (HCEFLCD) Maître d'œuvre des projets Khénifra et Chefchaouen	M. BADRAOUI - Directeur (Direction de la lutte contre la désertification et de la protection de la nature) M. Abdeslam OMERANI (Division de la conservation des eaux et des sols et de la protection des forêts)
		14h30	Rabat	Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED)	Mr Issam Moussaoui (Directeur), Mr Gourouhi (responsable du Département Education Environnement)
				Départ Chefchaouen	
jeudi	05.10.2006	9h30	Chefchaouen	Visite du projet "Développement rural participatif des zones forestières et peri-forestières de la province de Chefchaouen"	Mr hassan berhili (chef unité de gestion), Mr Haddadi (ingénieur forestier de la UGP), Mr Larbi (ingénieur agricole de la UGP), Mr Boccoli (AT)
		13h	Chefchaouen	Visite sur le terrain du projet "Développement rural participatif des zones forestières et peri-forestières de la province de Chefchaouen", composante "protection et gestion des massifs forestiers"	Mr hassan berhili (chef unité de gestion), Mr Haddadi (ingénieur forestier de la UGP), Mr Boccoli (AT)
vendredi	06.10.2006	9h	Chefchaouen	Visite du projet "Développement rural participatif des zones forestières et peri-forestières de la province de Chefchaouen"	Mr Chriqi (Directeur de la Direction Provincial de l'Agriculture de Chefchaouen)
		11h	Chefchaouen	Visite sur le terrain du projet "Développement rural participatif des zones forestières et peri-forestières de la province de Chefchaouen", commune de Ain Beida (piste rurale) et commune de Bellota (point d'eau, coopérative Apicole, groupement cunicole)	Mr hassan berhili (chef unité de gestion), Mr Larbi (ingénieur agricole de la UGP), Mr Boccoli (AT)
		15h		Retour Rabat	
samedi	07.10.2006	am	Rabat	Préparation du débriefing	
dimanche	08.10.2006	am	Rabat	Préparation du débriefing	
		pm		Départ Marrakech	
lundi	09.10.2006	9h	Marrakech	Visite du projet d'aménagement hydroagricole Haouz	Mr Berraha (Chef de service), Mr Outada Abdelkebir (ingénieur au bureau d'études), Mr Kamch Mustapha (ingénieur chef aux bureau des travaux)
		11h	Marrakech	Visite sur le terrain du projet d'aménagement hydroagricole Haouz	Mr Outada Abdelkebir (ingénieur au bureau d'études), Mr Kamch Mustapha (ingénieur chef aux bureau des travaux)
		pm		Retour Rabat	
mardi	10.10.2006	8h	Rabat	BM	Mr Mohamed Medouar (Senior Rural development Specialist), Mr Hassan Lamrani (Senior Irrigation Specialist)
		9h30	Rabat	DCE	Mr Noureddine BOUTAYEB, gestionnaire du projet "Haouz" à la Section "Infrastructures, société civile et projets JAI"
		11h	Rabat	DCE	Mme Stéphanie DRUGUET (Chargée de programmes de Développement rural)
		12h	Rabat	PNUD	Mme Yvonne HELLE (Représentante Résidente Adjointe)
		15h		Départ Khenifra	
mercredi	11.10.2006	8h	Khenifra	Visite sur le terrain du projet Développement rural participatif dans le Moyen Atlas Central: Douar Maammur	Mr Corrado (DCE, Chargé de programme développement rural), Mr Manuel Courtieux (AT), Mr Siham Bel Mokhtar (ingénieur Agronome), Mr Hamid Stitou (ingénieur agronome)
		14h	Khenifra	Visite du projet Développement rural participatif dans le Moyen Atlas Central; visite du maire de la Commune de Agueluma Asisa	Mr Corrado (DCE, Chargé de programme développement rural), Mr Manuel Courtieux (AT), Mr Siham Bel Mokhtar (ingénieur Agronome), Mr Hamid Stitou (ingénieur agronome)
		17h		retour Rabat	
jeudi	12.10.2006	9h30	Rabat	ON (Coordonnateur National pour les projets) - Ministère des Finances et de la Privatisation	M. Mohammed KABBAJ (Adjoint au Directeur du Budget), Mr Mohamed El Ajarroumi (Chef de la Division du Financement Bilatérale et de l'UE)
		12h	Rabat	Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes (MADRPM)	M. Mohammed MILOURHMANE (Directeur des Aménagements Fonciers), Mr Ljouad (Chef de Division des Améliorations Foncières), Mr Bennour (Directeur National du projet DRI GRN)
		14h	Rabat	DCE	Mme Fatiha Hassouni (Chargée de programmes Société Civile)
		15h	Rabat	DCE	Mme Monique Marquon - Coopération Commerce et affaires économiques)
vendredi	13.10.2006	8h15	Rabat	Debriefing à la DCE	Mr Stefano CORRADO (Khénifra), Mme Stéphanie DRUGUET (Chefchaouen), Mr Noureddine BOUTAYEB, gestionnaire du projet "Haouz" à la Section "Infrastructures, société civile et projets JAI"
		13h		Retour Bruxelles	

3 Cartographie des projets visités



- Projet Khenifra
- Projet Haouz
- Projet Chechaouen

Note de fin de mission - Mozambique

1. Main Findings

1.1 Synthesis of main findings

With the coming of the 21st century, Mozambique has entered in a developmental phase after a decade of emergency relief during the war (1980's) and a decade of post conflict rehabilitation (1990's). Reflecting this situation, the **EC strategy in rural development** has shifted from food aid to food security and is currently predominantly focused on the development of the agriculture sector. The activities of the EC FSP in Mozambique follow a sectoral approach concentrating on two broad strategic areas:

- Budget support and technical assistance for policy dialogue and reforms plans of ministries and government institutions (Ministry of Agriculture and Ministry of Commerce and Industry and National Institute for Meteorology);
- Implementation of activities at field level through civil society organisations and private sector in coordination with provincial/district authorities (outsourcing and direct NGO support).

There is so far very little integration of the various dimensions of rural development within the EC strategy. The new GoM initiative towards decentralisation represents a possible framework to achieve this integration at district level. The challenge for the EC therefore becomes the interaction of its sectoral support to agriculture with the new decentralisation process.

The **agriculture sector in Mozambique** is still predominantly based on food crop production with very little development of commercial production, despite its potential. If PROAGRI I has achieved a certain degree of deconcentration of MINAG at province level, it has been criticised for its lack of impact and effectiveness at field level. Facing this situation, PROAGRI II has shifted its approach from capacity building of governmental structures to an increase focus on agriculture production and productivity. Parallel to that shift is the definition of government's role as facilitator/coordinator/regulator and the need to foster the role and capacities of private sector and civil society as implementing agents. This strategy provides for a coherent and effective framework for donor coordination. However, its linkage to the decentralisation process remains weak, as well as its answer to the shortage of technical capacities at district level and the need for commercial agriculture development.

The EC combines different **instruments** to support agriculture and rural development in Mozambique. Project and budget supports are complementary to the extent that they target different actors and purposes that reinforce each other. The outsourcing mechanism represents an innovative project support modality. It involves both non-states actors as implementing agents and governmental structures (DPA) for the coordination and management of the projects. General and sectoral budget supports become increasingly popular among the donor community. There is however a series of issues in Mozambique which potentially threaten the democratic and fair use of funds made available, and

therefore fuel tensions in a fragile post-conflict situation. The effectiveness of the political dialogue and the relevance of the choice of the performance indicators and their monitoring remain crucial in that regard.

1.2 Findings by Evaluation Question

The field mission aimed at testing preliminary answers to the evaluation questions, completing data collected during the desk phase and highlighting recent developments and dynamics in rural development and agriculture in Uganda.

The findings resulting from the various meetings, discussions and project visits are summarised hereunder by evaluation question.

The question Q5 “Social services” is not relevant for the Mozambique case.

Q 1	Objective of rural poverty reduction
Relevance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The EC strategy in Mozambique focuses on agriculture rather than rural development. The various dimension of Com 429 are generally covered, except the social sectors. The CSP stipulates that no intervention will be made which encroach the social sector. Similarly, little support is given to the aspect of NRM in most development initiatives. ▪ Food security (FS) is one of the three focal sectors of the CSP 2002- 2007 (the two others are transport and macroeconomic support). The stated objectif is to support the establishment of sustainable food security within a market economy. The PIN budget for FS is: 0 - 15% of € 274 millions (= € 48 millions) financed under the FS Budget Line (Part of RD in 6, 7 & 8 EDF: 6,5% of budget). ▪ The EC has supported a Food Security Programme (FSP) since 1986 under the Food Security Budget Line (FSBL). In 1996, radical change: shift from food aid and rehabilitation projects to budget support programme and project implemented by non-state actors (NGOs, private sectors and rural finance institutions). ▪ The Multi-Annual Food Security Programme (MAFSP) 2000 - 2002 (€44,2 million approved in October 2000) presents 4 distinct and complementary components:: (1) Budget support - institutional reform and public institution strengthening; (2) Institutional support to Ministry of Agriculture (MADER) – strengthening and decentralisation of financial management within PROAGRI; (3) Institutional support to MADER, National Secretariat for Food Securirt and Early Warning System Coordination (SENCAP); (4) Improvement and diversification of crop harvesting for sustainable food security (implemented by non-state actors). ▪ The MAFSP 2003-2005 (€48 million approved in July 2003) focuses on two broad strategic areas: (1) Strengthening and reform of key state institutions, to improve public service delivery efficiency in a market environment, with particular emphasis on decentralisation; (2) Civil society organisation and private sector development while addressing food security constraints in a decentralised fashion and linking activities with district level authorities. The former is covered basically by budget support and specific technical assistance, while the latter are addressed through projects executed by NGOs, agro-industrial companies and producers associations. ▪ The EC has supported the formulation of the agricultural strategy PROAGRI. It has played a leading role for donor coordination and joint implementation. It has furthermore supported the formulation of the PROAGRI through its MAFSP II.

Q 2	Partner country strategy and basic needs of beneficiaries
Relevance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ In 2000, the Government prepared its Action Plan for the Reduction of Absolute Poverty 2001-05 (PARPA I), which was updated in a PARPA II (2006–09). Agriculture and Rural Development is one of the six focal sectors of the PARPA. The two main pillars of the GOM's strategy are to empower the agricultural producers to increase their productivity, and to transform public services into facilitators and supporters of the producers, through the provision of essential extension services. These pillars are reflected in the GoM agriculture strategy, the PROAGRI. ▪ PROAGRI I (PA-1) was launched in 1999 with a 5-year time frame, and was based on 8 Principles¹ agreed between the Ministry of Agriculture and Rural Development (MADER) and donors. From the beginning it received financial contributions from 11 donors². At the end of 2003, a PA-1 joint evaluation identified relevant progress in building institutional capacity, but also contained a number of criticisms of MADER and PA-1 for paying scant attention to promoting agricultural development policies; lack of progress in institutional restructuring and no integration and implementation of cross-cutting issues. ▪ In order to follow up on PA-I, PROAGRI II (PA-2) was presented in December 2003 with an implementation timeframe of 2005-2009. The second phase of this sector wide approach emphasises the need to foster decentralisation and proposes an approach on widespread consultation, encompassing non-state actors as well as promoting the necessary non-agricultural interventions for the development of the sector. It emphasises the importance of the commercial farming sector, including the large-scale producers and the need to reinforce farmers access to the market, to credit, natural resources and technologies, with the objective to develop integrated, competitive, diversified and sustainable agriculture. ▪ Regarding the Mozambican Rural Development Strategy (RDS), there is only a draft version (June 2006) of the strategy. The document is under its final version for revision under the coordination of Ministry of Planning and Development. The RDS is based on the Agenda 2025 and simultaneously targeting the PARPA (2006-2009). The RDS is seen as an instrument for intersectoral coordination in order to guarantee decentralization and mainstreaming of rural development in other sectoral policies. However, the draft of the strategy has been considerably delayed by institutional restructuring of the MPD, while the decentralization process has already kicked off without due consideration of the RDS. ▪ The EC strategy is coherent with the objectives of the PARPA, which to it refers number of times. Likewise, the EC FSP follows the aims and objectives of the GoM strategy which it supports financially. However, the EC has not taken part in the draft of the RDS and there is no evidence that it will integrate RDS content in its future programmes.

¹ 1. Poverty Reduction, 2. Decentralisation and Empowerment, 3. Good Governance, Transparency, Responsibility and Participation; 4. Attention to Gender Issues; 5. More attention to the rights and needs of small scale farmers with regard to access to land, inputs and markets; 6. Environmental and social sustainability; 7. Market-oriented policy framework.

² ASDI, BAD, BID, Canada, DANIDA, DFID, EC, FFA, Finland, France, IFAD, Ireland, Italy, NORAD, OPEC, USAID, World Bank.

Relevance

- There is however little evidence that the EC FSP takes regional characteristics into consideration. Similarly, limited attention is given to the development non-agricultural activities, yet crucial for Mozambique rural development. While the South and certain Central parts of the country are essentially arid to semi-arid, the North is more water balanced. In the latter regions it would therefore make sense to develop non-agriculture activities with high potential for the communities, considering that agriculture production in the South is a risky business unless water availability is guaranteed. For instance, ADRA is promoting cashew in Inhambane district, where this crop does not bring any comparative advantage to other cash crops (e.g. coconuts and other fruit trees) and while the Northern districts would be better potential area for cashew development due to their rain pattern. Similarly VETAID is developing livestock activities only in the south while the north might present more potential. Conversely, in southern provinces, tourism which has a high potential for guaranteeing food security and sustainable development to local communities receive limited support from the EC. Fishery is another example of sector which is not benefiting from EC support, while having a great potential for coastal communities.
- There have been lively discussions regarding the aim to be pursued by the Proagri II and its contribution to reduce poverty. Many observers have criticised its approach, estimating that the significance of smallholder agriculture, predominantly subsistence oriented, as a source of economic growth and poverty reduction is not adequately reflected in the strategy. The assumption is that the growth in smallholder production in the past decade was largely a result of a re-establishment of low productive subsistence production to a pre-war level. The area under cultivation increased significantly, offering a one-time gain in production that cannot be repeated. To raise production further is an altogether different and far more difficult task. ProAgri II does not provides a convincing strategy for solving this task. While major investment in support of the commercial sector is deemed necessary, there is a lack of convincing arguments on how this is to pull large numbers of poor subsistence farmers into commercial farming. The growth of commercial farming will not by itself make a significant contribution to GDP growth and is of marginal relevance for poverty reduction. Rather conclusive evidence suggests that the bi-modal structure of agriculture in Mozambique will be reinforced and that such a development is to the detriment of the poor.

Q 3	Growth of rural economy
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agricultural production: <ul style="list-style-type: none"> - According to the 2004 mid-term CSP evaluation, agricultural growth may be estimated at about 7% in 2003 (to be officially confirmed), compared to the goal of an average of 8% from 2001 to 2005. Most of the crop production (grains, pulses, cassava, sugar cane, tobacco and cashew nuts) recorded an increase varying between 2.5% to 50%, but cotton production in 2003 fell from about 83,000 to 53,000 tonnes. This may be attributed to the low prices prevailing in the international market in 2002 and early 2003, and to the fact that producers were selecting other, more profitable crops. Livestock production rose slightly. The PARPA II points out that the main sources of agriculture growth have been an expansion of the cultivated area and an increase in labour input. It is also pointed out that the growth by and large has been a growth in staple food production, notably maize. - If the PROAGRI has had a clear impact on ministerial reform, capacity building and institutional strengthening, it is widely recognised that its impact on agriculture production and rural economic growth has been rather weak. - NGO and outsourced projects have had a good impact on agricultural production but with a rather limited geographical and economical scope. ▪ Agricultural productivity: <ul style="list-style-type: none"> - 40% less land is under agriculture production today than it was 30 years ago (INE, 2002), although the population today has double within that period, indicating that agriculture productivity has considerably less today than what it was in 1970 (FAO, 2006). However, most productivity ratios are still below those found in other SADC countries due notably to the lack of basic inputs and infrastructure. - Among the agriculture project visited, access to inputs such as seeds, fertiliser, hand-pumps could be observed, as well as the use of intensive methods and some conservation technique for market oriented crops (e.g. cashew, cotton, sugar, horticulture). - Again, the EC supported NGO projects seem to be effective in this regard, while there is a wide consensus to agree on the poor impact of PROAGRI I on the productivity of the agricultural sector. ▪ Diversification and Non Farms activities: <ul style="list-style-type: none"> - Very little non agricultural activities have been observed.

Q 4	Productive assets and economic services
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agricultural research and extension services: <ul style="list-style-type: none"> - There is a general weak focus of EC supported activities on research and extension. This is more regrettable than the public extension services in Mozambique is rather weak (700 extensionists countrywide). However some of the EC outsourcing projects include extension services provided by International NGO (ex. VetAid and ADRA projects in Inhambane and CARE project in Vilanculos). ▪ Rural finance: <ul style="list-style-type: none"> - Access to agriculture credit is still a big challenge for rural development, addressed by EC with limited results. The EC has supported a marketing credit programme to improving rural market efficiency through linking traders with producers and re-monetisation. The intervention consisted in a credit facility for small and medium size cereal traders through the support to two rural financial institutions GAPI and AMODER. A monitoring mission conducted in August 2002 revealed that it was quite successful in providing marketing credit to small and medium traders as well as to producers' associations, a novel experiment. According the FSP mid-term evaluation, the programme is effective, but there is some element of discrimination in and lack of transparency in the choice of clients³ in the credit portfolios due to credit rationing. The programme is also limited by legal impediments that prevents saving accounts in non-banking institutions and therefore the non institutional linking of rural savings to credit. - Besides this programme, there are little interventions aiming at specifically tackling this issue, while it represents a heavy impediment to development in rural areas. Many of the projects beneficiaries have expressed the need to access credit in order to improve their lifestyle and raise their productivity (purchase of animals for agriculture traction, water-pumps, seeds, etc.). However, one of the NGO project has shown great effectiveness in setting up a credit/saving system tailored for local communities (in this case, women's groups). It should be noted than rural finance is one of the four pillars of PROAGRI II, but it is however too early to assess its effectiveness. - New systems based on new technologies to implement credit and savings initiatives exist, but are not supported neither implemented in Mozambique. For instance, the remarkable introduction of cell-phone service in villages represents a potential opportunity for developing new financial services. Indeed, some mobile-phone services allow callers to use text-messaging to send air-time credit to other mobiles. In most of the district where there is no bank, this service can become a convenient and cheap way to transfer money or act as a substitute for cash, with people using airtime to pay for their shopping. Shopkeepers cash in their accumulated phone credits with people who make money by offering callers use of their mobile phone as a sort of public phone.

³ MIC in "Missão de Monitoria às Províncias de Nampula e Niassa" Julho 2002 and mission observations.

Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Land tenure: <ul style="list-style-type: none"> - GoM has passed in 1997 a land law. However this law has so far been weakly enforced, creating land speculation and inequality in land access. The issue of land, as an asset for the improvement of a rural livelihood, has not been recognised as occupying a prominent position in poverty alleviation planning and processes. The PARPA does recognise that the issue of tenure security is of central importance, but tends to do so from the perspective of the need to guarantee private sector concession rights rather than the tenure rights of the poor. This is a significant gap in thinking, given that the GoM 1995 land policy was a creative attempt to recognise the inherent rights of customary tenure holders and to enable these to contribute to poverty alleviation. - The situation is similar in the conceptualisation of the land component within the PROAGRI. Here, not only is little attention given to the registration of community use rights as a means to improve the capacity to ‘negotiate’ out of poverty, but there would also appear to be a growing level of government resistance to this aspect of the new policy framework. The report on the review of land activities under the PROAGRI carried out in November 2000 by a joint donor-government team, makes clear that the land component of the PROAGRI has tended to receive less attention than other areas of action. Both central and provincial budgets developed by the implementing institutions in the land sector have suffered from the “harmonisation” with other components; that is, they have received consistently smaller allocations when it has come to dividing the overall budget. - DFID is establishing in three pilot provinces a Community Land Use Fund with the objective to enhance capacities of local communities to secure land tenure and natural resource rights. The EC does not target specifically land issues within its portfolio.
----------------------	---

Q 6	Natural resources
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Since the end of the 12 years conflict (1980 – 1992), increasing population density has resulted in the growth of natural resources markets and the concomitant pressure on these resources, with significant impacts from the production of charcoal and the exploitation of wood, for example. With more than 75% of population living in rural areas, excessive use of natural resources has seriously negative impacts: land degradation, soil erosion, loss of biodiversity, water pollution, etc. Tourism gradually becomes today a major environmental threat: Mozambique’s pristine coastal environment has remained unspoiled during the war’s years. It has however become a major attraction for tourism with significant environmental impacts. ▪ GoM’s focus on the environment has started in 1990, with the establishment of the National Environmental Commission and the Ministry of Environment (MINCOA). This latter Ministry is responsible for the formulation of environmental legislation, the most important which includes the National Environmental Management Programme (NEMP) of 1996, the Framework Environmental Act of 1997, and the EIA Regulation of 1998. Another important regulation which impacts on environmental development is the Forestry and Wildlife Act of 1997. ▪ GoM has attempted to limit negative environmental impacts through the strictly regulated application of EIA. Furthermore, it has also been working towards development of legal instrument of legal instrument and methodologies to create optimal condition for community involvement in natural resource management; this is a major focus of the Forestry and Wildlife Act. ▪ The EC interventions in natural resource management are rather limited. Worth mentioning is an EC supported project in Gorongosa aiming at promoting trade in carbon tax. However it is too early to assess its effectiveness.

Q 7	Risk Vulnerability
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Food security is not anymore a structural issue in Mozambique, even though malnutrition remains sporadic in some regions (Northern Provinces). ▪ The EC is the biggest donor in the field of food security (FS). Since 1986 its support to agriculture and rural development is financed under the Food Security Budget Line. There remains confusion between what relates to food security and/or agriculture. The EC support to food security consists of technical assistance projects for a) FS Policy Formulation; b) Consolidated Information System (CIS); c) National Early Warning Systems (EWS). In addition the EC budget support to the National Institute of Meteorology is providing essential information for the national early warning system. ▪ Generally, the EC support to FS is reported to be effective. Through the efforts of both the EWS project and the CIS, project co-ordination structures have been put into place within MADER: the Co-ordination Structure of Food Security and Early Warning Information Systems (SENCAP) and the Food Security and Nutrition Technical Secretariat (SETSAN). A Food Security and Nutrition Strategy (FSNS) has been approved and its basic ideas incorporated in the PARPA. ▪ The Support to the Consolidated Information System has been a good source of information about the food security situation for NGOs and the donor community, especially during the floods of 2000. However, because this project never got the required backing and response of National Authority for Disasters Management, the influence of the project on government decisions regarding strategies and interventions in the field of disaster prevention linked to food security has been very limited. ▪ The support to early warning systems has had a number of important positive results, including improved methodologies for crop forecasting and monitoring; training of professionals at central, provincial and district level; the establishment of an Early Warning Department within MADER and the creation of an operational structure for the co-ordination of the different food security information components (SENCAP). However, while the project has had impact at central level, its impact has been much less at provincial and district level. Its efficiency has been negatively influenced by the deficiencies in the physical communication system, the insufficient meteorological stations, the limited technical capacity of field personnel and high turnover of staff personnel, and the unavailability of funds at the right time.

Q 8	Political and social integration
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mozambique has ten provinces, which are managed by a Governor appointed by the President of the Republic, with each province being subdivided into districts. Ministries therefore have devolved departments. The MinAg devolution has occurred at provincial level and is very gradually, and partially, ongoing at district level. ▪ In 1999, all planning was centralised and funding was also decided upon centrally. Gradually, the proportion of funds delegated to provincial departments has increased (54% in 2000 – 59% in 2002). The devolution process is limited as a result of the surface area of the country and the isolation of certain districts. The territory which the provincial departments have to cover is very large. Authorities at district level are either very weak or non-existent. The absence of banks and human capacities has hampered the continuation of the process at district level. ▪ Some initiatives have been introduced in order to reinforce capacities at provincial level. A vast and ambitious Programme of Decentralised Planning and Finance (PPFD) is currently supported by GTZ, World Bank and UNDP. This programme aims at establishing a participatory planning system, harmonized and integrated nationwide. ▪ The PROAGRI II strategy seems to move away from centralised and vertical planning towards decentralised planning based on identified requirements at local level. The underlying spirit is orientated towards demand and towards meeting requirements. The provinces have therefore been involved in drawing up the Proagri II and seem to be lobbying for a devolution of powers. Devolution is therefore presented as a means of increasing the efficiency of aid and for fighting against rural poverty. ▪ The EC support does not focus on decentralisation. Even though it supports PROAGRI II views, it does not include projects specifically targeting capacity building at district level. ▪ The EC support to civil society and private sector is mainly driven through direct project funding and outsourcing projects.

Q 9	Implementation modalities
Efficiency	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A combination of various instruments has been used for the execution of the programme: (i) budget support for policy dialogue and reform plans of ministries and government institutions (MADER, MIC, INAM); (ii) technical assistance to support the definition of the desired reforms; and (iii) implementation of activities at field level (through NGOs, agro-industrial companies, and producer and credit associations). ▪ The EC is using different funding instruments: general budget support, sectoral budget support and project support. The trend towards increasing budget support appears clearly, parallel to the need for the public sector to become more a regulator and policy facilitator rather than a project implementer. ▪ Regarding project support, the EC has a twofold approach: direct project funding and outsourcing. PROAGRI officials in the province have been reluctant to direct support to NGO sector, saying that most projects were contracted to International NGO's (in detriment to local organisation). ▪ The provincial outsourcing scheme aims at developing concrete results at producer level by devolving management of larger share of the budget each year to Provinces (DPA). With EC support and guidance, the Provincial DPA carry out the selection, monitoring and evaluation of outsourcing operations to have non-public actors provide agreed and needed services in rural areas. While there are examples of project failures (e.g. ATAP contract for livestock development in Vilanculo), the scheme is overall successfully with the EC. There is still however some resistance towards outsourcing due to weak project efficiency mainly due to weak presence and capacity of implementing agents (private sector and civil society) and weak managerial capacity and disbursement delays from managing agents (DPAs). ▪ While the overall disbursement performance for the EC FSP programme as a whole has improved considerably over the years, increasing from €0.9m in 1996 till €18.8 in 2002, the 2003 FSP mid-term evaluation points out different elements that have hampered field operations: <ul style="list-style-type: none"> (a) the short project duration of 3 years – projects should be 5 years; (b) contractual and payment delays; (c) lack of rural infrastructure; (d) the high risk economic and natural environment; (e) strong legacies from past experiences; and (f) the policy environment (specifically with respect to legalisation of producers' associations and the provision of veterinary services).

Q 10	Sustainability
Sustainability	<ul style="list-style-type: none"> ▪ According to the 2003 FSP mid-term evaluation, the sustainability of the NGO projects is likely to be limited for capacity building and institutional strengthening due to the short project duration. The sustainability of the marketing credit programme may be compromised by the institutional weakness of the partner whose growth has been the result of donor funding. The outsourcing projects have potentially high sustainability conditional upon the realism of project design and the capacity of stakeholders to maintain an equilibrium of interests. ▪ Sustainability at beneficiaries' level depends on the ability to ensure the financial viability of project through economic profitability of the projects or external financing sources. For instance, the Inhambane Livelihood Recovery Project in Vilanculos showed great result in terms of sustainability: the implementing partner managed to find other funding sources after the EC support withdrawal. Two years after the project has finished, some activities such as the women's saving and credits groups were still in place. ▪ The shift towards budget support aims to increase the sustainability of intervention.

Q 11	Coordination and complementarity between donors
Coordination & complementarity	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Co-ordination between donors has, in Mozambique, been comprehensive and regular since the establishment of the DPG (Development Partners' Group), which meets monthly at the level of the Heads of Mission, under the co-ordination of UNDP/WB, and is particularly advanced through a group of 14 donors providing budget support (G14), meeting at technical and political level. Besides the DPG there are several sectoral working groups gathering donors supporting common sectors with GoM ministries. ▪ The sectoral working group for agriculture, the PROAGRI Working Group (PWG), provides an effective forum for the coordination of PROAGRI supporting donor's coordination. Reviews are regularly held in May and November each year, common monitoring mission take place, and joint activities are common across components. A PWG website has even been created, even though it has virtually been frozen since end of 2004. ▪ Whilst many donors participate in the PROAGRI, they do not all have the same expectations and they perceive their interventions differently. Some donors (DFID, EC, DANIDA) are in favour of direct budget support, which they believe would enable the whole Government to be implicated; others prefer to allocate their funding to the rural development sector, which enables them to have real influence over the sector-based strategy and over the operations of the MinAg. ▪ Some donors still conduct their projects outside the common fund. This is due to several factors: the aims of certain projects are non-compliant with the objectives of the Proagri (i.e. the creation of roads and markets); some donors preferred to manage their project outside the framework of the common funding mechanism; finally, in some cases, projects are better adapted and are requested by the MinAg. ▪ As such the geography of the PWG has considerably changed between PROAGRI I and PROAGRI II. DFID has pulled out its support before PROAGRI II was even drafted, arguing the need for focusing its aid on general budget support to pursue the same objectives. Their contribution should therefore been dealt by GoM. Another argument was the need to reduce the number of donors involved in PROAGRI in order to improve the donor coordination. The Dutch cooperation has followed DFID's logic a year later, in 2004. USAID has also given up its support to PROAGRI arguing the lack of results from PROAGRI I (for both institutional reform and field operations) but they remain active in agriculture support through their own projects, including agriculture research. The world bank is massively involved in general budget support but manages in parallel a USD 25 millions project within 6 districts. ▪ The EC has a leading role in PWG since the beginning. It has chaired the group several times (2000 – 01 and 2004), been an influential player in the draft of PROAGRI II and remains today one of the most actively involved donors in the implementation of PROAGRI.

Q 12	Coherence with other EC policies
Coherence	<ul style="list-style-type: none">▪ There is no evidence that EC policies adversely affect in a specific way the agricultural sector in Mozambique.

2. Sources of information

2.1 Sources and Quality of the information

The mission in Mozambique has given the evaluation team a broad perspective on the issue at stake in the sector and the way the CE and others donors are tackling them.

The support of the EC Delegation in Maputo has created the basis of the team's understanding of the EC strategy. The Food security and rural development unit staff has been particularly helpful and responsive in that regards, programming several meetings within the two weeks and organising the field visits for the consultants.

The country being vast, only a small part of the EC interventions portfolio has been visited. In addition to the Capital, the team has chosen to visit two provinces adjacent to each other, north of Maputo (Inhambane and Gaza). Five different projects have been visited and several contacts have been taken with province and district authorities. Projects visited were either directly funded by the EC or supported through the outsourcing initiatives. These visits have allowed the team to meet project implementing agents and beneficiaries, to see impacts of the project at field level and to collect numerous project documents. Unfortunately, the team feels that not enough contacts have been made with local authorities, which could have given a more accurate and precise picture on the success and failures of the PROAGRI implementation at local level. This is partly due to the awkward timing of the mission, falling over a holiday when administrations are closed.

In Maputo, besides various contacts with Delegation staffs, visits have been paid to different ministries, donors and stakeholders involved in agriculture and rural development. These visits have helped the team to better understand the context in which the EC interventions take place, as well as their constraints, opportunities and challenges.

Finally, the team has received precious help and advice from Jean Risopoulos, former member of the EC Food security and rural development unit, currently assisting MinAg in the formulation of their monitoring and evaluation system. Thanks to his knowledge and understanding of both the EC activities and the country's situation, his advices have remarkably shed light on the historical context of the EC support and on the main current issues at stake.

2.2 Programme of the mission

Day	Date	Place	Activity	Contacts
Sunday	17/09		Arrival Maputo	
	17/09	Maputo	Preparation Briefing EC Delegation	
Monday	18/09	Maputo	Briefing EC Delegation	EC Delegation Staff
	18/09	Maputo	EC Delegation – Food Security Unit	Albert Losseau Anna Monge
	18/09	Maputo	Ministry of Planning and Development	Salim Vala
Tuesday	19/09	Maputo	GTZ	Rodney Reviere
	19/09	Maputo	World Vision / VetAid	Marcelino Botao Francisco Matuca Emma Bradley
	19/09	Maputo	Ministry of Finance, FARE	Joao Carrilho
	19/09	Maputo	RASA/ABIODES/ATAP	Luis Hammid Nataniel Namboro Luis Fortunato
	19/09	Maputo	EC Delegation – Food Security Unit	Françoise Millecam Gian Carlo Montefort
	19/09	Maputo	Ministry of Agriculture, Monitoring and Evaluation Unit	Jean Risopoulos
Wednesday	20/09	Maputo	DFID	Rachel Turner Emidio Oliveira
	20/09		Travel to Inhambane	
	20/09	Inhambane	Ministry of Agriculture, DPA Inhambane	Marcelino Moiana
Thursday	21/09	Inharime	Project Visit: Nhambavale Food Security Project (World Vision)	Paolo Mabota Manuel Chiponze
	21/09	Inharime	Project Visit: Community Livestock and Agricultural Development Project Southern Inhambane (VetAid)	Pedro Pereira Belmiro Gulube Horacio Norberto
	21/09	Inhambane	Ministry of Agriculture, DPA Inhambane	Marcelino Moiana Pedro Dzucule
	21/09	Inhambane	Project Visit: Empowerment of local Governance (GTZ)	Philipp Johannsen
Friday	22/09	Jangano	Project Visit: Cashew Reforestation and Food Security Project Inhambane South (ADRA)	Armando Salato
	22/09	Maxixe	INCAJU	Jaime Chissico
	22/09		Travel to Vilanculo	
Saturday	23/09	Vilanculo	Document analysis	
Sunday	24/09	Vilanculo	Document analysis	
Monday	25/09	Vilanculo	Project Visit: Inhambane Livelihood Recovery Project (CARE)	Alfredo Chamusso

Day	Date	Place	Activity	Contacts
Tuesday	26/09	Govuro	Project Visit: Inhambane Livelihood Recovery Project (CARE)	Alfredo Chamusso
	26/09	Govuro	DDA Govuro	Antonio Sabao
	26/09		Travel to Chidenguele	
Wednesday	27/09		Travel to Maputo	
	27/09	Maputo	Ministry of Agriculture, Agrarian Services	Boaventura Nuvunga Valdemino Munguambe
	27/09	Maputo	Ministry of Agriculture, CEPAGRI	Pedro Sitole Jorge Tinga
	27/09	Maputo	EC Delegation – Food Security Unit	Albert Losseau
Thursday	28/09	Maputo	Ministry of Agriculture, PROAGRI	Fernando Songane
	28/09	Maputo	NAO Support Unit	Victor Velho
	28/09	Maputo	EC Delegation – Economic Affairs and Governance Unit	Sylvie Millot Ramon Ynaraja Françoise Millecam
Friday	29/09	Maputo	Debriefing Delegation	EC Delegation Staff
	29/09	Maputo	Report writing	
Saturday	30/09	Maputo	Report writing	
	30/09		Travel to Brussels	

3. Cartography of projects



- *Inhambane Livelihood Recovery Project (CARE)*
- *Cashew Reforestation and Food Security Project Inhambane South (ADRA)*
- *Community Livestock and Agricultural Development Project Southern Inhambane (VETAID)*
- *Nhambavale Food Security Project (World Vision)*

Note de fin de mission - Ouganda

1. Main findings

1.1 Synthesis of main findings

Since 2001 the Government of Uganda (GoU) implements a Plan for Modernisation of Agriculture (PMA), which aims at promoting a market-led development of the agricultural sector through actions targeting seven areas from agricultural research to the development of agriculture-related infrastructure. The PMA precisely defines what the responsibilities of the government are and what should be left to the private sector.

Dimensions of rural development not directly linked to agricultural development, notably the provision of social services to rural population, are addressed through other sectoral strategies. Consistency between these various strategies is achieved at district level through the design and implementation of development plans by local governments.

The PMA raises questions and shows some weaknesses. It lacks a mid-term financial framework. Although it is part of the GoU poverty reduction strategy, it is likely to benefit more to well-off farmers than to the poorest. Its effectiveness is hampered by an uneven development of its seven pillars and a lack of coordination between them.

Nevertheless implementation of the PMA has delivered positive results, particularly as regards agricultural research and extension. These results are likely to be sustainable.

The existence of PMA contributes to strengthen cooperation between donors, favours the alignment of their interventions in the sector with the government strategy and contributes to enhance harmonisation of their procedures.

The European Commission (EC) supports the implementation of the PMA through a sectoral budget support, with the emphasis being put on research and extension. It is actively involved in the policy dialogue between the GoU and donors on the implementation of the PMA.

EC budget support to the PMA is complemented by projects aimed at (i) strengthening the PMA pillars whose development is less advanced (e.g. credit, marketing), (ii) improving rural infrastructure (rural roads), and (iii) supporting the development of rural activities outside the PMA (forestry). The EC also finances regional projects in support of agricultural research (ASARECA) and of sustainable management of resources (LVFO).

The EC contributes to improving access to social services through a General Budget Support to the poverty reduction strategy of the GoU and provides support to the decentralisation process.

The EC experience in Uganda suggests that sectoral budget support can be an effective modality to contribute to agricultural development providing that some conditions are met: (i) the government has designed a comprehensive development strategy for the sector; (ii) it

is genuinely committed to implement the strategy; (iii) a medium-term financial framework backs the strategy; (iv) priorities of the strategy are reflected in budget allocations; (v) there exists an effective donor coordination; (vi) donors have the capacity to carry out an in-depth sectoral policy dialogue with the government.

1.2 Findings by Evaluation Question

The field mission aimed at testing preliminary answers to the evaluation questions, completing data collected during the desk phase and highlighting recent developments and dynamics in rural development and agriculture in Uganda.

The findings resulting from the various meetings, discussions and project visits are summarised hereunder by evaluation question.

Q 1	Objective of rural poverty reduction
Relevance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rural development has consistently been kept as a focal sector of EC support (€ 36.9 M under 9th EDF). ▪ Uganda is one of the few countries where a SWAp is being implemented (support to the PMA), even though there are still discussions about the nature of the PMA as a sectoral strategy (absence of an aggregated financial framework and the implementation involves several ministries). ▪ Indeed the PMA is not a full-fledged agricultural development strategy but rather a multi-sectoral framework. In particular there is no MTEF or annually up-dated costing of the plan in the medium run. ▪ PMA focuses on agriculture rather than rural development: it follows a thematic approach based on a competitive market-oriented agricultural growth. The PMA, based on private sector involvement and economical growth perspective, will likely benefit to farmers with productive assets and investment capacity rather than to the poorest farmers. ▪ The seven pillars of the PMA covers four dimensions of COM 429: growth of rural economy, access to economic services, sustainable natural resources management and reduction of risk vulnerability: <ul style="list-style-type: none"> - The political and institutional support dimension is not explicitly covered by the pillars of the PMA even though the implementation of the PMA is based on a clear decentralised approach. - PMA covers only partially the social sectors dimension.

Q 2	Partner country strategy and basic needs of beneficiaries
Relevance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Both the PEAP and the CSP recognise the fact that agriculture plays a major role in the country's economy: <ul style="list-style-type: none"> - The PEAP identifies agriculture as one priority sector for reducing poverty (PMA). - The CSP refers to the PEAP and identifies the PMA as the operational framework for rural development. ▪ The EC sectoral budget support is intended to support the whole PMA. However, there is a strong emphasis on the first two pillars: Research and technology development (support to NARS reform) and National agricultural advisory services (support to NAADS). ▪ The use of different EC funding channels increases the coverage of its support. For instance STABEX and EDF fund projects in support of physical infrastructure (Feeder roads programme) and natural resources management (Sawlog Production Grant Scheme). Regional funds are used to support agricultural research (ASARECA) and natural resources management projects (i.e. LVFO). ▪ The EC experience in Uganda also demonstrates that sectoral budget support and projects can be implemented in a complementary manner. Furthermore, projects may have an important role to play in the success of a budget support programme through the provision of studies and capacity building technical assistance.

Q 3	Growth of rural economy
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agricultural production: <ul style="list-style-type: none"> - EC Support to agriculture production is channelled through the budget support to PMA as well as project support (i.e. Kaweri Coffee Alliance and Smallholder Tea Development Project). - The PMA focuses on line ministries capacities to increase agricultural production through the development of marketed agricultural products with added value and agro-processing activities. Implementation of the seven PMA pillars is however quite uneven with research and extension being the most advanced while environment and education, and to a lesser extent marketing and agro-processing are lagging behind. . These disparities in the progress of PMA pillars and the lack of coordination between them undermine the PMA capacity to impact on agricultural production growth. Moreover, the provision of inputs is not directly addressed but left as a side activity of NAADS. ▪ Agricultural productivity: <ul style="list-style-type: none"> - Although some of NARO and NAADS interventions aim at improving agricultural labour productivity, the PMA approach privileges the increase of yields. If any, the impact of the PMA on agricultural productivity (through support to NAADS and NARO) will materialise in the long run and is difficult to assess. ▪ Farmers income: <ul style="list-style-type: none"> - The PMA increases farmer’s incomes through NAADS and NARO pillars, but these increases are likely to benefit to farmers who can afford productive assets and investment capacity rather than to poorest ones. Some donors insist on giving the PMA a more pro-poor orientation: complementing agricultural development policies with other poor-oriented sectoral policies (e.g. provision of social services) and with promotion of good governance (e.g. fiscal policy). - There is little evidence of direct impact of the PMA on non-agricultural income generation. If any, these impacts derive from agro-processing activities linked to the development of non-staple production (i.e. tea, coffee) and from the spill-over of increased farmers’ income on the overall economy. ▪ The Smallholder Tea Development Project constitutes a successful example of EC support in agriculture with spill-over on the local economy.

Q 4	Productive assets and economic services
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agricultural research and extension services: <ul style="list-style-type: none"> - EC support to PMA is mainly driven towards developing research activities (NARS) and extension services (NAADS). In addition, the EC supports a multi-donor regional programme for agricultural research (ASARECA) aiming at developing networking of research institutions among 10 countries. - Support to NAADS has concentrated on developing a structure of extension services nationwide (not all districts are targeted so far), relying on private services providers and targeting active poor farmers. This system shows positive results at local levels. - Support to NARO has concentrated on reforming the existing national research system (NARS) towards a more market-driven approach, with decentralised management and financing of research activities partly through competitive tenders. - The impacts of NAADS and NARS pillars on agricultural growth are undermined by the uneven implementation levels of other PMA pillars (e.g. limited access to finance whereas the implementation of new technologies generally implies that farmers resort to purchased inputs). ▪ Infrastructure: <ul style="list-style-type: none"> - EC Support to transport infrastructures is channelled through different ways: <ul style="list-style-type: none"> ○ District roads rehabilitation financed by STABEX under PMA support. ○ Regional roads rehabilitation financed under NIP infrastructure focal sector. - While energy shortages has recently become a nation-wide problem in Uganda, there is no EC support targeted to this sector. ▪ Rural finance: <ul style="list-style-type: none"> - The PMA addresses the issue of access to rural finance (Pillar 4), but the implementation of the Microfinance Outreach Plan is rather weak due to inadequate funding. - The EC support to rural finance is channelled through a promising commodity exchange and warehouse receipt system (WRS) project as well as through a micro finance capacity building project (SUFFICE). ▪ Land tenure: <ul style="list-style-type: none"> - The donor community widely recognises land tenure as a key issue – although extremely sensitive and complex - for modernising the agricultural sector: <ul style="list-style-type: none"> ○ By providing collateral for finance, land property is a crucial asset for economic production (need to guarantee the stability of land title). ○ Moreover, the productivity of the agricultural sector largely depends on the size of agricultural parcels. ○ A sustainable national economic growth relies on the capacity to pull working forces out of agriculture and reallocate them in more productive jobs in other sectors of the economy. - The PMA has helped to produce a new land policy but has remained to date short of concrete measures for improving the land tenure system. The EC does not address this issue in its interventions. This might undermine the long-term impact of the agricultural sector reform. - DfID has supported interventions to improve the land tenure system in Uganda, but has since 2002 pulled out from this sector. The World Bank and USAID are still supporting such interventions (e.g. piloting systematic demarcation of land; modernising the land registry in Kampala).

Q 5	Social services
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ While social sectors are not addressed in the CSP, the EC general budget support pays special attention to social sectors through its matrix of performance indicators. ▪ The PMA focus on social sectors mainly relies on its agricultural education pillar. However the rollout of the National Agricultural Education Policy (NAEP) has lagged behind due to the lack of commitment and resources. The Ministry of Education gives much higher priority to primary education.

Q 6	Natural resources
Effectiveness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ EC support to natural resource management is driven through project support at national (FRMCP) and regional level (LVFO) ▪ At national level, there is a large programme aiming at sustainable forestry management (FRMCP). This programme provides institutional support to the National Forestry Authority. Moreover, a rather successful initiative is the Sawlog Production Grant Scheme (SPGS) whereby the EC supports commercial plantation development by the private sector (50% subsidy of investment costs). ▪ At regional level, the EC supports a fisheries resource management programme (LVFO) whose scope spans over the three countries bordering Lake Victoria (Uganda, Kenya and Tanzania). This programme develops a common structure to manage a rather sensitive resource (involving significant environmental and economical interest) and therefore serves as a catalyst to increase regional integration among the East African Community. ▪ While the PMA includes a pillar targeting the sustainable use of natural resources, progress under this pillar has been at policy and strategic levels, rather than at implementation level. Natural resource management is mainstreamed in NAADS extension activities, but there is a need for a more targeted approach. . The complexity and weakness of the land tenure system might be a factor that hinders progress in that respect.

Q 7	Food Security
Effective-ness	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ensuring food security is a stated objective of the PMA. GoU intends to address food security through the market rather than emphasizing self-sufficiency. ▪ Food security is not a structural issue in Uganda. It is linked to particular situations: Rwandan refugees in the western part of the country and on a much larger scale internally displaced persons in the Northern region affected by the conflict with the Lord Resistance Army. The total number of people in Uganda living on Food Aid because of the war in Northern Uganda is approximately 1.5 million.

Q 8	Political and social integration
Efficiency	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Uganda has engaged 10 years ago (Local Development Act of 1997) in an ambitious decentralisation policy with extensive competences delegated to local governments at district and sub-county level. Support to this policy is provided under the 8th and 9th EDF non-focal sectors (Micro projects programme, and Support to Decentralisation). ▪ Local governments' main responsibility is to ensure consistency between the various actions undertaken to promote local development. Frequently they lack financial resources and technical capacities required to effectively exert this responsibility. Programming of activities and prioritisation of budget allocations may enter into conflict with national policies. Local governments for instance are reluctant to contribute to the financing of agriculture extension services. ▪ Local governments design and implement local development plans encompassing the various dimensions of rural development (provision of social services and infrastructure as well as agricultural development). ▪ Two types of grants from the central government fund local government expenditures: a Local Government Development Programme (LGDP) and a Non-Sectoral Conditional Grant (NSCG), the latter being intended to finance PMA activities. A merge of these two grants is being considered. ▪ As far as agricultural extension is concerned, NAADS structure follows administrative divisions. At the village level, farmers organised in groups are the recipient of the advisory services. Content of the extension programme, procurement process with service providers and overall coordination and monitoring of services take place at the sub-county level through a farmer forum. These sub-county fora gather representatives of local farmer groups. They are assisted by a NAADS coordinator who is a civil servant of the sub-county government. Furthermore, support to the farmer fora at district level is given by a coordinator, who is a NAADS employee, and by agricultural technicians, who are civil servants of the district government. ▪ Extension services and related costs are co-financed by the NAADS budget, local government's matching grants (district and sub-county) and farmer groups contributions (currently at least 2% of total costs, this percentage being expected to increase over time). ▪ NARS, the body in charge of agricultural research, has research units (National Agricultural Research Institutes and Zonal Agricultural Research and Development Institutes – ARDI) throughout the country; each ARDI covering several districts. ARDIs are responsible for conducting researches that meet the specific needs of farmers in the various regions. ▪ More than 50% of NAADS farmer groups are women. ▪ Representatives of the civil society were involved in the formulation of the PMA and participate in reviews of PMA, NARS and NAADS.

Q 9	Implementation modalities
Efficiency	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The EC experience in Uganda suggests that sectoral budget support can be an effective modality to contribute to agricultural development if it targets well established institutions with a vote in the MTEF and good management practices. ▪ Implementing effectively sectoral budget support to agricultural development requires preconditions: <ul style="list-style-type: none"> - the government has designed a comprehensive agricultural development strategy or at least a strategic framework for the development of agriculture. - The government is genuinely committed to implement the agricultural development strategy. Whereas this condition was met at the start of PMA implementation, donors are currently worried that political support to the PMA might fade. - A financial framework backs the strategy, e.g. a MTEF. This condition is crucially lacking in the PMA case. - Priorities of the strategy are reflected in sectoral budget allocations. Whether this condition is met in Uganda cannot currently be assessed for there is no unified financial framework attached to the PMA. - An effective donor coordination with a strong commitment of donors to align their aid, whatever the modalities, with the government strategy. - Donors, notably the EC Delegation, have the capacity to carry out a sectoral policy dialogue with the government. ▪ The EC experience in Uganda also demonstrates that sectoral budget support and projects can be implemented in a complementary manner. Furthermore, projects may have an important role to play in the success of a budget support programme through the provision of studies and capacity building technical assistance. ▪ During the 90s, EDF financed various agricultural development projects, e.g. the Tea Rehabilitation Project and the Smallholder Tea Development Project. These projects played a major role in rehabilitating tea growing and processing in the western part of the country. ▪ Under the 9th EDF the EC supports agricultural development through a sectoral budget support to the implementation of the PMA. This budget support programme is complemented by Stabex funded projects. The EC also supports afforestation and reforestation through FRMCP. Projects funded by the Regional Programme contribute to agricultural research at the regional level (ASARECA) and to a joint management of Lake Victoria resources (LVFO) by bordering countries (Uganda, Kenya, Tanzania). ▪ Oddly enough, although EC budget support to the PMA is not targeted and is allocated to the Poverty Alleviation Fund (in which all donors contribute to the implementation of the PEAP), the Financial Agreement states the exact amounts expected to fund NARS and NAADS pillars. ▪ The EC Delegation is actively involved in the policy dialogue between the GoU and donors on the implementation of the PMA as a whole, as well as in the dialogue on the research (NARS) and extension (NAADS) pillars of the plan. ▪ Stabex funded projects contributed to the reform of NARS and the establishment of NAADS. They currently support other pillars of the PMA: marketing and rural finance through the establishment of a Commodity Exchange and Warehouse Receipt System; micro-finance and rural roads. Thanks to its flexibility, Stabex proves to be a useful instrument to prepare and complement sectoral budget support. ▪ Developing social services in rural areas is a responsibility of the relevant line ministries and of local governments. EC supports this development through a General Budget Support to the Poverty Reduction Strategy (Poverty Eradication Action Plan – PEAP).

Q 10	Sustainability
Sustainability	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Outcomes of EC projects in support of the tea sector (completed in 2001) have been sustainable. Three main factors may explain this achievement: (i) the EC provided extensive support to this sector until competitiveness of tea growing and processing was achieved; (ii) further development has relied on the private sector; (iii) the institutional environment is favourable to private sector development. ▪ Similarly, achievements of the FRMCP Sawlog Production Grant Scheme are likely to be sustainable to the extent where it contributes to the establishment of profitable private forestry enterprises. ▪ The ASARECA project mainly relies on donor funding. There is no evidence that this project would be sustainable should donor support be suspended. Prospects are more positive for LVFO which is partly funded by the three host countries and partly by fish levies. ▪ PMA sustainability as a coherent modernisation plan for agriculture depends on the GoU commitment to pursue its implementation. Lack of ownership of the plan by the Ministry of Agriculture and by some farmers organisations, the short-lived attempt by the Ministry of Finance to promote a new rural development strategy, or still the reluctance of local governments to contribute to the financing of NAADS activities, are all potential elements of fragility in this regard. An active and continuous involvement of donors in the policy dialogue with the government is the best guarantee for donors that PMA implementation will be continued. ▪ However should the government fail to continue PMA implementation, achievements of the programme would remain. The principle of a market-led agriculture development has gained solid ground. NAADS is established by an act of parliament and is funded through the MTEF. The NARO reform and the WRS are also consolidated by acts of parliament. Many PMA compliant activities are funded by the budget and are likely to be continued.

Q 11	Coordination and complementarity between donors
Coordination & complementarity	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The Uganda case suggests that the existence of a consistent agricultural development strategy designed by the government greatly favours coordination, and hence efficiency of donor interventions in the sector. ▪ Donor Coordination is organised at the Head of Delegation/agencies level through a Local Development Partners Group. This group is currently chaired by the World Bank Resident Representative. Collaboration is ruled by a Partnership Principles Agreement signed by the GoU and the Development Partners. ▪ At sectoral level, there are several donor sub-groups which are fora for mutual information and discussion. Each donor sub-group is composed and chaired by different donors, according to their respective interest and involvement in the sectors. ▪ The PMA sub-group currently comprises 8 members of which the most active are the EC, DfID, the WB and DANIDA. It is currently chaired by DfID and co-chaired by the WB. The PMA has had a key role in strengthening donor coordination. While modalities of donors support to the PMA differ from one donor to the other, coordination between members of the sub-group goes far beyond exchange of information: the group meets regularly and makes possible common positions in the policy dialogue with GoU. In addition, complementarity between donors interventions is enforced with some donors financing activities of common interest (e.g. PMA evaluation financed by DANIDA and the EU financing the mid-term review of NAADS). ▪ However, the success of the PMA donor coordination remains fragile. It is indeed based on a voluntary process and there is neither formal instrument nor regulatory framework for coordination. ▪ In spite of these achievements, progress can still be made towards better coordination and alignment. Partly because of their mandates and of their rules of engagement, some donors are still lagging behind as regards the alignment of their interventions with the government strategy. ▪ Regional programmes are based on a successful donor coordination process. For instance, within ASARECA, the EC funds some thematic research networks while other donors support others. Similarly LVFO receives support from several donors in a coordinative way.

Q 12	Coherence with other EC policies
Coherence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ There is no evidence that EC policies adversely affect in a specific way the agricultural sector in Uganda.

2. Sources of information

2.1 Sources and Quality of the information

The mission in Uganda has benefited from a constant, effective and useful support from the EC Delegation in Kampala, and in particular from its Rural Development Programme Officer M. Reint Bakema. This support has allowed the evaluation team to meet a variety of stakeholders concerned by rural development and agriculture in Uganda and to visit some projects on the field supported by the EC. Meetings have been kindly organised by the EC Delegation with government officials, civil society representatives, other donors and project managers and beneficiaries.

Through these meetings and visits, the team has been able to collect accurate and updated information which in turn has led to a deeper understanding of the rural development and agriculture issues at stake in Uganda and of the way the EC addresses them. This understanding has mainly concerned the following topics:

Role of government in rural development and agriculture sectors

Meetings at the Ministry of Finance and Ministry of Agriculture have involved discussion with GoU officials on the role of the government in the rural development and agriculture sector. In line with the vision developed within the PMA, this role is restricted to the establishment of an enabling framework fostering private sector involvement as well as to the provision of public goods by nature. Such discussions have also been held during meetings with civil society representatives.

PMA design and implementation

Discussions with GoU officials, EC officials and civil society representatives have given the evaluators a precise understanding of the PMA building process, institutional setup and current development. Moreover, several PMA initiatives have been visited in different districts (NAADS and NARO). These visits have helped the team to assess the effectiveness of the PMA implementation.

EC delegation strategy in rural development

Extensive discussions with the EC programme officer for rural development have provided the evaluation team with a clear view on how the EC Delegation addresses the complexity of rural and agricultural issues thanks to the use of the whole range of available instruments. These discussions have been enriched by several EC funded project visits, at national and regional level.

Sectoral and General Budget Support

The evaluators have gained further knowledge of support modalities through various discussions with EC officials. These discussions, sometimes controversial, have focussed on the stakes and features of budget support, be it sectoral or general.

Donor coordination

The EC Delegation kindly organised a meeting between the evaluators and the PMA Donor Sub-group. This meeting has given the chance to the team to share their findings with other donors, as well as to assess the level of coordination and understand the harmonisation and alignment mechanisms among donors.

2.2 Programme of the mission

Day	Date	Place	Activity	Contacts
Monday	31/08		Travel Brussels - Kampala	
Tuesday	01/08	Kampala	Briefing with the Delegation	Reint Bakema Christer Hermansson
	01/08	Kampala	Courtesy call with the Head of Delegation	Sigurd Illing
	01/08	Kampala	Document analysis	Reint Bakema Christer Hermansson
Wednesday	02/08	Kampala	Document analysis	
	02/08	Kampala	Project visit: NAADS Secretariat	Silim Nahdy Francis Byekwaso
	02/08	Kampala	Project visit: PMA Secretariat	Tom Kakuba
	02/08	Kampala	Civil Society visit: Uganda National Farmers Federation	Chebet Maikut
Thursday	03/08	Kampala	Discussion at Delegation	Reint Bakema
	03/08	Entebbe	Project visit: Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (ASARECA)	Eldad Tukahyirwa Tom Barry
	03/08	Kampala	Discussion at Delegation	Reint Bakema Tom Vens Stefan Kluge
Friday	04/08	Jinja	Project visit: Lake Victoria Fisheries Organisation (LVFO)	Richard Ogutu-Ohwayo Jim Scullion
	04/08	Jinja	Civil Society visit: Jinja District Farmers Association	Jinja District Farmers Association Staff
Saturday	05/08	Mbale	Visit of Mbale District	
Sunday	06/08	Sipi Falls	Visit of Mbale District	
Monday	07/08	Mubende	Project visit: Kaweri Coffee Farmers Alliance Support Project	Jason Green Paul Mwesigwa
	07/08	Fort Portal	Discussion and debriefing preparation	Reint Bakema
Tuesday	08/08	Fort Portal	Project visit: Smallholder Tea Development Project (Mabale Tea Factory)	Kenneth Kyamulesire E.M.Rusoke

Day	Date	Place	Activity	Contacts
	08/08	Fort Portal	Project visit: Smallholder Tea Development Project (Mpanga Tea Factory)	E.M.Rusoke
	08/08	Fort Portal	Discussion and debriefing preparation	Stefan Kluge Reint Bakema
Wednesday	09/08	Kyamushu nga (Bushenyi district)	Project visit: NAADS Sub-County coordination unit Project visit: NAADS supported agricultural farms	Patrick Kamwezi Dr Mali
Thursday	10/08	Mbarara	Project visit: NARO Mbarara Zonal Agricultural Research Development Institute (ARDI)	Mabara ZARDI Staff
Friday	11/08	Kampala	NAO Support Unit, Ministry of Finance	Mr O. Obella Joe Haguma Nick Roberts
		Kampala	PMA Donor Sub-Group	Allan Tollervey (DFID) Asap Nuwagira (AfDB)
		Kampala	Discussion with Consultants on Natural Resources Management Programme	James Acworth Timm Tennigkeit
Saturday	12/08	Kampala	Report writing	
Sunday	13/08	Kampala	Report writing	
Monday	14/08	Entebbe	Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries	MAAIF Commissioner MAAIF Planning Department official
	14/08	Entebbe	Departure	
Tuesday	15/08	Brussels	Arrival	

3. Cartography of projects



- ASARECA: Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa
- LVFO: Lake Victoria Fisheries Organisation
- STDP: Smallholder Tea Development Programme
- KCFASP: Kaweri Coffee Farmers Alliance Support Project
- NAADS: NAADS Kyamushunga Sub-County coordination unit
- NARO : NARO Mbarara ZARDI

Annexe 6 – Bibliographie

1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE	3
2. DOCUMENTATION PAYS.....	10
Arménie	10
Bangladesh.....	10
Bolivie	11
Cambodge	11
Cameroun	13
Ethiopie	14
Ghana.....	14
Mozambique	15
Madagascar	17
Mali.....	19
Maroc	20
Ouganda	21
Sainte Lucie	22
Vietnam.....	22

1. Documentation générale

Banque Mondiale	1996	“Poverty reduction and the World Bank: progress and challenges in the 1990s”, World Bank strategy for Rural Development
Banque Mondiale	1997	“Rural Well-Being: From Vision to Action”, World Bank strategy for Rural Development, ESD Studies and Monographs Series, Washington DC, Agriculture and Natural Resources Dept
Banque Mondiale	1998	“Assessing Aid: What worked, what doesn’t and why?”, Washington DC
Banque Mondiale	2003	“Reaching the Rural Poor: a renewed strategy for rural development”, World Bank new strategy for Rural Development
Banque Mondiale	2005	“A Review of Rural Development Aspects of PRSP and PRSCs”, 2000 – 2004
Banque Mondiale	2005	“Agriculture and Achieving the Millennium Development Goals”
Banque Mondiale	2005	“PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) Performance Measurement Framework”, PEFA Secretariat
Banque Mondiale	2005	Reaching the Rural Poor: a Renewed Strategy for Rural Development, From: “Development Context: Why a Strategy Update is Necessary”
Banque Mondiale	2006	“WDR Background Paper on Asset Inequality and Agricultural Productivity. Asset Inequality and Agricultural Growth: How are patterns of asset inequality established and reproduced?”, Rachel Sabates-Wheeler
Banque Mondiale	2006	“World Development Report 2008: Agriculture and Development”
Binswanger H P. and Deininger K.	1997	“Explaining Agricultural and Agrarian Policies in Developing Countries”
Bryden, John	2004	“Rural Development Indicators and Diversity in the European Union”
Center for Global Development	2002	“Solutions when the Solution is the Problem: Arraying the Disarray in Development”, Lant Pritchett and Michael Woolcock
Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE	2004	“La réforme de la PAC : Note de synthèse”
Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE	2006	“Banane : Note de synthèse”
Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE	2006	“Coton : Note de synthèse”
Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE	2006	“Sucre : Note de synthèse”

CIDA	2003	“ Primer on Program-Based Approaches”, Réal Lavergne and Anneli Alba, Ottawa
CIDA	2003	Program-Based Approaches: A new way of doing business, Réal Lavergne, In: “Development Express”, Ottawa
Commission des Communautés Européennes	1995	Règlement (CE) n° 3062/95 du Conseil, du 20 décembre 1995, relatif à des actions dans le domaine des forêts tropicales
Commission des Communautés Européennes	1996	Règlement (CE) n° 1292/96 du Conseil du 27 juin 1996 concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire et des actions spécifiques d'appui à la sécurité alimentaire
Commission des Communautés Européennes	1997	“L'initiative Européenne sur le Recherche Agronomique pour le Développement”, Communication de la Commission Européenne au Conseil et au Parlement Européen, COM(97)126, 25/03/1997
Commission des Communautés Européennes	2000	“ Guidelines for the design of a rural development profile and strategic framework - Final Document “, December 2000
Commission des Communautés Européennes	2000	“ Intégrer l'environnement et le développement durable dans la politique de coopération en matière d'économie et de développement – Eléments d'une stratégie globale”, Communication de la Commission au Conseil, au Parlement Européen et au Comité Economique et Social, COM (2000) 264, 18/05/2000
Commission des Communautés Européennes	2000	“ La politique de développement de la Communauté Européenne ”, Communication de la Commission Européenne au Conseil et au Parlement, COM (2000) 212, 26/04/2000
Commission des Communautés Européennes	2000	“ Lutte contre la pauvreté en milieu rural ”, Politique et approche communautaires pour le développement rural, Juin 2000
Commission des Communautés Européennes	2000	“ Politique Européenne d'appui au Développement rural ” Document d'Orientation Politique, Février 2000
Commission des Communautés Européennes	2000	Règlement (CE) N° 2494/2000 du P.E et du Conseil du 7 Novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement
Commission des Communautés Européennes	2000	Règlement (CE) N°2493/2000 du P.E et du Conseil du 7 Novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement
Commission des Communautés Européennes	2002	“ Guide for the Programming and Implementation of Budget Support for Third Countries of March 2002”, Brussels
Commission des Communautés Européennes	2002	“ Lutte contre la pauvreté rurale - Politique et approche de la Communauté européenne à l'égard du développement rural et de la gestion durable des ressources naturelles dans les pays en développement ”, Communication de la Commission, COM (2002) 429, 25/07/2002

Commission des Communautés Européennes	2003	“Guidelines on EC Support to Sector Programmes of February 2003”, Brussels
Commission des Communautés Européennes	2003	“ Joint Evaluation of External Support to Basic Education in Developing Countries “, Evaluation réalisée pour le compte de la Commission, Septembre 2003
Commission des Communautés Européennes	2003	“ Climate Change in the context of development cooperation ”, Communication from the Commission to the Council and the European Parliament, COM(2003) 85 final, 11/03/2003
Commission des Communautés Européennes	2004	“Guidelines on Project Cycle Management of March 2004”, Brussels
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Evaluation of Population and Development oriented Programmes in EC External Co-operation “, Evaluation réalisée pour le compte de la Commission, March 2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Chaînes de produits de base agricoles, dépendance et pauvreté – Proposition de plan d’action de l’UE” Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen, COM (2004) 89, 12/02/2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Director-general Instruction Note – Microfinance - Follow up of the peer review. EC position with regard to credit line “, 04/03/2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Evaluation des règlements Environnement et Forêts 2493/2000 et 2494/2000 ”, Evaluation réalisée pour le compte de la Commission, Novembre 2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Evaluation of EC Interventions in the Transport Sector in Third Countries “, Evaluation réalisée pour le compte de la Commission, May 2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Evaluation of Food Aid Policy and Food Aid Management and Special Operations in Support of Food Security “, Evaluation réalisée pour le compte de la Commission, July 2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Evaluation of Trade-Related Assistance by the European Commission in Third Countries “, Evaluation réalisée pour le compte de la Commission, May 2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Guidelines for support to land policy design and land policy reform processes in developing countries “, EU Land Policy Guidelines, July 2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Orientations de l’UE visant à soutenir l’élaboration de la politique foncière et les processus de réforme de cette politique dans les pays en développement ”, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen, COM (2004) 686, 19/10/2004
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Réseau développement rural et sécurité alimentaire. Approche Sectorielle pour le Développement Agricole et Rural en Afrique Sub-saharienne : bilan, leçons et perspectives, DG Aidco C6 ”

Commission des Communautés Européennes	2004	Food Aid/Food Security Budget Lines (21 02 01 - 21 02 02 – 21010401), Programming Document 2005-2006
Commission des Communautés Européennes	2005	“EU radically reforms its sugar sector to give producers long-term competitive future”, Communiqué de Presse
Commission des Communautés Européennes	2005	“EU Strategy for Africa: towards a Euro-African pact to accelerate Africa’s development”, COM (2005) 489 final
Commission des Communautés Européennes	2005	“Institutional assessment and capacity development: Who, what and how? Aid Delivery Methods Concept Paper”, Nils Boesen
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Annual Work Programme 2005 for Grants - EuropeAid Food Aid and Food Security”
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Documents (en préparation) des Outils méthodologiques sectoriels (Lot 3) - Développement rural ”, DG Aidco, Unité d’Evaluation
Commission des Communautés Européennes	2005	“ EC Budget Support : An Innovative Approach to Conditionality ”, DG Development, February 2005
Commission des Communautés Européennes	2005	“ La Politique de Développement de l’Union européenne “ Le Consensus européen”, Communication de la Commission au Conseil, au Parlement Européen, au Comité économique et social Européen et au Comité des régions
Commission des Communautés Européennes	2006	Council Regulation (EC) No 318/2006 of 20 February 2006 on the common organisation of the markets in the sugar sector
Commission des Communautés Européennes - FAO		Memorandum of Understanding concerning the establishment of a strategic partnership between the Food and Agriculture Organization of the United Nations and the Commission of the European Communities in the field of development and humanitarian affairs.
Commission des Communautés Européennes - PAM	2005	Memorandum of Understanding concerning the establishment of a strategic partnership between the World Food Programme and the Commission of the European Communities in the field of humanitarian and recovery assistance in developing countries.
Commission des Communautés Européennes et Conseil Européen	2000	“ La politique de développement de la Communauté Européenne ”, Déclaration du Conseil et de la Commission
Council of the European Union	2003	“Climate change in the context of development cooperation”, Council conclusions, 7523/03 DEVGEN 32 ENV 165, 01/12/2003
DANIDA	2004	“Between naivety and cynicism: A pragmatic approach to donor support for public sector capacity development”, Nils Boesen and Ole Therkildsen
DFID		Rural poverty in developing countries: Part 2: Detailed study issues and methodology, Nick Sloan, Jenny George and Hugh Waddington
DFID	1998	“ Sustainable Rural Livelihoods: what contribution can we make? “, London

DFID	2001	“Sector Programme Approaches : Will They Work in Agriculture ? ”, Development Policy Review, 2001, 19(3), pp. 321-338
DFID	2003	“Agriculture and Poverty reduction: unlocking the potential”, DFID policy paper, December 2003
DFID	2005	“Growth and Poverty Reduction: the role of agriculture”
DIE	2006	“Strengthening Internal Accountability in the Context of Programme-based Approaches in Sub- Saharan Africa.”, Mzwanele Mfunwa
DRN-ADE-NCG-ECO	2004	“Evaluation des règlements environnement et forêts”
ECDPM	2003	“Building coherence between sector reforms and decentralisation: do SWAps provide the missing link?”
EPTISA International	2005	“Centrar el desarrollo en las personas: Aplicación del concepto de desarrollo humano en proyectos, programas y políticas en el marco de la reducción de la pobreza ”, Dossier Técnico, n°3, ano 2005
ESPN		"Governance of Territorial and Urban Policies from EU to Local Level", Final Report
EU Task Force on Land Tenure	2004	Eu Land Policy Guidelines: “Guidelines for support to land policy design and land policy reform processes in developing countries”
FAO	2006	“L’Etat de l’insécurité alimentaire dans le monde : bilan 10 ans après le Sommet mondial de l’alimentation”
FAO, IIED	2006	“Better Land Access For The Rural Poor.Lessons From Experience And Challenges Ahead”, Lorenzo Cotula, Camilla Toulmin & Julian Quan
FAO, IIED	2006	Briefing Paper: “Innovation in Securing Land Rights in Africa:Lessons from experience”
Ferguene A.	2003	"Gouvernance locale et développement territorial - Le cas des pays du Sud", Actes du Colloque international tenu les 26 et 27 avril 2003 à Constantine (Algérie) sur le thème “ Gouvernance locale et développement territorial. Le cas des pays méditerranéens ” organisé par l’Université Mentouri de Constantine (Faculté des Sciences économiques et Sciences de gestion), en collaboration avec l’Université Pierre Mendès France Grenoble 2
GDPRD	2006	“Hot Topics: Platform consensus on rural development issues of global significance in 2006”
Global Donor Platform for Rural Development	2005	“The Role of Agriculture and Rural Development in achieving the Millennium Development Goals – a joint donor narrative”
GTZ-SPA	2001	“Stakeholder participation in sector reform: Tentative guidelines based on field experience from sub-Saharan Africa”, Désirée Dietvorst
IFAD	2005	“IFAD Policy on Sector-Wide Approaches for Agriculture and Rural Development”, Executive Board, Rome, April 2005
IFAD	2005	“Sharpening the Rural Focus of PRSPs”, IFAD

IFPRI	2001	“ Food Security in Practise: Using Gender Research in Development”, Agnes R. Quisumbing and Bonnie McClafferty
IFPRI - ODI	2005	“The future of Small Farms : Proceedings of a Research Workshop”
Leloup F.	2004	" La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ", 4ième journée de la proximité - 17 et 18 juin 2004, Université de Grenoble
OCDE-CAD	2005	“Paris declaration on Aid Effectiveness : ownership, alignment, harmonization, results and mutual accountability”
OCDE-CAD	2006	“Promoting Pro-Poor Growth: Policy Guidance for Donors”
OCDE-CAD	2006	“The Challenge of Capacity Development: Working towards Good Practice”
OCDE-CAD	2006	Harmonising Donor Practices for Effective Aid Delivery, Volume 2: “Budget support, sector wide approaches and capacity development in public financial management”, Paris
ODI	2000	“The Status of Sector Wide Approaches”, Mick Foster, Adrienne Brown, Felix Naschold, London and Ireland Aid, Dublin
ODI	2004	“Rethinking Agricultural Policies For Pro-Poor Growth”, Andrew Dorward, Shenggen Fan, Jonathan Kydd, Hans Lofgren, Jamie Morrison, Colin Poulton, Neetha Rao, Laurence Smith, Hardwick Tchale, Sukhadeo Thorat, Ian Urey, and Peter Wobst
ODI	2006	“Poverty Reduction Strategies and the Rural Productive Sectors: What have we learnt, what else do we need to ask?”, Lidia Cabral
ODI-CAPE	2000	“What’s different about agricultural SWAps? ”, Mick Foster, Andy Norton, Adrienne Brown and Felix Naschold
ODI-CAPE	2001	“Sector wide programmes And poverty reduction”, Mick Foster and Sadie Mackintosh-Walker
ODI-CAPE	2001	“The Status Of Sector Wide Approaches”, Adrienne Brown, Mick Foster, Andy Norton and Felix Naschold
ODI-CAPE	2002	“How, when and why does Poverty get Budget Priority: Poverty Reduction Strategy and Public Expenditure in Five African Countries. Synthesis Paper”, Mick Foster, Adrian Fozzard, Felix Naschold and Tim Conway,
ODI-CAPE	2002	“What’s behind the budget? Politics, rights and accountability in the budget process”, Andy Norton and Diane Elson
ODI-CAPE	2003	“A Review of Experience in Implementing Medium Term Expenditure Frameworks in a PRSP context: A Synthesis of Eight Country Studies”, Malcolm Holmes and Alison Evans
Oxfam International	2006	“Causinf Hunger: an overview of the food crisis in Africa”

Oxford Policy Management	2003	“A Vision for the Future of Technical Assistance in the International Development System”, Gareth Williams, Stephen Jones, Val Imber and Astrid Cox
PARTICIP GmbH	2004	“Thematic Evaluation of Food Aid Policy and Food Aid Management and Special Operations in Support of Food Security, Volumes 1 et 2”
PARTICIP GmbH	2006	“Thematic evaluation of the EC support to good governance”
Piette F.	2006	“Les déterminants de la productivité agricole dans le Nord-est du Brésil: Une investigation sur la relation négative entre la productivité et la taille des fermes”, Université de Montréal
PNUD	2005	“L’Afrique et les Objectifs du Millénaire pour le Développement”, Ahmed Rhazaoui, Luc-Joël Grégoire, Soraya Mellali
Regards Economiques	2005	“ Plein Feu sur la Microfinance ! ”
Southgate D. and Graham D.	2006	“Growing Green: The challenge of sustainable agricultural development in Sub-Saharan Africa”
UNICEF	2005	Approaches in Selecting a Core Set of Indicators, From: “Handbook on Rural Households’ Livelihoods and Well-being”
UNIFEM	2006	“Promoting Gender Equality in New Aid Modalities and Partnerships”, Discussion Paper
Union Européenne	1997	Art. 177-181 sur la Coopération au développement, Traité d’Amsterdam
University of California at Berkeley	2003	“Achieving success in Rural Development: Toward implementation of an integral approach”, Alain de Janvry and Elisabeth Sadoulet
UNU/WIDER	2001	“Access to Land and Land Policy Reforms”, Alain de Janvry and Elisabeth Sadoulet
	2002	“Forum européen sur la coopération pour le développement rural”, Débats, Montpellier, 4-6 Septembre 2002
	2004	8th African Forum, 6-10 September 2004, Nairobi, Kenya. The private sector as a partner in the fight against poverty : Non-state actors in agricultural programmes
	2005	9th African Forum, 19-23 September 2005, Ouagadougou, Burkina Faso. Improving access to resources, services and markets : agricultural programmes as a comprehensive approach to rural poverty reduction ?

2. Documentation Pays

Arménie

Commission des Communautés Européennes	2005	“Armenia: Country Strategy Evaluation”
Republic of Armenia	2003	“Republic of Armenia: Poverty Reduction Strategy Paper”
Republic of Armenia - European Community	2002	“Country Strategy Paper 2002-2006 and National Indicative Programme 2002-2003”

Bangladesh

Commission des Communautés Européennes		“Haor Rural Development Project (HRDP) – Project Synopsis”
Commission des Communautés Européennes	2000	“Rural Development Policy and Strategic Framework – Bangladesh Pilot Study”
Commission des Communautés Européennes	2001	“Haor Rural Development Project (HRDP) – Monitoring Report”
Commission des Communautés Européennes	2002	“National Indicative Programme / Order for Services 2003 – 2005”
Commission des Communautés Européennes	2003	“Evaluation of the European Commission’s Country Strategy for Bangladesh”
Commission des Communautés Européennes – People’s Republic of Bangladesh	2001	“Country Strategy Paper 2002-2006”
Concern Bangladesh	2003	“Evaluation of Haor Rural Development Project (HRDP)”
Concern Bangladesh	2003	“Haor Rural Development Project – Final Narrative Report”
Concern Bangladesh	2004	“ ARCH Advancing Rural Capacity in Haor - Interim Report for the period December 2003-November 2004”
People’s Republic of Bangladesh	2003	“A National Strategy for Economic Growth, Poverty Reduction and Social development”

Bolivie

Commission des Communautés Européennes	2000	“Rural Development Policy and Strategic Framework – Bolivia Pilot Study”
Commission des Communautés Européennes	2003	“ Programa de desarrollo de los Valles de Arque y Tapacari – PRODEVAT, Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes	2003	“ Programa de desarrollo de los Valles de Arque y Tapacari – PRODEVAT, Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Programa de apoyo a la estrategia de desarrollo alternativo en el Chapare (Trópico de Cochabamba) – PRAEDAC, Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Programa de apoyo a la estrategia de desarrollo alternativo en el Chapare (Trópico de Cochabamba) – PRAEDAC, Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Informe de la Misión de Pre-Programación de la Estrategia Pais de Asistencia Bolivia, 2007-2013”
OMS	2001	“ Desigualdades en el acceso, uso y gasto con el agua potable en America Latina y el Caribe ”
République de Bolivie	2001	“Poverty Reduction Strategy Paper for the period 2000 – 2006”
République de Bolivie - Commission des Communautés Européennes	2001	“ Programme de Apoyo a la Seguridad Alimentaría – Evaluación de medio termino ”
République de Bolivie - Commission des Communautés Européennes	2002	“Country Strategy Paper and Memorandum of Understanding 2000-2006”
République de Bolivie - Commission des Communautés Européennes	2003	“Food Security Programme II – Draft Commission Decision on a Food Security Programme”
République de Bolivie - Commission des Communautés Européennes	2004	“ Programa de Seguridad Alimentaría, Componente de Microfinanzas del PASA, Línea Presupuestaria de Seguridad Alimentaría – Informe Final ”
UN		“ Metas de Desarrollo de la Cumbre del Milenio: Progreso en Bolivia ”

Cambodge

AFD	2006	“Le Cambodge rural face à la pauvreté : contribution à la réflexion sur les dynamiques agraires et le changement social”
Agrifood Consulting International	2005	“Cambodian Agrarian Structure Study”
ECR-Mekong	2005	“Final Evaluation of the Food Security for Vulnerable Populations in Banteay Meanchey Province Project”, Francesco Caruso and Lindsay MacLean

GDPRD	2005	GDPRD Working Paper: “Assessment Study on Harmonisation and Alignment in Rural Development in four Pilot Countries – Nicaragua, Burkina Faso, Tanzania and Cambodia”, Richard Anson – Nicaragua Rainer Schweers - Burkina Faso, Guy Evers – Tanzania, Jan Rudengren – Cambodia, Chery McIntosh – Summary and the Secretariat of the Global Donor Platform for Rural Development
GDPRD	2006	“Facilitating the process of developing an enhanced program based approach for support to the land agenda in Cambodia”, Klaus Talvela
GTZ	2006	Legal Categories of Lands in Cambodia
Royal Government of Cambodia	2001	Seila Program Document (2001-2005)
Royal Government of Cambodia - European Community	2000	Country Strategy Paper (2000-2003)
Royal Government of Cambodia	2003	National Poverty Reduction Strategy (2003-2005)
Royal Government of Cambodia	2004	National Poverty Reduction Strategy –Progress Report
Royal Government of Cambodia	2005	Strategic Framework For Decentralization and De-concentration Reforms
Royal Government of Cambodia	2006	“Seila Program and Partnership for Local Governance Project”, 2005 Annual Report
Royal Government of Cambodia	2006	National Strategic Development Plan (2006-2010)
Royal Government of Cambodia	2006	Strategy formulation For development of A medium term strategy for Agriculture and water resources (2006-2010)
Royal Government of Cambodia - European Community	2004	Country Strategy Paper (2004-2006)
Royal Government of Cambodia - European Community		PRASAC I, Final Report
Royal Government of Cambodia - European Community		Support Programme for the Agricultural Sector in Cambodia, Phase II PRASAC II - Final Report (May 1999 – December 2003)
Royal Government of Cambodia - European Community	2004	“Support Programme for the Agricultural Sector in Cambodia – PRASAC II - Final Evaluation, Draft Report”
Royal Government of Cambodia - European Community	2005	The EC-Cambodia National Indicative Programme (2005-2006)

RWA International	2000	“Support to Veterinary services in Cambodia”
SIDA	2006	“Employment and Growth in Cambodia – An Integrated Economic Analysis”, Country Economic Report 2006
UN	2001	“United Nations Development Goals, Cambodia 2001”
UNDP	2001	“Project Of The Royal Government Of Cambodia, Partnership for Local Governance”
UNDP/DFID/Sida	2004	“Seila Program and Partnership For Local Governance, Mid-Term Review”
World Bank	2006	Cambodia - Rural Sector Strategy Note: Towards a Strategy for Rural Growth and Poverty Reduction
ZOA Refugee Care	2005	Community Reintegration and Development Project, Otdar Meanchey Province

Cameroun

EURATA	2004	Evaluation du programme d’assistance technique et financière au secteur bananier au Cameroun et en particulier de la première phase “ ATF99 ”
République du Cameroun	2003	“ Poverty Reduction Strategy Paper ”
République du Cameroun	2005	Document De Stratégie De Développement Du Secteur Rural, Volumes I et II
République du Cameroun	2006	Rapport annuel des activités du programme national de développement participatif
République du Cameroun - Communauté européenne	2001	“ Cadre de stratégie de la coopération Cameroun - Communauté européenne 9 ^{ème} FED “
République du Cameroun - Communauté européenne	2005	Evaluation finale du projet Pôle de Développement Rural (PPDR)
République du Cameroun - Communauté européenne	2006	Evaluation finale du rapport de développement de la région des monts Mandara
République du Cameroun - Communauté européenne	2006	Réhabilitation des séchoirs à cacao dans la province du Sud-ouest et le département du Moungo
THALES Engineering and Consulting	2003	Mission d’évaluation à mi-parcours du programme de développement rural participatif dans le département du Logone et Chari
	2005	Atelier de la Société civile pour sa contribution à la mise en œuvre, l’analyse et le suivi participatif du DSRP

Ethiopie

Commission des Communautés Européennes	2004	“ Ethiopia : Country Strategy Evaluation ”
Republic of Ethiopia	2000	“Interim Poverty Reduction Strategy Paper”
Republic of Ethiopia	2003	“Sustainable Development and Poverty Reduction Program”
Republic of Ethiopia - European Community		“Integrated Food Security Programme in Eastern Haraghe Zone (EHZ IFSP II) - Project Synopsis”
Republic of Ethiopia - European Community	2002	“Country Strategy Paper and Indicative Programme for the period 2002 – 2007”
Republic of Ethiopia - European Community	2002	“Integrated Food Security Programme in Eastern Haraghe Zone (EHZ IFSP II) – Financing Agreement”
Republic of Ethiopia - European Community	2002	“ Coffee Improvement Programme IV – Financing Agreement ”
Republic of Ethiopia - European Community	2004	“2004 Mid-Term Review Conclusions”
Republic of Ethiopia - European Community	2004	“Integrated Food Security Programme in Eastern Haraghe Zone (EHZ IFSP II) - Monitoring Report”
Republic of Ethiopia - European Community	2005	“Addendum to the Country Strategy Paper and Indicative Programme for the period 2002 – 2007.”

Ghana

Commission des Communautés Européennes		“5 th Microprojects Programme (MPP) – Project Synopsis”
Commission des Communautés Européennes		“Rural Water and Sanitation Project in the Northern Region – Project Synopsis”
Commission des Communautés Européennes	1999	“Joint Implementation Memorandum – Support to the Cocoa Sector”
Commission des Communautés Européennes	2000	“5 th Microprojects Programme (MPP) – Financing Agreement”
Commission des Communautés Européennes	2001	“Rural Water and Sanitation Project in the Northern Region – Financing Agreement”
Commission des Communautés Européennes	2003	“Mid Term Evaluation of the 5th Microprojects Programme”
Commission des Communautés Européennes	2004	“5 th Microprojects Programme (MPP) - Re-Monitoring Report”
Commission des Communautés Européennes	2005	“Final Evaluation of the 5th Microprojects Programme”

Commission des Communautés Européennes	2005	“Final Evaluation of the Cocoa Sector Support Programme”
Commission des Communautés Européennes	2005	“Mid-Term Evaluation of Rural Water and Sanitation Project in the Northern Region”
Commission des Communautés Européennes	2005	“Rural Water and Sanitation Project in the Northern Region – Monitoring Report”
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Ghana : Country Strategy Evaluation ”
Republic of Ghana	2003	“Ghana Poverty Reduction Strategy 2003 - 2005: An Agenda for Growth and Prosperity”
Republic of Ghana - European Community	2002	“Country Strategy Paper and National Indicative Programme for the period 2002 – 2007.”

Mozambique

CARE	2004	“Inhambane Livelihood Recovery Project In Province Inhambane, Mozambique”, Final report (1998-2004)
Care International Deutschland	2005	“ Inhambane Livelihood Recovery Project – Final Report”
Commission des Communautés Européennes		“ Agricultural and Livestock Development Project in Magude – Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“ Inhambane Livelihood Recovery Project – Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“ Nhambavale Food Security Project – Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes	1998	“ Inhambane Livelihood Recovery Project – Financing Agreement “
Commission des Communautés Européennes	2000	“Rural Development Policy and Strategic Framework – Mozambique Pilot Study”
Commission des Communautés Européennes	2001	“ Agricultural and Livestock Development Project in Magude – Financing Agreement “
Commission des Communautés Européennes	2002	“ Inhambane Livelihood Recovery Project – Monitoring Report “
Commission des Communautés Européennes	2003	“Mid Term External Evaluation Of The European Commission Food Security Programme In Mozambique”
Commission des Communautés Européennes	2003	“Proposal for a Commission Decision for a Financial Allocation in support of a Food Security Programme for Mozambique”
Commission des Communautés Européennes	2003	“ Nhambavale Food Security Project – Financing Agreement ”

Commission des Communautés Européennes	2004	“Joint Annual Report 2003”
Commission des Communautés Européennes	2004	“ 2004 Mid-Term Review – Republic of Mozambique ”
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Agricultural and Livestock Development Project in Magude – Monitoring Report “
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Nhambavale Food Security Project – Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Agricultural and Livestock Development Project in Magude – IVº Relatório Intercalar de Actividades: 1 de Março de 2004 a 28 de Fevereiro de 2005 “
Commission des Communautés Européennes	2006	“10th European Development Fund – Country Strategy Paper : Governance Profile”
Commission des Communautés Européennes – PARTICIP GmbH	2004	“Thematic Evaluation of Food Aid Policy and Food Aid Management and Special Operations in Support of Food Security; - draft Country Report Mozambique, Field Report For Mozambique”; Aart van der Heide, Nathalie Bockel
CTC Consulting	2003	“Appraisal of the Potential for a Community Land Registration, Negotiations and Planning Support programme, Mozambique”
IM - IDA	2001	“Joint Staff Assessment of the Poverty Reduction Strategy Paper”
Investment Development Consultancy - Development Strategies	2000	“Evaluation of EC Country Strategy Mozambique (1996-2000)”, Carlos Montes and Toby Wolfe
National Authorising Office and European Commission Delegation in Mozambique	2003	“ Joint Annual Report 2002 ”
National Authorising Office and European Commission Delegation in Mozambique	2004	“ Joint Annual Report 2003 ”
OCDE	2003	“Country Survey: Mozambique”
Republic of Mozambique		“Land reform and poverty alleviation in Mozambique”
Republic of Mozambique	2001	Action plan for the reduction of Absolute poverty (2001-2005) (PARPA)
Republic of Mozambique	2003	“PROAGRI Evaluation”
Republic of Mozambique	2004	“Evaluation of the PROAGRI II Strategy Document”
Republic of Mozambique	2004	“ Strategy Document: PROAGRI II ”, Maputo
Republic of Mozambique	2004	Memorandum of Understanding between the Government of the Republic of Mozambique and the Programme Aid Partners for the provision of Direct Budget and Balance of Payments Support

Republic of Mozambique	2005	Project Memorandum: Establishment of a Community Land Use Fund (Fundo de Terra para Uso Comunitário) in Mozambique
Republic of Mozambique - European Community	2001	“Country Strategy Paper and National Indicative Programme for the period 2001 – 2007.”
République du Mozambique	1998	“Estratégia de Segurança Alimentar e Nutricional (ESAN)”
République du Mozambique	2005	“Plano de acção para a redução da Pobreza absoluta, 2006-2009 (PARPA II)”, Maputo
République du Mozambique	2006	Estratégia de Desenvolvimento Rural (EDR 2006-2025)
Standard Bank	2003	“Annual profile – Mozambique”
USAID	2002	“Assessment of Corruption and Red Tape as Barriers to Trade and Investment in Mozambique”
WORLD VISION	2005	“Nhambavale Food Security Project (NVFSP), Mozambique”, Progress Report, (November 2004 – January 2005)
World Vision Mozambique	2005	“Nhambavale Food Security Project – Quarterly Report February to April 2005”

Madagascar

Centre Technique Horticole de Tamatave		Présentation du CTHT
Commission des Communautés Européennes		“Programme de Développement Intégré dans la région de BEMARAHA - Project Synopsis “
Commission des Communautés Européennes		“Projet d’Appui aux Micro-finances Rurales – Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“Projet Pilote d’Appui aux Initiatives concertées pour le Développement Rurale des Régions (PAIR) – Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes	1998	“Projet Pilote d’Appui aux Initiatives concertées pour le Développement Rurale des Régions (PAIR) – Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	2000	“Programme de Développement Intégré dans la région de BEMARAHA - Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	2000	“Projet d’Appui aux Micro-finances Rurales – Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	2001	“Projet Pilote d’Appui aux Initiatives concertées pour le Développement Rurale des Régions (PAIR) – Monitoring Report “
Commission des Communautés Européennes	2002	“Programme de Développement Intégré dans la région de BEMARAHA - Monitoring Report “

Commission des Communautés Européennes	2002	“ Projet d’Appui aux Micro-finances Rurales – Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2003	“ Projet de Décision de la Commission concernant un programme d’aide à la sécurité alimentaire à Madagascar ”
Commission des Communautés Européennes	2006	“ Proposition de Financement PASAM ”
Communauté européenne - Caisses d’épargne et de crédit Agricole (cecam) de Madagascar	2004	“ Etude de l’impact du réseau des caisses d’épargne et de crédit agricole (cecam) de Madagascar ” - Rapport d’étude, Volume 1 : résultats de recherche, Betty wampfler (cirad), E. Ralison (fofifa), J.Ramiaramanana (université d’Antananarivo), Marc roesch (cirad), Avec l’appui de Paulette taily (cirad) Cyril cornu (cirad)
DRN	2004	“ Evaluation a mi-parcours du programme PAICAL (8-ACP-MAG028) et Evaluation finale du programme de coopération décentralisée et du 1er, 2ème et 3ème programme de microréalisations à Madagascar ”
République de Madagascar	2001	“ Plan d’Action pour le Développement Rural à Madagascar ”
République de Madagascar	2003	“ Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté ”
République de Madagascar	2005	“ Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté ”
République de Madagascar – Communauté Européenne		ACORDS Phase II - Dispositions Techniques et Administratives d’Exécution (DTA)
République de Madagascar – Communauté Européenne		Cadre logique de l’appui aux filières horticoles tropicales d’exportation
République de Madagascar – Communauté Européenne	2002	“ Stratégie de coopération et Programme indicatif pour la période 2002 – 2007 ”
République de Madagascar – Communauté Européenne	2003	“ Mission d’appui à la réforme institutionnelle dans le domaine du développement rural et de la sécurité alimentaire à Madagascar ”, Rapport Provisoire Mission 1
République de Madagascar – Communauté Européenne	2003	“ Rapport conjoint 2003 ”
République de Madagascar – Communauté Européenne	2004	“ Conclusions de la revue à mi-parcours ”
République de Madagascar – Communauté Européenne	2005	Protocole spécifique n° 05/2005 : Appuis aux filières horticoles tropicales d’exportation
République de Madagascar – Communauté Européenne	2006	Etat des lieux de l’avancement du processus et des outils de mise en œuvre du Programme d’Appui aux Communes et Organisations Rurales pour le Développement du Sud
	2005	Atelier National sur la Filière Vanille : pour une vanilliculture responsable et durable, Antananarivo, le 22 août 2005

Mali

Commission des Communautés Européennes		“ Lutte contre l’ensablement et développement des ressources forestières dans les régions du Nord du Mali – Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“ Programme d’Appui au Démarrage des Communes - Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“ Projet de Valorisation des Ressources en Eau de Surface en 5ème région – Consolidation - Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes	1994	“ Lutte contre l’ensablement et développement des ressources forestières dans les régions du Nord du Mali - Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	1994	“ Projet de Valorisation des Ressources en Eau de Surface en 5ème région – Consolidation – Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	2000	“ Programme d’Appui au Démarrage des Communes - Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	2001	“ Lutte contre l’ensablement et développement des ressources forestières dans les régions du Nord du Mali – Mission d’évaluation finale, Rapport définitif “
Commission des Communautés Européennes	2001	“ Projet de Valorisation des Ressources en Eau de Surface en 5ème région – Consolidation - Monitoring Report “
Commission des Communautés Européennes	2003	“ Programme d’Appui au Démarrage des Communes - Monitoring Report “
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Evaluation du Projet de Valorisation des Ressources en Eau de Surface en 5ème région – Consolidation – Rapport provisoire “
Institutions et Développement	2004	“ Evaluation du dispositif d’appui aux collectivités territoriales du Mali - Rapport définitif ”
Republic of Mali	2002	“ Poverty Reduction Strategy Paper ”
République du Mali	1997	“ Actualisation du schéma directeur du développement du secteur rural ” Ministère du développement rural et de l’eau
République du Mali	1998	“ Note d'orientation politique de développement du secteur rural - Ministère du Développement rural et de l’eau ”
République du Mali – Communauté Européenne	2003	“ Rapport annuel conjoint 2003 ”
République du Mali – Communauté Européenne	2003	“ Stratégie de coopération et Programme indicatif pour la période 2003 – 2007 ”
République du Mali – Communauté Européenne	2004	“ Revue à mi-parcours 2004 ”

Maroc

ADE – Rollen Conseil - Edater	2006	Evaluation ex-ante du Programme de Développement Rural de l'Hexagone 2007-2013 (PDRH)
Ambassade de France au Maroc - SCAC	2004	“ Le secteur agricole marocain ”
Ambassade de France au Maroc - SCAC	2004	“ Synthèse : la filière fruits et légumes au Maroc : marché local et d'exportation ”
Ambassade de France au Maroc - SCAC	2006	“ Diagnostic de la filière tomate industrielle au Maroc : Enjeux et perspectives ”, Rachid Doukkali et Anne Chohin-Kuper
Commission des Communautés Européennes		“ Développement Rural intégré des zones forestières et péri-forestières de Chefchaouen - Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“ Développement rural intégré et gestion des ressources naturelles dans le Nord du Maroc - Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“ Fonds de Développement Agricole - Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes	1995	“ Fonds de Développement Agricole - Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	1998	“ Développement rural intégré et gestion des ressources naturelles dans le Nord du Maroc - Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	1999	“ Développement Rural intégré des zones forestières et péri-forestières de Chefchaouen - Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	2000	“ Fonds de Développement Agricole - Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2001	“ Développement rural participatif dans le Moyen Atlas Central (Khenifra project) – Convention de Financement ”
Commission des Communautés Européennes	2003	Note d'accompagnement du document “ Le secteur de l'environnement et des ressources naturelles au Maroc ”
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Développement Rural intégré des zones forestières et péri-forestières de Chefchaouen - Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Développement rural intégré et gestion des ressources naturelles dans le Nord du Maroc - Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2005	“ Développement rural participatif dans le Moyen Atlas Central (Khenifra project) - Monitoring Report ”
Royaume du Maroc	2004	“ Etude de cas : Forêts et développement durable dans les provinces de Chefchaouen et d'Ifrane ”, Rapport de mission de Mohamed Allaoui
Royaume du Maroc	2004	“ Situation de l'agriculture marocaine ”
Royaume du Maroc	2004	“Le Plan de Développement Economique et Social “

Royaume du Maroc - Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture –Banque Mondiale	2005	“ Etat des lieux de la mise en œuvre de la Stratégie 2020 de développement rural ”
Royaume du Maroc - Communauté Européenne	2002	“ Document de stratégie 2002 – 2006 et programme Indicatif National 2002 – 2004 ”
Royaume du Maroc - Communauté Européenne	2005	“ National Indicative programme 2005-2006”
	2005	Rapport annuel 2005 du projet des AGAT

Ouganda

Commission des Communautés Européennes		“ Forest Resources Management and Conservation Programme - Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes		“ National Agricultural Advisory Services (NAADS) - Project Synopsis ”
Commission des Communautés Européennes	2000	“Technical Assistance to the Smallholder Tea Development Programme – Consolidation Phase (STDP-CP) – Final Evaluation”
Commission des Communautés Européennes	2001	“ Forest Resources Management and Conservation Programme – Financing Agreement “
Commission des Communautés Européennes	2001	“ Evaluation of EC Country Strategy: Uganda 1996-2000 “
Commission des Communautés Européennes	2004	“ National Agricultural Advisory Services (NAADS) - Monitoring Report ”
Commission des Communautés Européennes	2004	“ Sector Budget Support to the Programme for Modernisation of Agriculture – Financing Proposal n° 36918 “
DFID	1999	“Uganda: Country Strategy Paper 1999”
DFID	2003	“Uganda : Interim-country assistance plan”
DFID	2006	“Evaluation of general budget support – Uganda country summary”
IMF - IDA	2001	“Uganda : Poverty Reduction Strategy Paper Progress Report Joint Staff Assessment”
Oxford Policy Management	2005	“Evaluation Report : The plan for the Modernisation of Agriculture”, Main report
Republic of Uganda	2000	“ Uganda’
Republic of Uganda	2000	“Plan for Modernisation of Agriculture: Eradicating Poverty in Uganda “
Republic of Uganda	2004	“ Uganda’s Poverty Eradication Action Plan “
Republic of Uganda -		“ Conclusions for the Mid-Term Review “

European Community

Republic of Uganda - European Community	2002	“Country Strategy Paper and National Indicative Programme for the period 2002-2007 “
Steffensen, Jesper	2005	Decentralisation and Partnership General Budget Support in Uganda, From: “Joint Evaluation of General Budget Support 1994–2004 Burkina Faso, Malawi, Mozambique, Nicaragua, Rwanda, Uganda, Vietnam”
World Bank		“Lessons from Uganda on Strategies to Fight Poverty”

Sainte Lucie

St Lucia - European Community	2001	“Country Strategy Paper and National Indicative Programme for the period 2001 – 2007”
----------------------------------	------	---

Vietnam

Commission des Communautés Européennes		“Cao Bang and Bac Can Rural Development - Project Synopsis”
Commission des Communautés Européennes		“Son La and Lai Chau Rural Development Project – Project Synopsis”
Commission des Communautés Européennes	1998	“Cao Bang and Bac Can Rural Development – Financing Agreement”
Commission des Communautés Européennes	2002	“Cao Bang and Bac Can Rural Development – Mid-Term Evaluation”
Commission des Communautés Européennes	2003	“Son La and Lai Chau Rural Development Project – Mid Term Review, Final Report”
Commission des Communautés Européennes	2004	“Cao Bang and Bac Can Rural Development - Monitoring Report”
Commission des Communautés Européennes	2004	“Son La and Lai Chau Rural Development Project – Monitoring Report”
Commission des Communautés Européennes	2005	“Cao Bang and Bac Can Rural Development - Final Report”
Socialist Republic of Vietnam	2001	“ Interim Poverty Reduction Strategy Paper “
Socialist Republic of Vietnam	2001	“ Interim Poverty Reduction Strategy Paper “
Socialist Republic of Vietnam	2001	“ Socio-economic development strategy for the period 2001-2010 “
Socialist Republic of Vietnam	2001	“ Socio-economic development strategy for the period 2001-2010 “

Socialist Republic of Vietnam	2001	“ Socio-economic development strategy for the period 2001-2010 “
Socialist Republic of Vietnam	2002	“ The Comprehensive Poverty Reduction And Growth Strategy “
Socialist Republic of Vietnam	2002	“ The Comprehensive Poverty Reduction And Growth Strategy “
Socialist Republic of Vietnam - European Community	2002	“ EC-Vietnam Country Strategy Paper 2002 – 2006 and National Indicative Programme 2002-2004”
Socialist Republic of Vietnam - European Community	2005	“ National Indicative Programme 2005-2006 ”
Socialist Republic of Vietnam - European Community	2005	“ National Indicative Programme 2005-2006 ”